

87-001

Digitized by the Internet Archive in 2023 with funding from University of Toronto

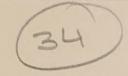




CULTURE COMMUNIQUÉ

MAR 2 9 1988

de la CULTURE



SERVICE BULLETIN / BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada, \$4.50 monthly/\$45 a year Other Countries, \$5.50 monthly/\$55 a year Prix: Canada, \$4.50 par mois/\$45 par année Autres pays, \$5.50 par mois/\$55 par année

Vol. 11, No. 1

CULTURE COMMUNIQUÉ PERIODICAL PUBLISHING 1985/86

Introduction

The Education, Culture and Tourism Division has conducted an annual survey on periodical publishing in Canada since 1984. The primary purpose of this communiqué is to report the main conclusions drawn from the results of the 1985/86 survey, as well as from other sources of data on periodicals.

The data given reflect the responses provided with respect to 1,313 periodicals coming from 921 publishers. This survey was a census of periodicals, as defined for the 1985/86 "Periodical" here means a printed survey. medium of communication, issued on a regular basis more frequently than once a year, but not more than once a week. The periodical must have a name and some form of chronology on the cover, must have no more than 70% advertising content, must be stapled, glued, folded or otherwise formed into a distinct package, and must be available to the public. Catalogues, directories, daily and weekly newspapers, and newsletters are excluded.

Vol. 11, nº 1

COMMUNIQUÉ DE LA CULTURE L'ÉDITION DU PÉRIODIQUE 1985/86

Introduction

La Division de l'Éducation, de la Culture et du Tourisme mène une enquête depuis 1984 sur l'édition des périodiques au Canada. Ce communiqué vise principalement à rendre compte des principales conclusions tirées des résultats de l'enquête 1985/86 ainsi que d'autres sources de données sur les périodiques.

Les données présentées proviennent des déclarations de 1,313 périodiques relevant de 921 éditeurs. On doit rappeler que cette enquête se veut un recensement des périodiques tels que définis par l'enquête sur l'édition du périodique 1985/86. On y entend par périodique un médium de communication imprimé, publié régulièrement plus fréquemment qu'une fois l'an mais pas plus qu'une fois la semaine. Le périodique doit avoir un nom et l'indication sur la couverture d'un ordre chronologique, n'avoir pas plus de 70% de contenu publicitaire, être broché, collé, plié ou autrement monté en un format distinct et être disponible au public. Sont exclus les catalogues, annuaires, journaux quotidiens ou hebdomadaires ou journaux d'entreprises.

April 1988

Avril 1988

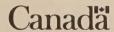
4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

9-506 ISSN 0822-6016

Reproduction ou citation autorisée sous réserve d'indication de la source Statistique Canada





Highlights

Between 1984-85 and 1985-86.

The average circulation per periodical published in Canada declined by 6%.

The average revenue per periodical dropped 3%.

The average business expenses per periodical dropped 1%.

The profit margin per periodical decreased 2 percentage points, falling to 4%.

Subscription prices rose an average of 8%. Subscription prices for specialized periodicals, general-public periodicals and scholarly periodicals increased 2%, 12% and 19% respectively.

The single-copy price of periodicals remained steady, barely keeping up with inflation.

Canadian consumers spent 40% more in constant dollars on the purchase of canadian and foreign magazines than they did in 1969.

The basic rates for a page of black-and-white advertising rose 7%. However, overall, the rates for colour pages increased by only 1%.

Faits saillants

Entre 1984/85 et 1985/86

Le tirage moyen des périodiques édités au Canada a baissé de 6%.

Les recettes moyennes des périodiques ont baissé de 3%.

Les dépenses moyennes des périodiques ont baissé de 1%.

La marge bénéficiaire par périodique a chuté de 2 points de pourcentage à 4%.

Le prix de l'abonnement a augmenté en moyenne de 8%. Le prix d'abonnement du périodique spécialisé, du périodique grand public et de la revue savante a haussé respectivement de 2%, 12% et 19%.

Le prix du périodique au numéro se maintient étant donné qu'il suit à peine l'inflation.

Les consommateurs canadiens dépensent en dollars constants 40% de plus qu'en 1969 pour l'achat de périodiques canadiens et étrangers.

Les tarifs de base d'une page publicitaire en noir et blanc ont augmenté de 7%. Par contre, les tarifs pour la couleur n'ont dans l'ensemble augmenté que de 1%.

1985 market for publishing industry

Contrary to the predictions of some proponents of the electronic media, print has not been replaced by other techniques for the transmission and storage of information. Overall, the print medium is doing relatively well. There has been a steady growth in revenues generated over the last five years by newspapers, magazines and books.

As Text Table I shows, daily newspapers had a total of \$1.8 billion in revenues (sales and advertising) in 1985; this represented an increase of 1% (constant dollars) from 1981. Non-dailies reported \$489 million in revenues in 1985, for an increase of 52% (constant dollars). Periodicals publishing establishments in Canada declared some \$732 million in revenues in 1985, for an increase of 32% (constant dollars). Finally, books published in Canada, with a total of \$346 million in revenues in 1985, posted a slight increase of 1% (constant dollars) during the same period.

Periodical publishing is an important segment of the Canadian print publishing industry; it is in second place in terms of total revenue, after daily newspapers. Periodicals account for 21% of revenues from the sale of Canadian publications.

Marché de l'édition 1985

La disparition de l'imprimé au profit d'autres techniques de transmission et de stockage de l'information n'est pas encore réalité contrairement aux thèses avancées par certains fervents des communications électroniques. Dans l'ensemble, l'imprimé se porte relativement bien. Regardons la croissance des revenus générés au cours des cinq dernières années dans le secteur de l'édition écrite: journaux, périodiques et livres.

Comme on peut observer au tableau explicatif I, les journaux quotidiens totalisent des revenus (ventes et publicité) de \$1.8 milliards en 1985 ce qui représente une hausse en dollars constants de 1% par rapport à 1981; pour leur part les non-quotidiens déclarent des recettes de \$489 millions en 1985, soit une hausse de 52% (dollars constants). Les périodiques publiés au Canada atteignent des revenus de l'ordre de \$732 millions en 1985 commandant ainsi une hausse de 32% (dollars constants). Finalement, les livres publiés au Canada, génèrent des revenus totaux de \$346 millions en 1985 démontrant une faible augmentation de 1% (dollars constants) pour la même période.

L'édition de périodiques est un segment important de l'industrie canadienne de l'édition écrite se classant au deuxième rang des recettes totales à la suite des quotidiens. Ils représentent 21% des recettes provenant de ventes de produits canadiens de l'édition.

Given only two years of data from the survey on Periodical Publishing Publishing (Culture Subdivision) are available, trends were determined using revenue figures from the Industry Division. It should be noted that the Industry Division universe of periodical publishers is limited mainly to large establishments of the industry (approximately 400) compared to the Culture survey which covers 1,000 or so periodical publishers surveying many small publishers. Consequently, results of both surveys are not always comparable.

N'ayant que deux années d'enquête de l'édition du périodique (sous-division de la culture) on a dû dégager des tendances à l'aide des chiffres (recettes) provenant de la Divison de l'Industrie. Il est à noter que l'univers des éditeurs de périodiques de la Division de l'Industrie est limité (app. 400 établissements) comparativement à l'enquête de la culture laquelle couvre quelques 1000 éditeurs de périodiques dont plusieurs petits éditeurs. Conséquemment, les résultats des deux enquêtes ne peuvent toujours être comparés.

Text Table I. Total revenue of print publishing in Canada 1981-1985 base = 1981 for constant dollars⁶

Tableau explicatif I. Revenus totaux de l'édition écrite au Canada, 1981-1985 base = 1981 pour les dollars constants⁶

	1981	1982	1983	1984	1985	Change from 1981 to 1985 in percent Variation de 1981à 1985 en pourcentage
	millions o	f dollars – milli	ons de dollars			
Dailies - Quotidiens						
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	1,474.4 1,474.4	1,461.1 1,318.7	1,589.7 1,356.4	1,733.7 1,417.6	1,890.6 1,486.3	28% 1%
Non dailies – Non-quotidiens						
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	254.0 254.0	300.7 271.4	336.4 287.0	398.5 325.8	489.8 385.1	93% 52%
Periodicals published in Canada - Périodiques publiés au Canada						
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	435.4 435.4	466.2 420.8	514.8 439.2	609.6 498.4	732.9 576.2	68% 32%
Books published in Canada – Livres publiés au Canada						
current dollars – dollars courants constant dollars – dollars constants	270.2 270.2	282.0 254.5	309.3 263.9	323.7 264.7	346.4 272.3	28% 1%
Total						
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	2,434.1 2,434.1	2,510.1 2,265.4	2,750.2 2,346.6	3,065.6 2,410.1	3,459.7 2,719.9	42% 12%

Source: Data on newspapers & periodicals are from the publication: Printing, Publishing and allied industries, catalogue 36-203, Statistics Canada. Data on Book Publishing are released in the catalogue 87-210, Book Publishing in Canada.

Source: Les données sur les journaux et périodiques sont extraits de la publication Imprimerie, édition et activités connexes no. 36-203 au catalogue de Statistique Canada. Les données sur les livres sont extraits de la publication: L'édition du livre au Canada, no. 36-203 au catalogue de Statistique Canada.

The Consumer Price Index (all items) is used to measure price change from current dollars to constant dollars. The index is expressed in terms of 1981 = 100. Changes between any time period can readily be calculated by dividing the index point of difference between the two time periods by the base period index and multiplying the result by one hundred.

On se sert de l'indice des prix à la consommation (l'ensemble) pour mesurer la variation de prix entre deux périodes. L'indice est exprimé sur la base de 1981 = 100. Les changements entre toute période peuvent se calculer directement en divisant la différence en points d'indice entre les deux périodes par l'indice de la période de base et en multipliant le résultat par 100.

The value of periodical imports² in 1985 has been estimated at \$525.7 million. With inflation taken into account, there was a slight increase of 6% (in constant dollars) from 1981, when imports were valued at \$388.9 million. Unfortunately, the source of this data does not provide the information required on the volume of imports to allow comparisons with the Audit Bureau Circulation data.3 According to ABC, the combined circulation for American publications distributed in Canada was 9.1 million copies per issue. Among the American periodicals, 91 had a circulation in Canada of more than 25,000 copies per issue. Average circulation for these periodicals was 78,800 copies. In the 85/86 survey, 1,308 Canadian periodicals4 reported a total combined circulation of 37.5 million copies per issue (for an average circulation of 28,700).

Distribution of advertising revenue by medium

In the past five years, the advertising revenues of periodicals increased by approximately 12% in constant dollars. Non-daily newspapers posted an increase of 51% in constant dollars, for the highest growth rate achieved by any of the media. The dailies experienced a slowdown that resulted in a 1% decrease (in constant dollars) in advertising revenues. As far as the electronic media were concerned, private radio had a marginal increase of 1% (constant dollars) and private television saw its advertising revenues climb 18% (constant dollars).

Par ailleurs, on estime à \$525.7 millions la valeur des importations² de périodiques en 1985. Compte tenu de l'inflation, on constate une légère hausse de 6% (en dollars constants) par rapport à 1981 où les importations étaient évaluées à \$388.9 millions. Cette source ne fournit malheureusement aucune donnée sur le volume des importations permettant de faire une comparaison avec les données de Audit Bureau Circulation³. Selon ABC, le tirage combiné des publications américaines distribuées au Canada atteint 9.1 millions d'exemplaires par numéro. On y retrouve 91 périodiques dont le tirage au Canada est supérieur à 25,000 exemplaires par numéro, qui ont obtenu une distribution moyenne de 78,800 exemplaires. Les 1,308 périodiques canadiens⁴ de l'enquête 85/86 totalisent un tirage combiné de 37.5 millions d'exemplaires par numéro (soit un tirage moyen de 28,700).

Partage des recettes publicitaires selon les média

Au cours des cinq dernières années, les recettes publicitaires des périodiques ont connu une augmentation d'environ 12% en dollars constants. Les journaux non quotidiens ont pour leur part atteint une hausse de 51% en dollars constants et connaissent ainsi le plus haut taux d'accroissement comparativement aux autres média. Finalement, les quotidiens ont connu un ralentissement marginal des recettes de publicité. Pour ce qui touche les média électroniques, la radio privée a connu une variation marginale de 1% (dollars constants) et la télévision privée a vu ses recettes d'annonces publicitaires grimper de 18% (dollars constants).

Estimates drawn from data in Imports by Commodity (Statistics Canada Catalogue No 65-007), adjusted according to the value at the first point of sale through multiplication of the value at the point of entry into Canada by 1.25.

Audit Bureau Circulation checks only American publications.

Only 1,308 of the 1,313 periodicals surveyed reported a circulation figure.

Estimations tirées des données de la publication Importation par marchandises 65-007 au catalogue de Statistique Canada rajustée selon la valeur au premier point de vente en multipliant la valeur au point d'entrée au Canada par 1.25.

³ Audit Bureau Circulation ne vérifie que les publications

Seulement 1,308 périodiques des 1,313 périodiques recensés ont déclaré un tirage.

Text Table II. Advertising revenues in the media, 1981-1985 Base = 1981 for constant dollars⁷

Tableau explicatif II. Recettes provenant des annonces publicitaires dans les médias, 1981-1985 Base = 1981 pour les dollars constants⁷

	1981	1982	1983	1984	1985	Change from 1981 to 1985 Variation de 1981 à 1985
	million	ns of dollars – m	illions de dolla	irs		
Private radio - Radio privée						
current dollars - dollars courants	438.1	465.9	479.5	544.3	565.5	29%
constant dollars - dollars constants	438.1	420.5	409.1	445.1	444.6	1%
Private television – Télévision privée						
current dollars - dollars courants	589.9	670.9	740.6	816.6	884.8	50%
constant dollars - dollars constants	589.9	605.5	631.9	667.7	695.6	18%
Dailies – Quotidiens		1				
current dollars - dollars courants	1,162.4	1,149.7	1,233.2	1,353.3	1,474.7	27%
constant dollars - dollars constants	1,162.4	1,037.6	1,052.2	1,106.5	1,159.4	
Non dailies – Non quotidiens						
current dollars - dollars courants	193.5	222.1	244.3	303.5	373.0	93%
constant dollars - dollars constants	193.5	200.5	208.4	248.2	293.2	51%
Periodicals - Périodiques						
current dollars - dollars courants	280.8	285.6	305.4	370.2	400.5	43%
constant dollars - dollars constants	280.8	257.8	260.6	302.7	314.9	12%

Source: Radio and television broadcasting, catalogue 56-204, Statistics Canada Radiodiffusion et télévision, catalogue 56-204, Statistique Canada Printing, Publishing and allied industries catalogue 36-203, Statistics Canada Imprimerie, édition et activités connexes no. 36-203, Statistique Canada

Advertising is indispensable for most periodicals. According to the 1985/86 survey on periodical publishing, advertising revenues accounted for 64% of total revenues. The percentage varied considerably, depending on the type of periodical, with 55% for general-public periodicals, 80% for specialized periodicals and 9% for scholarly periodicals. These figures are similar to those from the year before. Single-copy sales and subscriptions accounted for 8% and 21% of total revenues respectively.

La publicité s'avère une ressource indispensable pour la majorité des périodiques. Selon l'enquête de l'édition du périodique 1985/86, les recettes publicitaires constituaient 64% des recettes totales des périodiques. Ce pourcentage varie considérablement selon les catégories de périodiques. Ainsi, pour un périodique grand public, un périodique spécialisé et une revue savante, on obtient respectivement les pourcentages suivants: 55%, 80% et 9%. Ces pourcentages demeurent similaires à ceux de l'année précédente. Les ventes au numéro et abonnements comptent respectivement 8% et 21% des recettes totales.

⁷ See footnote 6.

⁷ Voir le renvoi 6.

⁻⁻ amount to small to be expressed.

⁻⁻ nombres infimes

Profile of Canadian periodicals

Between 1984/85 and 1985/86, average circulation per issue for Canadian periodicals decreased slightly, dropping from 30,400 copies to 28,700. According to the 1985/86 survey, 66% of periodicals were published in English, 21% were published in French, and 13% were bilingual or were published in other languages. The 485 general-public periodicals accounted for 71% of total circulation.

General-public periodicals posted a 6% increase in circulation, with the average number of copies per issue climbing from 51,400 in 1984/84 to 54,600 in 1985/86. Specialized periodicals, for their part, saw a 2% decline in average circulation, dropping from 16,200 to 15,000 in 1985/86.

Periodicals can be grouped by circulation level. In 1985/86, most titles (89%) had a circulation of fewer than 50,000 copies, accounting for 31% of total circulation. Periodicals with a circulation of 50,000 to 99,999 copies accounted for 12% of total circulation and 5% of titles. The 6% of periodicals with circulation greater than 100,000 copies had 57% of total circulation. There were 74 such periodicals. A few publications, such as TV guides sold on a single-copy basis, have very high circulation figures.

Canadian periodicals promote writers and other artists in this country. Examination of the data on the origin of the editorial content and artwork in a typical issue of periodicals published in Canada reveals that 93% of editorial content was authored by Canadians. The situation was the same for illustrations and photographs.

The following text table shows that growth of periodicals slowed between 1984/85 and 1985/86 according to the main indicators studied. Since we have data for only two years, it is still too early to identify trends, but these will be the indicators to follow.

Profil des périodiques canadiens

De 1984/85 à 1985/86, le tirage moyen par numéro de l'ensemble des périodiques a légèrement diminué en passant de 30,400 à 28,700 exemplaires. Selon l'enquête de 1985/86 sur les périodiques, 66% sont publiés en anglais, 21% en français et 13% sont bilingues ou publiés en d'autres langues. Les 485 titres de périodiques grand public représentent à eux seuls 71% du tirage total.

Les périodiques grand public affichent une augmentation de 6% de leur tirage, le nombre moyen d'exemplaires par numéro ayant grimpé de 51,400 en 1984/85 à 54,600 en 1985/86. Les périodiques spécialisés pour leur part ont subi une diminution de 2% de leur tirage moyen soit de 16,200 en 1984/85 à 15,000 en 1985/86.

Les périodiques peuvent être regroupés selon le niveau de tirage. En 1985/86, la plus grande partie des titres (89%) a un tirage de moins de 50,000 exemplaires; ces derniers produisent 31% du tirage total. Les périodiques ayant une distribution de 50,000 à 99,999 exemplaires représentent 12% du tirage total et 5% des titres. De plus, 57% du tirage total provient de périodiques (74 périodiques ou 6%) dont le tirage dépasse 100,000 exemplaires. Ce phénomène s'explique du fait que quelques titres ont un très grand tirage tels les guides de télévision vendus en kiosque.

Les périodiques canadiens encouragent les écrivains et autres artistes du pays. En effet, en jetant un coup d'oeil sur la source des textes et des illustrations d'un numéro typique des périodiques édités au Canada, on constate que 93% des textes proviennent d'auteurs canadiens. On signale la même situation pour les illustrations et photographies.

Au tableau explicatif suivant, on dénote un ralentissement de la croissance du périodique entre 1984/85 et 1985/86 selon les principaux indicateurs étudiés. N'ayant que deux années de données, il est encore prématuré de dégager des tendances mais ce sont des indicateurs à surveiller de près.

Text Table III Profile of the Canadian Periodical, 1984/85 and 1985/86

Tableau explicatif III. Profil du périodique canadien, 1984/85 et 1985/86

	1984/85	1985/86		Change in percentage Variation en pourcentage	
	130400	1300/00			
Average circulation – Tirage moyen	No – Nbre	30,432	28,666	- 6%	
Percent of paid circulation – Pourcentage du tirage payé	%	51	49	- 4%	
Average advertising rate – Taux moyen de publicité					
Black/White – Noir/blanc Color – Couleur	\$ \$	1,321 2,438	1,427 2,459	7% 1%	
Average revenue of advertising – Recettes moyennes de publicité	. \$	415,456	409,503	- 1%	
Average revenue of single copy sales – Recettes moyennes de ventes au numéro	\$	98,348	89,092	- 9%	
Average subscription revenue – Recettes moyennes d'abonnement	\$	117,105	121,613	4%	
Average revenue – Recettes moyennes	\$	475,978	462,146	- 3%	
Average total expenses – Dépenses moyennes totales	. \$	447,787	444,669	- 1%	
Profit margin – Marge bénéficiaire	%	6	4	- 33%	
Cost per copy - Coût par exemplaire	\$	1.44	1.34	- 7%	
Average single copy price – Prix moyen du numéro	\$	3.41	3.48	2%	
Average subscription price – Prix moyen d'abonnement	\$	16.13	17.51	8%	

Profitability

Of the 1,313 periodicals surveyed, 1,289 reported revenue and expenditure figures. Of this number, 44% (574) made a profit, 47% (602) suffered a loss, and 9% (113) were at the breakeven point. On average, the profit margin for periodicals was 4%. The figures show that the profit margin varies with the size of the periodical. Periodicals with revenues in excess of \$500,000 had a profit margin of 7%. However, medium-size and small periodicals suffered losses of 6% and 25% respectively.

Rentabilité

Des 1,313 périodiques recensés, 1,289 ont déclaré des revenus et des dépenses. De ce nombre, 44% (574) ont réalisé un profit, 47% (602) ont subi une perte et 9% (113) ont atteint le seuil de rentabilité. En moyenne, la marge bénéficiaire du périodique atteignait 4%. Par ailleurs, on observe que la marge bénéficiaire fluctue principalement selon la taille des périodiques. Ainsi les périodiques dont les revenus dépassent \$500,000 ont une marge bénéficiaire de 7%. Cependant, les périodiques de taille moyenne et petite ont subi des pertes respectivement de 6% et 25%.

Increased sales of magazines⁵

Family expenditure data were examined to uncover trends in the consumption levels of Canadians. In current dollars, purchases of magazines increased fivefold in fifteen years, rising from \$9.00 to \$47.00.

Average expenditures per family on magazines in constant 1981 dollars rose from \$23.00 in 1969 to \$38.00 in 1984 (a 40% increase). During the same period, purchases of newspapers decreased, dropping from \$81.00 to \$67.00. Overall, spending on cultural products and services posted a marginal increase, rising from \$300.00 to \$302.00.

Stage performances and magazines were the only cultural products and services for which expenditures increased steadily from 1969 on.

Hausse des achats de magazines⁵

Les données sur les dépenses par famille nous amènent à cerner les tendances relatives aux niveaux de consommation des Canadiens. En dollars courants, les achats de magazines ont quintuplé en 15 ans passant de \$9.00 à \$47.00.

En effet, on remarque que les dépenses moyennes par famille en dollars constants de 1981 à ce titre sont passées de \$23.00 en 1969 à \$38.00 en 1984 pour l'achat de périodiques (soit une hausse de 40%). Pour la même période, les achats de journaux ont subi une baisse en passant de \$81.00 à \$67.00. Dans l'ensemble, les dépenses pour les biens et services culturels sont passés de \$300.00 à \$302.00 soit une hausse marginale.

Parmi les biens et services culturels, seuls les entrées aux concerts, théâtres, ainsi que l'achat de périodiques ont connu une augmentation continue depuis 1969.

Text Table IV. Average expenditures for cultural products & services in constant dollars (1981 = 100)8

Tableau explicatif IV. Dépenses moyennes pour certains biens et services culturels en dollars constants (1981 = 100)8

	1969	1976	1984
	\$	\$	\$
Motion picture showings – Entrées au cinéma	58	54	40
Stage performances - Entrées aux théâtres, aux concerts, etc.	25	29	36
Records & tapes - Disques et bandes audio	35	56	40
Books - Livres	43	57	49
Newspapers - Journaux	81	76	67
Magazines ⁹ – Magazines ⁹	23	29	38
Textbooks and learning material – Manuels scolaires et matériel didactique	35	27	32
Total of cultural products & services Ensemble des biens et services culturels	300	328	302

Source: Family expenditure in Canada, catalogue 62-555, Statistics Canada
Dépenses des familles au Canada, catalogue no. 62-555, Statistique Canada

Magazines is used instead of periodicals in the family expenditure survey.

L'enquête sur les dépenses par famille utilise le terme "magazine" au lieu de "périodique".

⁸ See footnote 6.

⁸ Voir le renvoi 6.

⁹ No distinction between foreign or canadian magazines is reported.

On ne précise pas de distinction entre les magazines étrangers et canadiens.

Text Table V. Family expenditures for magazines by cities, 1969 and 1984 (base: 1981 for constant dollars)¹⁰

Tableau explicatif V. Dépenses par famille au poste des magazines par villes, 1969 et 1984 (base: 1981 pour les dollars constants)¹⁰

	St. John's	Halifax	Montreal	Ottawa	Toronto	Winnipeg	Edmondon	Vancouver	Total
1984									
Dollars courants	56	61	39	64	47	45	50	51	47
Dollars constants	46	50	32	52	38	37	41	42	38
1969									
Dollars courants	8	10	7	12	11	9	13	10	9
Dollars constants	20	25	18	30	28	23	33	25	23

Source: Family expenditures in Canada, Selected cities, Catalogue 62-555, Statistics Canada
Dépenses des familles au Canada, villes choisies, catalogue 62-555, Statistique Canada

Of the eight cities that provided figures, Ottawa had the highest expenditures per family for magazines (\$64.00 in 1984). Montreal had the lowest figure in this category (\$39.00 per family). Ottawa was also in first place for expenditures per family on reading materials and other printed matter (including newspapers, magazines and books), with a figure of \$284.00 for 1984.

For further information

For more detailed information, consult Culture Statistics (Catalogue 87-203) or ask for custom tabulations (provided on a cost-recovery basis) through Marie Lavallée-Farah, Education, Culture and Tourism Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone number: 613-951-1569).

Parmi les huit villes ayant fourni des chiffres, on observe que c'est à Ottawa où l'on dépense le plus par famille au poste des magazines soit \$64.00 pour l'année 1984. C'est à Montréal où l'on dépense le moins par famille à cette fin soit \$39.00 par famille. Ottawa remporte également la palme des dépenses par famille au poste de matériel de lecture et autres imprimés (incluant journaux, périodiques, livres) commandant des dépenses de \$284.00 pour l'année 1984.

Pour plus de renseignements

Les lecteurs qui désirent obtenir des renseignements plus détaillés peuvent se procurer le catalogue 87-203 ou demander des totalisations spéciales selon une formule de recouvrement des frais en s'adressant à Marie Lavallée-Farah, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (numéro de téléphone 613-951-1569).

¹⁰ See footnote 6.

¹⁰ Voir le renvoi 6.



de la CULTURE

SERVICE BULLETIN/BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada, \$4.50 monthly/\$45 a year Other Countries, \$5.50 monthly/\$55 a year Prix: Canada, \$4.50 par mois/\$45 par année Autres pays, \$5.50 par mois/\$55 par année

Vol. 11, No. 2

Vol. 11, nº 2

MOTION PICTURE THEATRES IN CANADA, 1985-86

LES CINÉMAS AU CANADA, 1985-86

Introduction

Statistics Canada has been conducting annual surveys of motion picture theatres since the 1930s. Included in this communiqué are the results from the 1985-86 survey of 1,007 motion picture theatres in Canada, including 788

regular theatres and 219 drive-ins.

Highlights

- In 1985-86, 1,007 regular and drive-in theatres operated in Canada, a 23% drop since 1980-81. Most of the theatres closed were located in small towns and rural areas.
- In 1985-86, motion picture theatres in Canada had a total attendance of 80.6 million, a drop of 20% from 1980-81. All regions of the country reported a decline in attendance, although it was sharpest in Quebec, where attendance fell 27%.
- In 1985-86, chain operated theatres, which represented nearly two-thirds of all theatres, accounted for well over four-fifths of the total attendance. Most of these chain theatres are located in metropolitan areas.

Introduction

Statistique Canada réalise des enquêtes annuelles sur les cinémas depuis les années 1930. Le présent communiqué renferme des données tirées de l'enquête menée en 1985-86 auprès de 1,007 cinémas au Canada, soit 788 cinémas réguliers et 219 cinéparcs.

Faits saillants

- En 1985-86, il y avait 1,007 cinémas réguliers et ciné-parcs en activité au Canada, ce qui représente une baisse de 23% par rapport à 1980-81. La plupart des cinémas qui ont fermé leurs portes étaient situés dans les petites villes et les régions rurales.
- En 1985-86, l'assistance dans les cinémas au Canada s'est établie à 80.6 millions de personnes, soit une diminution de 20% par rapport à 1980-81. Elle a baissé dans toutes les régions du pays, principalement au Québec où elle a chuté de 27%.
- En 1985-86, les cinémas appartenant à des chaînes, qui représentent près des deux tiers de tous les cinémas, ont accueilli bien au delà des quatre cinquièmes du total de l'assistance. La plupart de ces cinémas sont situés dans les régions métropolitaines.

April 1988

Avril 1988

1-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisee sous reserve d'indication de la source Statistique Canada





- In 1985-86, the most avid movie goers in Canada were Albertans. They attended the movies an average of about four times per person. On the other hand, average attendance was lowest in New Brunswick, with an average of twice a year per person.
- In 1985-86, movie theatres in Canada received \$416.6 million in revenues, incurred expenses of \$385.5 million and earned an average profit of 8%.
- Over the 1980-81 to 1985-86 period, with the closure of about 300 theatres in Canada, employment at motion picture theatres dropped by 22% from 14,172 persons to 11,053 persons.
- In 1985-86, movie theatres in Canada had an average of 1.7 screens per theatre, compared to an average of 1.3 in 1980-81.
 The growth in multi-screen theatres was more pronounced for theatres located in large and medium metropolitan areas.

NUMBER OF THEATRES

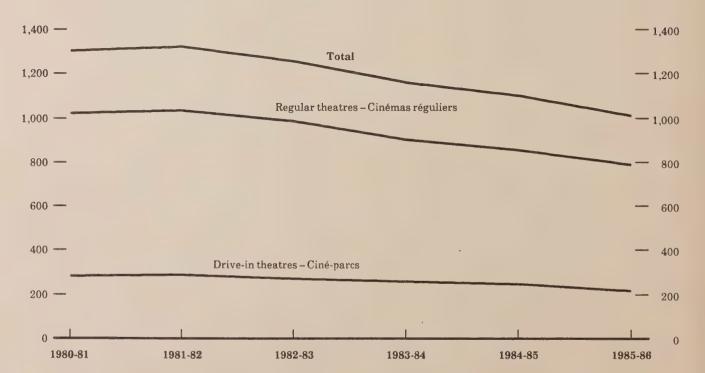
In 1985-86, there were 1,007 regular and drive-in theatres operating in Canada, a drop of 23% from 1980-81 (Figure I). The decline took place in every region of the country, ranging

- En 1985-86, les Albertains ont été les cinéphiles les plus assidus au Canada. Ils ont assisté en moyenne à environ quatre représentations par personne. Par contre, l'assistance moyenne la plus faible a été enregistrée au Nouveau-Brunswick, où la moyenne annuelle est de deux entrées par personne.
- En 1985-86, les cinémas canadiens ont encaissé des recettes de \$416.6 millions. Leurs dépenses se sont chiffrées à \$385.5 millions, et leur marge de profit s'est établie à 8%.
- Entre 1980-81 et 1985-86, le nombre d'employés dans les cinémas a chuté de 22%, passant de 14,172 à 11,053, en raison de la fermeture d'environ 300 cinémas au Canada.
- En 1985-86, les cinémas au Canada avaient en moyenne 1.7 écrans par cinéma, comparativement à une moyenne de 1.3 en 1980-81. L'augmentation du nombre de cinémas ayant plusieurs écrans a été plus prononcée dans les grandes et moyennes régions métropolitaines.

NOMBRE DE CINÉMAS

En 1985-86, on comptait 1,007 cinémas réguliers et ciné-parcs en activité au Canada, soit un recul de 23% par rapport au nombre enregistré en 1980-81 (Figure I). Cette baisse a été observée dans toutes les

Figure I Number of Theatres in Canada, 1980-81 to 1985-86 Nombre de cinémas au Canada, 1980-81 à 1985-86



from 8% in Ontario to 38% in Quebec. While the drop in the overall number of theatres was 11% in metropolitan areas¹ between 1980-81 and 1985-86, it was more pronounced in towns and rural areas where the decline amounted to 40%. Since new theatres were built during this period, the actual number of theatres closing their doors is higher than indicated above.

ATTENDANCE

In Canada, one of the most popular forms of entertainment, going to the movies, has suffered a decline in the last three decades.

The peak year was 1952 when Canadians went to the movies 256 million times or 18 times for each person in the country. Over the next decade as television became a fixture in almost every household, attendance at theatres declined sharply. The annual number of visits stood at about 100 million throughout the 1960s and 1970s. In 1983-84, however, attendance at the movies dropped to 86 million, and in 1984-85, it decreased further to 80 million and remained almost unchanged in 1985-86. The average number of visits had fallen to about three per person in 1985-86.

Attendance at motion picture theatres in Canada fell by 20% between 1980-81 and 1985-86. Regionally, the decline in attendance ranged from 16% in Ontario to 27% in Quebec. The growing use of video cassette recorders (VCRs) and pay television were partially responsible for the decline in film attendance. In 1986, more than two-fifths (42%) of Canadian homes had VCRs, and 12% subscribed to pay television.

Theatres are grouped within the three location categories:

régions du pays et varie entre 8% en Ontario et 38% au Québec. Les régions métropolitaines¹ ont accusé une diminution de 11% du nombre global de cinémas entre 1980-81 et 1985-86, alors que les villes et les régions rurales ont enregistré une baisse plus marquée, soit de 40%. Étant donné que de nouvelles salles de cinéma ont été construites durant cette période, le nombre réel de cinémas ayant fermé leurs portes est plus élevé que celui indiqué plus haut.

ASSISTANCE

Le cinéma, l'un des plus populaires passe-temps au Canada, est en perte de vitesse depuis les trente dernières années.

La fréquentation des cinémas a atteint son apogée en 1952; les Canadiens sont allés au cinéma 256 millions de fois cette année-là, ce qui représente 18 visites par personne. Au cours des dix années suivantes, comme presque tous les ménages possédaient un téléviseur, l'assistance a chuté brusquement. Le nombre annuel de visites s'est maintenu à environ 100 millions d'entrées durant les années 1960 et 1970. Toutefois, en 1983-84, la fréquentation des cinémas est tombée à 86 millions d'entrées et, en 1984-85, elle a encore reculé pour s'établir à 80 millions; elle a peu varié en 1985-86. Le nombre moyen de visites a baissé à environ trois visites par personne en 1985-86.

Entre 1980-81 et 1985-86, l'assistance dans les cinémas au Canada a diminué de 20%. Le taux de diminution a varié d'une région à l'autre, allant de 16% en Ontario à 27% au Québec. Les baisses de l'assistance dans les cinémas sont attribuables en partie à la popularité croissante des magnétoscopes et de la télévision payante. En 1986, plus des deux cinquièmes (42%) des foyers canadiens ont un magnétoscope et 12% sont abonnés à la télévision payante.

Large and Medium Metropolitan Areas - this category consists of all theatres located within Census Metropolitan Areas (CMAs). These areas have populations of over 100,000 in their urbanized cores.

Small Metropolitan Areas - this category consists of all theatres located within selected Census Agglomerations (CAs), which have populations of between 40,000 and 100,000 in their urbanized cores.

Towns and Rural Areas - this category consists of all theatres located in areas with either no central urbanized core, or with an urbanized core having a population of less than 40,000.

Les cinémas ont été classés selon l'importance de la région où ils sont situés:

Grandes et moyennes régions métropolitaines: cette catégorie englobe tous les cinémas situés dans une région métropolitaine de recensement (RMR). Le noyau urbanisé d'une RMR compte 100,000 habitants ou plus.

Petites régions métropolitaines: cette catégorie englobe tous les cinémas situés dans certaines agglomérations de recensement (AR), comptant chacune de 40,000 à 100,000 habitants dans son noyau urbanisé.

Villes et régions rurales: cette catégorie englobe tous les cinémas situés dans des régions qui n'ont pas de noyau urbanisé ou dont le noyau urbanisé compte moins de 40,000 habitants.

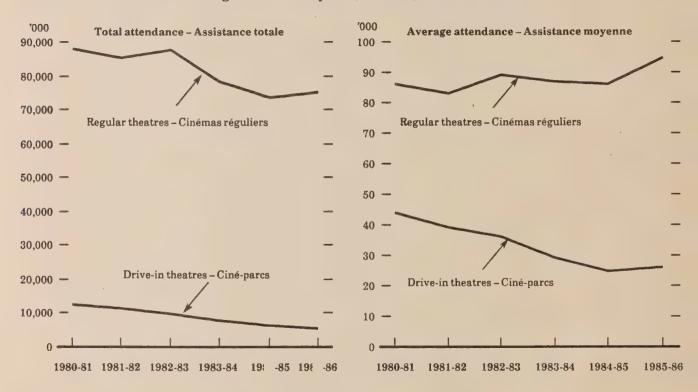
REGULAR THEATRES

In 1985-86, Canadians made a total of 74.9 million visits to regular movie theatres, a drop of 15% from 1980-81. All regions of the country experienced declines in attendance, varying from a 10% drop in Ontario to 25% in Quebec. Because of theatre closures, however, the average attendance per theatre remained fairly stable between 1980-81 and 1985-86 (Figure II).

CINÉMAS RÉGILLIERS

En 1985-86, les Canadiens ont fait 74.9 millions de visites dans les cinémas réguliers, ce qui représente une diminution de 15% par rapport à 1980-81. Dans toutes les régions du pays, l'assistance dans les cinémas a subi une baisse, variant de 10% en Ontario à 25% au Québec. Cependant, en raison de la fermeture de certains cinémas, l'assistance moyenne par cinéma est demeurée assez stable entre 1980-81 et 1985-86 (Figure II).

Figure II
Film Attendance at Regular and Drive-in Theatres, Canada, 1980-81 to 1985-86
Assistance dans les cinémas réguliers et ciné-parcs, Canada, 1980-81 à 1985-86



Canadian attendance at film theatres is concentrated in large and medium metropolitan areas. In 1985-86, half of the total number of regular theatres were located in these areas and they accounted for three-quarters of the total attendance. About two-thirds of the total number of theatres belonging to large chains were located in large and medium metropolitan areas. These large chain theatres have advantages associated with multi-screen theatres, and they generally exhibit the most commercially attractive first-run films. In 1985-86, chain theatres had an average attendance of 130,180 as opposed to an average attendance of 33,550 for independently operated theatres.

La fréquentation des cinémas canadiens est concentrée surtout dans les grandes et moyennes régions métropolitaines. En 1985-86, la moitié des cinémas réguliers étaient situés dans ces régions et ils ont accueilli les trois quarts du total de l'assistance. Environ les deux tiers du nombre total de cinémas appartenant à de grandes chaînes se trouvaient dans les grandes et moyennes régions métropolitaines. Ces cinémas tendent de plus en plus à avoir plusieurs écrans et présentent souvent en exclusivité les films qui attirent le plus les foules. En 1985-86, la fréquentation moyenne des cinémas appartenant à de grandes chaînes s'est établie à 130,180 entrées, alors que celle des cinémas indépendants s'est chiffrée à 33,550 entrées.

In 1985-86, although over one-quarter (28%) of the total number of theatres were located in towns and rural areas, they constituted 9% of the total attendance. Over the 1980-81 to 1985-86 period, attendance declined by 39% in towns and rural areas, while the number of theatres dropped by 43%. Because of the delay between the release of a film title in large metropolitan areas and its release in towns and rural areas exhibitors in towns and rural areas generally face increased competition from home video.

Drive-in Theatres

In 1985-86, drive-in theatres in Canada reported a total attendance of 5.6 million, a drop of 55% from 1980-81. Over the same period, nearly one-quarter of the total number of drive-ins closed their doors. The decline in attendance took place in every region of the country, although it was sharpest in the Atlantic region and British Columbia, where it fell 65%. Drive-in theatres located in towns and rural areas suffered the highest rate of drop in attendance from 1980-81 to 1985-86.

In contrast to regular theatres, the average attendance per drive-in theatre dropped significantly (42%) between 1980-81 and 1985-86 (Figure II). The decline was highest (55%) for drive-ins located in small metropolitan areas.

As with regular theatres, chain operated drive-in theatres attracted considerably more attendance than independently operated drive-ins. In 1985-86, chain drive-ins reported an average attendance of 35,610, compared to 13,960 for independent drive-ins.

MULTI-SCREEN THEATRES

In 1985-86, regular and drive-in theatres had 1,729 screens, an average of 1.7 screens per theatre. This compares with 1.3 screens per theatre in 1980-81. Theatres located in large and medium metropolitan areas reported an average of 2.2 screens per theatre, up 0.6 from 1980-81. On the other hand, theatres in towns and rural areas had 1.2 screens per theatre, an increase of about 0.1 since 1980-81. Over the 1980-81 to 1985-86 period, regular theatres reported a growth of 0.5 screens per theatre, whereas the corresponding growth was 0.1 for drive-ins.

En 1985-86, bien que plus d'un quart (28%) du nombre total des cinémas soient situés dans les villes et les régions rurales, ils représentent 9% du total de l'assistance. De 1980-81 à 1985-86, la fréquentation des cinémas a accusé une baisse de 39% dans les villes et les régions rurales, et le nombre de cinémas a chuté de 43%. En raison du temps qui s'écoule entre la diffusion d'un film dans les grandes régions métropolitaines et sa présentation dans les villes et les régions rurales, les exploitants de cinémas dans les villes et les régions rurales sont en général de plus en plus concurrencés par la vidéo domestique.

Ciné-parcs

En 1985-86, les ciné-parcs au Canada ont enregistré un total de 5.6 millions d'entrées, ce qui correspond à une diminution de 55% par rapport à 1980-81. Durant la même période, près d'un quart du nombre total de ciné-parcs ont fermé leurs portes. Le recul a été observé dans toutes les régions du pays, mais il a été le plus marqué dans la région de l'Atlantique et en Colombie-Britannique, où l'assistance a diminué de 65%. Les ciné-parcs situés dans les villes et les régions rurales ont accusé la baisse la plus prononcée de 1980-81 à 1985-86.

Comparativement aux cinémas réguliers, l'assistance moyenne par ciné-parc a baissé sensiblement (42%) entre 1980-81 et 1985-86 (Figure II). La chute la plus importante (55%) a été enregistrée dans les ciné-parcs situés dans les petites régions métropolitaines.

Comme pour les cinémas réguliers, les ciné-parcs appartenant à de grandes chaînes ont attiré beaucoup plus de personnes que les ciné-parcs indépendants. En 1985-86, l'assistance moyenne dans les ciné-parcs appartenant à une chaîne s'élevait à 35,610, comparativement à 13,960 dans les ciné-parcs indépendants.

CINÉMAS À PLUSIEURS ÉCRANS

En 1985-86, les cinémas réguliers et les cinéparcs possèdent 1,729 écrans, soit une moyenne de 1.7 écran par cinéma, comparativement à 1.3 écran par cinéma en 1980-81. Dans les grandes et moyennes régions métropolitaines, il y a en moyenne 2.2 écrans par cinéma, ce qui représente une augmentation de 0.6 par rapport à 1980-81. D'autre part, dans les villes et les régions rurales, on compte 1.2 écran par cinéma, soit une augmentation d'environ 0.1 depuis 1980-81. De 1980-81 à 1985-86, le nombre d'écrans par cinéma a augmenté de 0.5 dans les cinémas réguliers et de 0.1 dans les cinéparcs.

EMPLOYMENT

Regular Theatres

In 1985-86, regular theatres in Canada employed 9,264 persons. Most (85%) of the persons were employed by theatres located in metropolitan areas. The average number of employees per theatre was 12 persons, almost unchanged from 1980-81. The number of employees dropped by 1,782 persons or 16%; this decline resulted largely from closure of 231 regular theatres between 1980-81 and 1985-86.

Over the 1980-81 to 1985-86 period, regular theatres increasingly utilized part-time employees while reducing their full-time staff. In 1985-86, part-time employees accounted for 79% of the total employment, an increase of 15 percentage points from 1980-81. The full-time employees' share of total employment dropped to 19%, a drop of 13 percentage points from 1980-81. Working proprietors and family workers constituted the remaining 2%.

Drive-in Theatres

In 1985-86, drive-in theatres in Canada employed a total of 1,789 persons, an average of 8 employees per drive-in. This represented a drop of 1,337 persons or 43% from 1980-81. Drive-ins located in towns and rural areas accounted for nearly one-half of the total decline in employment.

Over the 1980-81 to 1985-86 period, the number of full-time employees at drive-in theatres went down by 54% and their share of total employment decreased by 6 percentage points to 22%.

FINANCE

Regular Theatres

In 1985-86, the 788 regular theatres in Canada received total revenues of \$382.3 million. The major source of revenues was admission receipts, accounting for about four-fifths of the total.

Regular theatres incurred total expenses of \$352.2 million, of which 43% was for film rental and royalty payments. They earned total profits of \$30.1 million or 8%.

EMPLOI

Cinémas réguliers

En 1985-86, 9,264 personnes travaillent dans les cinémas réguliers. La plupart d'entre elles (85%) travaillent dans les cinémas situés dans des régions métropolitaines. On compte en moyenne 12 employés par cinéma, nombre qui est demeuré relativement stable depuis 1980-81. Le nombre d'employés a baissé de 16%, ce qui représente une diminution de 1,782 employés. Ce recul est surtout attribuable à la fermeture de 231 cinémas réguliers entre 1980-81 et 1985-86.

De 1980-81 à 1985-86, les cinémas réguliers ont de plus en plus embauché d'employés à temps partiel, tout en réduisant le nombre de leurs employés à plein temps. En 1985-86, les employés à temps partiel représentent 79% du total de l'emploi, ce qui correspond à une augmentation de 15 points depuis 1980-81. Le nombre total d'employés à plein temps a baissé de 19%, soit une diminution de 13 points par rapport à 1980-81. Les propriétaires actifs et les travailleurs familiaux forment les 2% restant.

Ciné-parcs

En 1985-86, 1,789 personnes travaillent dans les ciné-parcs au Canada, ce qui correspond à une moyenne de 8 employés par ciné-parc. Il s'agit d'une baisse de 1,337 employés ou de 43% par rapport à 1980-81. Environ la moitié de cette baisse de l'emploi a été observée dans les ciné-parcs situés dans les villes et les régions rurales.

De 1980-81 à 1985-86, le nombre d'employés à plein temps dans les ciné-parcs a chuté de 54%, et leur part de l'emploi a baissé de 6 points pour s'établir à 22%.

FINANCES

Cinémas réguliers

En 1985-86, les recettes totales des 788 cinémas réguliers du Canada se sont élevées à \$382.3 millions, dont environ les quatre cinquièmes provenaient des entrées, principale source de recettes.

Les cinémas réguliers ont engagé des dépenses totales de \$352.2 millions, dont 43% étaient imputables à la location des films et au versement des droits et redevances. Ils ont tiré des bénéfices totaux de \$30.1 millions ou 8%.

Nationally, regular movie houses earned an average profit of \$38,180 per theatre. Provincially, profits per theatre varied widely, from \$7,830 or a 1% profit margin in British Columbia, to \$76,220 or 19% in Prince Edward Island.

Theatres located in large and medium metropolitan areas earned an average profit of \$54,000 per theatre, for a profit margin of 7%. This compares with an average profit of \$16,000 or 11% for theatres located in towns and rural areas.

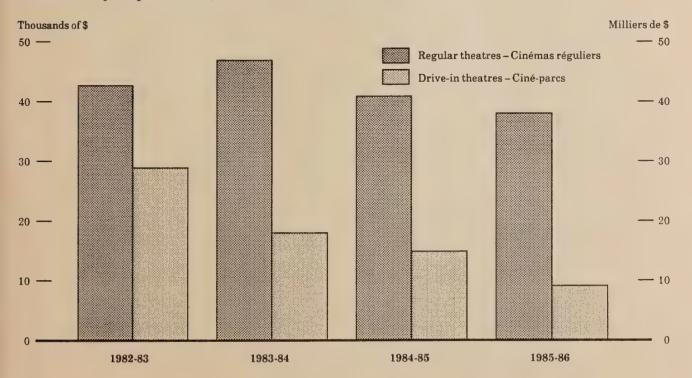
Figure III shows that the average profit per regular theatre remained fairly stable between 1982-83 and 1985-86. There were, however, considerable variations in the provincial rate of change in profit per theatre. For example, British Columbia and Manitoba reported substantial decreases in average profit per theatre from 1982-83 to 1985-86. These two provinces also suffered considerable drops in profit margin over the same period. Declining attendance contributed to this drop in profitability.

Dans l'ensemble du pays, les cinémas réguliers ont enregistré des bénéfices moyens de \$38,180 par cinéma. Au niveau des provinces, les bénéfices par cinéma ont affiché de grandes variations, allant de \$7,830, soit une marge de profit de 1%, en Colombie-Britannique à \$76,220, ou 19%, à l'Île-du-Prince-Édouard

Les cinémas situés dans les grandes et moyennes régions métropolitaines ont enregistré des bénéfices moyens de \$54,000 par cinéma, soit une marge bénéficiaire de 7%, comparativement à \$16,000 ou 11% dans le cas des cinémas situés dans les villes et les régions rurales.

La figure III indique que les bénéfices moyens enregistrés par cinéma régulier sont demeurés relativement stables entre 1982-83 et 1985-86. Par contre, le taux de variation des bénéfices par cinéma varie beaucoup selon la province. Ainsi, en Colombie-Britannique et au Manitoba, les bénéfices moyens par cinéma ont nettement diminué entre 1982-83 et 1985-86. Durant la même période, la marge bénéficiaire des cinémas a baissé considérablement dans ces deux provinces, phénomène qui s'explique en partie par une moins grande fréquentation des cinémas.

Figure III Average Profit per Theatre, Canada, 1982-83 to 1985-86 Bénéfices moyens par cinéma, Canada, 1982-83 à 1985-86



Drive-in Theatres

In 1985-86, the 219 drive-in theatres earned total revenues of \$34.3 million. Admission receipts generated two-thirds of the total revenues and concession receipts accounted for another one-third.

Drive-in theatres paid out a total of \$32.3 million in expenses, with film rental and royalty payments accounting for 29% of the total.

Drive-in theatres earned total profits of \$2 million, for a 6% profit margin, a drop of 8 percentage points from 1982-83.

Drive-in theatres earned an average profit of \$9,300 per drive-in. As with regular theatres, profits varied considerably from province to province. Drive-in theatres in Alberta suffered an average loss of \$24,970 or 12%, while Quebec reported an average profit per drive-in of \$28,420 or 14%.

Drive-in theatres located in metropolitan areas earned an average profit of \$11,100 or 5%, compared to an average profit of \$7,020 or 10% for drive-ins located in towns and rural areas.

The average profit per drive-in theatre declined substantially from 1982-83 to 1985-86 (Figure III). Provincially, Alberta and British Columbia reported the highest drops in average profit and profit margin.

Additional Information

Detailed data on motion picture theatres in Canada, 1985-86, will be published in the near future in the publication: Culture Statistics, Film Industry: Tables 1985-86, catalogue 87-204, Statistics Canada. Researchers may also request special tabulations on a cost-recovery basis.

For further information regarding the data in this bulletin, or for supplementary details, contact:

N. Verma Cultural Industries Section Education, Culture and Tourism Division

Statistics Canada Ottawa, Ontario KlA OT6 (613) 951-6863

Ciné-parcs

En 1985-86, les 219 ciné-parcs ont recueilli des recettes totales de \$34.3 millions. Les recettes provenant des entrées représentaient les deux tiers des recettes totales et les recettes tirées des concessions, environ un tiers.

Les dépenses des ciné-parcs se sont élevées à \$32.3 millions, dont 29% ont servi au paiement des droits et redevances.

Les ciné-parcs ont enregistré des bénéfices totaux de \$2 millions, ce qui représente une marge bénéficiaire de 6%, en baisse de 8 points par rapport à 1982-83.

Les ciné-parcs ont touché des bénéfices moyens de \$9,300 par ciné-parc. Comme dans le cas des cinémas réguliers, les bénéfices ont varié sensiblement d'une province à l'autre. En Alberta, les ciné-parcs ont accusé une perte moyenne de \$24,970 ou 12%, tandis qu'au Québec, ils ont affiché des bénéfices moyens de \$28,420 ou 14%.

Les ciné-parcs situés dans les régions métropolitaines ont tiré des bénéfices moyens de \$11,100 ou 5%, comparativement à ceux de \$7,020 ou 10% des ciné-parcs situés dans les villes et les régions rurales.

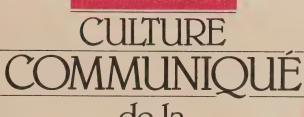
Les bénéfices moyens par ciné-parc ont grandement diminué de 1982-83 à 1985-86 (Figure III). Au niveau des provinces, les baisses les plus prononcées des profits moyens et de la marge bénéficiaire ont été enregistrées en Alberta et en Colombie-Britannique.

Renseignements supplémentaires

Des données détaillées sur les cinémas au Canada en 1985-86 seront publiées prochainement dans l'ouvrage intitulé *Statistiques de la culture: Industrie du film: tableaux 1985-86*, nº 87-204 au catalogue de Statistique Canada. Les chercheurs peuvent également obtenir certaines totalisations selon une formule de recouvrement des coûts.

Pour obtenir plus de renseignements sur les données publiées dans le présent bulletin ou d'autres détails, veuillez communiquer avec:

N. Verma
Section des industries culturelles
Division de l'éducation, de la culture
et du tourisme
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
(613) 951-6863







SERVICE BULLETIN/BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada, \$4.50 monthly/\$45 a year Other Countries, \$5.50 monthly/\$55 a year

Vol. 11, No. 3

Government Expenditures on Culture in Canada, 1986-87

Highlights

- In 1986-87, governments at the federal, provincial and municipal levels spent a total of \$4,564.6 million on arts and culture. This was an increase of 9%1 from the preceding year.
- Federal spending on culture was up 9% to \$2,447.5 million. Its share (54%) of total government expenditures remained constant between 1985-86 and 1986-87. Federal spending increased substantially for heritage²; moderately for literary arts, libraries, and visual arts and crafts; and marginally for broadcasting, performing arts, and film and video.
- Operating and capital budgets of federal cultural departments and agencies accounted for 87% (almost unchanged from the previous year) of the total federal cultural budget, whereas the financial aid represented 13%.
- For comparability, certain figures prior to 1986-87 have been adjusted to conform to the 1986-87 data presentation.
- Includes museums, public archives, historic parks and sites, nature/provincial parks, and other heritage activities.

Prix: Canada, \$4.50 par mois/\$45 par année Autres pays, \$5.50 par mois/\$55 par année

Vol. 11, nº 3

Dépenses publiques au chapitre de la culture au Canada, 1986-1987

Faits saillants

- En 1986-1987, les administrations fédérale, provinciales et municipales ont dépensé au total \$4,564.6 millions au titre des arts et de la culture, ce qui représente une augmentation de 9%¹ par rapport à l'année précédente.
- Les dépenses de l'administration fédérale augmentent de 9% pour atteindre \$2,447.5 millions. Leur part (54%) du total des dépenses publiques reste la même entre 1985-1986 et 1986-1987. Les dépenses de l'administration fédérale augmentent sensiblement pour les ressources du patrimoine², modérément pour la littérature, les bibliothèques ainsi que les arts visuels et l'artisanat et très légèrement dans le cas de la radiodiffusion, des arts d'interprétation ainsi que du cinéma et de la vidéo.
- Les budgets de fonctionnement et d'investissement des ministères et organismes culturels fédéraux représentent 87% (pourcentage presque identique à celui de l'année précédente) du budget fédéral total consacré à la culture, alors que l'aide financière représente 13% du total des dépenses fédérales.
- 1 À des fins de comparabilité, certains chiffres antérieurs à 1986-1987 ont été corrigés de façon à les rendre conformes à la présentation de 1986-1987.
- ² Les ressources du patrimoine comprennent les musées, les archives publiques, les parcs et lieux historiques, les parcs provinciaux et naturels et d'autres activités liées au patrimoine.

September 1988

Septembre 1988

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisee sous reserve d'indication de la source Statistique Canada



Statistics Canada

Statistique Canada

Education, Culture and Division de l'éducation, de la Tourism Division culture et du tourisme



- Provincial governments spent a total of \$1,342.3 million on culture, an increase of 7% over 1985-86. Provincial spending represented 29% of expenditures by all levels of government, almost no change in the proportion from 1985-86. Provincial spending grew substantially for film and video; moderately for performing arts, visual arts and crafts, literary arts and heritage; and marginally for broadcasting and libraries.
- Provincial governments devoted 40% of their total cultural budget to operating and capital spending, while the remaining budget (60%) was used in financial aid to artists and to cultural institutions and organizations.
- Municipal governments spent a total of \$774.8 million on arts and culture, an increase of 15% from 1985-86. Municipal spending represented 17% of total government expenditures.
- Les administrations provinciales ont dépensé au total \$1,342.3 millions au titre de la culture, ce qui représente une augmentation de 7% par rapport à 1985-1986. Les dépenses provinciales représentent 29% des dépenses de tous les niveaux d'administration, ce qui constitue une proportion pratiquement égale à celle de 1985-1986. Les dépenses provinciales augmentent sensiblement dans le cas du cinéma et de la vidéo, modérément pour les arts d'interprétation, les arts visuels et l'artisanat, la littérature ainsi que les ressources du patrimoine et de façon minime dans le cas de la radiodiffusion et des bibliothèques.
- Les administrations provinciales ont consacré 40% du total de leur budget culturel au titre des dépenses de fonctionnement et d'investissement, tandis que le reste (60%) a servi à l'aide financière aux artistes et aux établissements et organismes cuturels.
- Les administrations municipales ont consacré au total \$774.8 millions au titre des arts et de la culture, ce qui représente une augmentation de 15% par rapport à 1985-1986. Les dépenses des administrations municipales représentent 17% du total des dépenses publiques.

Federal Government Expenditures on Culture

In 1986-87, the federal government spent a total of \$2,447.5 million on culture in Canada. This amount represented 2% of its total budget. In comparison 11% of the federal budget was spent on economic and regional development, 9% on defence and 2% on education.

Operating and Capital Expenditures

Most of the federal government's culture budget goes toward operating and capital expenditures on goods and services. Included are costs incurred in conducting the administrative and operating activcities of federal cultural departments and agencies. Also included are costs associated with the construction and expansion of cultural facilities. In 1986-87, these expenditures amounted to \$2,118.6 million, up 8% from the previous year. Operating and capital expenditures accounted for about 87% of the total federal budget for culture, almost unchanged from 1985-86. Five major departments and agencies (the Canadian Broadcasting Corporation, Parks Canada, Canada Post Corporation (Postal subsidy), National Museums of Canada, and the National Film Board of Canada) together spent \$1,854.5 million or 88% of the culture budget allocated to operating and capital expenditures.

The cultural fields which benefitted most from the federal government's operating and capital budgets for culture were broadcasting, heritage, literary arts, and film and video. These activities accounted for \$2,019.9 million or 95% of total operating and capital budget.

Spending on broadcasting amounted to \$1,152.6 million or 54% of total operating and capital budget. Adjusted for inflation, there was no increase in real spending on this activity from 1985-86. The Canadian Broadcasting Corporation's operating and capital expenditures amounted to \$1,130 million or 98% of expenditures on broadcasting. Program and distribution costs represented about 86% of total operating budget of the Corporation. In 1986-87, there was a further erosion of the Corporation's Parliamentary operating vote. Operational funding decreased by \$6.9 million from the preceding year. Financial constraints made it necessary to reduce the corporation's total number of positions by 267 between 1985-86 and 1986-87.

Operating and capital budgets allocated to heritage amounted to \$530.4 million (25% of total operating and capital budget), an increase of 18% over 1985-86. The Department of Environment through its Parks Canada Program spent \$319.9 million (three fifths of total spending on heritage) on this field. Parks Canada reported an increase of 11% in spending from 1985-86.

Dépenses de l'administration fédérale au chapitre de la culture

En 1986-1987, l'administration fédérale a consacré au total \$2,447.5 millions au titre de la culture au Canada, ce qui représente 2% du total de ses dépenses. Par contre, elle a consacré 11% de son budget au développement économique et régional, 9% à la défense et 2% à l'éducation.

Dépenses de fonctionnement et d'investissement

La majorité du budget de l'administration fédérale au chapitre de la culture est consacré aux dépenses de fonctionnement et d'investissement relatives aux biens et services. Ces dépenses comprennent celles associées aux activités administratives et de fonctionnement des ministères et organismes fédéraux chargés des affaires culturelles. Elles comprennent également les frais associés à la construction et à l'agrandissement des installations culturelles. En 1986-1987, ces dépenses se sont élevées à \$2,118.6 millions, ce qui représente une augmentation d'environ 8% par rapport à l'année précédente. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement représentent environ 87% du total du budget fédéral pour la culture, pourcentage presque identique à celui de 1985-1986. Cinq grands ministères et organismes (la Société Radio-Canada, Parcs Canada, la Société canadienne des postes (subvention postale), les Musées nationaux du Canada et l'Office national du film du Canada ont dépensé, ensemble, \$1,854.5 millions, soit 88% du budget consacré aux dépenses de fonctionnement et d'investissement au chapitre de la culture.

La rad odiffusion, les ressources du patrimoine, les arts littéraires, le cinéma et la vidéo sont les secteurs culturels qui ont profité le plus des dépenses de fonctionnement et d'investissement du gouvernement fédéral au titre de la culture. Ces activités représentent \$2,019.9 millions, ou 95% du total des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Les dépenses au titre de la radiodiffusion atteignent \$1,152.6 millions, ou 54% du total des dépenses de fonctionnement et d'investissement. Si l'on tient compte de l'inflation, il n'y a pas eu d'augmentation dans les dépenses réelles pour cette activité par rapport à 1985-1986. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la Société Radio-Canada s'élèvent à \$1,130 millions, ou 98% des dépenses au titre de la radiodiffusion. Les frais de programme et de distribution représentent environ 86% du total du budget de fonctionnement de la Société. En 1986-1987, il y a eu une autre réduction du crédit parlementaire de la Société aux fins de fonctionnement. Les crédits de fonctionnement ont été réduits de \$6.9 millions par rapport à l'année précédente. Les contraintes budgétaires ont forcé la Société à éliminer 267 de ses emplois entre 1985-1986 et 1986-1987.

Les budgets de fonctionnement et d'investissement affectés aux ressources du patrimoine s'élèvent à \$530.4 millions (25% du total des budgets de fonctionnement et d'investissement), ce qui représente une augmentation de 18% par rapport à 1985-1986. Dans le cadre de son programme de parcs nationaux, le ministère de l'Environnement a dépensé \$319.9 millions (les trois cinquième du total des dépenses au titre des ressources du patrimoine). Parcs Canada signale une augmentation de 11% des dépenses par rapport à 1985-1986.

Operating and capital spending on literary arts came to \$254.3 million (12% of total operating and capital budget), up 11% from the previous year. Payments to the Canada Post Corporation to support reduced postal rates for periodicals, newspapers and books represented almost all expenditures on literary arts.

Operating and capital budgets devoted to film and video amounted to \$82.6 million, a drop of 1% from 1985-86. The major source of spending on film and video was the National Film Board. Its operating and capital expenditures represented 87% of spending on this activity.

All other cultural fields accounted for \$98.7 million or 5% of total operating and capital expenditures, ranging from \$138,000 for sound recording to \$36.1 million for libraries.

Grants and Contributions

In 1986-87, the federal government provided \$328.9 million in grants and contributions to artists and to cultural institutions and organizations, an increase of 15% from the previous year. The federal government's financial assistance represented 13% of its total budget for culture (almost unchanged from the previous year). Four major departments and agencies (Canada Council, Telefilm Canada, Canada Employment and Immigration Commission and the Department of Communications) provided \$256.3 million or about four fifths of federal grants budget.

Film and video, performing arts, literary arts and multiculturalism benefitted the most from the federal financial assistance. These activities received \$188.2 million or about three fifths of the total grants budget.

The film and video sector received \$82.7 million (25% of federal grants budget), an increase of 9.7% from 1985-86. Most (93%) of this financial aid was provided by Telefilm Canada. It gave \$77 million to producers of feature films and Canadian programming, up 9% from 1985-86. This spending grew partly as a result of the creation in 1986-87 of the Feature Film Fund, with the purpose of developing a strong Canadian feature film industry. In its first nine months of operation, the Feature Film Fund invested \$16.2 million in the production of 22 projects. The share of film and video in the total grants budget remained fairly constant between 1985-86 and 1986-87.

The performing arts received \$57.4 million (18% of total federal financial aid for arts and culture) in grants and contributions, an increase of 8% over 1985-86. The Canada Council was the major source of financial assistance to the performing arts. The Council provided \$46.1 million (four fifths of total federal financial aid to the performing arts) mostly

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement consacrées aux arts littéraires atteignent \$254.3 millions (12% du total des budgets de fonctionnement et d'investissement), en hausse de 11% par rapport à l'année précédente. Les paiements versés à la Société canadienne des postes pour que soient réduits les tarifs postaux des périodiques, des journaux et des livres représentent presque toutes les dépenses pour les arts littéraires.

Les budgets de fonctionnement et d'investissement consacrés au cinéma et à la vidéo atteignent \$82.6 millions, ce qui représente une diminution de 1% par rapport à 1985-1986. L'Office national du film est la principale source de dépenses avec 87% du total des dépenses de fonctionnement et d'investissement dans ce domaine.

Toutes les autres activités culturelles représentent \$98.7 millions, ou 5% du total des dépenses de fonctionnement et d'investissement, qui sont comprises entre \$138,000 dans le cas de la branche du disque et \$36.1 millions au titre des bibliothèques.

Subventions et contributions

En 1986-1987, l'administration fédérale a versé \$328.9 millions sous forme de subventions et de contributions aux artistes et aux établissements ainsi qu'aux organisations culturelles. Il s'agit d'une augmentation de 15% par rapport à l'année précédente. L'aide financière de l'administration fédérale représente 13% de ses dépenses totales au titre de la culture; ce pourcentage est presque identique à celui de l'année précédente. Quatre grands ministères et organismes (le Conseil des arts du Canada, Téléfilm Canada, la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration et le ministère des Communications) ont versé \$256.3 millions, ou environ les quatre cinquièmes des subventions fédérales.

Le cinéma et la vidéo, les arts d'interprétation, les arts littéraires et le multiculturalisme ont été les principaux bénéficiaires de l'aide financière fédérale. Ces activités ont reçu \$188.2 millions, ou environ les trois cinquièmes du total des subventions fédérales.

Le secteur du cinéma et de la vidéo a reçu \$82.7 millions (25% des subventions fédérales), ce qui représente une augmentation de 9.7% par rapport à 1985-1986. La majorité (93%) de cette aide financière a été fournie par Téléfilm Canada, qui a versé \$77 millions aux producteurs de longs métrages et de programmes canadiens, en hausse de 9% par rapport à 1985-1986. Ces dépenses découlent, en partie, de la création, en 1986-1987, du Fonds de financement des longs métrages canadiens, qui a pour but de développer une vigoureuse industrie canadienne du long métrage. Au cours des neuf premiers mois de son existence, le Fonds de financement des longs métrages canadiens a investi \$16.2 millions dans la production de 22 projets. La part du cinéma et de la vidéo dans le budget total des subventions demeure relativement constante entre 1985-1986 et 1986-1987.

Les arts d'interprétation ont reçu \$57.4 millions (18% du total de l'aide financière fédérale au titre des arts et de la culture), sous forme de subventions et de contributions, soit une augmentation de 8% par rapport à 1985-1986. Le Conseil des arts du Canada a été la principale source de l'aide financière destinée aux arts d'interprétation. Le Conseil a versé \$46.1 millions (quatre cinquièmes de l'ensemble de

through operating and project grants to orchestras, dance and theatre companies.

The Department of Communications provided \$8.6 million to the performing arts, a drop of 29% from 1985-86. The drop was the result of reduced financial aid for the construction and expansion of performing arts facilities. Although federal spending for the performing arts was up in 1986-87, the share of this activity in the total grants budget was slightly down (1.2 percentage points) from the previous year.

Financial support to the literary arts amounted to \$30.2 million, up 44% from 1985-86. About half (48%) of this support was provided by the Canada Council. The Council gave financial aid to publishers through block and project grants, translation grants, and through aid for the promotion of Canadian books and periodicals. It also provided financial support to promote Canadian books and writers through a variety of programs, such as the National Book Festival.

The Department of Communications provided a total of about \$12 million to the literary arts in grants and contributions, an increase of 29% from 1985-86. Most (90%) of this financial aid was given by the Department's Canadian Book Publishing Development Fund to publishers.

Multiculturalism received a total of \$17.8 million in grants and contributions, up 11% over 1985- 86. The Department of the Secretary of State provided fir ancial aid to this field through a number of programs, such as the Cultural Enrichment Program, the Performing and Visual Arts Program, and the Intercultural Communications Program.

All other cultural fields received \$140.7 million or about two fifths of total grants budget. Included are contributions of about \$54 million given by the Canada Employment and Immigration Commission for training and employment development in the culture sector, and about \$14 million provided by the Department of Indian Affairs and Northern Development to Cultural centres.

Figure I shows the growth in the federal government's total expenditures on selected cultural activities from 1982-83 to 1986-87. This figure shows wide variations in the rate of growth in spending for these activities. For example, spending on literary arts increased at an average annual rate of 5% since 1982-83, compared to 20% for film and video. The larger increase in the rate of spending for film and video was largely the result of the creation in 1986-87 of the Feature Film Fund as well as due to the establishment in July 1983, of the five year \$254 million Canadian Broadcast Development Fund, to be administered by Telefilm Canada.

l'aide financière fédérale destinée aux arts d'interprétation) surtout sous forme de subventions d'exploitation et de programmes destinés aux orchestres, aux compagnies de danse et de théatre.

Le ministère des Communications a versé \$8.6 millions aux arts d'interprétation, ce qui représente une diminution de 29% par rapport à 1985-1986. Cette diminution résulte d'une réduction de l'aide financière pour la construction et l'augmentation des installations destinées aux arts d'interprétation. Bien que les dépenses fédérales au titre des arts d'interprétation aient augmenté en 1986-1987, la part de cette activité dans le budget total des subventions baisse légèrement (1.2 points) par rapport à l'année précédente.

L'aide financière apportée aux arts littéraires s'élève à \$30.2 millions, soit 44% de plus qu'en 1985-1986. Près de la moitié (48%) de ces fonds provenaient du Conseil des arts du Canada. Ce dernier a appuyé financièrement les maisons d'édition au moyen de subventions globales et de subventions pour des projets spéciaux, de subventions au titre de la traduction et de fonds réservés à la promotion des livres et des périodiques canadiens. Le Conseil a également fourni une aide financière à la promotion des livres et des auteurs canadiens par un grand nombre de programmes tels que le Festival national du livre.

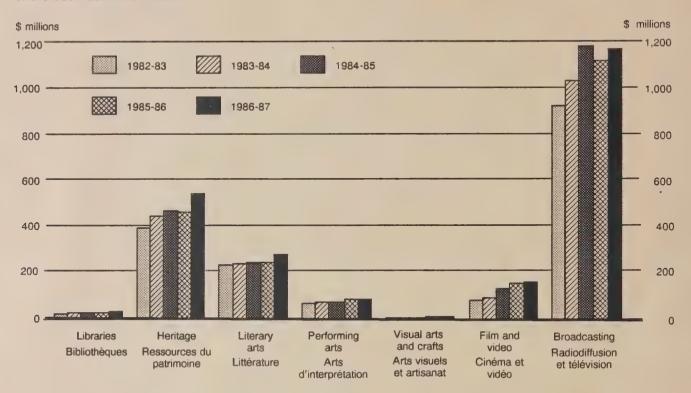
Le ministère des Communications a fourni au total environ \$12 millions aux arts littéraires sous forme de subventions et de contributions, une augmentation de 29% par rapport à 1985-1986. La majorité (90%) de cette aide financière a été accordée aux éditeurs par le Fonds d'aide au développement de l'édition canadienne administré par ce Ministère.

Les subventions et contributions versées au chapitre du multiculturalisme se sont élevées à \$17.8 millions, en hausse de 11% par rapport à 1985-1986. Le Secrétariat d'État a fourni de l'aide financière par le biais d'un certain nombre de programmes tels que le Programme d'épanouissement culturel, le Programme des arts de la scène et des arts plastiques et le Programme de communications interculturelles.

Tous les autres secteurs culturels ont reçu \$140.7 millions, soit environ deux cinquièmes du budget total des subventions. Figurent ici les contributions d'environ \$54 millions de la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration pour la formation et le perfectionnement professionnel dans le secteur de la culture et environ \$14 millions fournis par le ministère des Affaires indiennes et du Nord aux centres culturels.

La figure I montre la croissance du total des dépenses de l'administration fédérale pour certaines activités culturelles entre 1982-1983 et 1986-1987. Les chiffres montrent des écarts considérables dans le taux de croissance des dépenses pour ces activités. Par exemple, le taux annuel moyen d'augmentation des dépenses pour les arts littéraires a été de 5% depuis 1982-1983, comparativement à 20% dans le cas du cinéma et de la vidéo. La croissance plus forte des dépenses pour le cinéma et la vidéo est due, en grande partie, à la création, en 1986-1987, du Fonds de financement des longs métrages canadiens ainsi qu'à l'établissement, en juillet 1983, du Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes, fonds quinquennal de \$254 millions, administré par Téléfilm Canada.

Figure I
Federal Government Expenditures on Selected Cultural Activities, Fiscal Years 1982-83 to 1986-87
Dépenses de l'administration fédérale au titre de certaines activités culturelles,
exercices 1982-83 à 1986-87



Provincial Government Expenditures on Culture

In 1986-87, provincial governments spent a total of \$1,342.3 million on culture, representing 1.2% of their total budget. From province to province, however, the budgets allocated for culture differed considerably. The Ontario government, for example, spent \$457.6 million on culture, whereas the government of the Northwest Territories spent \$5.1 million. On a per capita basis, however, the differences were not so notable (Figure II).

Operating and Capital Expenditures

In 1986-87; provincial governments spent a total of \$537.9 million on culture in the form of operating and capital expenditures on goods and services, an increase of 3% from the preceding year. These expenditures represented 40% of total provincial budget for culture. The principal beneficiaries of the provinces' operating and capital budgets were heritage and broadcasting. These fields accounted for \$385.6 million or nearly three quarters of total provincial operating and capital allocations.

Dépenses des administrations provinciales au titre de la culture

En 1986-1987, les administrations provinciales ont dépensé au total \$1,342.3 millions au titre de la culture, soit 1.2% du total des budgets provinciaux. D'une province à l'autre, cependant, les budgets attribués à la culture diffèrent considérablement. Ainsi, l'administration de l'Ontario a dépensé \$457.6 millions au chapitre de la culture et celle des Territoires du Nord-Ouest, \$5.1 millions. Par habitant, toutefois, les différences ne sont pas aussi marquées (figure II).

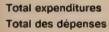
Dépenses de fonctionnement et d'investissement

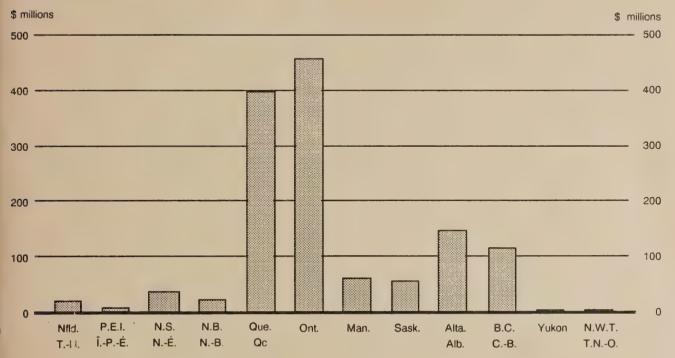
En 1986-1987, les dépenses totales des adminitrations provinciales au titre de la culture sous la forme de dépenses de fonctionnement et d'investissement en biens et services ont atteint \$537.9 millions, soit 3% de plus que l'année précédente. Ces dépenses représentent 40% du budget total des provinces au titre de la culture. Les ressources du patrimoine et la radiodiffusion sont les activités culturelles auxquelles la majorité des budgets provinciaux de dépenses de fonctionnement et d'investissement a été consacrée. Ces secteurs ont absorbé \$385.6 millions, ou près des trois quarts du total des dépenses provinciales de fonctionnement et d'investissement.

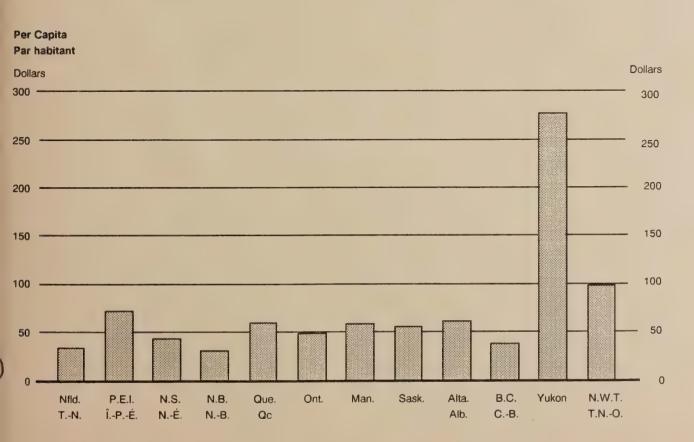
Figure II

Provincial Government Expenditures on Culture, by Province or Territory, 1986-87

Dépenses des administrations provinciales au titre de la culture, selon la province ou le territoire, 1986-87







Provincial governments spent a total of \$234.6 million (44% of total operating and capital budget) on heritage. From province to province, however, there was a wide range in the amounts contributed to this field. Quebec, for example, devoted about one fifth of its total operating and capital budget to heritage, compared with four fifths in Saskatchewan.

Ontario accounted for two-fifths of total provincial operating and capital budget for heritage, largely because it is home to such cultural institutions as the Royal Ontario Museum, the Art Gallery of Ontario and the Ontario Science Centre. Although Quebec allocated the lowest proportion of its total operating and capital budget to heritage, it spent \$28.9 million on this activity, the second highest of all provinces.

Expenditures for broadcasting amounted to \$151.1 million (28% of total provincial operating and capital budget). Quebec alone, mainly through Radio Québec, accounted for 44% of this amount. Ontario, largely through TV Ontario, contributed another 40%. In addition, the Alberta Educational Communications Corporation contributed 12% to these expenditures.

All other activities accounted for \$152.2 million or 28% of total provincial operating and capital expenditures on culture, ranging from \$120,000 for sound recording to \$26.4 million for arts education.

Financial Aid

In 1986-87, provincial governments provided a total of \$804.4 million in financial support to artists, institutions and organizations, an increase of 10% from the previous year. Financial aid represented 60% of the total provincial budget for culture. The areas that benefitted the most were libraries, performing arts and heritage. These fields accounted for \$660.3 million or 82% of total provincial grants budget. The range was wide however, with the Northwest Territories government using 58% and Prince Edward Island, 98% of its grants budget, for this activity.

Provincial governments provided \$487.9 million (three fifths of total provincial grants budget) to libraries, up 5% from 1985-86. However, there was a wide range in the allocation of grants budgets to this activity. Prince Edward Island, for example, devoted 94% of its grants budget to libraries, compared to 43% in the Yukon.

Les administrations provinciales ont consacré au total \$234.6 millions (44% du budget total de fonctionnement et d'investissement) au titre des ressources du patrimoine. D'une province à l'autre, on relève cependant de grandes différences dans la répartition des sommes consacrées à ce secteur. Le Québec, par exemple, a consacré environ un cinquième de son budget total de fonctionnement et d'investissement aux ressources du patrimoine comparativement à quatre cinquièmes pour la Saskatchewan.

Les dépenses de l'Ontario représentent les deux cinquièmes du total des budgets de fonctionnement et d'investissement des provinces au titre des ressources du patrimoine; cela est dû en grande partie au fait que l'on retrouve dans cette province des institutions culturelles telles que le Musée royal de l'Ontario, le Musée des beaux-arts de l'Ontario et le Centre des sciences de l'Ontario. Bien que, de toutes les provinces, le Québec ait attribué la plus faible proportion de son budget total de fonctionnement et d'investissement au titre des ressources du patrimoine, cette province a consacré \$28.9 millions à cette activité, soit le deuxième montant le plus élevé versé par une province à ce titre.

Les dépenses au titre de la radiodiffusion se sont élevées à \$151.1 millions (28% du budget provincial total de fonctionnement et d'investissement). Le Québec à lui seul, surtout grâce à Radio-Québec, représente 44% de ce total. L'Ontario, principalement à cause de TV Ontario, représente un autre 40%. De plus, les dépenses de l'Alberta Educational Communications Corporation représentent 12% des dépenses du secteur de la radiodiffusion.

Les dépenses au titre de toutes les autres activités représentent \$152.2 millions, ou 28% du total des dépenses provinciales de fonctionnement et d'investissement pour la culture; les montants alloués varient entre \$120,000 pour la branche du disque et \$26.4 millions pour l'enseignement des arts

Aide financière

En 1986-1987, les administrations provinciales ont versé \$804.4 millions au total en aide financière aux artistes, aux institutions et aux organismes, soit 10% de plus que pour l'année précédente. L'aide financière représente 60% du budget provincial total au titre de la culture. Ce sont les secteurs des bibliothèques, des arts d'interprétation et des ressources du patrimoine qui ont reçu la plus grande partie de cette aide financière, soit \$660.3 millions, ou 82% du total des budgets des subventions provinciales. Les écarts sont cependant importants. L'administration des Territoires du Nord-Ouest a consacré 58% de son budget aux bibliothèques, aux arts d'interprétation et aux ressources du patrimoine contre 98% pour celle de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les administrations provinciales ont versé \$487.9 millions (les trois cinquèmes du budget provincial total des subventions) aux bibliothèques, soit une augmentation de 5% par rapport à 1985-1986. Il y a cependant des écarts considérables dans l'attribution des subventions à ce titre. Ainsi, l'Île-du-Prince-Édouard a consacré 94% de son budget des subventions aux bibliothèques, par rapport à 43% pour le Yukon.

The performing arts received a total of \$95.6 million in financial aid from the provincial governments, an increase of 19% over 1985-86. Ontario and British Columbia were largely responsible for this increase. Ontario gave \$29.1 million in grants and contributions to the performing arts, up 52% from the previous year. Most of Ontario's increase was due to increased financial assistance provided by the Arts Branch of the Ministry of Citizenship and Culture³ to the performing arts organizations and facilities. British Columbia's financial support to this activity grew by 183% to \$9.9 million in 1986-87. This was largely the result of substantially increased capital grants given to the performing arts facilities.

In Quebec, 15% of the grants budget went to the performing arts, while in Northwest Territories no financial assistance was provided to this activity. Quebec's contributions represented about two fifths of total grants and contributions for the performing arts by all provinces. In this province major cultural institutions, such as la Société de la Place des Arts de Montréal and la Société du Grand Théâtre de Québec accounted for most of the financial support for this activity.

Provincial governments gave a total of \$76.8 million in grants and contributions to heritage, up 26% from 1985-86. The Heritage Branch of the Ministry of citizenship and culture³ in Ontario contributed significantly to this increase. The government of Yukon devoted 47% of its cultural grants budget to heritage, the highest of all provinces and territories, whereas Prince Edward Island allocated 0.4% of its budget to this activity.

All other cultural activities received \$144.1 million or 18% of total provincial grants and contributions for arts and culture. Provincial governments provided \$0.8 million to broadcasting, compared to \$27.9 million given to multiculturalism.

Figure III exhibits the total provincial spending on selected cultural fields from 1982-83 to 1986-87. Although the provincial spending has grown for all fields except the performing arts, the growth was substantial for film and video. Spending on the performing arts dropped by about 1% from 1982-83. Provincial expenditures on film and video nearly trippled over this period. Ontario contributed significantly to the growth in spending on this activity. This was largely the result of the creation of the Ontario Film Development Corporation as an agency of the Ministry of citizenship and Culture³ in 1985-86.

Le secteur des arts d'interprétation a recu au total \$95.6 millions en aide financière des administrations provinciales. soit une augmentation de 19% par rapport à 1985-1986. C'est surtout à l'Ontario et à la Colombie-Britannique que cette augmentation est due. L'Ontario a versé \$29.1 millions en subventions et contributions aux arts d'interprétation, en hausse de 52% par rapport à l'année précédente. La majorité de l'accroissement des dépenses de l'Ontario est due à l'augmentation de l'aide financière fournie par la Direction des arts du ministère des Affaires civiques et culturelles³ aux organisations oeuvrant dans le domaine des arts d'interprétation et pour les installations utilisées à cette fin. L'aide financière accordée par la Colombie-Britannique au titre de cette activité a augmenté de 183% pour atteindre 9.9 millions en 1986-1987. Cette situation est due en grande partie à l'accroissement considérable des subventions d'investissement accordées pour les installations relatives aux arts d'interprétation.

Au Québec, 15% du budget des subventions a été affecté aux arts d'interprétation, tandis que dans les Territoires du Nord-Ouest, aucune aide financière n'a été fournie pour cette activité. Les contributions du Québec représentent environ les deux cinquièmes du total des subventions et contributions au titre des arts d'interprétation. Dans cette province, d'importantes institutions culturelles telles que la Société de la Place des arts de Montréal et la Société du Grand Théâtre de Québec ont reçu la plus grande partie de l'aide financière pour cette activité.

Les administrations provinciales ont versé au total \$76.8 millions sous forme de subventions et de contributions au titre des ressources du patrimoine, en hausse de 26% par rapport à 1985-1986. La Direction du patrimoine du ministère des Affaires civiques et culturelles³ de l'Ontario a contribué de façon importante à cette augmentation. L'administration du Yukon a consacré 47% de son budget de subventions en matière de culture au titre des ressources du patrimoine, le pourcentage le plus élevé pour toutes les provinces et territoires, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard n'en consacrait que 0.4%.

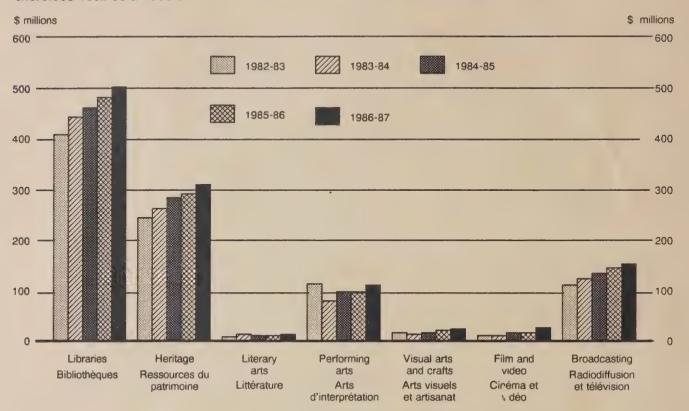
Toutes les autres activités culturelles ont reçu \$144.1 millions, ou 18% du total des subventions et contributions provinciales au titre des arts et de la culture. Les administrations provinciales ont versé \$0.8 million pour la radiodiffusion, comparativement à \$27.9 millions pour le multiculturalisme.

La figure III montre les dépenses totales des provinces selon certaines activités culturelles entre 1982-1983 et 1986-1987. Même si les dépenses des provinces ont augmenté pour tous les secteurs sauf celui des arts d'interprétation, la croissance a été considérable dans le cas du cinéma et de la vidéo. Les dépenses pour les arts d'interprétation ont diminué d'environ 1% par rapport à 1982-1983. Les dépenses des provinces au titre du cinéma et de la vidéo ont presque triplé pendant cette période. L'Ontario a contribué de façon importante à la croissance des dépenses pour cette activité. Cette situation est due, en grande partie, à la création, en 1985-1986, de la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne à titre d'organisme relevant du ministère des Affaires civiques et culturelles³.

³ In October 1987, the name of the Ministry was changed to Culture and Communications.

³ Depuis octobre 1987, ce ministère s'appelle le ministère de la Culture et Communications.

Figure III
Provincial Government Expenditures on Selected Cultural Activities, Fiscal Years 1982-83 to 1986-87
Dépenses des administrations provinciales au titre de certaines activités culturelles,
exercices 1982-83 à 1986-87



Municipal Government Expenditures on Culture

In 1986⁴, municipal governments spent a total of \$774.8 million on arts and culture, 2% of their total budget. The budgets allocated for culture varied substantially among the provinces and territories. Municipal governments of Ontario, for example, spent \$353.2 million on arts and culture, while municipalities in the Yukon spent \$0.3 million. On a per capita basis, however, the differences were not so striking (Figure IV).

Municipalities allocated most (93%) of their budgets to operating expenditures (including operating grants). These expenditures were up 13.3% over 1985. The remaining (7%) budget was spent on the construction and expansion of cultural facilities. Libraries benefitted the most from municipal cultural budget. Spending on this field represented 76% of the total municipal expenditures on culture (Text Table I).

Dépenses des administrations municipales au titre de la culture

En 1986⁴, les administrations municipales ont dépensé au total \$774.8 millions au titre des arts et de la culture, soit 2% de leur budget total. Les budgets alloués à la culture varient considérablement entre les provinces et les territoires. Les municipalités de l'Ontario, par exemple, ont dépensé \$353.2 millions comparativement à \$0.3 million pour les municipalités du Yukon. Par habitant, cepei dant, les différences ne sont pas aussi frappantes (figure IV).

Les municipalités affectent la plus grande partie (93%) de leur budget aux dépenses de fonctionnement (y compris les subventions); ces dépenses sont en hausse de 13.3% par rapport à 1985. Le reste (7%) du budget est consacré à la construction et à l'agrandissement des installations culturelles. Ce sont les bibliothèques qui profitent le plus du budget des municipalités en matière de culture. Les dépenses pour ce secteur représentent 76% du total des dépenses des municipalités au titre de la culture (tableau explicatif l).

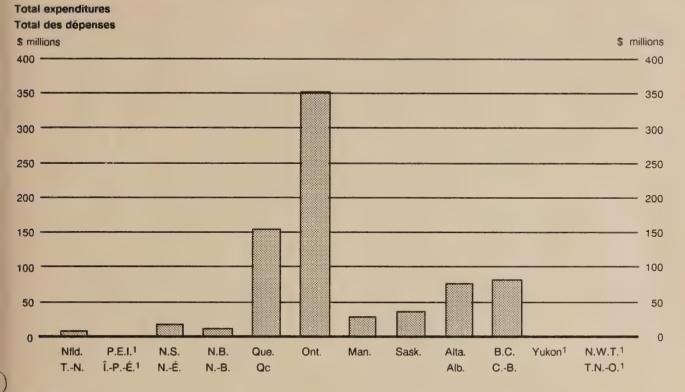
⁴ The municipal survey is on a calendar year basis.

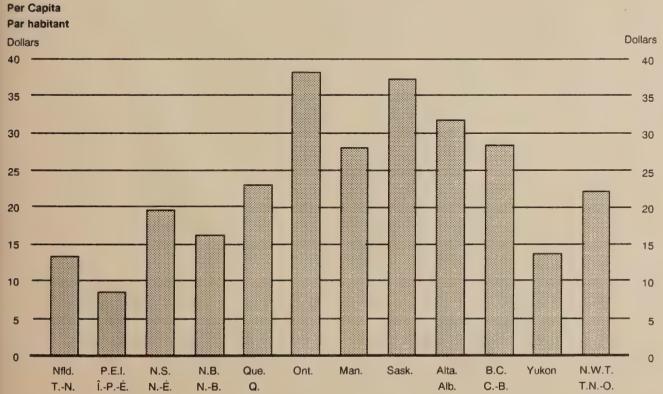
⁴ L'enquête auprès des municipalités porte sur l'année civile.

Figure IV

Municipal Government Expenditures on Culture, by Province or Territory, 1986

Dépenses des administrations municipales au titre de la culture, selon la province ou le territoire, 1986





¹ Amount too small to be expressed. - Nombres infimes.

Text Table I. Distribution of Municipal Government Expenditures on Culture by Major Cultural Activity, 1984 to 1986

Tableau explicatif I. Répartition des dépenses des municipalités au titre de la culture par principale activité culturelle, 1984 à 1986

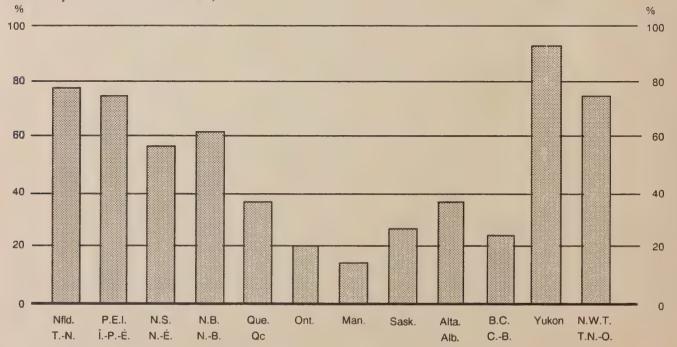
Activity	Expenditures - Dépenses				
Activité	1984	1985	1986		
	\$'000				
Libraries - Bibliothèques	522,041	544,228	588,667		
Heritage - Ressources du patrimoine	13,008	21,016	27,195		
Performing arts - Arts d'interprétation	36,154	22,508	19,683		
Other activities - Autres activités	54,990	84,151	139,221		
Total	626,193	671,903	774,766		

Municipal governments depend significantly on transfers of funds from provincial governments. In 1986, over one quarter (28%) of municipal spending on culture was financed through provincial transfers. The municipal dependence on provincial transfers varied widely from province to province. Figure V shows that the municipal governments of Manitoba received the lowest proportion (15%) of their spending on culture from the provincial government, whereas municipal cultural budgets in the Yukon were almost entirely financed through provincial transfers.

Les administrations municipales dépendent dans une large mesure des transferts de fonds des administrations provinciales. En 1986, plus du quart (28%) des dépenses municipales au titre de la culture a été financé par des transferts provinciaux. La dépendance des municipalités à l'égard des transferts provinciaux varie considérablement d'une province à l'autre. Selon la figure V, c'est l'administration provinciale du Manitoba qui contribue le moins aux dépenses des administrations municipales au titre de la culture, sa contribution ne représentant que 15% de ces dépenses, alors que les budgets municipaux au titre de la culture du Yukon ont été presque entièrement financés par des transferts provenant de l'administration territoriale.

Figure V
Proportion of Municipal Cultural Spending Financed Through Provincial Transfers, by Province or Territory, 1986

Proportion des dépenses municipales au titre de la culture financées par des transferts provinciaux, selon la province ou le territoire, 1986



Provincial and municipal governments spent a total of \$2,117.1 million⁵ on culture, up 10% from 1985-86. The municipal governments accounted for 37% of this total, ranging from a low of 11% in Prince Edward Island to a high of 44% in Ontario. The municipal share in Ontario is a reflection of the fact that there are more libraries and heritage institutions obtaining municipal support in Ontario than in any other province.

Although Ontario had the largest combined provincial and municipal expenditures on culture at \$810.8 million, its per capita spending was \$87.84, the fifth highest of all provinces and territories (Figure VI).

Additional Information

Detailed data on government expenditures on culture in Canada, 1986-87, will be published in the near future in the publication: Culture Statistics, Government Expenditures on Culture in Canada, 1986-87, catalogue No. 87-206, Statistics Canada.

For further information regarding the data in this bulletin, or for supplementary details, contact:

N. Verma
Education, Culture and Tourism Division
Statistics Canada
Ottawa, Ontario
KIA OT6
(613) 951-6863

Les administrations provinciales et municipales ont dépensé au total \$2,117.1 millions⁵ au titre de la culture, en hausse de 10% par rapport à 1985-1986. Les dépenses des administrations municipales représentent 37% du total, allant d'un minimum de 11% à l'Île-du-Prince-Édouard à un maximum de 44% en Ontario. La part municipale de l'Ontario traduit le fait qu'il y a davantage de bibliothèques et d'institutions du patrimoine qui obtiennent une aide municipale en Ontario que dans toute autre province.

Bien que l'Ontario se caractérise par les dépenses provinciales et municipales combinées les plus élevées au titre de la culture (\$810.8 millions), les dépenses par habitant sont de \$87.84, ce qui classe la province au cinquième rang de toutes les provinces et de tous les territoires (figure VI).

Renseignements supplémentaires

Des données détaillées sur les dépenses publiques au titre de la culture au Canada en 1986-1987 paraîtront bientôt dans la publication **Dépenses publiques au chapitre de la culture au Canada, 1986- 1987,** nº 87-206 au répertoire de Statistique Canada.

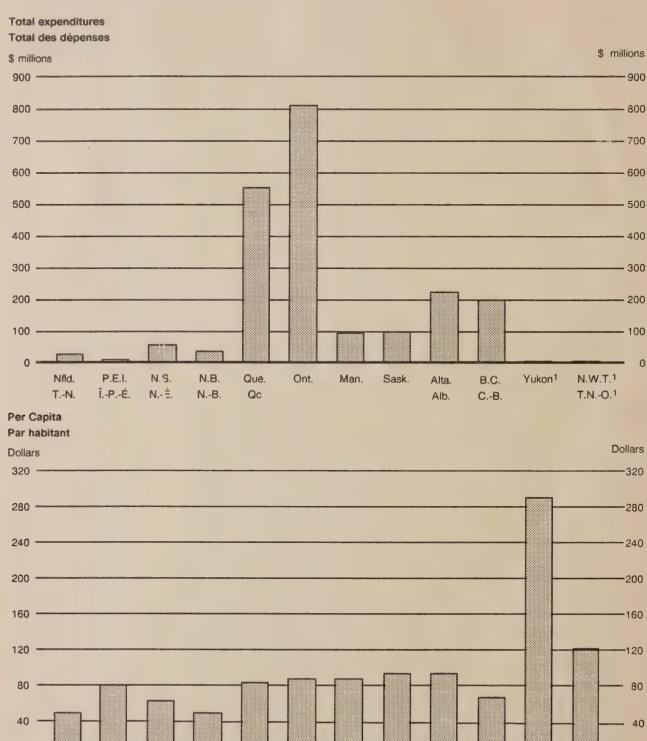
Pour plus de renseignements sur les données de ce bulletin, ou pour obtenir des renseignements supplémentaires, s'adresser à:

N. Verma
Division de l'éducation, de la culture et du tourisme
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
(613) 951-6863

⁵ Includes transfers of \$200 million from provincial governments to municipal governments.

Comprend des transferts de \$200 millions des administrations provinciales aux administrations municipales.

Figure VI
Provincial and Municipal Government Expenditures on Culture, by Province or Territory, 1986-87
Dépenses des administrations municipales et provinciales au titre de la culture,
selon la province ou le territoire, 1986-87



N.S.

N.-É.

N.B.

N.-B.

Que.

Qc

Ont.

Man.

Sask.

Alta.

Alb.

B.C.

C.-B.

Yukon N.W.T.

T.N.-O.

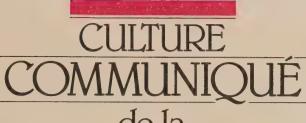
Nfld.

T.-N.

P.E.I.

Î.-P.-É.

¹ Amount too small to be expressed. - Nombres infimes.



de la CULTURE

SERVICE BULLETIN / BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada, \$4.50 monthly/\$45 a year Other Countries, \$5.50 monthly/\$55 a year

Vol. 11, No. 4

Motion Picture Theatres in Canada, 1986-87

Introduction

Statistics Canada has been conducting annual surveys of motion picture theatres since the 1930s. This communiqué includes the results from the 1986-87 survey of 898 motion picture theatres in Canada, including 715 regular theatres and 183 drive-ins.

Highlights

- In 1986-87, 898 motion picture theatres were in operation in Canada. There has been an average annual drop of 6% in the number since 1980-81.
 Nearly two-thirds of the theatres which were closed were located in small towns and rural areas.
- In 1986-87, motion picture theatres in Canada reported a total attendance of 76.1 million, a 24% decrease since 1980-81. The decline in attendance occurred in all regions of the country; it was sharpest in the Atlantic region and Quebec, where attendance fell 33%.
- In Canada, attendance at movie theatres is concentrated in large and medium sized metropolitan areas. In 1986-87, nearly half of the total number of theatres were located in these areas and they accounted for three-quarters of the total attendance.
- In 1986-87, the most avid movie goers in Canada were Albertans. They attended the movies an average of nearly four times per person. New Brunswick, on the other hand, reported the lowest average attendance, well under two times per person.

Prix: Canada, \$4.50 par mois/\$45 par année Autres pays, \$5.50 par mois/\$55 par année

Vol. 11, nº 4

Les cinémas au Canada, 1986-1987

Introduction

Statistique Canada mène des enquêtes annuelles sur les cinémas depuis les années 1930. Le présent communiqué renferme des données tirées de l'enquête menée en 1986-1987 auprès de 898 cinémas au Canada, soit 715 cinémas réguliers et 183 ciné-parcs.

Faits saillants

- En 1986-1987 il y avait 898 cinémas en activité au Canada, ce qui représente une baisse annuelle moyenne de 6% par rapport à 1980-1981. Presque deux-tiers des cinémas qui ont fermé leurs portes étaient situés dans des villes et des régions rurales.
- En 1986-1987, la fréquentation des cinémas au Canada a été de 76.1 millions, soit une diminution de 24% par rapport à 1980-1981. Elle a baissé dans toutes les régions du pays, principalement dans la région de l'Atlantique et au Québec, où elle a chuté de 33%.
- Au Canada, les cinémas situés dans de grandes et moyennes régions métropolitaines ont accueilli la majeure partie de l'assistance. En 1986-1987, presque la moitié des cinémas étaient situés dans ces régions et représentaient les trois quarts du total de la fréquentation.
- En 1986-1987, les Albertains ont été les cinéphiles les plus assidus au Canada. Ils ont assisté en moyenne à environ quatre représentations par personne. Par contre, la fréquentation moyenne la plus faible a été enregistrée au Nouveau-Brunswick, où la moyenne annuelle est inférieure à deux entrées par personne.

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada

January 1989 and a should be credited when reproducing or quoting any part of this document

4-2209-506 ISSN 0822-6016

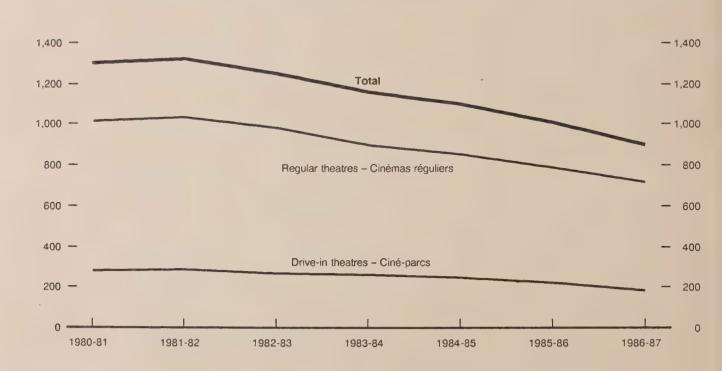
Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisee sous reserve d'indication de la source Statistique Canada Anvier 1989





- In 1986-87, movie theatres in Canada had \$404.8 million in revenues, \$370.4 million in expenses and earned total profits of \$34.4 million, for a margin of 9%.
- In 1986-87, part-time employees' share of total employment at motion picture theatres in Canada was up 13 percentage points from 65% in 1980-81, whereas full-time employees' share dropped to 20% from 31% in 1980-81.
- In 1986-87 movie theatres in Canada had an average of 1.9 screens per theatre, an increase of 0.6 screens per theatre since 1980-81. The growth in multi-screen theatres was more evident for theatres located in metropolitan areas.
- En 1986-1987, les cinémas canadiens ont encaissé des recettes de \$404.8 millions. Leurs dépenses se sont chiffrées à \$370.4 millions, leurs profits, à \$34.4 millions au total, et leur marge s'est établie à 9%.
- En 1986-1987, le pourcentage des employés à temps partiel des cinémas canadiens a augmenté de 13 points par rapport à la moyenne de 65% de1980-1981, tandis que celui des employés à temps plein est tombé de 31% en 1980-1981 à 20%.
- En 1986-1987, les cinémas au Canada avaient en moyenne 1.9 écran par cinéma, soit une augmentation de 0.6 par rapport à 1980-1981. L'augmentation du nombre de cinémas ayant plusieurs écrans a été plus prononcée dans les régions métropolitaines.

Figure I Number of Theatres in Canada, 1980-81 to 1986-87 Nombre de cinémas au Canada, 1980-1981 à 1986-1987



Number of Theatres

In 1986-87, 898 regular and drive-in theatres were in operation in Canada, a drop of 31% from 1980-81. All provinces reported closures of movie theatres, ranging from a 16% drop in Alberta to 48% in Quebec. Theatres located in small towns and rural areas1 accounted for nearly two-thirds of the total number of theatre closures. Independently² operated theatres in these areas were almost entirely responsible for this drop. Declining attendance contributed to their closures. Drive-ins experienced a higher rate of drop in the number of theatres than regular theatres (Figure I). Between 1980-81 and 1986-87, the number of drive-in theatres dropped at an average annual rate of 7%, compared to 6% for regular theatres. Since new theatres were built during this period, the actual number of theatres closing their doors is higher than indicated.

Attendance

What used to be one of the most popular forms of entertainment in Canada, going to the movies, has suffered a massive decline in the last 34 years.

In Canada, attendance at motion picture theatres reached its peak in 1952-53 at 256 million admissions, or 18 visits per person. Over the next decade attendance at movie theatres declined sharply as nearly every household acquired a television set. In the next two decades visits to the movie theatres stood at about 100 million. In 1983-84, however, annual attendance at the movies dropped to 86 million and in 1986-87, it decreased further to 76 million or three times for every person in Canada.

- Theatres are grouped within the three location categories:
 - Large and Medium Metropolitan Areas this category consists of all theatres located within Census Metropolitan Areas (CMAs). These areas have populations of over 100,000 in their urbanized cores.
 - Small Metropolitan Areas this category consists of all theatres located within selected Census Agglomerations (CAs), which have populations of between 40,000 and 100,000 in their urbanized cores.
 - Small Towns and Rural Areas this category consists
 of all theatres located in areas with either no central
 urbanized core, or with an urbanized core having a
 population of less than 40,000.
- Theatres are grouped according to type of theatres as follows:
 - Independents theatres operated by companies that have one theatre.
 - Small chains theatres belonging to chains which operate from two to nine theatres (owned or leased).
 - Large chains theatres belonging to chains which operate ten or more theatres (owned or leased).

Nombre de cinémas

En 1986-1987 on comptait 898 cinémas réguliers et ciné-parcs en activité au Canada, soit 31% de moins qu'en 1980-1981. Cette baisse a été observée dans toutes les provinces et varie entre 16% en Alberta et 48% au Québec. Du nombre total de cinémas qui ont fermé leurs portes. presque les deux tiers étaient situés dans des petites villes et des régions rurales1. Dans ces régions, le phénomène est presque entièrement attribuable à la fermeture de cinémas indépendants². Ces cinémas ont fermé leurs portes en raison d'une baisse de la fréquentation. Le nombre de ciné-parcs qui ont fermé est supérieur à celui des cinémas réguliers (figure 1). Pendant la période allant de 1980-1981 à 1986-1987, le nombre de ciné-parcs a diminué en movenne de 7% par année, comparativement à 6% dans le cas des cinémas réguliers. Étant donné que de nouvelles salles de cinéma ont été construites durant cette période, le nombre réel de cinémas avant fermé leurs portes est plus élevé que celui indiqué plus haut.

Assistance

Le cinéma, qui était l'un des plus populaires passetemps au Canada, est en perte de vitesse depuis les 34 dernières années.

La fréquentation des cinémas a atteint son apogée en 1952-1953; les Canadiens sont allés au cinéma 256 millions de fois cette année-là, ce qui représente 18 entrées par personne. Au cours des dix années suivantes, comme presque tous les ménages possédaient un téléviseur, la fréquentation a chuté brusquement. Le nombre annuel d'entrées s'est maintenu à environ 100 millions durant les années 1960 et 1970. Toutefois, en 1983-1984, la fréquentation des cinémas est tombée à 86 millions d'entrées et, en 1986-1987, elle a encore reculé pour s'établir à 76 millions, soit trois entrées par personne au Canada.

- 1 Les cinémas ont été classés selon l'importance de la région où ils sont situés:
 - Grandes et moyennes régions métropolitaines: cette catégorie englobe tous les cinémas situés dans une région métropolitaine de recensement (RMR). Le noyau urbanisé d'une RMR compte 100,000 habitants ou plus.
 - Petites régions métropolitaines: cette catégorie englobe tous les cinémas situés dans certaines agglomérations de recensement (AR), comptant chacune de 40,000 à 100,000 habitants dans son novau urbanisé.
 - Villes et régions rurales: cette catégorie englobe tous les cinémas situés dans des régions qui n'ont pas de noyau urbanisé ou dont le noyau urbanisé compte moins de 40,000 habitants.
- ² Les cinémas sont classés selon le type d'exploitation:
 - Cinémas indépendants exploités par des entreprises qui possèdent un cinéma.
 - Petites chaînes cinémas appartenant à des chaînes qui exploitent de deux à neuf cinémas (achetés ou loués).
 - Grandes chaînes cinémas appartenant à des chaînes qui exploitent dix cinémas ou plus (achetés ou loués).

Over the 1980-81 to 1986-87 period. attendance at motion picture theatres in Canada was down 24%. The decline in attendance varied from 21% in Ontario and British Columbia to 33% in the Atlantic region and Quebec. This does not indicate a lack of interest in films. Recent drops in movie attendance were partially caused by the growing use of video cassette recorders (VCRs) and pay television. By the Fall of 1987, 51% of Canadians over the age of two had access to a VCR in their home, compared to 13% in the Fall of 1983. Over three million Canadians over the age of two had access to Pay-TV channels in the Fall of 1987, an increase of 90% from the Fall of 19843. In addition, data from the Family Expenditure Survey show that the average family expenditure on motion picture showings dropped by 16% to \$41 in 1986 from \$49 in 1984. Over the same period, family spending on home entertainment equipment and services was up 19%.

Regular Theatres

In 1986-87, regular theatres in Canada reported a total attendance of 72 million, down 18% from 1980-81. Although all regions of the country suffered a drop in attendance, it was sharpest in Quebec, where attendance declined by 30%. On a per theatre basis, however, attendance at regular theatres remained fairly stable between 1980-81 and 1986-87 (Figure II).

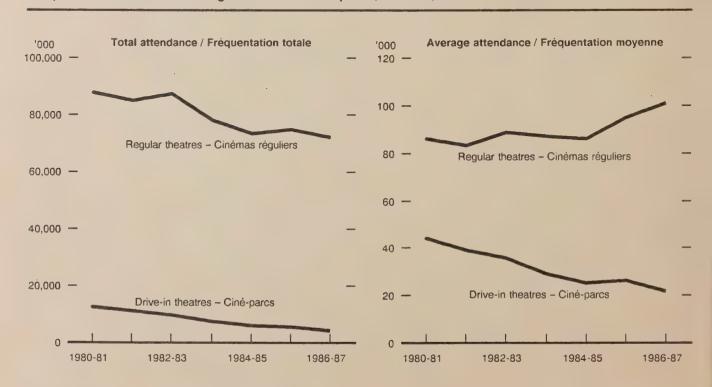
3 Source: BBM Bureau of Measurement

Entre 1980-1981 et 1986-1987, la fréquentation dans les cinémas au Canada a diminué de 24%. Le taux de diminution a varié, allant de 21% en Ontario et en Colombie-Britannique à 33% dans les régions de l'Atlantique et au Québec. Les baisses de la fréquentation ne sont pas le reflet d'un manque d'intérêt. Elles sont attribuables en partie à la popularité croissante des magnétoscopes et de la télévision payante. À l'automne de 1987, 51% des Canadiens de plus de deux ans avaient accès à un magnétoscope au foyer, comparativement à 13% à l'automne de 1983. Plus de trois millions de Canadiens âgés de plus de deux ans avaient accès aux canaux de la télévision payante à l'automne de 1987, soit une augmentation de 90% comparativement à l'automne de 19843. En outre, les données de l'enquête sur les dépenses des familles révèlent que les dépenses moyennes des familles au titre des sorties au cinéma ont diminué de 16% pour passer à \$41 en 1986, comparativement à \$49 en 1984. Pour la même période, les dépenses des familles au chapitre de l'équipement et des services distractifs ménagers ont augmenté de 19%.

Cinémas réguliers

En 1986-1987, les cinémas réguliers ont déclaré 72 millions d'entrées, ce qui représente une diminution de 18% par rapport à 1980-1981. Bien que l'on ait enregistré une diminution de la fréquentation dans toutes les régions du pays, celle-ci a été plus marquée au Québec, où elle atteint 30%. Toutefois, sur une base individuelle, la fréquentation des cinémas réguliers est demeurée relativement stable entre 1980-1981 et 1986-1987 (figure II).

Figure II
Film Attendance at Regular and Drive-in Theatres, Canada, 1980-81 to 1986-87
Fréquentation des cinémas réguliers et des ciné-parcs, Canada, 1980-1981 à 1986-1987



³ Source: sondages BBM.

In Canada, attendance at the movies is concentrated in large and medium metropolitan areas. In 1986-87, half (52%) of the total number of regular theatres were located in these areas and they accounted for three-quarters of the total attendance. Three-quarters of the theatres belonging to large chains were located in large and medium metropolitan areas. These large chain theatres have advantages associated with multi-screen theatres, and they generally exhibit the most commercially attractive first-run films. Chain operated theatres attracted a considerably larger attendance than independently operated theatres. In 1986-87, for example, large chain regular theatres reported an average attendance of 149,500, compared to 34,700 for independently operated theatres.

In 1986-87, nearly one-quarter of the theatres were located in small metropolitan areas and they accounted for 15% of the total attendance. They had an average attendance per theatre of 68,800.

The average attendance at theatres in small towns and rural areas was even smaller at 37,300. In 1986-87, one-quarter of the total number of regular theatres were located in small towns and rural areas but they accounted for only 10% of the total attendance.

Over the 1980-81 to 1986-87 period, attendance at theatres located in large and medium metropolitan areas dropped by 10%, whereas the decline was 39% for theatres in small towns and rural areas. Relative to their counterparts in metropolitan areas, exhibitors in towns and rural areas generally face increased competition from home video. This is because of the delay between a film title's release in large metropolitan areas and its release in small towns and rural areas.

Drive-in Theatres

In 1986-87, Canadians made a total of 4.1 million visits to drive-in theatres, one third the number in 1980-81. Over the same period, 35% of drive-ins ceased operating in Canada. All regions of the country experienced declines in attendance, ranging from a 55% drop in Quebec to 88% in British Columbia. Drive-in theatres located in small towns and rural areas suffered the highest rate (73%) of drop in attendance between 1980-81 and 1986-87.

In contrast to regular theatres, the average attendance per drive-in theatre dropped significantly (50%) between 1980-81 and 1986-87 (Figure II).

As with regular theatres, chain operated drive-ins attracted a considerably larger attendance than independently operated drive-ins. In 1986-87, large chain drive-ins had an average attendance of 35,100, compared to 10,900 for independent drive-ins.

Au Canada, la fréquentation des cinémas est concentrée surtout dans les grandes et moyennes régions métropolitaines. En 1986-1987, presque la moitié (52%) du nombre total de cinémas réguliers étaient situés dans ces régions et ils ont accueilli les trois quarts du nombre total de spectateurs. Les trois quarts des cinémas appartenant à de grandes chaînes se trouvaient dans les grandes et moyennes régions métropolitaines. Ces cinémas ont l'avantage d'avoir plusieurs écrans et présentent souvent en exclusivité les films qui attirent le plus les foules. La fréquentation des cinémas appartenant à des chaînes est beaucoup plus grande que celle des cinémas indépendants. Ainsi, en 1986-1987, la fréquentation moyenne des cinémas appartenant à de grandes chaînes s'est établie à 149,500 entrées, alors que celle des cinémas indépendants s'est chiffrée à 34,700 entrées.

En 1986-1987, presque le quart des cinémas réguliers étaient situés dans de petites régions métropolitaines et représentaient 15% du total des entrées. La fréquentation moyenne par cinéma s'établissait à 68,800 entrées.

Les cinémas des villes et des régions rurales ont enregistré une fréquentation encore plus faible avec une moyenne de 37,300 entrées. En 1986-1987, un quart du nombre total de cinémas étaient situés dans les villes et les régions rurales, mais ne représentaient que 10% du total de la fréquentation.

Au cours de la période allant de 1980-1981 à 1986-1987, la fréquentation des cinémas situés dans de grandes et moyennes régions métropolitaines a diminué de 10%, et celle des cinémas des villes et des régions rurales, de 39%. Comparativement à leurs collègues des régions métropolitaines, les exploitants de cinémas des villes et des régions rurales sont en général de plus en plus concurrencés par le matériel vidéo domestique, et ce, en raison du temps qui s'écoule entre la diffusion d'un film dans les grandes régions métropolitaines et sa présentation dans les villes et les régions rurales.

Ciné-parcs

En 1986-1987, les ciné-parcs ont enregistré au total 4.1 millions d'entrées ce qui représente le tiers du nombre d'entrées en 1980-1981. Au cours de la même période, 35% des ciné-parcs ont cessé leurs activités au Canada. On observe une diminution de la fréquentation dans toutes les régions du pays, variant de 55% au Québec à 88% en Colombie-Britannique. Les ciné-parcs situés dans les villes et les régions rurales ont accusé la baisse la plus prononcée (73%) entre 1980-1981 et 1986-1987.

Comparativement aux cinémas réguliers, la fréquentation moyenne par ciné-parc a baissé sensiblement (50%) entre 1980-1981 et 1986-1987 (figure II).

Comme pour les cinémas réguliers, les ciné-parcs appartenant à de grandes chaînes ont attiré beaucoup plus de spectateurs que les ciné-parcs indépendants. En 1986-1987, la fréquentation moyenne des ciné-parcs appartenant à une grande chaîne s'élevait à 35,100, comparativement à 10,900 pour les ciné-parcs indépendants.

Employment

Regular Theatres

In 1986-87, regular theatres in Canada employed a total of 9,046 persons. Three-quarters of them were hired by chain operated theatres located in metropolitan areas. Chain operated theatres reported a growth of 760 employees between 1980-81 and 1986-87, while independently operated theatres lost 2,760 employees. The overall employment at regular theatres was down 2,000 persons or 18%, whereas the number of theatres declined by about 300 or 30% over the same period. On a per theatre basis, the average number of employees grew to 13 from 11 in 1980-81.

Figure III shows that over the 1980-81 to 1986-87 period, regular theatres increasingly utilized part-time employees while reducing the proportion of their full-time staff. In 1986-87, part-time employees accounted for 78% of the total employment, compared to 64% in 1980-81. Full-time employment, on the other hand, dropped to 20% of all employees, a decline of 12 percentage points from 1980-81. Working proprietors and family workers made up of the remaining 2%.

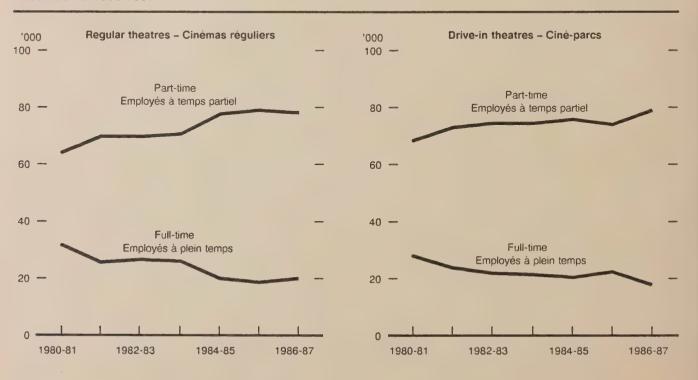
Emploi

Cinémas réguliers

En 1986-1987, 9,046 personnes travaillaient dans les cinémas réguliers. Les trois quarts de ces personnes travaillaient dans des cinémas appartenant à des chaînes situées dans des régions métropolitaines. Les cinémas appartenant à des chaînes ont engagé 760 employés entre 1980-1981 et 1986-1987, tandis que les cinémas indépendants en ont perdu 2,760. Dans l'ensemble, on a enregistré une diminution de 2,000 employés, ou 18%, pour les cinémas réguliers, tandis que le nombre de ces derniers a diminué d'environ 300, ou 30%, au cours de la même période. Le nombre moyen d'employés par cinéma est augmenté à 13 de 11 en 1980-1981.

La figure III révèle que, de 1980-1981 à 1986-1987, les cinémas réguliers ont de plus en plus embauché d'employés à temps partiel, tout en réduisant le nombre de leurs employés à plein temps. En 1986-1987, les employés à temps partiel représentaient 78% de l'effectif total, contre 64% en 1980-1981. Par ailleurs, la proportion d'employés à plein temps est passée à 20%, soit une diminution de 12 points par rapport à 1980-1981. Les propriétaires actifs et les travailleurs familiaux forment les 2% restant.

Figure III
Percentage of Total Employment at Regular and Drive-in Theatres, Canada, 1980-81 to 1986-87
Pourcentage du total de l'emploi dans les cinémas réguliers et les ciné-parcs, Canada,
1980-1981 à 1986-1987



Drive-in theatres

In 1986-87, drive-in theatres in Canada reported total employment of 1,745 persons. This was a drop of 1,381 employees from 1980-81, with the average number of employees per drive-in declining by one to about 10. Drive-ins located in small towns and rural areas accounted for about one-half of the total drop in employment.

As with regular theatres, the full-time employees' share of total drive-in employment dropped by 10 percentage points from 28% in 1980-81, while part-time employees' share grew from 69% in 1980-81 to 79% in 1986-87.

Multi-Screen Theatres

In 1986-87, regular and drive-in theatres reported a total of 1,661 screens, an average of 1.9 screens per theatre. This was an increase of 0.6 screens per theatre from 1980-81. Theatres located in metropolitan areas had 2.1 screens per theatre, an increase of 0.6 from 1980-81. On the other hand, theatres located in small towns and rural areas had 1.3 screens per theatre, up 0.2 from 1980-81. Chain operated theatres reported 2.3 screens per theatre, compared to 1.2 for independently operated theatres. Over the 1980-81 to 1986-87 period, regular theatres experienced a growth of 0.5 screens per theatre as against an increase of 0.1 for drive-ins.

Finance

Regular Theatres

In 1986-87, the 715 regular theatres in Canada earned total revenues of \$378 million. Of this amount, three-quarters came from admission receipts.

Regular theatres incurred total expenses of \$344.8 million; the largest single expense was that for royalty and rental payments for films, which accounted for nearly two-fifths of the total.

Regular movie theatres earned total profits of \$33.2 million or 9% profits on revenues. On a per theatre basis, the average profit amounted to \$46,400. Regionally, profits per theatre varied from a low of \$24,500 or 4% in British Columbia to a high of \$63,200 or 10% in Ontario.

Theatres located in metropolitan areas had considerably larger average profit than those located in small towns and rural areas. Theatres in large and medium metropolitan areas earned an average profit of \$67,000, for a profit margin of 9%. Theatres in small towns and rural areas, on the other hand, reported an average profit of \$16,000 or 8%.

Ciné-parcs

En 1986-1987, 1,745 personnes travaillaient dans les ciné-parcs au Canada. Il s'agit d'une baisse de 1,381 employés par rapport à 1980-1981, le nombre moyen d'employés par ciné-parc enregistrant une diminution comprise entre un et dix environ. La moitié environ de cette baisse de l'emploi a été observée dans les ciné-parcs situés dans les villes et les régions rurales.

Comme dans le cas des cinémas réguliers, la proportion d'employés à plein temps dans les ciné-parcs a diminué de 10 points comparativement à 1980-1981 (28%), tandis que celle d'employés à temps partiel est passée de 69% en 1980-1981 à 79% en 1986-1987.

Cinémas à plusieurs écrans

En 1986-1987, les cinémas réguliers et les ciné-parcs possèdaient 1,661 écrans, pour une moyenne de 1.9 écran par cinéma, soit une augmentation de 0.6 écran par cinéma comparativement à 1980-1981. Dans les régions métropolitaines, il y avait en moyenne 2.1 écrans par cinéma, ce qui représente une augmentation de 0.6 par rapport à 1980-1981. D'autre part, dans les villes et les régions rurales, on compte 1.3 écran par cinéma, ce qui représente une augmentation de 0.2 par rapport à 1980-1981. On retrouve en moyenne 2.3 écrans par cinéma appartenant à des chaînes comparativement à 1.2 pour les cinémas indépendants. De 1980-1981 à 1986-1987, le nombre d'écrans par cinéma a augmenté de 0.5 dans les cinémas réguliers et de 0.1 dans les ciné-parcs.

Finances

Cinémas réguliers

En 1986-1987, les recettes totales des 715 cinémas réguliers du Canada se sont élevées à \$378 millions, dont les trois guarts provenaient des entrées.

Les cinémas réguliers ont engagé des dépenses totales de \$344.8 millions, dont presque les deux cinquièmes étaient imputables à la location des films et au versement des droits et redevances, qui représentaient la catégorie de dépenses la plus importante.

Les cinémas réguliers ont enregistré des bénéfices totaux de \$33.2 millions ou 9% des recettes. Les bénéfices moyens s'élevaient à \$46,400 par cinéma. Au niveau des régions, les bénéfices par cinéma ont affiché de grandes variations, allant de \$24,500, ou 4%, en Colombie-Britannique à \$63,200, ou 10%, en Ontario.

Les cinémas situés dans les grandes et moyennes régions métropolitaines ont enregistré des bénéfices moyens plus élevés que ceux situés dans des villes ou des régions rurales. Les premiers ont enregistré en moyenne des bénéfices de \$67,000, soit une marge de profit de 9%. Par contre, les bénéfices moyens des autres étaient de \$16,000 ou 8%.

Small chain theatres were more profitable than those belonging to large chains or independently operated theatres. In 1986-87, for example, small chain theatres earned an average profit of 16%, compared to 8% and 9% for large chains and independent theatres respectively.

The average profit per regular theatre remained fairly stable between 1982-83 and 1986-87 (Figure IV). There were, however, wide variations in the regional rate of change in profit per theatre. For example, Quebec reported a 100% growth in average profit per theatre, whereas British Columbia suffered a drop of 47%. A substantial increase in average attendance per theatre contributed to the growth in average profit per theatre in Quebec between 1982-83 and 1986-87. In British-Columbia, the profit margin of theatres dropped by 6 percentage points to 4% from 1982-83 to 1986-87.

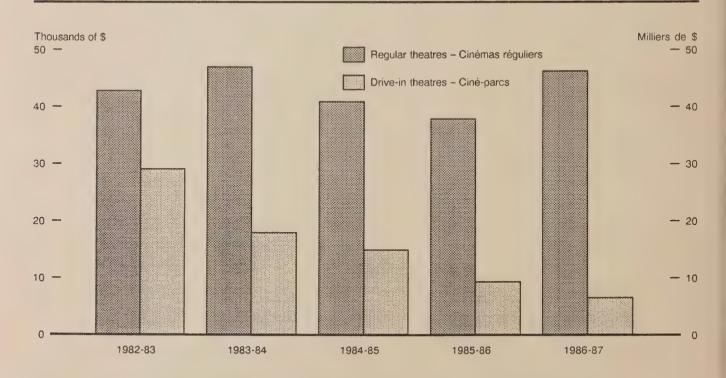
Les cinémas appartenant à de petites chaînes ont enregistré des bénéfices plus élevés que les cinémas indépendants ou appartenant à de grandes chaînes. Ainsi, en 1986-1987, les bénéfices moyens des cinémas appartenant à de petites chaînes représentaient 16%, comparativement à 8% et à 9% respectivement pour les cinémas appartenant à de grandes chaînes ou indépendants.

Les bénéfices moyens enregistrés par cinéma régulier sont demeurés relativement stables entre 1982-1983 et 1986-1987 (figure IV). Toutefois, le taux de variation des bénéfices par cinéma varie beaucoup selon les provinces. Ainsi, au Québec, on a enregistré une croissance de 100% au titre des bénéfices moyens par cinéma, tandis qu'en Colombie- Britannique, on a relevé une diminution de 47%. La hausse des bénéfices moyens par cinéma au Québec de 1982-1983 à 1986-1987 est attribuable à une augmentation sensible de la fréquentation moyenne par cinéma. En Colombie-Britannique, la marge bénéficiaire des cinémas a diminué de 6 points pour tomber à 4% entre 1982-1983 et 1986-1987.

Figure IV

Average Profit per Theatre, Canada, 1982-83 to 1986-87

Bénéfices movens par cinéma. Canada, 1982-1983 à 1986-1987



Drive-in Theatres

In 1986-87, the 183 drive-ins received revenues of \$26.9 million. Admission receipts accounted for two-thirds of the total and refreshment bar receipts contributed another one-third.

Drive-in theatres incurred total expenses of \$25.6 millions. Film rental and royalty payments constituted one-quarter of this total, compared to nearly two-fifths for regular theatres.

Drive-in theatres earned total profits of \$1.2 million or 5%. This compares with a profit margin of 14% in 1982-83. As with regular theatres, profits varied considerably from region to region. Quebec earned the highest profit per drive-in at \$25,700, for a profit margin of 13%, while the Atlantic region was the lowest at \$1.800 or 3%.

In contrast to regular theatres, drive-in theatres located in small towns and rural areas were more profitable than those located in metropolitan areas. Drive-in theatres in small towns and rural areas earned an average profit of \$7,300 or 5%, compared to an average profit of \$6,300 or 3% for drive-ins located in metropolitan areas.

Chain drive-ins had an average profit per drivein of \$11,600 or 5%, while it was \$1,600 or 2% for independently operated drive-ins.

Over the 1982-83 to 1986-87 period, the average profit per drive-in dropped from \$29,100 or 14% to \$6,700 or 5% (Figure IV). Alberta and British Columbia reported substantial declines in average profit per drive-in. They also suffered considerable drops in profit margin. Declining attendance contributed to the drop in profitability in these two provinces.

Additional Information

Detailed data on motion picture theatres in Canada, 1986-87, will be published in the near future in the publication: Culture Statistics, Film Industry Statistics, 1986-87, Catalogue 87-204, Statistics Canada. Researchers may also request special tabulations on a cost-recovery basis.

For further information regarding the data in this bulletin, or for supplementary details, contact:

N. Verma
Culture Industries Section
Education Culture and Tourism Division
Statistics Canada
Ottawa, Ontario
KIA OT6

(613) 951-6863

Ciné-parcs

En 1986-1987, les 183 ciné-parcs ont eu des recettes de \$26.9 millions. Les recettes provenant des entrées représentaient les deux tiers des recettes totales et les recettes tirées de la vente de rafraîchissements, environ un tiers.

Les dépenses des ciné-parcs se sont élevées à \$25.6 millions dont un quart a servi à la location des films et au paiement des droits et redevances, comparativement a presque deux cinquièmes pour les cinémas réguliers.

Les ciné-parcs ont enregistré des bénéfices totaux de \$1.2 millions, ou 5%, comparativement à une marge bénéficiaire de 14% en 1982-1983. Comme dans le cas des cinémas réguliers, les bénéfices ont varié sensiblement d'une région à l'autre, les bénéfices les plus élevés par ciné-parc, qui s'élevaient à \$25,700, soit une marge de profit de 13%, ayant été enregistrés au Québec et les moins élevés, soit \$1,800, ou 3%, dans les régions de l'Atlantique.

Contrairement aux cinémas réguliers, les ciné-parcs situés dans les villes et les régions rurales ont affiché des bénéfices plus élevés que ceux situés dans des régions métropolitaines. Les ciné-parcs situés dans des villes et des régions rurales ont enregistré des bénéfices moyens de \$7,300, ou 5%, comparativement à \$6,300, ou 3%, pour les ciné- parcs situés dans des régions métropolitaines.

Les bénéfices moyens par ciné-parc appartenant à une chaîne atteignaient \$11,600, ou 5%, et ceux des ciné-parcs indépendants, \$1,600, ou 2%.

De 1982-1983 à 1986-1987, les bénéfices moyens par ciné-parc ont grandement diminué, passant de \$29,100, ou 14%, à \$6,700, ou 5% (figure IV). Des diminutions considérables des bénéfices moyens et de la marge bénéficiaire par ciné-parc ont été enregistrées en Alberta et en Colombie-Britannique. Ce phénomène s'explique par une baisse de la fréquentation des ciné-parcs dans ces deux provinces.

Renseignements supplémentaires

Des données détaillées sur les cinémas au Canada en 1986-1987 seront publiées prochainement dans Statistiques de la culture: Industrie du film: 1986-1987, nº 87-204 au catalogue de Statistique Canada. Les chercheurs peuvent également obtenir certains tableaux contre remboursement des coûts.

Pour obtenir plus de renseignements sur les données publiées dans le présent bulletin, ou d'autres résultats, veuillez communiquer avec

N. Verma
Section des industries culturelles
Division de l'éducation, de la culture et du tourisme
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

(613) 951-6863



CULTURE COMMUNIQUÉ

de la CULTURE

SERVICE BULLETIN/BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada, \$4.70 monthly/\$47 a year Other Countries, \$5.60 monthly/\$56 a year

Vol. 12, No. 1

Periodical Publishing, 1986-87

Highlights

- In 1986-87 fiscal year, the average circulation of periodicals per issue declined 7% to 26,600 copies from the previous year. This was the second decline in two years.
- The average revenue per periodical increased by 8% to a new high of half a million dollars. An increase in advertising revenue and the rise in the average price of periodicals combined to bring about this expansion in revenue.
- In 1986-87, subscription prices rose an average of 12% to \$20.00 from the year before. Scholarly periodicals led the way with an increase of 19% to \$28.00. Subscription prices for general interest periodicals and special interest periodicals increased 14% to \$20.00 and 6% to \$15.00 respectively.
- The single-copy price of periodicals rose an average of 11% to \$3.85 from the previous year.
- In 1986-87, the basic rates for a page of blackand-white advertising decreased 2% from the year before, while the rates for colour pages increased marginally.
- Canadian consumers on average spent 34% more in constant dollars on the purchase of Canadian and foreign magazines than they did a decade ago. This growth in expenditures translates into an annual rate of 3%.
- In 1986-87, the profit before taxes, as a percentage of total revenue per periodical, remained unchanged at 4% from the year before as revenue and expenses both grew at about the same rate (8%).

May 1989

Prix: Canada, \$4.70 par mois/\$47 par année Autres pays, \$5.60 par mois/\$56 par année

Vol. 12, nº 1

Édition du périodique, 1986-87

Faits saillants

- En 1986-87, le tirage moyen par périodique a diminué de 7% par rapport à l'année précédente, pour passer à 26,600 exemplaires. Il s'agissait d'une deuxième baisse en deux ans.
- Les recettes moyennes par périodique ont augmenté de 8% pour atteindre un nouveau sommet d'un demimillion de dollars, en raison de l'augmentation des recettes des ventes de publicité et du prix moyen des périodiques.
- En 1986-87, le prix des abonnements a augmenté en moyenne de 12% par rapport à l'année précédente, pour s'établir à \$20.00. Les revues savantes étaient en tête à \$28.00, une augmentation de 19%. Le prix des abonnements aux périodiques grand public et aux périodiques spécialisés a augmenté respectivement de 14% pour passer à \$20.00 et de 6% pour passer à \$15.00.
- Le prix du périodique au numéro est passé à \$3.85 par rapport à l'année précédente, une augmentation moyenne de 11%.
- En 1986-87, les tarifs de base d'une page publicitaire en noir et blanc ont diminué de 2% par rapport à l'année précédente. Par contre, les tarifs pour la page couleur ont légèrement augmenté.
- Les consommateurs canadiens ont dépensé en dollars constants 34% de plus qu'il y a dix ans pour l'achat de revues canadiennes et étrangères. Cette augmentation des dépenses correspond à un taux annuel de 3%.
- En 1986-87, les bénéfices avant impôts, en pourcentage des recettes totales des périodiques, sont demeurés stables à 4% par rapport à l'année précédente, tandis que les recettes et les dépenses ont augmenté sensiblement au même rythme (8%).

Mai 1989

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autor see sous reserve d'indication de la source Statistique Canada





Introduction

The Education, Culture and Tourism Division has conducted an annual survey of periodicals in Canada since 1984. The primary purpose of this communiqué is to report the main conclusions drawn from the results of the 1986-87 survey, as well as from other sources of data on periodicals.

The data given reflect the responses provided by 1,325 periodicals, from 974 publishers. This survey was a census of periodicals, as defined for the 1986-87 survey. The response rate to this census survey was 85%. "Periodical" here means a printed medium of communication, issued on a regular basis more frequently than once a year, but not more than once a week. The periodical must have a name and some form of chronology on the cover, must have no more than 70% advertising content, must be stapled, glued, folded or otherwise formed into a distinct package, and must be available to the public. Catalogues, directories, daily and weekly newspapers, newsletters, and government publications are excluded.

Introduction

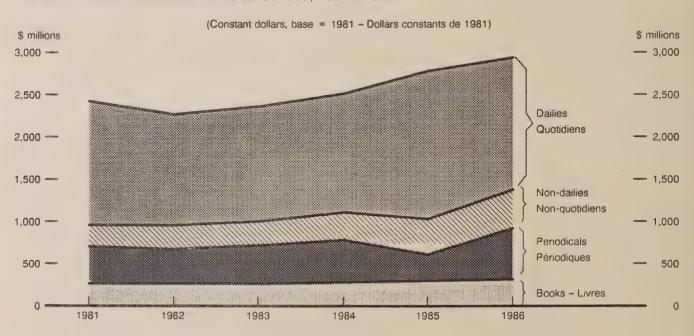
La Division de l'éducation, de la culture et du tourisme a mené, chaque année depuis 1984, une enquête sur l'édition des périodiques au Canada. Ce communiqué vise principalement à rendre compte des principales conclusions tirées des résultats de l'enquête de 1986-87, ainsi que d'autres sources de données sur les périodiques.

Les données présentées proviennent des déclarations de 1,325 périodiques relevant de 974 éditeurs. L'enquête se voulait un recensement des périodiques tels qu'ils sont définis par l'enquête sur l'édition du périodique 1986-87. Le taux de réponse était de 85%. On entend par "périodique" un moyen de communication imprimé, publié regulièrement, plus fréquemment qu'une fois l'an, mais pas plus qu'une fois la semaine. Le périodique doit avoir un nom et l'indication sur la couverture d'un nombre chronologique n'avoir pas plus de 70% de contenu publicitaire, être broché, collé, plié ou autrement monté en un format distinct et être mis à la disposition du public. Sont exclus les catalogues, annuaires, journaux quotidiens ou hebdomadaires, journaux d'entreprises, et publications gouvernementals.

Figure I

Total Revenue of Print Publishing in Canada, 1981 to 1986

Recettes totales de l'édition écrite au Canada, 1981 à 1986



1986 Market for Publishing Industry

The market for print publishing in Canada totalled \$3.9 billion dollars in 1986, up 10% from 1985 and 60% from 1981. In constant 1981 dollars, the growth in print medium was 21% from 1981. This represents an average annual growth rate of 4%. The fastest growing area of the print medium is the non-daily newspapers with an average annual rate of 13% since 1981, followed by periodicals (7%) and then books and daily newspapers with 4% and 1% respectively (Text Table I).

Daily Newspapers, the slowest growing sector, holds the largest share (53%) of the market for print publishing in Canada in 1986. Periodicals have 20% of the market, non-daily newspapers, 16% and book publishing holds 11%.

Advertising Revenues by Medium

Much of the growth in revenue for the non-daily newspapers is accounted for by the growth in advertising revenue. Over the years 1981 to 1986, advertising revenue (in constant 1981 dollars) for the non-dailies grew by 91%. This translates to a rate of 14% annually. The same cannot be said of the other media. Periodicals recorded an average annual increase of 4%, while private television registered 3%. The advertising revenues for daily newspapers and private radio stations each showed a marginal average growth rate of 1% annually (Text Table II).

Imports and Exports

Import and export data from the International Trade Division of Statistics Canada show a continued deficit in the magazine/periodical trade between Canada and the rest of the world. In 1986, the deficit valued at Canada Customs prices (for duty purposes) was \$354 million, up 24% from the previous year². Magazine trade with United States accounted for over 94% of this deficit.

Since only three years of data are available from the survey on Periodical Publishing (Culture Sub-division), trends were determined using revenue figures from the Industry Division. It should be noted that the Industry Division universe of periodical publishers is limited mainly to large establishments of the industry (approximately 400) compared to the Culture survey which covers the periodical activities only of about 1,000 publishers, including many small publishers. Therefore, the results of the two surveys are not comparable.

Marché de l'édition, 1986

Le marché de l'édition écrite au Canada a généré des recettes totales de 3.9 milliards de dollars en 1986, soit 10% de plus qu'en 1985 et 60% de plus qu'en 1981¹. En dollars constants de 1981, cela représente une hausse de 21% et un taux d'augmentation annuel moyen de 4%. Les journaux nonquotidiens, la composante la plus florissante de l'édition écrite, ont un taux d'augmentation annuel moyen de 13% depuis 1981; ils sont suivis des périodiques (7%), des livres et des quotidiens qui ont respectivement un taux de 4% et de 1% (voir tableau explicatif I).

Les quotidiens, la composante la moins florissante, détiennent la plus grande part (53%) du marché de l'édition écrite au Canada en 1986. Les périodiques détiennent 20% du marché, les journaux non quotidiens 16% et les livres 11%.

Recettes de publicité selon le média

La plus grande partie de l'augmentation des recettes pour les non-quotidiens s'explique par la croissance des recettes de publicité. Pour la période 1981-1986, les recettes de publicité (en dollars constants de 1981) des non-quotidiens ont augmenté de 91%, soit un taux annuel de 14%. On ne peut dire de même pour les autres médias. Les périodiques ont enregistré qu'une augmentation annuelle moyenne de 4%, et les stations privées de télévision 3%. Les recettes de publicité pour les quotidiens et les stations privées de radio traduisaient un faible taux d'augmentation annuel moyen de 1% (voir tableau explicatif II).

Importations et exportations

Les données sur les importations et les exportations provenant de la Division du commerce international de Statistique Canada ont révélé un déficit constant sur le marché de la revue ou du périodique entre le Canada et le reste du monde. En 1986, le déficit, établi d'après les tarifs douaniers du Canada (aux fins des droits), était de 354 millions de dollars, une augmentation de 24% par rapport à l'année précédente². Le commerce des revues avec les États-Unis compte pour plus de 94% de ce déficit.

Imports by Commodities, catalogue No. 65-007 (December issue) and Exports by Commodities, catalogue No. 65-004 (December issue), Statistics Canada. For customs duty purposes, imports are recorded at values established according to the provisions of the Custom Act. These provisions require the value for duty of imported goods to be equivalent to the actual price paid for the goods. Exports are recorded at the values declared on export documents, which usually reflect actual selling price or, in the case of non-arm's-length transactions, the transfer price used for company accounting purposes.

Ne disposant que des données de trois années d'enquête de l'édition du périodique (Sous-division de la culture), on a dû dégager des tendances à l'aide des chiffres (recettes) provenant de la Division de l'industrie. À noter que l'univers des éditeurs de périodiques de la Division de l'industrie se limite principalement aux grands établissements (environ 400), alors que l'enquête de la culture ne couvre que les activités des périodiques relevant d'environ 1,000 éditeurs dont plusieurs petits éditeurs. Par conséquent les résultats des deux enquêtes ne sont pas comparables.

Importations par marchandise, nº 65-007 au catalogue (numéro de décembre) et Exportations par marchandise, nº 65-004 au catalogue (numéro de décembre), Statistique Canada. Aux fins des droits de douane, la valeur des exportations est établie conformément aux dispositions de la Loi sur les douanes selon lesquelles le montant des droits des marchandises importées doit être le même que celui du prix réel payé pour les marchandises. La valeur des exportations est celle qui est déclarée sur les documents d'exportation qui contiennent habituellement le prix réel de vente ou, dans le cas des transactions avec lien de dépendance, le prix de cession utilisé aux fins de la comptabilité d'entreprise.

Imports at Canada Customs prices totalled \$438 million in 1986 up 4% from the year before. Exports were down 38% from last year to \$84 million. Almost all (99%) of the exports of periodicals went to the United States. These were mostly foreign-authored magazines printed in Canada and exported by the Canadian printers.

The 1986-87 survey of periodicals however indicates an increase in the number of Canadian editorial- content periodicals exported to the rest of the world, compared to the previous year. Close to 2 million copies per issue of the Canadian-content periodicals were exported to foreign countries in 1986-87, mostly to the United States. This represents a 27% gain from the year before. The number of American periodicals distributed in Canada, according to the Audit Bureau of Circulation data, totalled 9.1 million copies per issue in 1986, the same as the year before.

Family Expenditures on Magazines³

Canadian consumers on average spent 34% more (in constant 1981 dollars) on the purchase of Canadian and foreign magazines than they did a decade ago, reaching \$39 per family in 1986 (Text Table IV). This growth in expenditures translates to a rate of 3% annually, the same as the average annual growth in total disposable income of consumers. Over the period 1976 to 1986, total disposable income for Canada (in constant 1981 dollars) increased 35% to \$274.8 billion4. During the same decade, purchases per family of some other cultural goods and services varied. Average family expenditures on newspapers dropped by 18%, on books (excluding textbooks) by almost 18%, on records and tapes by 27% and on motion picture showings by 43%. Expenditures per family on textbooks and learning materials grew 19% while those on video tape and disc recordings (including rentals of video tape recordings) increased by 33%.

Ottawa continued to register the highest family expenditures for magazines, based on figures provided for eight Canadian cities (Text Table V). In 1986, Ottawa recorded \$59 (constant 1981 dollars) per family, up 13% from 1984. Edmonton and Vancouver tied for second place with \$45 per family. Montreal had the lowest spending at \$31 per family on average.

Profile of Canadian Periodicals

The survey of periodicals conducted by the Culture Sub-division of Statistics Canada provides a vital profile of the periodical publishing in Canada. The 1986-87 survey results show that average circulation per issue declined 7% to a level of 26,600 copies from

The term magazine is used instead of periodicals in Family Expenditures in Canada, catalogue No. 62-555, Statistics Canada. Les importations, établies selon les tarifs douaniers du Canada, se sont élevées à 438 millions de dollars en 1986, une augmentation de 4% par rapport à l'année précédente. Par contre, les exportations sont tombées à 84 millions de dollars, 38% de moins que l'année précédente. Presque tous les périodiques (99%) exportés étaient destinés aux États-Unis. Il s'agissait pour la plupart de revues étrangères imprimées au Canada et exportées par des imprimeurs canadiens.

L'enquête de 1986-87 sur les périodiques révèle cependant une augmentation, par rapport à l'année précédente, des exportations de périodiques canadiens vers les autres pays. Près de deux millions d'exemplaires de périodiques à contenu canadien ont été exportés vers des pays étrangers en 1986-87, la plupart aux États-Unis, ce qui représente un gain de 27% par rapport à l'année précédente. Selon les données du Audit Bureau of Circulation, le nombre de périodiques américains distribués au Canada a été de 9.1 millions d'exemplaires par numéro en 1986, soit le même nombre que l'année précédente.

Dépenses des familles au titre des revues³

Les consommateurs canadiens ont dépensé en moyenne 34% de plus (en dollars constants de 1981) pour l'achat de revues canadiennes et étrangères qu'il y a dix ans, soit \$39.00 par famille en 1986 (voir tableau explicatif IV). Le taux d'augmentation des dépenses a été de 3% par année, soit le même que le taux annuel moyen du revenu total disponible des consommateurs. Au cours de la période 1976-86, le revenu total disponible des Canadiens (en dollars constants de 1981) a augmenté de 35% pour passer à 274.8 milliards de dollars⁴. Au cours de la même période, les achats d'autres biens et services culturels par les familles ont varié. Les dépenses movennes des familles consacrées aux journaux ont diminué de 18%, de presque 18% pour les livres (à l'exclusion des manuels scolaires), de 27% pour les disques et les cassettes et de 43% pour les films. Les dépenses des familles consacrées aux manuels scolaires et au matériel didactique ont augmenté de 19%, tandis que celles consacrées aux bandes vidéo et aux vidéodisques (y compris la location d'enregistrements vidéo) ont augmenté de 33%.

Selon les chiffres obtenus pour huit villes canadiennes (voir tableau explicatif V), Ottawa est demeurée en tète, les familles dépensant en 1986 \$59.00 pour des revues (dollars constants de 1981), soit 13% de plus qu'en 1984. Les villes d'Edmonton et de Vancouver occupaient la deuxième place avec \$45.00 par famille, tandis que Montréal prenait la dernière place avec \$31.00 en moyenne par famille.

Profil des périodiques canadiens

L'enquête sur les périodiques menée par la Sous-division de la culture de Statistique Canada fournit un important profil de l'édition du périodique au Canada. Les résultats de l'enquête de 1986-87 montrent que le tirage moyen par numéro a diminué de 7% par rapport à l'année précédente

National Income and Expenditures Accounts, catalogue No. 13-201, Statistics Canada. See footnote 5.

³ On utilise le terme revue plutôt que périodique dans Les dépenses des familles au Canada, nº 62-555 au catalogue, Statistique Canada.

⁴ Comptes nationaux des revenus et dépenses, nº 13-201 au catalogue, Statistique Canada. Voir renvoi 5.

the previous year (Text table III). This was the second decline in two years. However, the results also indicate that average revenue per issue increased 8% to a new high of \$500,000 from last year. This was higher than the average revenues for the previous two years. The increase in average revenue is accounted for in large part by the gain in advertising revenue and the rise in the prices of periodicals.

Average advertising revenue per issue rose 8% from the year before to \$443,200 in 1986-87 after dipping slightly (1%) in 1985-86. Advertising revenue accounts for the bulk (64%) of the total revenue from periodical publishing. Subscription revenues and single-copy sales account for 20% and 9% respectively. The remainder (7%) comes from other sources such as government grants, private sector donations, subscription list sales and rentals, and membership dues.

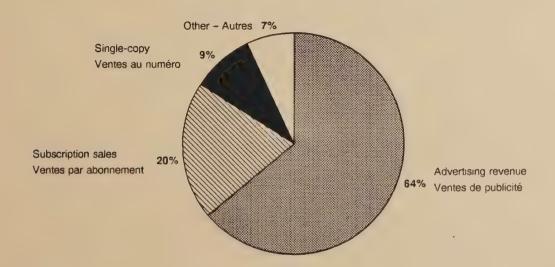
Average revenue from single-copy sales per issue was up 5% from the previous year to \$93,300. These sales were made on an average newsstand circulation of 7,800 copies (up 14% from 1985-86) and an average price hike of 11% (to \$3.85 per copy) in 1986-87. Average subscription revenue rose marginally (1%) to \$123,000 per issue even though circulation through subscriptions dropped 4% from the year before to 14,900 copies per issue. The gain in revenue can be attributed to the rise in subscription prices which more than made up for the decrease in revenue resulting from the drop in subscription circulation. In 1986-87,

pour tomber à 26,600 exemplaires (voir tableau explicatif III). Le phénomène est survenu deux fois en deux ans. Les résultats indiquent par contre que les recettes moyennes par numéro ont augmenté de 8% par rapport à l'année dernière pour se chiffrer à un nouveau sommet de \$500,000. Ces recettes étaient plus élevées que les recettes moyennes enregistrées au cours des deux années précédentes. Cette hausse des recettes moyennes est attribuable en grande partie à l'augmentation des recettes de publicité et du prix des périodiques.

Les recettes moyennes de publicité par numéro ont augmenté de 8% par rapport à l'année précédente pour passer à \$443,200 en 1986-87 après avoir connu une baisse légère (1%) en 1985-86. Les recettes de publicité représentent la plus grande part (64%) des recettes totales de l'édition du périodique. Les ventes par abonnement et les ventes au numéro représentent 20% et 9% respectivement. Les autres recettes (7%) proviennent d'autres sources telles que les subventions publiques, les dons du secteur privé, la vente et la location de listes d'adresses et les cotisations.

Les ventes moyennes au numéro ont augmenté de 5% par rapport à l'année précédente pour passer à \$93,300. Ces ventes résultent d'un tirage moyen de 7,800 exemplaires (14% de plus qu'en 1985-86) et d'une augmentation moyenne des prix de 11% (jusqu'à \$3.85 l'exemplaire) en 1986-87. Les recettes moyennes par abonnement ont augmenté légèrement (1%) pour passer à \$123,000 par numéro, même si le tirage pour les abonnements a diminué de 4% par rapport à l'année précédente et est tombé à 14,900 exemplaires par numéro. Le gain de recettes peut être attribuable à l'augmentation du prix des abonnements qui a plus que compensé pour la baisse des recettes résultant de la diminution du tirage pour

Figure II Revenue Breakdown, 1986-87 Répartition des recettes. 1986-87



subscription prices rose an average of 12% to \$20.00 from the previous year. Scholarly periodicals led the way with an increase of 19% to \$28.00. Subscription prices for general interest periodicals and special interest periodicals increased 14% to \$20.00 and 6% to \$15.00 respectively.

Periodicals are in constant competition with other advertising media (such as newspapers, radio and television) for a share of the advertising dollars. This puts a downward pressure on the advertising rates particularly for publishers with low circulation. In 1986-87, the basic rates for a page of black-and-while advertisement decreased 2% from the year before while the rates for colour pages increased by less than 1%.

In a typical issue of a periodical, most of the editorial text and artwork originate in-house. In 1986-87, 54% of the editorial content was authored by members of the reporting organization, a slight increase from the previous year. The remainder came from outside the organization, 39% from Canadian freelancers and 7% from foreign authors. Equivalent statistics for artwork (illustrations and photographs) follow a similar pattern with 49% originating in-house, 44% from Canadian freelancers and 7% from foreign sources.

Most of the 1,325 periodicals covered by the survey were published in Ontario and Quebec. Almost two-thirds were published in English, 21% in French, 13% were bilingual (English and French), and 3% in other languages.

Profitability

While the prices of periodicals have gone up, so have the costs of publications. In the 1986-87 fiscal year, total expenses for publishers amounted to \$623.4 million, averaging \$478,100 per periodical. Compared to the previous year, average expenses were up 8% from \$444,700. The cost per-copy rose 7%, to \$1.43.

According to the survey results, the business of producing periodicals in Canada employs about four thousand full-time employees, 1,630 part-time workers and makes use of over 4,000 volunteers. The bulk (58%) of the full-time employment was in Ontario, with 19% in Quebec, 9% in British Columbia, and 6% in Alberta. In 1986-87, a total of \$136 million was paid out by publishers in salaries, wages and outside professional fees. More than three-quarters of this amount went for salaries and wages.

Overall, the profit before tax, as a percentage of total revenue per periodical remained unchanged from the previous year, at 4%. Revenue and expenses both grew at about the same rate (8%). General interest periodicals recorded twice the profit (6%) as either special interest periodicals (3%) or scholarly periodicals (3%).

abonnements. En 1986-87, le prix des abonnements est passé à \$20.00, une augmentation moyenne de 12% par rapport à l'année précédente. Les revues savantes, dont le prix d'abonnement est passé à \$28.00, occupaient la première position avec une augmentation de 19%. Le prix des abonnements aux périodiques grand public et aux périodiques spécialisés est passé à \$20.00 (14% de plus) et \$15.00 (6% de plus) respectivement.

Les périodiques se disputent contamment les recettes de publicité avec les autres médias (journaux, radio et télévision). Cette situation entraîne une réduction des taux de publicité, particulièrement pour les maisons d'édition à faible tirage. En 1986-87, les tarifs de base d'une page publicitaire en noir et blanc ont diminué de 2% par rapport à l'année précédente, tandis que les tarifs pour une page couleur ont augmenté de moins de 1%.

La plupart des textes et des illustrations d'un numéro typique de périodique sont d'origine interne En 1986-87, 54% des textes provenaient des membres de l'organisation déclarante, une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Le reste des textes venaient de l'extérieur, 39% de pigistes canadiens et 7% d'auteurs étrangers. Les données sur les illustrations (illustrations et photographies) suivent une même tendance, 49% étant d'origine interne, 44% de pigistes canadiens et 7% d'auteurs étrangers.

La plupart des 1,325 périodiques visés par l'enquête étaient publiés en Ontario et au Québec. Les deux tiers environ étaient publiés en anglais, 21% en français, 13% en anglais et en français et 3% dans d'autres langues.

Rentabilité

Tout comme le prix des périodiques, le coût des publications a augmenté. Au cours de l'année fiscale 1986-87, les dépenses totales des éditeurs se sont chiffrées à 623.4 millions de dollars, soit \$478,100 par périodique. Les dépenses moyennes, qui s'élevaient à \$444,700 l'année précédente, ont augmenté de 8%. Le coût d'un exemplaire est passé à \$1.43, une augmentation de 7%.

Selon les résultats de l'enquête, la branche de l'édition du périodique au Canada employait environ 4.000 employés à plein temps, 1,630 employés à temps partiel et plus de 4,000 bénévoles. La plupart (58%) des employés à plein temps travaillaient en Ontario, tandis que 19% travaillaient au Québec, 9% en Colombie-Britannique et 6% en Alberta. En 1986-87, les éditeurs ont versé au total 136 millions de dollars en traitements, salaires et honoraires professionnels. Plus des trois quarts de ce montant ont été consacrés aux traitements et aux salaires.

Dans l'ensemble, les bénéfices avant impôts, en pourcentage des recettes totales par périodique, sont demeurés les mêmes que l'année précédente, soit 4%. Les recettes et les dépenses ont connu à peu près le même taux d'augmentation (8%). Les ventes des périodiques grand public ont rapporté le double des bénéfices (6%) des périodiques spécialisés (3%) ou des revues savantes (3%).

Figure III
Origin of Editorial Text and Artwork, 1986-87
Source des textes et des illustrations, 1986-87

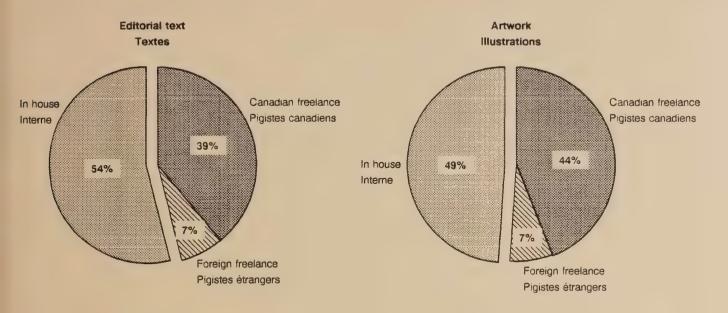
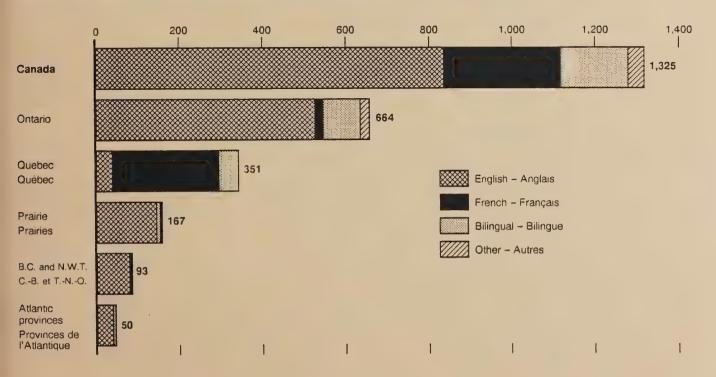


Figure IV

Number of Periodicals by Language and Province of Publication, 1986-87

Nombre de pérodiques selon la langue et la province de la publication, 1986-87



The profit situation of periodical publishing reflects the number of volunteers working in the industry. Most smaller publishers would probably be out of business if the dollar value of the time donated by volunteers were included in their operating expenses. In 1986-87, small publishers with less than one hundred thousand dollars in total revenue, had the services of 79% of the volunteers. Medium-sized companies, with revenue range of between \$100,000 and one million dollars, were responsible for the remaining 21%. Altogether, 344,400 hours were donated by 4,000 volunteers, averaging 86 hours per volunteer annually.

For further information

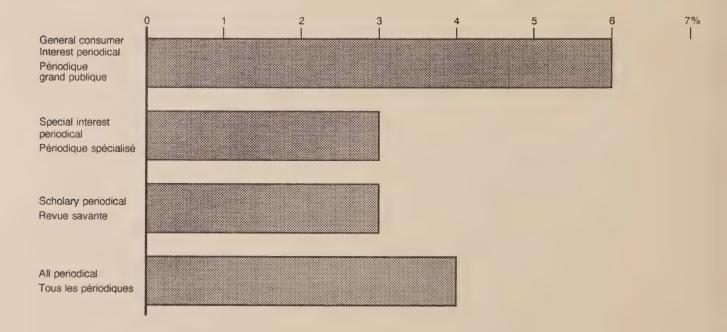
For more detailed information, consult Culture Statistics, Periodical Publishing (Catalogue No. 87-203) or contact Fidel Ifedi, Education, Culture and Tourism Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, KIA OT6 (telephone number: 613-951-1569). Custom tabulations are provided on a cost recovery basis. Inquiries can also be directed to the regional offices of Statistics Canada.

La rentabilité de la branche de l'édition du périodique est fonction du nombre de bénévoles. La plupart des plus petits éditeurs auraient probablement fermé leurs portes si la valeur en dollars du temps consacré par les bénévoles entrait dans leurs dépenses d'exploitation. En 1986-87, les petits éditeurs ayant des recettes totales de moins de \$100,000 ont retenu les services de 79% des bénévoles. Les entreprises de taille moyenne, dont les recettes variaient entre \$100,000 et un million de dollars, ont retenu les services de l'autre 21%. Au total, 4,000 bénévoles ont travaillé 344,400 heures, soit en moyenne 86 heures par bénévole par année.

Pour plus de renseignements

Pour obtenir plus de renseignements, consultez les Statistiques de la culture, édition du periodique (nº 87-203 au catalogue) ou communiquez avec M Fidel Ifedi, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (numéro de télèphone: 613-951-1569). On peut obtenir des totalisations spéciales selon une formule de recouvrement des frais. On peut également s'adresser aux bureaux régionaux de Statistique Canada.

Figure V
Profit Before Taxes as a Percentage of Total Revenue by Category of Periodical, 1986-87
Bénéfices avant impôts, en pourcentage des recettes totales selon la catégorie du périodique, 1986-87



TEXT TABLE I.

Total Revenue of Print Publishing in Canada 1981-1986 base = 1981 for constant dollars⁵

TABLEAU EXPLICATIF I.

Revenus totaux de l'édition écrite au Canada, 1981-1986 Base = 1981 pour les dollars constants⁵

	1981	1982	1983	1984	1985	1986			
	millions of dollars - millions de dollars								
Dailies - Quotidiens									
current dollars – dollars courants constant dollars – dollars constants	1,474.4 1,474.4	1,461.1 1,318.7	1,589.7 1,356.4	1,733.3 1,417.6	1,890.6 1,486.3	2,065.3 1,559.9			
Non-dailies - Non-quotidiens									
current dollars – dollars courants constant dollars – dollars constants	254.0 254.0	300.7 271.4	336.4 287.0	398.5 325.8	549.9 r 432.3 r	617.7 466.5			
Periodicals published in Canada – Périodiques publiés au Canada									
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	435.4 435.4	466.2 420.8	514.8 439.2	60 9. 6 498.4	734.2 r 577.2 r	796.6 601.7			
Books published in Canada Livres publiés au Canada									
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	262.4 r 262.4 r	286.2 r 258.3 r	. 318.8 r 272.0 r	340.4 r 278.3 r	368.9 r 290.0 r	413.8 312.5			
Total									
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	2,426.2 r 2,426.2 r	2,514.2 r 2,269.2 r	2,759.7 r 2,354.6 r	3,081.8 r 2,520.1 r	3,543.6 r 2,785.8 r	3,893.4 2,940.6			

The Consumer Price Index (all items) is used to measure price change from current dollars to constant dollars. The index is expressed in terms of 1981 = 100. Changes between any time period can readily be calculated by dividing the index point of difference between the two time periods by the base period index and multiplying the result by one hundred.

On se sert de l'indice des prix à la consommation (l'ensemble) pour mesurer la variation de prix entre deux périodes. L'indice est exprimé sur la base de 1981 = 100. Les changements entre toute période peuvent se calculer directement en divisant la différence en points d'indice entre les deux périodes par l'indice de la période de base et en multipliant le résultat par 100.

f Revised figures.

r Nombres rectifiés.

Source: Data on newspapers and periodicals are from the publication: Printing, Publishing and allied industries, catalogue 36-203, Statistics Canada. Data on book publishing are released in the catalogue 87-210, Book Publishing in Canada.

Source: Les données sur les journaux et périodiques sont extraits de la publication Imprimerie, édition et activités connexes no. 36-203 au catalogue de Statistique Canada. Les données sur les livres sont extraits de la publication: L'édition du livre au Canada, no. 87-210 au catalogue de Statistique Canada.

TEXT TABLE II.

Advertising revenues in the media, 1981-1986

Base = 1981 for constant dollars6

TABLEAU EXPLICATIF II.

Recettes provenant des annonces publicitaires dans les médias, 1981-1986 Base = 1981 pour les dollars constants⁶

	1981	1982	1983	1984	1985	1986				
		millions of dollars - millions de dollars								
Private radio - Radio privée										
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	438.1 438.1	465.9 420.5	479.5 409.1	544.3 445.1	565.5 444.6	611.4 461.8				
Private television - Télévision privée										
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	589.9 589.9	670.9 605.5	740.6 631.9	816.6 667.7	884.8 695.6	924.2 698.0				
Dailies - Quotidiens										
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	1,162.4 1,162.4	1,149.7 1,037.6	1,233.2 1,052.2	1,353.3 1,106.5	1,474.7 1,159.4	1,626.5 1,228.5				
Non-dailies - Non quotidiens										
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	193.5 193.5	222.1 200.5	244.3 208.4	303.5 248.2	433.0 ^r 340.4 ^r	490.1 ·370.2				
Periodicals - Périodiques										
current dollars - dollars courants constant dollars - dollars constants	280.8 280.8	285.6 257.8	305.4 260.6	370.2 302.7	400.5r 314.9r	448.0 338.4				

⁶ See footnote 5.

Source: Radiodiffusion et télévision, no. 56-204 au catalogue de Statistique Canada. Printing and Allied Industry, Catalogue No. 36-203, Statistics Canada.

Imprimerie, édition et activités connexes no. 36-203 au catalogue de Statistique Canada.

TEXT TABLE III. Profile of the Canadian Periodical, 1984-85 and 1986-87
TABLEAU EXPLICATIF III. Profil du périodique canadien, 1984-85 et 1986-87

		1984-85	1985-86	1986-87
Average circulation – Tirage moyen	No-Nbre	30,432	28,666	26,586
Percent of paid circulation - Pourcentage du tirage payé	%	51	49	51
Average advertising rate – Taux moyen de publicité Black/While – Noir/blanc Color – Couleur	\$ \$	1,3 2 1 2,438	1,427 2,45 9	1,400 2,478
Average revenue of advertising – Recettes moyennes de publicité	\$	415,456	409,503	443,201
Average revenue of single copy sales - Recettes moyennes de ventes au numéro	. \$	98,348	89,092	93,312
Average subscription revenue – Recettes moyennes d'abonnement	\$	117,105	121,613	123,048
Average revenue – Recettes moyennes	\$	475,978	462,146	500,106
Average total expenses – Dépenses moyennes totales	\$	447,787	444,669	478,105
Profit before Taxes – Marge bénéficiaire avant impôts ⁷	%	6	4	. 4
Cost per copy - Côut par exemplaire	\$	1,44	1.34	1.43
Average single copy price - Prix moyen du numéro	\$	3.41	3.48	3.85
Average subscription price - Prix moyen d'abonnement	\$	16.13	17.51	19.61

Percentage of average total revenue.

⁶ Voir le renvoi 5.

r Revised figures.

Nombres rectifiés.
Source: Radio and Television Broadcasting, catalogue No. 56-204, Statistics Canada.

Pourcentage des recettes totales moyennes.

TEXT TABLE IV. Average Expenditures for Cultural Products and Services in Constant Dollars (1981 = 100)8

TABLEAU EXPLICATIF IV. Dépenses moyennes pour certains biens et services culturels en dollars constants (1981 = 100)8

	1969	1976	1984	1986
	\$	\$	\$	\$
Motion picture showings - Entrées au cinéma	58	54	40	31
Stage performances - Entrées aux théâtres, aux concerts, etc.	25	29	36	29
Records, tapes and compact discs - Disques, bandes audio et disques compacts	35	56	40	41
Video tapes and discs (including rental and video-tape recordings - Bandes vidéo et vidéodisques (y compris la location des enregistrements vidéo)	-	-	33	44
Books - Livres	43	57	49	47
Newspapers – Journaux	81	76	67	62
Magazines ⁹ – Magazines ⁹	23	29	38	39
Textbooks and learning material - Manuels scolaires et matériel didactique	35	27	32	32

⁸ See footnote 5.

Source: Pamily Expenditure in Canada, catalogue No. 62-555, Statistics Canada.

Source: Dépenses familles au Canada, villes choisies, no. 62-555 au catalogue de Statistique Canada.

TEXT TABLE V. Family Expenditures for Magazines by Cities, 1969, 1984 and 1986 (in constant 1981 dollars)10

TABLEAU EXPLICATIF V. Dépenses des familles au titre des magazines selon la ville, 1969, 1984 and 1986 (en dollars constants de 1981)10

	St. John's	Halifax	Montreal	Ottawa	Toronto	Winnipeg	Edmonton	Vancouver	Total
1986									
Dollars courants	45	58	41	78	57	50	59	60	51
Dollars constants .	34	44	31	59	43	38	45	45	39
1984									
Dollars courants	56	61	39	64	47	45	50	51	47
Dollars constants	46	50	32	52	38	37	41	42	38
1969									
Dollars courants	8	10	7	12	11	9	13	10	9
Dollars constants	20	25	18	30	28	23	33	25	23

¹⁰ See footnote 5.

⁸ Voir le renvoi 5.

⁹ No distinction between foreign or canadian magazines is reported.

⁹ On en précise pas de distinction entre les magazines étrangers et canadiens. Source: Family Expenditure in Canada, catalogue No. 62-555. Statistics Canada.

¹⁰ Voir le renvoi 5.

Source: Family Expenditure in Canada, Selected cities, Catalogue 62-555, Statistics Canada

Source: Dépenses des familles au Canada, villes choisies, no. 62-555 au catalogue de Statistique Canada





de la CULTURE

SERVICE BULLETIN / BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada, \$4.70 monthly/\$47 a year Other Countries, \$5.60 monthly/\$56 a year

Vol. 12, No. 2

The Sound Recording Industry 1982-83 to 1986-87

Highlights

- Record label companies, reported sales of \$278 million in 1986-87; an average annual increase of 6% since 1982-83.
- Consumers continued to prefer pre-recorded tapes in 1986-87 to vinyl albums. The market share for tapes remained around 53%, while albums dropped from 38% to 31% from 1986-87.
- Compact discs gained from the decline in vinyl album sales. In one year compact discs tripled their share of the market to 12%.
- In 1986-87, 58% of French-language recordings¹ and 8% of English-language recordings had Canadian-content.
- Foreign-controlled record label companies dominated the market in 1986-87 with 90% of sales, 83% of full-time employment and 79% of new releases¹.
- 65% of new recordings with Canadian-content were released by Canadian-controlled companies. The revenues from these recordings totalled \$13.6r million, about 5% of total revenues from record and tape sales in 1986-87.

Includes vinyl albums, pre-recorded tapes and compact discs.

June 1989

Prix: Canada. \$4.70 par mois/\$47 par année Autres pays. \$5.60 par mois/\$56 par année

Vol. 12, nº 2

L'industrie de l'enregistrement sonore 1982-1983 à 1986-1987

Faits saillants

- En 1986-1987, les maisons de disques (propre étiquette) ont déclaré des ventes de \$278 millions; celles-ci ont augmenté en moyenne de 6% chaque année depuis 1982-1983.
- Les consommateurs continuent à préférer, en 1986-1987, les bandes préenregistrées aux disques en vinyle. La part du marché des bandes s'est maintenue aux environs de 53% tandis que celle des microsillons a diminué de 38% pour s'établir à 31% par rapport à 1985-86.
- Les disques compacts ont profité de la chute dans les ventes de disques en vinyle. En une année, les disques compacts ont triplé leur part du marché, qui s'est élevée ainsi à 12%.
- En 1986-1987, 58% des enregistrements¹ de langue française et 8% des enregistrements de langue anglaise possèdent un contenu canadien
- Les entreprises sous contrôle étranger dominent le marché en 1986-1987, avec 90% des ventes, 83% du personnel à temps plein et 79% des nouveaux lancements!
- 65% des nouveaux enregistrements avec un contenu canadien sont lancés par les entreprises sous contrôle canadien. Les recettes tirées de la vente de ces enregistrements s'élèvent à \$13.6r millions, ce qui représente environ 5% des recettes totales provenant de la vente de disques et de bandes en 1986-1987.

Juin 1989

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisee sous reserve d'indication de la source Statistique Canada





r revised figures.

¹ Comprend les microsillons de vinyle, les bandes préenregistrées et les disques compacts.

r nombres rectifiés.

Introduction

Statistics Canada has undertaken a survey of record label companies annually since 1977. This report places the results of this survey from 1982-83 to 1986-87 in the context of the home entertainment industry, before going on to examine the recording industry in more detail. The report gives particular emphasis to sales of Canadian-content recordings and the role of foreign-controlled companies.

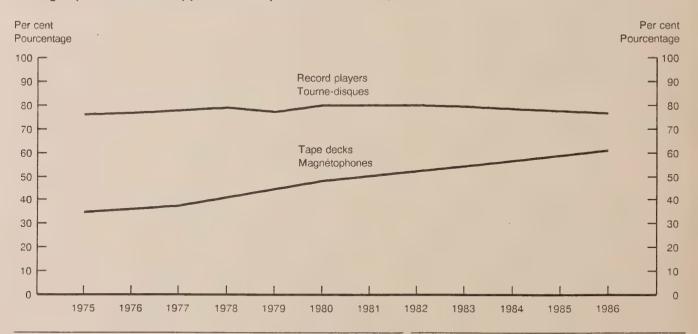
The 1986-87 survey was completed by 102 respondents². They reported \$278 million in total sales of records and tapes and a total of 3,182 album releases. The majority of new album releases (74%) had English lyrics.

Introduction

Depuis 1977, Statistique Canada mène chaque année une enquête sur les maisons de disques (propre étiquette). Dans ce document, nous replacerons d'abord les résultats de cette enquête dans le contexte de l'industrie du divertissement, pour la période allant de 1982-1983 à 1986-1987, et nous étudierons ensuite plus en détail l'industrie sonore. Nous accorderons une importance particulière aux ventes d'enregistrements à contenu canadien et au rôle des entreprises sous contrôle étranger.

En 1986-1987, 102 répondants ont rempli le questionnaire de l'enquête². Ils ont déclaré \$278 millions au titre des ventes nettes de disques et de bandes et un total de 3,182 lancements. La majorité de ces nouveaux lancements (74%) étaient de langue anglaise.

Figure I
Households Owning Audio Playback Equipment, 1975-1986
Ménages possédant des appareils de reproduction sonore, 1975-1986



Source: Statistics Canada, Household Facilities and Equipment, Catalogue 64-202. Source: Statistique Canada, L'équipement ménager, nº 64-202 au catalogue.

Non-response varies by year as indicated in the Technical Note at the end. It should also be noted that the response rate changes with each question.

² Comme l'indique la Note Technique à la fin la non-réponse varie par année. Il convient de noter également que le taux de réponse change à chaque question

The Home Entertainment Industry

Consumers face a dizzying and growing array of leisure time activities within their own homes. In 1986, according to the Survey of Household Facilities, 84% of households had either a record player, a tape deck, or both. More than one third of Canadian households have access to video-cassette recorders, and, from sales figures on compact discs, it appears that a growing number have compact disc players. Le Devoir³ quotes a survey indicating that 5% of Quebec households owned compact disc players in 1987.

According to the Family Expenditure Survey, Canadians are avid consumers of culture-related products. In 1986, each family spent on average \$67 for records and tapes, \$82 for newspapers, \$51 for periodicals, and \$62 for books. They also spent \$41 to go to the movies and \$39 to attend live performances.

Record companies are aware that people's main exposure to their products comes from radio and television. Canadians listen to radio about 19 hours per week⁴, much of it to middle-of-the-road and rock music. Recently rock videos have gained a substantial audience on television. Radio stations, and increasingly TV stations, look to the record label companies as one of the major sources of their programming.

Record stores and retailers benefit from the exposure of records and artists on radio and television. Concerts also stimulate sales.

The Canadian Radio-television and Telecommunications Commission(CRTC) has established regulations requiring broadcasters to maintain specific levels of Canadian content in their programming. "The Commission is determined to promote a regulatory framework conducive to the development and support of Canadian talent and artistic expression".5

The Sound Recording Industry

The recording industry as a whole averaged annual increases in sales of 6% between 1982-83 and 1986-87. Total sales reached \$278 million in 1986-87.

Declining demand for vinyl recordings was evident, however, with their share of sales plunging from approximately 61% in 1982-83 to 31% in 1986-87.

Johanne Lenneville, "Le disque compact commence à se tailler une bonne part du marché," Le Devoir, Thursday, January 14, 1988, cahier 2, p.1.

1987 Statistics Canada data bases on Radio Listening (Unpublished data) and Television Viewing (Cat. 87-208), both derived in part from Bureau of Broadcast Measurement (BBM) surveys.

Proposed Regulation's Respecting Television Broadcasting, Public Notice CRTC 1986-176, Ottawa, 23 July 1986, p.3.

Industrie du divertissement

Le consommateur a un choix de plus en plus difficile à faire entre les différents loisirs qui s'offrent à lui. En 1986, selon l'enquête sur l'équipement ménager, 84% des ménages possédaient soit un tourne-disque, un magnétophone, ou les deux. Environ un peu plus d'un tiers des ménages canadiens ont accès à un magnétoscope à cassettes, et, si l'on se fie aux ventes de disques compacts, il semble qu'un nombre toujours croissant d'entre eux possèdent un lecteur de disques compacts. Le Devoir³ cite une enquête selon laquelle 5% des foyers québécois possèdent un lecteur de disques compacts en 1987.

Selon l'enquête sur les dépenses des familles, les Canadiens sont de grands consommateurs de produits liés à la culture. En 1986, les dépenses de chaque famille s'établissaient en moyenne comme suit: \$67 pour les disques et les bandes, \$82 pour les quotidiens, \$51 pour les periodiques et \$62 pour les livres. Ils ont aussi consacré respectivement \$41 et \$39 pour assister à des représentations cinématographiques ou à des spectacles.

Les maisons de disques sont conscientes du fait que le consommateur est fortement influencé par ce qu'on offre à la radio et à la télévision. Les Canadiens écoutent environ chaque semaine 19 heures de radio⁴, surtout de la musique populaire et du "rock". Récemment, les vidéos rock" ont acquis une grande popularité à la télévision. Les stations de radio, et de plus en plus les stations de télévision considèrent les maisons de disques (propre étiquette) comme une des sources de base de leur programmation.

Les disquaires et les détaillants profitent du temps d'antenne accordé à des enregistrements et à des artistes à la radio et à la télévision. Les concerts font également grimper les ventes.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a adopté des règlements en vertu desquels les diffuseurs doivent prévoir dans leur programmation un certain pourcentage d'enregistrements à contenu canadien. "Le Conseil entend favoriser un cadre de réglementation susceptible de favoriser le développement et l'appui des talents musicaux et de l'expression artistique des Canadiens"5.

L'industrie de l'enregistrement sonore

L'industrie de l'enregistrement sonore dans son ensemble connaît une augmentation annuelle moyenne des ventes de 6% au cours de la période s'échellonnant de 1982-1983 à 1986-1987. Les ventes totales ont atteint \$278 millions en 1986-1987.

Il est toutefois évident que les disques en vinyle sont de moins en moins populaires car leur part du marché a fortement baissé, passant d'approximativement 61% en 1982-1983 à

Johanne Lenneville, "Le disque compact commence à se tailler une bonne part du marché," Le Devoir, jeudi, 14 janvier 1988, cahier 2, page 1.

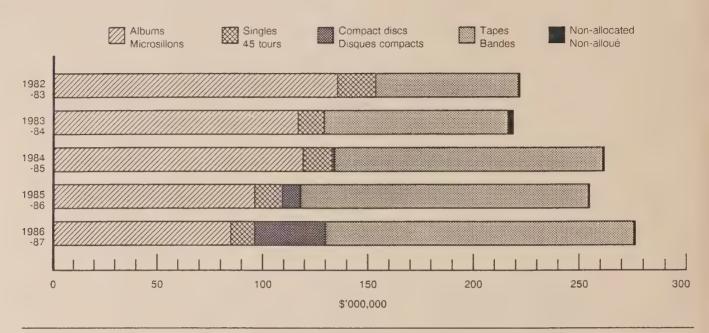
⁴ Les données de 1987 de Statistique Canada sur l'écoute de la radio (données inédites) et sur l'écoute de la télévision (nº 87-208 au catalogue), proviennent en partie des enquêtes effectuées par Sondages BBM.

⁵ Projet de règlement concernant la télédiffusion, Avis public CRTC 1986-176, Ottawa, le 23 juillet 1986, page 3.

Figure II

Net Sales by Format, 1982-83 to 1986-87

Ventes nettes selon le format, 1982-83 à 1986-87



Source: Statistics Canada, Culture Statistics, Sound Recording Preliminary Statistics, Catalogue 87-202.

Source: Statistique Canada, Statistiques de la culture, L'enregistrement sonore, statistiques préliminaires, nº 87-202 au catalogue.

Sales of pre-recorded tapes attained 53% of the market in 1986-87; compact discs tripled their market share, jumping to 12% in 1986-87.

This period of rapid change in the recording industry will likely continue with the introduction of other new formats, such as the mini-CD and digital audio tape.

At the base of the industry is the record label company which handles the studio recording sessions, decides on the arrangement of selections on an album and controls the master tape used in the manufacture of records and pre-recorded tapes.

Companies of all sizes are integrated both vertically and horizontally as they attempt to maximize their returns from recording activities. For smaller companies such diversification may be a question of survival.

In the case of vertical integration, companies simultaneously control all aspects of the production process from studio recording, to record manufacturing, distribution and direct sales.

Many companies are horizontally integrated as well. They are involved in activities related to record production, such as radio broadcasting, and promotion of performers and concerts.

The success of a recording depends on the marketing and distribution it receives. Air time on radio and

31% en 1986-1987. En 1986-1987, la part du marché des bandes préenregistrées s'établissait à 53% et celle des disques compacts triplait pour se fixer à 12%.

L'industrie sonore continuera vraisemblablement d'évoluer rapidement avec l'introduction d'autres nouveaux formats, tels le disque compact de taille réduite et la bande audionumérique.

L'industrie de l'enregistrement sonore repose sur les maisons de disques (propre étiquette) qui organisent les séances d'enregistrement en studio, veillent à l'arrangement des oeuvres musicales et contrôlent la bande maîtresse qui servira à produire les disques et les bandes préenregistrées.

L'intégration, qu'elle soit verticale ou horizontale, est un moyen pour les entreprises, quelle que soit leur taille, d'accroître leur rentabilité. La diversification des activités peut être le seul moyen de survivre pour une petite entreprise.

L'intégration verticale permet à une entreprise de contrôler à la fois tous les aspects de la production, de l'enregistrement en studio jusqu'à la fabrication, la distribution et la vente directement au grand public.

L'intégration horizontale catactérise également de nombreuses entreprises. Celles-ci participent alors à des activités connexes à la production de disques, notamment la diffusion sur les ondes radio et la publicité entourant les artistes et les concerts.

La popularité d'un enregistrement est fonction de la commercialisation et de la diffusion dont il jouit. Le temps television is an important component of the marketing strategy. Smaller companies frequently put the distribution of their products in the hands of the larger companies in order to achieve national exposure. Large companies invest sizeable amounts of money in promotion in order to generate higher sales. Despite this, in other situations some artists will set up their own companies in order to maintain control over their own music. They then have full responsibility for producing and distributing their own recordings. Some lesser known or local artists have had success in forming their own companies, but most try to attract the attention of major company talent scouts.

Profile of Recordings

During the five years studied, the proportion of Canadian-content⁶ recordings has remained more or less stable at approximately 14% of total new album releases. Significantly more French-language recordings have Canadian-content than English-language recordings. For example, in 1986-87 the percentage of French-language albums with Canadian-content was 58%, compared to 8% for English-language recordings.

d'antenne à la radio et à la télévision est un élément important de la stratégie de commercialisation. De petites entreprises confient souvent la diffusion de leurs produits à de grandes entreprises afin de garantir un accès au marché national. Les grandes compagnies investissent des montants élevés dans la promotion afin de générer des ventes plus élevées. Malgré cela, dans d'autres situations, certains artistes ont formé leur propre maison de disques afin de conserver tous les droits de regard sur leur propre musique. Ils s'occupent alors de la production et de la diffusion de leurs propres enregistrements. Certains artistes moins connus ou locaux ont réussi à fonder leur propre maison de disques, mais la plupart d'entre eux tentent d'attirer l'attention des dépisteurs de talents des importantes maisons de disques.

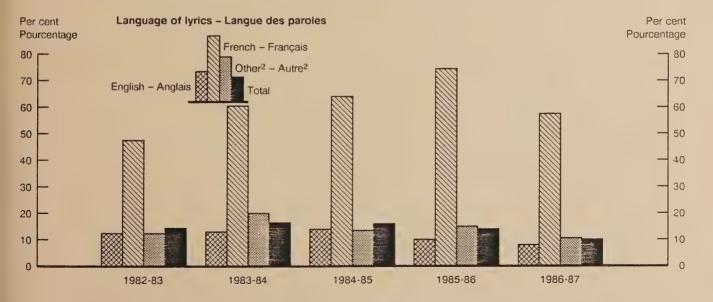
Profil des enregistrements

Au cours des cinq dernières années à l'étude, la proportion des enregistrements avec un contenu canadien⁶ est demeurée plus ou moins stable à environ 14% du total des nouveaux microsillons. Les enregistrements de langue française possèdent un contenu canadien plus élevé que les enregistrements de langue anglaise. Ainsi, au cours de 1986-1987, les microsillons de langue française ont un contenu canadien qui se situe à 58% comparativement à 8% pour les microsillons de langue anglaise.

Figure III

Relative Shares of Canadian-content Releases¹, 1982-83 to 1986-87

Contribution relative des lancements¹ à contenu canadien, 1982-83 à 1986-87



Includes vinyl album, tape and compact disc formats.

According to the CRTC (Canadian Radio-Television and Telecommunications Commission), a musical selection is deemed to be a Canadian-content selection if it fulfills any two of the following conditions: a) the music was composed by a Canadian; b) the lyrics were written by a Canadian; c) the instrumentation or lyrics were principally performed by a Canadian; d) the recording was made in Canada.

Selon le CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes), une oeuvre musicale a un contenu canadien si elle satisfait à deux des conditions suivantes a) la musique a été composée par un Canadien; b) les paroles ont été composées par un Canadien; c) l'interprétation musicale ou vocale a été exécutée par un Canadien; d) l'enregistrement s'est fait au Canada.

Comprend les microsillons de vinyle, les bandes et les disques compacts.

² Includes all instrumental music.

Comprend la musique instrumentale.

According to a study "Musique et culture au Québec", a higher proportion of Anglophone consumers are interested in recordings of foreign and American origin, since they listen mainly to English-language music. Francophones are more diversified in their listening habits, although still very receptive to American music. Young people are more likely to listen to the most foreign, primarily English-language (American and British) music.

Young people prefer rock-oriented music. In the past five years, rock recordings have accounted for an average of 43% of total new releases and 60% of record and tape sales. Rock recordings make up an average of 30% of all new releases with Canadian-content. In 1986-87, the proportion of new releases with Canadian-content for other categories included. classical (19%), country (13%) and middle-of-the-road (9%). Recordings indirectly benefit Canadian orchestras by increasing their popularity, prestige and box office ticket sales8.

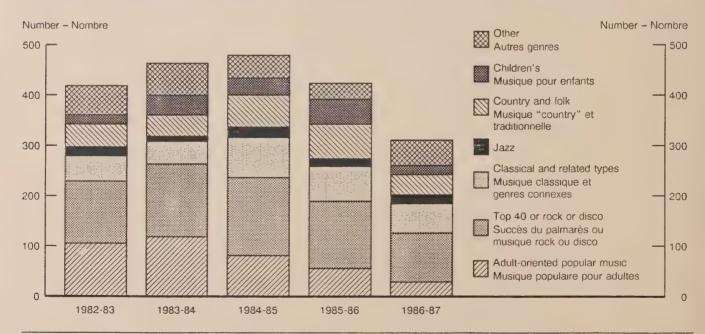
Selon l'étude "Musique et culture au Québec". la proportion de consommateurs intéressés aux enregistrements de provenance étrangère et américaine est supérieure chez les anglophones car ces derniers écoutent surtout des oeuvres musicales de langue anglaise. Les francophones sont plus diversifiés dans leur écoute tout en étant très réceptifs à la musique d'origine américaine. Les jeunes sont plus susceptibles d'écouter de la musique de provenance étrangère, surtout de langue anglaise (d'origine américaine ou britannique).

Les jeunes préfèrent la musique à tendance "rock". Au cours des cinq dernières années, une moyenne de 43%, pour les nouveaux lancements, et de 60%, pour les ventes de disques et de bandes, proviennent d'enregistrements à tendance "rock". Les enregistrements à tendance "rock" atteignent une moyenne de 30% par rapport à la totalité des nouveaux lancements avec un contenu canadien. En 1986-1987, la proportion de nouveaux enregistrements à contenu canadien dans les autres catégories comprend: musique classique (19%), musique "country" (13%) et populaire (9%). Les enregistrements favorisent indirectement les orchestres canadiens en augmentant leur popularité, leur prestige et la vente de billets au quichet8.

Figure IV

Number of Canadian-content Albums¹ by Musical Category, 1982-83 to 1986-87

Nombre de microsillons¹ avec contenu canadien selon la catégorie musicale, 1982-83 à 1986-87



Includes vinyl albums, tapes and compact discs.

Gilles Pronovost, "Musique et culture au Québec", Chiffres à l'appui, Volume V, Number 2, June 1988, p.13 and p.17.

Bruce Gates, "Records help symphonies hit high-note at box-office," The Financial Post, Business and the Arts Special Report, April 4, 1988, p.38.

Gilles Pronovost, "Musique et culture au Québec", Chiffres à l'appui, Volume V, Numéro 2, juin 1988, pages 13 et 17.

⁸ Bruce Gates, "Records help symphonies hit high-note at box-office," The Financial Post, Business and the Arts Special Report. 4 avril 1988, page 38

¹ Comprend les microsillons de vinyle, les bandes et les disques compacts.

Revenue from Record and Tape Sales

In 1986-87, record and tape sales totalled \$278 million, reflecting an average annual increase of 6% since 1982-83. Revenue from Canadian-content recordings totalled \$28.1° million in 1986-87, accounting for approximately 10% of all record and tape sales reported by record label companies. This percentage has slightly decreased in spite of year-to-year fluctuations in total sales.

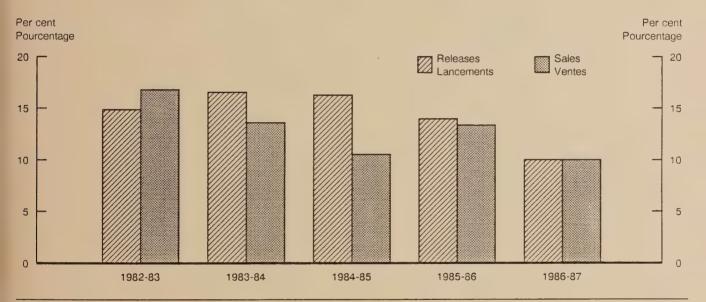
Recettes provenant de la vente de disques et de bandes

En 1986-1987, les ventes de disques et de bandes se sont élevées au total à \$278 millions, soit une hausse annuelle moyenne de 6% depuis 1982-1983. Les recettes tirées d'enregistrements à contenu canadien atteignent \$28.11 millions en 1986-1987, soit approximativement 10% des ventes totales de disques et de bandes déclarées par les maisons de disques (propre étiquette). Ce pourcentage est légèrement à la baisse malgré les fluctuations annuelles des ventes totales.

Figure V

Canadian Content as a Percentage of New Releases¹, and of Record and Tape Sales, 1982-83 to 1986-87

Pourcentage de contenu canadien parmi les nouveaux lancements¹ et les ventes de disques et de bandes, 1982-83 à 1986-87



Includes vinyl albums, tapes and compact discs.

1 Comprend les microsillons de vinyle, les bandes et les disques compacts.

Note:

The above statistics reflect total results reported by respondents for each year. Fluctuations in the number of respondents usually have a greater impact on the number of new releases than on revenue. (see Technical Note) Remarque:

Les statistiques susmentionnées représentent l'ensemble des données fournies par les répondants au cours d'une année. Les fluctuations dans le nombre de répondants ont habituellement plus de répercussions sur le nombre de nouveaux lancements que sur les recettes. (Voir la Note Technique)

Major Companies

Twenty-one companies, representing 20% of recording companies responding to the survey, earned revenues of \$1 million or more in 1986-87. These major companies accounted for 96% of revenue from record and tape sales, 89% of full-time employment, 57% of Canadian-content recordings and 79% of revenue from such sales. These figures indicate a very high degree of concentration in the sound recording industry.

More than half of the above companies are foreign-controlled. Foreign-controlled companies as a whole accounted for 90% of record sales and 83% of full-time employment in 1986-87. Their share of new Canadian-content releases was 35%. These Canadian products were successes; 52% of all sales of Canadian-content recordings was made by foreign-controlled companies (see Figure VI).

The major record companies are attracted to star performers, since they represent a lower financial risk and their fame guarantees a certain volume of sales. Over a five-year period, the major record companies on average accounted for 98% of units in various formats (ie record, tape, CD) sold by the companies surveyed.

Profitability

Sound Recording in Canada is a risky business. It is difficult for record label companies to achieve a high rate of return given the small size of the Canadian market. In addition, there is a high concentration of activity in the hands of a few major companies. Even among the majors, there is a marked difference between Canadian-controlled and foreign-controlled companies. In 1986-87, Canadian-controlled majors earned average revenues of \$2 million, while foreigncontrolled majors had average revenues of \$22 million. Foreign-controlled companies have acquired the most profitable Canadian recordings; they reported 113 new releases and revenues of \$14.5r million from the sale of Canadian products, compared to 209 new releases and revenues of \$13.6^r million for all Canadian companies. Foreign-controlled record companies are for the most part affiliates of multinational corporations, and this enables them to benefit to a greater degree from economies of scale. At a forum devoted to free trade, a major concern of participants was that it may be more economical for foreign-controlled record label companies to gradually close down their Canadian offices9

Grandes entreprises

Les 21 entreprises recevant des revenus de l'ordre de un million de dollars et plus, en 1986-1987 comptent pour 20% des entreprises, 96% des recettes provenant de la vente de disques et de bandes et 89% des emplois à temps plein. Leur part des enregistrements à contenu canadien s'élève à 57% et les recettes à 79%. Il existe donc un très haut niveau de concentration dans l'industrie de l'enregistrement sonore.

Plus de la moitié des établissements susmentionnés sont sous contrôle étranger. En 1986-1987, l'ensemble des enteprises sous contrôle étranger represente 90% des ventes de disques et emploie 83% du personnel à temps plein. Leur part des nouveaux lancements à contenu canadien s'élève à 35%. Ces produits canadiens sont des succès puisque 52% des ventes d'enregistrements à contenu canadien revient aux entreprises sous contrôle étranger (voir Figure VI).

Les grandes maisons de disques sont attirées par les artistes à succès, lesquels représentent un risque financier moindre car un certain montant de ventes est presque assuré par le renom de l'interprète. Parmi les entreprises qui ont participé à l'enquête au cours de ces cinq années, les grandes maisons de disques ont vendu en moyenne 98% des unités de divers formats (ex. disque, bande, disque compact).

Rentabilité

L'enregistrement sonore au Canada est une industrie comportant des risques énormes. Il est difficile pour les maisons de disques (propre étiquette) d'obtenir un taux de rendement élevé vu la petite taille du marché canadien. De plus, les activités sont surtout concentrées dans les mains de quelques grandes entreprises Parmi ces dernières, on remarque une différence marquée entre les entreprises sous contrôle canadien ou étranger. Au cours de 1986-1987, les recettes moyennes s'élevaient à \$2 millions pour les entreprises sous contrôle canadien et \$22 millions pour les entreprises sous contrôle étranger. Ces dernières ont acquis les enregistrements canadiens les plus rentables puisqu'elles ont déclaré 113 nouveaux lancements et \$14.5 millions au titre de la vente de produits canadiens, comparativement à 209 nouveaux lancements et à \$13.6r millions pour toutes les entreprises canadiennes. Les maisons de disques sous contrôle étranger sont pour la plupart affiliées à des sociétés multinationales, ce qui leur permet de profiter dans une plus large mesure d'économies d'échelle. À un forum portant sur le libre échange, les participants ont mentionné la possibilité qu'il soit plus économique pour les maisons de disques (propre étiquette) sous contrôle étranger de fermer petit à petit leurs bureaux canadiens9.

⁹ Richard Flohil, "A televised debate: How GATT and free trade may change the way the business of music works in Canada," The Canadian Composer, No. 229, April 1988, p.18.

⁹ Richard Flohil, "L'avenir incertain de l'industrie: un débat télévisé sur le libre échange," Le compositeur canadien. Nº 229, Avril 1988, page 19.

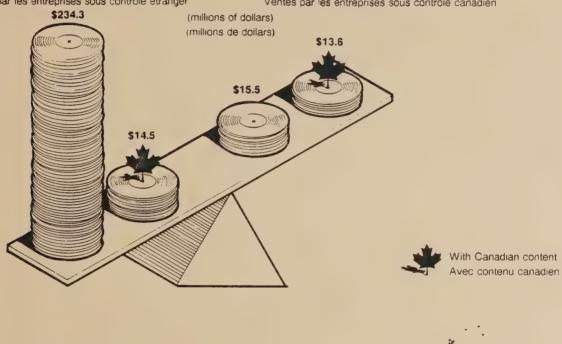
Figure VI Sales of Records and Tapes, 1986-87 Ventes de disques et de rubans, 1986-87

Sales by foreign-controlled companies

Ventes par les entreprises sous contrôle etranger

Sales by Canadian-controlled companies

Ventes par les entreprises sous contrôle canadien



Small and medium-sized companies produce approximately half of all Canadian-content recordings. A few hit releases can generate enough revenue to enable these companies to recoup their costs from other releases. Most record label companies become involved in all aspects of sound recording (e.g. artist management, concert promotion, music publishing, record production, label) in order to achieve profitability. During 1986-87, revenues from such related activities accounted for approximately one quarter of all revenue. Subsidies and other revenue accounted for 40% of total revenue for small companies, compared to 2% for large companies.

In the years to come, the total level of subsidies will increase. In May 1986, the federal government announced a five-year allocation of \$25 million to the sound recording industry in order to increase production and marketing of Canadian works. The Department of Communications is working with the private sector and the Canada Council in the management of several components of the Sound Recording Development Program (SRDP).

Les petites et moyennes entreprises produisent environ la moitié des enregistrements à contenu canadien. Quelques lancements à succès peuvent générer suffisamment de recettes pour permettre à l'entreprise de récupérer ses coûts des autres lancements. La majorité des maisons de disques participent à tous les aspects de l'enregistrement sonore (ex. gérance d'artistes, production de spectacles, édition, production de disques, étiquette) afin d'atteindre la rentabilité. Ainsi, au cours de 1986-1987 les recettes provenant d'activités connexes s'élèvent approximativement à un quart des revenus totaux. Les subventions et autres sources de revenu comptent pour 40% des revenus totaux des petites entreprises comparativement à 2% dans le cas des grandes entreprises.

Dans les années à venir, les subventions sont appelées à augmenter. Au cours du mois de mai 1986, l'administration fédérale a annoncé qu'un montant de \$25 millions serait alloué, sur une période de cinq ans, à l'industrie de l'enregistrement sonore afin d'accroître la production et la mise en marché d'oeuvres canadiennes. Le ministère des Communications collabore avec le secteur privé et le Conseil des Arts à la gestion de plusieurs volets du Programme d'aide du développement de l'enregistrement sonore (PADES).

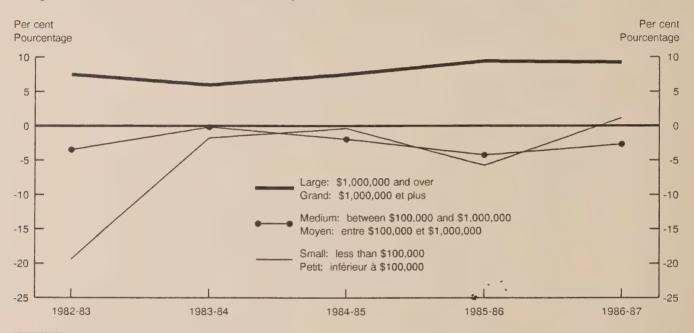
The overall profit margin¹⁰ of record label companies remained between 6% and 9% during the 1982-83 to 1986-87 period. As Figure VII illustrates, the major record companies earned the highest profits. Small companies, on the other hand, have difficulty reaching the break-even point and some have run up enormous annual losses.

La marge bénéficiaire 10 de l'ensemble des maisons de disques (propre étiquette) s'est maintenue entre 6% et 9% au cours de la période 1982-1983 à 1986-1987. Comme le montre la figure VII, les grandes maisons de disques, obtiennent les bénéfices les plus élevés. Les petites entreprises pour leur part ont de la difficulté à atteindre le seuil de rentabilité et certaines ont subi des pertes annuelles énormes.

Figure VII

Profit Margin¹ According to Company Size, 1982-83 to 1986-87

Marge bénéficiaire¹ selon la taille des entreprises, 1982-83 à 1986-87



Excludes companies that did not report total expenses.

Conclusion

The sound recording industry in Canada is at an important turning point in its history. On the one hand, the arrival on the market of digital audio products (e.g. compact discs) is altering consumer demand, while the new free trade policy could have an impact on the manufacturing sector since the tariffs with the U.S. on manufactured records (12.3%), cassettes (10.1%) and compact discs (8.5%) will be gradually phased out over a ten-year period. This policy could have repercussions for the major manufacturers, most of whom are located in Ontario. Changes in the environment will continue to be monitored by the survey on record label companies and the results will appear in future publications.

Conclusion

L'industrie de l'enregistrement sonore au Canada se trouve à un tournant important de son histoire. D'une part, l'arrivée sur le marché de produits audionumériques (ex. disques compacts) modifie la demande des consommateurs. D'autre part, la nouvelle politique sur le libre-échange va avoir une influence sur le secteur de la fabrication puisque les tarifs visàvis les États-Unis, sur les disques (12.3%), les cassettes (10.1%) et les disques compacts (8.5%) seront graduellement abolis sur une période de 10 ans. Cette politique pourrait avoir des répercussions parmi les grands manufacturiers qui se situent principalement en Ontario. Les changements dans l'environnement continueront à être surveillés par l'enquête sur les maisons de disques (propre disque). Les résultats apparaîtront dans de futures publications.

¹ Exclu les compagnies qui n'ont pas déclaré leurs dépenses totales.

Profit margin is defined as the net profit (or loss) before taxes and extraordinary items divided by the total revenue.

¹⁰ La marge bénéfiaicire est définie comme étant le bénéfice net (ou perte) avant impôts et postes extraordinaires divisé par le revenu total.

Further Information

For more detailed information, consult Culture Statistics, Sound Recording (Catalogue No. 87-202) or contact Nicole Charron, Education, Culture and Tourism, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, at (613) 951-1544. Custom tabulations can be provided on a cost-recovery basis. Inquiries can also be directed to Statistics Canada's regional offices.

Technical Note

Changes between 1982-83 and 1986-87

All comparisons for the above five year period are based on the total results reported during each individual year. The number of respondents thus, differs from year-to-year and this has an impact on the information provided. The following table provides the net sales reported each year and the same results reported by a common group of companies who responded to all five survey years.

Renseignements additionnels

Pour de plus amples renseignements, consultez Statistiques de la culture, L'enregistrement sonore (nº 87-202 au catalogue) ou communiquez avec Nicole Charron, Éducation. culture et tourisme, Statistique Canada, Ottawa (Ontario) KIA OT6, à (613) 951-1544. Des totalisations spéciales sont fournies selon une formule de recouvrement des frais. Les demandes de renseignements peuvent également être adressées aux bureaux régionaux de Statistique Canada.

Note Technique

Changements entre 1982-1983 et 1986-1987

Toutes les comparaisons pour la période indiquée ci-dessus sont basées sur les totaux declares au cours de chaque année individuelle. Le nombre de repondants varie donc d'année en année et influence l'information donnée. Le tableau suivant fourni les ventes nettes declarees au cours de chaque année ainsi que les mêmes résultats déclares par un groupe commun de compagnies qui ont repondu aux cinq années d'enquête.

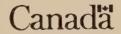
	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
\$'000	222,855	220,356	263,417	256,886	277,872
	98	78	118	87	91
\$'000	196,514	197,850	227,534	244,822	263,223
	40	40	40	40	40
	88.18	89.79	86.38	95.30	94.73
		\$'000 222,855 98 \$'000 196,514 40	\$'000 222,855 220,356 98 78 \$'000 196,514 197,850 40 40	\$'000 222,855 220,356 263,417 98 78 118 \$'000 196,514 197,850 227,534 40 40 40	\$'000 222,855 220,356 263,417 256.886 98 78 118 87 \$'000 196,514 197,850 227,534 244.822 40 40 40 40

^{*} Excludes companies that did not report.

Although not all companies reporting sales also release recordings, there tends to be more non-response in reporting the number of new releases than in reporting the amount of sales.

Item non-response occurs more frequently for small or medium companies. The impact of item non-response, on Canadian content sales and releases, is greater because small and medium companies are responsible for approximately half of the Canadian content production. Bien que les compagnies qui déclarent des ventes ne fassent pas nécessairement des lancements, on observe une tendance à la non-réponse plus importante pour le nombre de lancements que pour le montant de ventes.

La non-réponse se produit plus souvent parmi les petites et moyennes entreprises. L'impact de la non-réponse, sur les ventes et lancements à contenu canadien, est plus élevée parce que les petites et moyennes entreprises sont responsables pour environ la moitié de la production avec contenu canadien.



^{*} Exclu les compagnies qui ont rien déclaré.





CULTURE COMMUNIQUÉ

de la CULTURE

SERVICE BULLETIN/BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada, \$4.70/\$47.00

Other Countries, \$5.60/\$56.00

Vol. 12, No. 3

Heritage Institutions, 1985-86

Highlights

Heritage Institutions (excluding Nature Parks)

- Over 53.4 million visits were reported by heritage institutions of various types across Canada, an increase of approximately 3%¹ over the past year.
- Zoos, aquariums and botanical gardens reported increases in attendance of 8% from 1984-85.
- Visits to museums in Canada increased by 7%, with 21.3 million visits reported in 1985-86 by just under 1,000 museums.
- Historic sites reported a decrease in attendance of 4%.
- Total operating revenues and expenditures increased² by 3% and 2% respectively; total
- Percentage changes throughout this service bulletin are based on 1239 institutions which responded to both survey years 1984-85 and 1985-86.
- 2 Throughout this bulletin the financial data have been adjusted to control for inflation.

Prix: Canada, \$4.70/\$47.00 Autres pays, \$5.60/\$56.00

Vol. 12, nº 3

Les établissements du patrimoine, 1985-86

Faits saillants

Établissements du patrimoine (à l'exclusion des parcs naturels)

- Les divers types d'établissements du patrimoine de l'ensemble du Canada ont enregistré plus de 53.4 millions de visites cette année, soit une augmentation d'environ 3%¹ par rapport à l'année précédente.
- La fréquentation des jardins zoologiques, des aquariums et des planétariums a augmenté de 8% par rapport à 1984-85.
- Les visites des musées au Canada ont augmenté de 7%, avec 21.3 millions de visites déclarées en 1985-86 par un peu moins de 1,000 musées.
- La fréquentation des lieux d'intérêt historique a accusé une baisse de 4%.
- Le total des recettes et des dépenses de fonctionnement a augmenté² de 3% et 2% respectivement; le

August 1989 Août 1989

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisee sous reserve d'indication de la source Statistique Canada

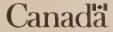
4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

Statistics Canada

Statistique Canada

Education, Culture and Division de l'éducation, de la Tourism Division Culture et du tourisme



Dans tout ce bulletin de service, les variations en pourcentage sont basées sur les données fournies par 1239 établissements qui ont participé à toutes les deux enquêtes de 1984-85 et 1985-86.

² Dans tout ce bulletin, on a corrigé les données financières afin de maîtriser l'inflation.

operating revenues exceeded \$463.3 million while total expenditures amounted to over \$443.5 million.

- Earned revenue reported by these institutions increased by 13%, while total government funding just barely kept up with inflation.
- Heritage institutions reported that over 26,000 volunteers contributed their time and services, a 12% increase from 1984-85.

Nature Parks (with Interpretation Programs)

- Visits to nature parks showed an increase of 2%3 over 1984-85, with over 44 million visits reported.
- Earned revenues increased by 17%, while government funding decreased by 2%; total operating revenues increased by 2%.
- Expenditures by nature parks decreased by 2%, with over \$130.8 million reported.

Introduction

Statistics Canada conducts an annual Survey of Heritage Institutions which are both non-profit and accessible to the public. The eligible institutions include museums; archives; historic sites, buildings, parks, and communities; exhibition centres; planetariums; observatories; aquariums; zoos; botanical gardens; and nature parks (including conservation areas) which have an interpretation program. Altogether, 1,946 heritage institutions responded to the questionnaire covering the 1985-86 respondent financial year (ending between April 1, 1985 and March 31, 1986 inclusive), an overall response rate of 96% (Table 1).

In acknowledgement of the unique characteristics of nature parks within the domain of heritage institutions, data on parks are presented in a separate section.

The following section contains data from the Survey of Government Expenditures on Culture. These data are collected directly from government departments/ministries and agencies and include intramural expenses such as the administration of granting programs. The Survey of Heritage Institutions collects data on an institution basis and provides data on the monies received by the reporting institutions. For these reasons, the data are complementary but not directly comparable.

- total des recettes de fonctionnement a dépassé \$463.3 millions, tandis que le total des dépenses s'est élevé à plus de \$443.5 millions.
- Les recettes gagnées déclarées par ces établissements ont augmenté de 13%, tandis que le financement gouvernemental total a à peine soutenu le taux d'inflation.
- Les établissements du patrimoine ont déclaré que plus de 26,000 bénévoles ont offert leur temps et leurs services, soit une augmentation de 12% par rapport à 1984-85.

Parcs naturels (avec des programmes d'interprétation)

- La fréquentation des parcs a augmenté de 2%³ par rapport à 1984-85, avec plus de 44 millions de visites enregistrées.
- Les recettes gagnées ont augmenté de 17%, tandis que le financement publique a diminué de 2%; le total des recettes de fonctionnement a augmenté de 2%.
- Les dépenses des parcs naturels ont diminué de 2% pour se chiffrer à \$130.8 millions.

Introduction

Statistique Canada effectue chaque année une Enquête sur les établissements du patrimoine à but non lucratif et qui sont ouverts au public. Les établissements admissibles incluent les musées; les archives; les lieux, les immeubles, les parcs et les collectivités d'intérêt historique; les centres d'expositions; les planétariums; les observatoires; les aquariums; les jardins zoologiques; les jardins botaniques; et les parcs naturels (y compris les zones de conservation) qui ont un programme d'interprétation. Au total, 1,946 établissements du patrimoine ont répondu au questionnaire, qui portait sur l'exercice financier 1985-86 (lequel se terminait entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 1986 inclusivement), ce qui donne un taux de réponse global de 96% (tableau 1).

En reconnaissance des caractéristiques uniques des parcs naturels dans le domaine des établissements du patrimoine, les données concernant les parcs sont présentées dans une section séparée.

La section suivante contient des données de l'Enquête sur les dépenses publiques au chapitre de la culture. Ces données sont recueillies directement des administrations/ministères ou organismes gouvernementaux et englobent les dépenses intramurales telles que l'administration de programmes de subventions. L'Enquête sur les établissements du patrimoine recueille des données au niveau de l'établissement et fournit des données au sujet des sommes reçues par les établissements répondants. Pour ces raisons, les données se complètent mais ne sont pas directement comparables.

³ Percentage changes throughout this service bulletin are based on the 111 nature parks which responded to both survey years 1984-85 and 1985-86.

Dans tout ce bulletin de service, les variations en pourcentage sont basées sur les données fournies par 111 parcs naturels qui ont participé à toutes les deux enquêtes de 1984-85 et 1985-86.

Survey of Government Expenditures on Culture

Data from the Survey of Government Expenditures on Culture4 indicate that a significant portion of these expenditures are devoted to the heritage sector. At the federal level, the \$465.8 million spent on heritage activities⁵ in 1985-86 represents one-fifth of the total cultural budget of \$2.2 billion, second only to the broadcasting sector. Over the past four years, heritage has maintained that relative position, although the real increase of 3% in funding to the sector since 1982-83 has lagged behind the overall increase in federal cultural spending of 6% (Table 2). Spending on museums showed a large percentage increase over this time period; this is attributable mostly to the capital expenditures on the new National Gallery of Canada, National Aviation Museum and the Canadian Museum of Civilization. In contrast, spending on historic and nature parks declined significantly.

Over \$290 million was spent by provincial governments on the heritage sector, accounting for approximately one quarter of their total cultural budget of \$1.2 billion and representing the second largest item of provincial expenditures, after libraries. In 1985-86, the provincial spending on heritage was up 7%, from 1982-83. Provincial expenditures on historic and nature parks and related heritage activities increased 5%, contrary to the pattern of federal expenditures which showed a decrease of over 10%. Of note is the 20% increase in expenditures on archives.

In 1985-86, municipal governments spent a total of \$671.9 million on arts and culture, of which only 3%, or \$21 million, was spent on the heritage sector. Spending on libraries figured significantly in the municipal budgets and accounted for four-fifths of total municipal expenditures on culture.

Enquête sur les dépenses publiques au chapitre de la culture

L'Enquête sur les dépenses publiques au chapitre de la culture4 révèle qu'une proportion importante des dépenses est réservée au secteur du patrimoine. Au niveau fédéral, les \$465.8 millions consacrés aux activités du patrimoine5 en 1985-86 constituent le cinquième du budget total consacré à la culture (\$2.2 milliards), ce qui classe ce secteur au deuxième rang après celui de la radiodiffusion. Au cours des quatre dernières années, le patrimoine a maintenu cette position relative, bien que l'augmentation réelle de 3% des dépenses consacrées à ce secteur depuis 1982-83 ne soit pas aussi élevée que la hausse globale des dépenses fédérales au chapitre de la culture de 6% (tableau 2). Au cours de cette période, les dépenses allouées au chapitre des musées ont accusé une forte augmentation en termes de pourcentage; cela est essentiellement attribuable aux dépenses d'investissement liées pour le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national de l'aviation et le Musée canadien des civilisations. Par contre, les dépenses consacrées aux parcs historiques et naturels ont diminué considérablement.

Les administrations provinciales ont consacré plus de \$290 millions au secteur du patrimoine, ce qui représente environ le quart du budget total au chapitre de la culture (\$1.2 milliards) et en fait le deuxième poste en importance des dépenses provinciales après les bibliothèques. En 1985-86, les dépenses provinciales au chapitre du patrimoine ont augmenté de 7% comparativement à 1982-83. Les dépenses provinciales consacrées aux parcs historiques et naturels et autres activités du patrimoine ont affiché une augmentation de 5%, à l'opposé des dépenses fédérales qui démontrent une diminuation de plus de 10%. À noter que les dépenses consacrées aux archives se sont accrues de 20%.

En 1985-86, les administrations municipales ont consacré au total \$671.9 millions aux arts et à la culture, dont seulement 3%, ou \$21 millions, ont été consacrés au secteur du patrimoine. Les dépenses consacrées aux bibliothèques ont constitué un poste important du budget des administrations municipales et ont représenté les quatre cinquièmes du total des dépenses municipales au chapitre de la culture.

The Survey of Government Expenditures on Culture includes expenditures on libraries, heritage, literary arts, performing arts, visual arts and crafts, video and film, broadcasting, sound recording and other cultural areas, including multiculturalism. The data cited are preliminary data.

Includes museums, public archives, historic parks and sites, nature parks and other heritage activities. Further details regarding classification systems, methodology and data on government expenditures on culture are available from Mr. N. Verma, Education, Culture and Tourism Division, Statistics Canada (613) 951-6863. Also see Culture Communiqué titled Government Expenditures on Culture in Canada, 1985-86 Vol. 10, No. 5, September 1987.

⁴ L'Enquête sur les dépenses publiques au chapitre de la culture englobe les dépenses consacrées aux bibliothèques, au patrimoine, à la littérature, aux arts d'interprétation, aux arts visuels et à l'artisanat, au cinéma et à la vidéo, à la radiodiffusion, à l'enregistrement sonore et à d'autres activités culturelles, y compris le multiculturalisme. Les données citées sont préliminaires.

Comprend les musées, les archives publiques, les parcs et lieux d'intérêt historique, les parcs naturels et d'autres activités du patrimoine. On peut obtenir plus de détails sur les systèmes de classification, la méthodologie et les données sur les dépenses publiques au chapitre de la culture en s'adressant à M. N. Verma, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme. Statistique Canada, au (613) 951-6863. Voir également le communiqué de la culture intitulé Dépenses publiques au chapitre de la culture, 1985-86, volume 10, nº 5, septembre 1987.

Survey of Heritage Institutions

Heritage Institutions (Excluding Nature Parks)

Attendance

Attendance in 1985-86 surpassed 53.4 million visits across Canada, an increase of approximately 3%.

The pattern of attendance⁶ varied across institution types. Zoos, aquariums and botanical gardens reported increases in attendance of 8% over the previous year. Visits to museums increased by 7%, with 21.3 million visits reported. Attendance at historic sites, however, has been on a decline since 1983-84, with a 4% decrease in attendance between 1984-85 and 1985-86 (Table 3).

Operating Revenues

Total operating revenues for heritage institutions increased less in 1985-86 than in previous years. The total reported operating revenues of over \$463.3 million, represented an increase of 3% over the previous year (see Table 4).

Earned revenues have represented an increasing proportion of the operating revenues over the period 1982-83 to 1985-86. In 1985-86, approximately 19% of total operating revenues (\$86 million) were earned. Two-thirds of the earnings of museums and historic sites were revenues from giftshops, sales counters and cafeteria sales. By contrast, other heritage institutions, such as zoos, botanical gardens and planetariums, obtained most of their earned revenues through admission fees.

Governments contributed approximately three-quarters of the total operating revenues by means of grants or direct allocations. In 1985-86 these public monies totalled \$343.3 million. Adjusted for inflation, federal, provincial and municipal funding remained fairly stable over 1984-85. This pattern did, however, vary by institution type.

Decreases in federal funding were evident among historic sites/parks (4%), museums (3%), as well as planetariums and observatories (28%), while archives reported an increase of 7% in federal funding between 1984-85 and 1985-86. During the same period, provincial funding increased for museums (6%), aquariums and zoos (2%), and botanical gardens (3%), while it dropped for exhibition centers (25%), planetariums and observatories (16%), archives (4%), and historic sites/parks (3%). Municipal funding for archives was up 18%, whereas it dropped by 18% for aquariums and zoos.

6 Includes visits by researchers and repeat visits.

Enquête sur les établissements du patrimoine

Établissements du patrimoine (à l'exclusion des parcs naturels)

Fréquentation

En 1985-86, ces établissements ont enregistré 53.4 millions de visites, soit une augmentation d'environ 3%.

La fréquentation⁶ a varié selon le genre d'établissement. Les jardins zoologiques, les aquariums et les jardins botaniques ont observé une hausse de la fréquentation de 8% par rapport à l'année précédente. Les musées ont enregistré une augmentation de 7%, avec 21.3 millions de visites. Toutefois, la fréquentation des lieux d'intérêt historique accuse une baisse depuis 1983-84, cette baisse ayant été de 4% entre 1984-85 et 1985-86 (tableau 3).

Recettes de fonctionnement

Au chapitre des recettes de fonctionnement, les établissements du patrimoine ont connu une augmentation moindre en 1985-86 qu'au cours des années précédentes. Le total des recettes de fonctionnement déclarées, qui se chiffrent à plus de \$463.3 millions, représente une croissance de 3% par rapport à l'année précédente (voir tableau 4).

Les recettes gagnées représentent une portion accrue des recettes de fonctionnement pour la période allant de 1982-83 à 1985-86. En 1985-86, environ 19% du total des recettes de fonctionnement (\$86 millions) ont été des recettes gagnées. Les deux tiers des gains des musées et des lieux d'intérêt historique proviennent de boutiques de souvenirs, de comptoirs de ventes et de cafétérias. Par contre, d'autres établissements du patrimoine, tels que les jardins zoologiques, les jardins botaniques et les planétariums, ont tiré la plus grande partie de leurs recettes gagnées des droits d'entrée.

Les administrations publiques ont fourni environ les trois quarts du total des recettes de fonctionnement sous forme de subventions ou d'allocations directes. En 1985-86, ces dépenses publiques se chiffraient à \$343.3 millions. Compte tenu de l'inflation, le financement fédéral, provincial et municipal est demeuré relativement stable par rapport à 1984-85. Cette tendance, cependant, variait selon le genre d'établissement.

Les lieux et les parcs d'intérêt historique ont subi une baisse du financement fédéral (4%), les musées (3%) de même que les planétariums et les observatoires (28%), tandis que les archives ont enregistré une augmentation de 7% à ce chapitre entre 1984-85 et 1985-86. Au cours de cette même période, les musées (6%), les aquariums et les zoos (2%), et les jardins botaniques (3%) ont enregistré une augmentation du financement provincial tandis que les centres d'expositions (25%), les planetariums et observatoires (16%), les archives (4%) et les lieux et parcs d'intérêt historique (3%) ont subi une baisse. Le financement municipal a augmenté de 18% dans le cas des archives alors qu'il a subi une baisse de 18% pour les aquariums et les zoos.

⁶ Comprend les visites par les chercheurs et les visites répétées.

Non-government funding (which includes funding from corporate and foundation grants, individual donations and institutional and corporate support) increased by 5% over 1984-85. In total, these types of revenues accounted for approximately \$33.8 million or 7% of operating revenues. It should be noted that this category of revenues includes institutional support, such as monies received by a university-run museum from its governing authority and monies budgeted for archive operations by religious institutions.

Expenditures

Total operating expenditures of reporting institutions exceeded \$443.5 million in 1985-86, an increase of 2% over the previous year. The allocation of operating expenditures remained similar to that of previous years, with close to two-thirds or \$278.3 million going to personnel.

Capital expenditures reported by heritage institutions totalled \$67.0 million, a decrease of 18%. Since spending on capital construction or acquisition of large artifacts often takes place outside the scope of institution-specific budgets, data reported in a survey of institutions often underestimate the magnitude of total capital expenditures in the sector.

Data from the Survey of Government Expenditures on Culture give a better estimate of total capital expenditures and indicate that over \$210.0 million went towards such expenditures in the heritage sector. Federal capital expenditures, in the form both of costs incurred by federal cultural departments and agencies, and grants given to heritage institutions, accounted for \$140.4 million while provincial governments devoted over \$69.8 million to capital spending.

Personnel

Volunteers play an important role in the heritage community. Over 26,000 individuals contributed their time and services to heritage institutions, up 12% from 1984-85. Increases were found in nearly all areas, with the most significant increases reported by historic sites, aquariums and zoos, and botanical gardens.

A heavy reliance on part-time or seasonal staff is evident in the heritage sector. Approximately 8,000 full-time personnel and over 11,000 part-time and seasonal personnel worked in heritage institutions. More than half of the institutions had no full-time personnel. This was particularly true of community museums where almost three-quarters of the institutions reported no full-time staff. Table 5 gives a breakdown of personnel by institution type.

Le financement non gouvernemental, c'est-à-dire les subventions d'entreprises ou de fondations, les dons, et les fonds d'institutions et d'entreprises, a augmenté de 5% par rapport à 1984-85. Ces types de recettes représentent au total environ \$33.8 millions, ou 7% des recettes de fonctionnement. Il est important de souligner que cette catégorie de recettes comprend les crédits institutionnels tels que les fonds que reçoit, de son organisme directeur, un musée universitaire, ainsi que les fonds prévus par les institutions religieuses aux fins des activités d'archives.

Dépenses

Le total des dépenses de fonctionnement des établissements déclarants a dépassé \$443.5 millions en 1985-86, soit une augmentation de 2% par rapport à l'année précédente. La répartition des dépenses de fonctionnement était semblable à celle des années précédentes, près des deux tiers, ou \$278.3 millions, allant au personnel.

Les dépenses d'investissement déclarées par les établissements du patrimoine totalisent \$67.0 millions, soit une baisse de 18%. Depuis les dépenses consacrées à la construction ou à l'acquisition d'objets d'art se trouvent souvent en dehors des budgets des établissements mêmes, les données d'une enquête sur les établissements sousestiment souvent l'ampleur du total des dépenses d'investissement dans ce secteur.

L'Enquête sur les dépenses publiques au chapitre de la culture donne une meilleure estimation du total des dépenses d'investissement et révèle que plus de \$210.0 millions ont été consacrés aux dépenses d'investissement au secteur du patrimoine. Les dépenses d'investissement fédérales, tant sous forme des dépenses engagées par les ministères et organismes fédéraux de la culture que des subventions accordées aux établissements du patrimoine, se sont élevées à \$140.4 millions, tandis que les administrations provinciales ont consacré plus de \$69.8 millions aux dépenses d'investissement.

Personnel

Les bénévoles jouent un rôle important dans le secteur du patrimoine. Plus de 26,000 bénévoles ont apporté leur contribution en temps et en services, soit une hausse de 12% par rapport à 1984-85. Les augmentations ont touché presque tous les secteurs; les augmentations les plus importants s'observent au niveau des lieux d'intérêt historique, des aquariums et des jardins zoologiques, et des jardins botaniques.

Le secteur du patrimoine fait très largement appel au personnel saisonnier et à celui travaillant à temps partiel. Les établissements du patrimoine ont employé environ 8,000 personnes à plein temps et plus de 11,000 travailleurs saisonniers et à temps partiel. Plus de la moitié des établissements n'avaient pas d'effectif à plein temps, plus particulièrement les musées communautaires, dont les trois quarts environ n'ont aucun effectif à plein temps. Le tableau 5 donne la ventilation du nombre d'employés selon le genre d'établissement.

There is also a strong relationship between the governing authority of an institution and employment of full-time staff. Over 75% of the full-time personnel were reported by government institutions; government institutions are more likely to be larger, open all year round and have the finances to pay full-time personnel. Over three-quarters of the institutions run by historical societies and religious bodies, however, had no full-time personnel.

Nature Parks

Attendance at nature parks (which had interpretation programs,) was almost as large as at all other heritage institutions combined. There was an increase in attendance of 2%: the total attendance reported in 1985-86 was over 44 million. It should be remembered that these statistics pertain to the whole park, not just to the interpretation program, and include general recreational activity at these parks.

Most of these interpretive parks are governed by some level of government. Monies received from all levels of government represented 79% of their operating revenues, and totalled \$130.5 million. In addition to the funds received from the public coffers, nature parks reported a total of \$34.3 million in earned revenues (see Table 4), such as campground fees, admission fees and rental of equipment. Adjusted for inflation, earned revenues increased by 17% from the previous year, while government funding decreased by 2%; total operating revenues increased by 2%.

Expenditures by nature parks decreased by 2%, with over \$130.8 million reported. Personnel costs accounted for \$88.5 million, two-thirds of these expenses.

For More Information

This bulletin is designed to highlight results of the 1985-86 survey. A more detailed set of tabulations and discussion of survey methodology are available in the publication **Heritage Institutions**, 1985-86, Catalogue 87-207. Data for 1986-87 are also available now, although they have not to date been published. Readers who would like further information on this publication, or on the heritage surveys in general, are invited to contact Erika Dugas, (613) 951-1568, Cultural Activities and Institutions, Education, Culture and Tourism Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, KIA OT6.

Il existe par ailleurs un lien réel entre l'organisme directeur d'un établissement et l'emploi de personnel à plein temps. Plus de 75% des effectifs à plein temps étaient déclarés par les établissements gouvernementaux; il s'agit ici de grands établissements, qui ne ferment pas leurs portes pendant les saisons creuses et qui ont les fonds nécessaires pour engager du personnel à plein temps. Plus des trois quarts des établissements régis par des organismes historiques et religieux, cependant, ne comptent aucun effectif à plein temps.

Parcs naturels

La fréquentation des parcs naturels (qui offrent des programmes d'interprétation) a été presque aussi élevée que celle de tous les autres établissements du patrimoine réunis. La fréquentation a accusé, une augmentation de 2%: le nombre total des visites se chiffre à 44 millions pour 1985-86. À noter que ces statistiques portent sur l'ensemble du parc et non seulement sur le programme d'interprétation et incluent des activités récréatives des parcs.

La majorité de ces parcs qui offrent un programme d'interprétation relève d'un palier d'administration publique. L'argent qu'ils reçoivent de tous les paliers d'administration publique représentent 79% de leurs recettes de fonctionnement et s'élèvent au total à \$130.5 millions. Outre les fonds reçus des coffres de l'État, les parcs naturels ont déclaré des recettes gagnées de l'ordre de \$34.3 millions (voir tableau 4), provenant des droits de camping, des droits d'entrée et de la location d'équipements. Après correction de l'inflation, les recettes gagnées ont augmenté de plus de 17% par rapport à l'année précédente, tandis que le financement gouvernemental diminuait de 2%; le total des recettes de fonctionnement a augmenté de 2%.

Les dépenses des parcs naturels ont diminué de 2%, pour se chiffrer à \$130.8 millions. Le coût du personnel a absorbé \$88.5 millions, soit les deux tiers de ces dépenses.

Renseignements

Le but de ce bulletin est de dégager les résultats de l'enquête de 1985-86. La publication **Établissements du patrimoine**, 1985-86, nº 87-207 au catalogue, présente des tableaux plus détaillés et contient des renseignements concernant la méthodologie. On peut également se procurer les données pour 1986-87, bien qu'elles n'aient pas encore été publiées. Les personnes désireuses d'obtenir plus de renseignements sur cette publication ou sur les enquêtes sur les établissements du patrimoine en général sont invitées à communiquer avec Erika Dugas, au (613) 951-1568, Activités et des institutions culturelles, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Number of Responding Institutions by Institution Type and Province or Territory, 1985-86 TABLE 1. TABLEAU 1. Nombre d'établissements déclarants, selon le genre d'établissement et la province ou le territoire, 1985-86

		Museums – Musées							
Province or Territory	Community museums	Art museums	History Museums ¹	Other museums ²					
Province ou territoire					Total				
	Musées d'intérêt local	Musées d'art	Musées d'histoire ¹	Autres musées ²					
	nc	o nbre							
Newfoundland - Terre-Neuve	16	1	_	2	19				
Prince Edward Island -				_					
Île-du-Prince-Édouard	5	1	-	1	7				
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	41	8	14	5	68				
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	25	7	5	5	42				
Quebec - Québec	33	26	43	6	108				
Ontario	157	72	53	18	300				
Manitoba	60	4	20	4	88				
Saskatchewan	95	15	16	3	129				
Alberta	52	15	15	8	90				
British Columbie -	0.4	00	25	40	1.40				
Colombie-Britannique	84	20	25	13	142				
(ukon	2	1	2	-	5				
Northwest Territories –	2			1	-				
Territoires du Nord-Ouest	2	_	4	1	7				
CANADA	572	170	197	66	1,005				
Response rate – Taux de réponse									
Percentage – Pourcentage					98				
, broomage v ourcomage									
	Historic		Other ⁴	Sub-total	Nature				
	sites ³				parks				
		Archives			·				
	Lieux		Autres ⁴	Sous-total	Parcs				
	d'intérêt				naturels				
	historique ³								
Newfoundland - Terre-Neuve	9	8	3	39	8				
Prince Edward Island -									
Île-du-Prince-Édouard	6	1		14	1				
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	48	13	5	134	2				
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	19	10	5	76	3				
Quebec - Québec	48	140	45	341	16				
Ontario	97	124	24	545	44				
Manitoba	16	15	6	125	g				
Saskatchewan	16	9	8	162	8				
Alberta	29	15	9	143	27				
British Columbie -									
Colombie-Britannique	32	25	18	217	11				
Yukon	3	1	-	9	1				
Northwest Territories -									
Territoires du Nord-Ouest	1	1	-	9	2				
CANADA	324	362	123	1,814	132				
Response rate – Taux de réponse									
Percentage – Pourcentage ⁶	98	98	99	98	79				

Includes museums whose primary function is human history, natural history and science, military or fort, maritime, transportation, and sports or half of fame.

Comprend les musées se consacrant essentiellement à l'histoire de l'homme, à l'histoire et science naturelle, à l'histoire militaire ou aux forts, aux activités maritimes. aux transports et aux sports ou temples de la renommée.

Includes museums whose primary function is multidisciplinary, science and technology, or other

Comprend des musées dont la fonction principale est multidisciplinaire, de science et technologie, ou autre.

Includes historic sites, buildings, parks or communities.

Comprend les lieux, les bâtiments, les parcs ou les collectivités d'intérêt historique. Includes exhibition centres, planetariums, observatories, aquariums, zoos, botanical gardens, arboretums and conservatories.

Comprend les centres d'expositions, les planétariums, les observatoires, les aquariums, les jardins zoologiques, les jardins botaniques, les arboretums et les serres.

The survey includes only those parks that have an interpretation or educational program: the data reported however, pertain to the whole park, not just the interpretation program.

L'enquête vise uniquement les parcs qui offrent un programme éducatif ou d'interprétation de la nature. Toutefois,les données déclarées portent sur l'ensemble du

parc et non seulement sur le programme d'interprétation. The total response rate for all heritage institutions is 96%

Le taux de réponse pour tous les établissements de patrimoine est 96%. Figures not available. nombres indisponibles.

TABLE 2. Government Expenditures¹ on Heritage Activities, 1985-86 and Percentage Change in Federal and Provincial Government Expenditures on Heritage Activities, Fiscal Year 1982-83 to 1985-86

TABLEAU 2. Dépenses des administrations publiques¹ pour les activités du patrimoine, 1985-86 et variation en pourcentage des dépenses des administrations fédérales et provinciales pour les activités du patrimoine, exercices financiers 1982-83 à 1985-86

	Government expenditures 1985-86	Percentage change 2 between 1982-83 and
Expenditures by type	1302-00	1985-86
Dépenses selon le genre .	Dépenses des administrations publiques 1985-86	Variation en pourcentage ² entre 1982-83 et 1985-86
	\$'000	%
Federal expenditures – Dépenses de l'administration fédérale		
Heritage activities - Activités du patrimoine:		
Museums - Musées	129,704	67.8
Public archives - Archives publiques	42,486	3.5
Historic parks - Parcs historiques	59,718	-16.5
Nature parks - Parcs naturels	156,427	-15.6
Other heritage activities ³ – Autres		
activités du patrimoine ³	77,499	0.3
Sub-total - Sous total	465,834	2.9
Total federal expenditures on culture (including heritage) – Dépenses totales de l'administration fédérale au chapitre de la culture (y compris le patrimoine)	2,249,329	6.3
Provincial expenditures – Dépenses des administrations provinciales		
Heritage activities - Activités du patrimoine:		
Museums - Musées	123,368	0.7
Public archives - Archives publiques	14,742	20.2
Other heritage activities ⁴ – Autres activités du patrimoine ⁴	151,984	4.7
activites ou patimoline	131,304	7.7
Sub-total - Sous total	290,094	3.6
Total provincial expenditures on culture (including heritage) – Depenses totales des		
administrations provinciales au chapitre		

The Survey of Government Expenditures on Culture collects gross expenditures from government departments/ministries and agencies whereas the Survey of Heritage Institutions collects data on an institution basis. Government expenditures on culture include both intramural expenses such as the administration of external programs and the costs of acquiring land, buildings and equipment as well as extramural expenses including grants, contributions, and transfers to individuals, associations, organizations and municipalities. For these reasons, data comparisons between the surveys are difficult.

Percentage changes were calculated after the dollars figures were adjusted for inflation using the Implicit Price Indices.

Includes expenses associated with archeological sites as well as restoring historical buildings.

Includes historic parks and sites, nature/provincial parks and other heritage activities.

¹ L'enquête sur les dépenses publiques au chapitre de la culture recueille les dépenses publiques brutes au niveau des ministères ou organismes, tandis que l'enquête sur les établissements du patrimoine collecte des données au niveau des établissements. Les dépenses publiques au chapitre de la culture englobent les dépenses intramurales, telles que l'administration de programmes externes et les frais d'acquisition de terrains, d'immeubles et de l'équipement ainsi que les dépenses comme les subventions, les contributions et les transferts à des particuliers, des associations, des organismes et des municipalités. Pour ces raisons, il est difficile de comparer les données des deux enquêtes.

² On a calculé les variations en pourcentage après avoir ajusté les chiffres en dollars pour tenir compte de l'inflation en utilisant les indices implicites de prix.

³ Comprend les dépenses relatives à les sites archéologiques; ainsi que la restauration de bâtiments d'intérêt historique.

⁴ Comprend les parcs et les lieux d'intérêt historique, les parcs naturels, les parcs provinciaux et d'autres activités du patrimoine.

TABLE 3. Attendance by Institution Type, 1985-86

TABLEAU 3. Frequentation selon le genre d'établissement, 1985-86

		Mus	eums – Musées			
Attendance	Community museums	Art museums	History Museums ¹	Other museums ¹	Ŧ.,	
Fréquentation	Musées d'intérêt local	Musées d'art	Musées d'histoire ¹	Autres musées ¹	Total	
	'000					
Visits ² – Nombre de visites ²	2,769	5,545	5,698	7,257	21,269	
Number of Institutions ³ – Nombre d'établissements ³	571	166	192	64	993	
Percentage change4 – Changement en pourcentage4	5	7	3	9	7	
	Historic ¹		Other ¹	Sub-total	Nature parks ¹	
	Lieux d'intérêt historique ¹	Archives	Autres ¹	Sous-total	Parcs naturels ¹	
Visits ² – Nombre de visites ²	16,876	449	14,894	53,488	44,776	
Number of Institutions ³ – Nombre d'établissements ³	324	253	118	1,688	130	
Percentage change ⁴ - Changement en pourcentage ⁴	-4	1	7	3	2	

See footnotes 1 to 5 in Table 1.

¹ Voir les notes 1 à 5 au tableau 1.

² This category includes visits by researchers.

² Cette catégorie comprend les visites par les chercheurs.

³ Count of institutions is based on the institutions reporting attendance (excluding zero values).

³ Le nombre d'établissements est basé sur les répondants qui déclarent un taux de fréquentation (excluant les valeurs égales à zero).

⁴ Percentage change between 1984-85 and 1985-86 based on a common file.

⁴ Les changements en termes de pourcentage entre 1984-85 et 1985-86 sont basés sur un fichier commun.

TABLE 4. Operating Revenues and Expenditures by Institution Type, 1985-86

TABLEAU 4. Revenus et dépenses de fonctionnement selon le genre d'établissement, 1985-86

		Mus	seums - Musées			
Operating revenues and expenditures	Community museums	Art museums	History Museums ¹	Other Museums ¹	Total	
Revenus et dépenses de fonctionnement	Musées d'intérêt local	Musées d'art	Musées d'histoire ¹	Autres musées 1	Total	
	\$'000					
Federal government –	2,807	18,001	25,464	9,690	55,961	
Administration fédérale Provincial government –	2,007	10,001	25,464	9,090	25,301	
Administration provinciale Other government –	3,798	26,408	11,818	52,244	94,268	
Autre administration publique	8,762	8,925	1,104	1,141	19,932	
Non government funds ² – Fonds non gouvernementaux ²	1,097	9,856	6,688	3,809	21,450	
Earned revenues³ – Revenus gagnés³	3,315	18,708	4,779	16,764	43,566	
Total Operating Revenues ⁴ – Total des revenus de fonctionnement ⁴	19,778	81,897	49,853	83,648	235,176	
Wages – Salaires	11,401	37,497	27,219	50,318	126,434	
Other expenses - Autres dépenses	6,887	41,454	17,885	31,990	98,217	
Total Operating Expenditures ⁴ – Total des dépenses de fonctionnement ⁴	18,289	78,951	45,104	82,308	224,651	
	Historic sites1		Other ¹	Sub-total	Nature Parks	
	Lieux d'intérêt historique 1	Archives	Autres 1	Sous-total	Parcs naturels	
	\$'000					
Federal government -						
Administration fédérale Provincial government -	41,267	37,085	2,796	137,109	81,813	
Administration provinciale	23,993	14,886	8,643	141,790	44,941	
Other government – Autre administration publique	7,689	8,028	28,790	64,439	3,766	
Non government funds ² – Fonds non gouvernementaux ²	948	9,390	2,045	33,832	68	
Earned revenues ³ – Revenus gagnés ³	15,441	954	26,221	86,182	34,322	
Total Operating Revenues ⁴ – Total						
des revenus de fonctionnement ⁴	89,339	70,342	68,495	463,352	164,910	
Wages - Salaires	56,522	54,722	40,578	278,256	88,460	
Other expenses – Autres dépenses	24,773	17,163	25,168	165,322	42,385	
Total Operating Expenditures ⁴ – Total des dépenses de fonctionnement ⁴	81,296	71,885	65,746	443,578	130,845	

See footnotes in Table 1

Voir les notes au Tableau 1

² Includes educational/religious, institutional and corporate budgets; corporate and foundation grants; and individual donations.

Comprend les budgets d'entreprises, de maisons d'enseignement ou d'institutions religieuses, les subventions d'entreprises ou de fondations et les dons de particuliers.

³ Earned revenues include membership, admission, and camping fees; gross revenues from giftshops, sales counters, cafeterias, and recreational activities; interest and other revenue.

Revenus gagnés comprend les cotisations, les droits d'entrées et de camping; les recettes brutes de boutiques de souvenirs, de comptoirs de ventes, de cafétérias, et d'activités récréatives; les intérêts et autres revenus.

⁴ Due to rounding, the sum of the items may not add up to the total.

⁴ En raison de l'arrondissement, l'addition des posts peut ne pas correspondre au total.

TABLE 5. Number of Personnel and Volunteers, and Paid Personnel Expressed in Full-time Equivalents, by Institution Type, 1985-86

TABLEAU 5. Nombre d'employés et de bénévoles, et nombre d'employés rémunérés exprimé en équivalents à temps plein, selon le genre d'établissements, 1985-86

		Mus	seums - Musées			
Personnel and volunteers	Community museums	Art museums	History Museums	Other museums		
Employés et bénévoles	Musées d'intérêt local	Musées d'art	Musées d'histoire	Autres musées	Total	
	no	nbre				
Number of Personnel and Volunteers ¹ Nombre d'employés et bénévoles ¹						
Full-time – À temps plein Part-time (Peak season) – À temps partiel (période	305	1,314	883	1,563	4,065	
de pointe)	1,183	353	629	624	2,789	
Part-time (Other) – À temps partiel (à d'autres moments)	729	832	376	445	2,382	
Volunteers - Bénévoles	8,095	5,526	1,828	3,337	18,786	
Full-time equivalents ² En équivalents à temps plein ²						
Paid personnel (full-time equivalents) ³ – Employés rémunérés (équivalents à temps plein) ³	918	1,756	1,201	1,970	5,847	
	Historic sites	Azehusea	Other	Sub-total	Nature parks	
	Lieux d'intérêt historique	Archives	Autres	Sous-total	Parcs naturels	
Number of Personnel and Volunteers ¹ Nombre d'employés et bénévoles ¹						
Full-time -À temps plein Part-time (Peak season) –	1,327	1,707	1,177	8,276	2,158	
A temps partiel (période de pointe)	3,537	297	913	7,536	4,534	
Part-time (Other) - À temps partiel (à d'autres moments)	824	525	458	4,189	754	
Volunteers - Bénévoles	4,609	844	2,360	26,599	1,501	
Full-time equivalents ² En équivalents à temps plein ²						
Paid personnel (full-time equivalents) ³ – Employés rémunérés (équivalents à temps plein) ³	3,303	2,017	1,671	12,839	4,364	

Includes all institutions reporting on personnel (whether they are only paid, only volunteer or both): 1,003 museums, 132 nature parks, 323 historic sites, 361 archives and 121 other heritage institutions.

¹ Comprend les établissements déclarant un personnel (que s'agisse uniquement d'employés rénumérés, uniquement de bénévoles, ou les deux) déclarés par 1,003 musées, 132 parcs naturels, 323 lieux d'intérêt historique, 361 archives et 121 autres établissements du patrimoine.

Represents personnel reported by 818 museums, 132 nature parks, 291 historic sites, 262 archives, and 109 other heritage institutions.

Représente les employés déclarés par 818 musées, 132 parcs naturels, 291 lieux historique, 262 archives et 109 autres établissements du patrimoine.

³ The number of part-time employees is expressed in full-time equivalents; to calculate this value the total number of hours worked in a year is divided by 1,560 (30 hours per week for 52 weeks)

³ Le nombre d'employés à temps partiel est exprimé en équivalents à temps plein: pour calculer cette valeur, on divise le nombre total d'heures travaillées en une année par 1,560 (30 heures par semaine pour 52 semaines).





SERVICE BULLETIN/BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada, \$4.70/\$47.00

Other Countries, \$5.60/\$56.00

Vol. 12, No. 4

Prix: Canada, \$4.70/\$47.00 Autres pays, \$5.60/\$56.00

Vol. 12, no 4

Overview of the Book Publishing and **Exclusive Agency Market in Canada** 1981-82 to 1986-87

Highlights

From 1981-82 to 1986-87...

- domestic sales of books by publishers and exclusive agents rose every year, except in 1982-83, to reach \$685 million1 in 1986-87;
- the 45% market share held by publishers' own title domestic sales showed little change;
- the market share held by Canadian-controlled firms rose 2%, primarily as a result of a 5% increase in exclusive agency activity;
- overall average domestic sales per firm stayed the same, although average sales of medium-sized firms declined by 6% and average sales of large firms rose by 3%;
- the number of titles published annually rose by 1,500 to reach over 6,600 in 1986-87;
- full-time employment grew by 12% to over 7,000 employees in 1986-87.
- The sales value shown in this bulletin are in 1981 constant dollars unless otherwise stated.

Extracts from this publication may be reproduced for individual use without permission provided the source is fully acknowledged. However, reproduction of this publication in whole or in part for purposes of resale or redistribution requires written permission from the Programs and Publishing Products Group, Acting Permissions Officer, Crown Copyright Administration, Canadian Government Publishing Centre, Ottawa, Canada K1A 0S9.

Le marché de l'édition et de la diffusion exclusive du livre au Canada, 1981-1982 à 1986-1987

i Man Eis

Faits saillants

De 1981-1982 à 1986-1987...

- à l'exception de 1982-1983, les ventes de livres des éditeurs et des diffuseurs exclusifs ont progressé continuellement, s'établissant à \$685 millions 1 en 1986-
- la part du marché occupée par les ventes de propres ouvrages, près de 45%, a peu changé au cours de la période.
- la part du marché des entreprises sous contrôle canadien a progressé de 2%, grâce surtout à la croissance de 5% de leur activité de diffusion exclusive.
- les ventes moyennes par firme sont demeurées inchangées, bien que celles des entreprises de taille moyenne aient diminué de 6%, et celles des grandes entreprises, augmenté de 3%.
- le nombre de nouveaux ouvrages publiés annuellement s'est accru de 1,500 pour s'établir à plus de 6,600 en 1986-1987.
- la main-d'oeuvre à plein temps a augmenté de 12% pour atteindre plus de 7,000 employés en 1986-1987.
- Les valeurs attribuées aux ventes dans ce bulletin sont en dollars constants de 1981, à moins d'indication contraire.

Le lecteur peut reproduire sans autorisation des extraits de cette publication à des fins d'utilisation personnelle à condition d'indiquer la source en entier. Toutefols, la reproduction de cette publication en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Groupe des programmes et produits d'édition, agent intérimaire aux permissions, administration des droits d'auteur de la Couronne, Centre d'édition du gouvernement du Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

ISSN 0822-6016 4-2209-506

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisee sous reserve d'indication de la source Statistique Canada

Statistics Canada

Statistique Canada

Education, Culture and Tourism Division

Division de l'éducation, de la culture et du tourisme



Introduction

For more than ten years, Statistics Canada has conducted the Survey of Book Publishers and Exclusive Agents as part of its Culture Statistics Program. Preliminary results have been published every year, as soon as possible after the end of the survey. A recent review enables us to publish revised data for the period between 1981-82 and 1986-87. Notes on the files and on this revision are provided in the Appendix.

The Survey of Book Publishers and Exclusive Agents collects data from firms meeting certain minimum size criteria. It is not intended as a census of all book publishers and exclusive agents in Canada. Rather, its purpose is to provide an overview of the field and measure its development, on the basis of returns from firms which have attained a certain level of earnings and of production. The survey population includes firms considered to be the main **first points** of sale, i.e. publishers and exclusive agents.

This bulletin is devoted to an economic analysis of the revised files using several time series. Publishing and exclusive agency activities are treated simultaneously: many publishers also act as agents and a number of exclusive agents have, over the years, become involved in publishing. Also, the sales reported in this bulletin are limited to those in Canada, excluding all exports and other foreign sales.

Sales in Canada of Book Publishers and Exclusive Agents

Since the 1982-83 drop in book sales, which coincided with a recession, the market has grown. From \$582 million in 1982-83, sales reached \$685 million in 1986-87. In current dollars, sales were \$906 million in 1986-87.

This trend in sales of books reported by publishers and exclusive agents was compared to two general economic indicators, the Gross Domestic Product (GDP), and personal expenditure on consumer goods and services.²

As can be seen in Figure I, following the recession, book sales, GDP and personal expenditure on goods and services showed positive rates of change, except for publishers' total sales in 1985-86. Sales of publishers' own titles displayed real growth over the last three years of the period. For the same years, the GDP showed a downward trend in its rate of growth while the personal expenditure indicator, which had been increasing since 1982-83, slowed in the last year.

Introduction

Depuis plus de dix ans, Statistique Canada, à l'intérieur du Programme de statistiques sur la culture, mène une Enquête auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres. Chaque année, aussitôt que possible après la fin de l'enquête, on en publiait les résultats provisoires. Une récente révision nous permet maintenant de publier les données pour la période allant de 1981-1982 à 1986-1987. Des notes sur les fichiers et sur cette révision apparaissent à l'Annexe.

L'Enquête auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres vise les entreprises ayant une certaine envergure. Elle ne se veut pas un recensement de tout le domaine de l'édition et de la diffusion au Canada, mais entend plutôt, à l'aide des résultats des entreprises ayant atteint un certain niveau de recettes et de production, tracer un portrait du domaine et en mesurer l'évolution. Ainsi, la population de l'enquête comprend les firmes que l'on considère comme étant les principaux **premiers points de vente,** soit les éditeurs et les diffuseurs exclusifs.

Ce bulletin présente donc, au moyen de quelques séries chronologiques à caractère économique, ces fichiers révisés. Les activités d'édition et de diffusion exclusive seront traitées ensemble, de nombreux éditeurs agissant aussi comme diffuseurs et un certain nombre de diffuseurs ayant, au cours des années, ajouté à leur activité celle d'éditeur. De plus, on n'y traitera que des ventes au Canada, excluant ainsi les ventes à l'exportation et autres ventes à l'étranger.

Les ventes, au Canada, des éditeurs et des diffuseurs exclusifs

Depuis la diminution des ventes de livres pendant la récession de 1982-1983, le marché a pris de l'expansion. Les ventes sont passées de \$582 millions en 1982-1983 à \$685 millions en 1986-1987. Cette année-là, les ventes atteignaient \$906 millions en dollars courants.

Nous avons comparé les ventes déclarées par les éditeurs et les diffuseurs exclusifs à deux indicateurs économiques généraux: le Produit intérieur brut (PIB) et les dépenses personnelles en biens et services².

À la figure I, on note que depuis la récession, les ventes de livres, le PIB et les dépenses personnelles en biens et services montrent un taux de variation positif à l'exception des ventes totales des éditeurs en 1985-1986. Les ventes de propres ouvrages montrent un taux de variation à la hausse qui s'étend sur les trois dernières années. Durant cette dernière période, le taux de variation du PIB est en baisse alors que celui des dépenses personnelles qui était en progression depuis 1982-1983, fléchit à la dernière année.

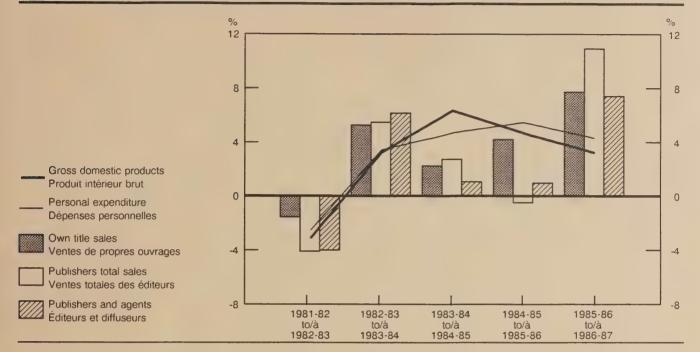
The data on the Gross Domestic Product at 1981 prices, Personal expenditure on consumer goods and services, and Consumer Price Indexes used in calculations for this bulletin are derived from the Canadian Economic Observer, Statistics Canada catalogue no. 11-210, 1987 historical supplement.

Les données sur le Produit intérieur brut, aux prix de 1981, les dépenses personnelles en biens et services et les indices des prix à la consommation utilisés pour les calculs dans ce bulletin proviennent de L'observateur économique canadien, numéro 11-210 au catalogue de Statistique Canada. Supplément statistique historique 1987.

Figure I Annual Changes in the Domestic Sales of Books, Gross Domestic Product and Personal Expenditure on Goods and Services, 1981-82 to 1986-87

Variations annuelles des ventes de livres au Canada, du Produit intérieur brut et des

Variations annuelles des ventes de livres au Canada, du Produit intérieur brut et des Dépenses personnelles en biens et services, 1981-82 à 1986-87



According to Table 1, the share of total sales represented by publishers' own title sales showed little change during the 1981-82 to 1986-87 period. Although a slight upward trend is evident, publishers' own title sales accounted for less than 46% of total sales in 1986-87.

Canadian-controlled firms' total sales (in current dollars) increased from \$252 million in 1981-82 to \$393 million in 1986-87 (Table 2). Their share of total sales rose slowly but steadily since 1982-83, increasing from 40% in that year to 43% in 1986-87. This growth was due to an increase in their exclusive agency sales, which rose from a quarter of total agency sales in 1982-83 to a third, four years later (Table 1).

Table 3 reports the sales (in constant dollars) of publishers and of exclusive agents. Since both the number of firms and the total sales reported in 1981-82 and 1986-87 increased in the same proportion (13%), the average sales per firm were the same at the beginning and at the end of the period (\$2.2 million). They did, however, vary slightly during the interval. The average sales per medium-sized firm,³ during this period, declined by 6%, from \$381,000 in 1981-82 to \$359,000 in 1986-87. Over the same years, sales per large firm grew slightly, from \$5.9 million to \$6.1 million (3%).

Cependant, d'après le tableau 1, la part des ventes totales attribuable aux propres ouvrages varie très peu au cours de la période allant de 1981-1982 à 1986-1987. Bien que montrant une légère tendance à la hausse, elle représente moins de 46% des ventes totales en 1986-1987.

Les ventes totales (en dollars courants) des entreprises sous contrôle canadien ont augmenté pour passer de \$252 millions en 1981-1982 à \$393 millions en 1986-1987 (tableau 2). Leur part des ventes totales a progressé lentement mais constamment depuis 1982-1983, passant de 40% cette année-là à 43% en 1986-1987. Cette croissance est le résultat de l'augmentation de leurs ventes en diffusion exclusive. Leur part est passée du quart des ventes de 1982-1983, au tiers, quatre ans plus tard (tableau 1).

Le tableau 3 nous montre les ventes (en dollars constants) des éditeurs et des diffuseurs exclusifs. Entre 1981-1982 et 1986-1987, le nombre total d'entreprises déclarantes a augmenté au même rythme que celui des ventes totales déclarées, soit de 13%. C'est pourquoi les ventes moyennes par entreprise, si elles ont légèrement varié durant cette période, étaient de \$2.2 millions au début comme à la fin de la période. Les ventes moyennes par entreprise de taille moyenne³ ont diminué de 6% pour passer de \$381,000 en 1981-1982 à \$359,000 en 1986-1987. Chez les grandes entreprises, elles ont augmenté légèrement, de \$5.9 millions à \$6.1 millions (3%).

For definition of size groups see Table 3, footnote 2.

³ Voir la définition des groupes de taille à la note 2 au bas du tableau 3.

However, the share of total sales attributable to each of the size groups was more or less the same in 1986-87 as it was in 1981-82, with large-sized firms accounting for 94% of the sales.

Titles Published

Table 2 shows the number of titles published every year. In 1981-82, less than 5,200 titles were published; by 1986-87, this number increased to over 6,600. A substantial proportion of this rise was due to the increased involvement of foreign-controlled publishers in domestic production. Indeed, while the average number of titles published by Canadian-controlled firms remained steady at almost 21 per firm, the figure for foreign-controlled publishers increased from 35 in 1981-82 to 46 in 1986-87.

In 1981-82, average sales per title in print⁴ of Canadian-controlled publishers were \$4,800. For foreign-controlled publishers this figure was \$15,400. In 1986-87, Canadian-controlled publishers' average sales per title in print increased to \$5,000 (4%) while foreign-controlled publishers' decreased to \$12,100 (21%).

Cependant, la part des ventes totales que s'attribue chacun des groupes de taille est sensiblement la même en 1986-1987 qu'en 1981-1982. Entre autres, les entreprises de grande taille représentent 94% des ventes.

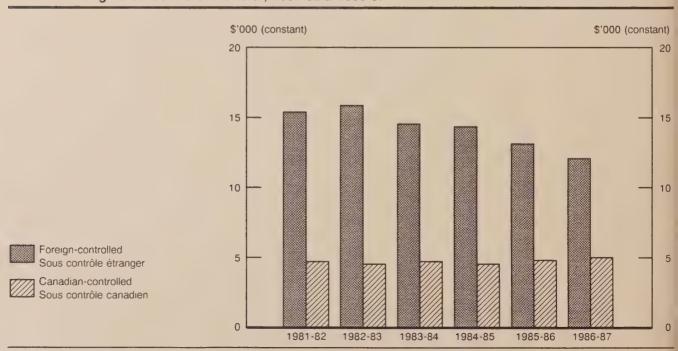
Ouvrages publiés

Le tableau 2 donne le nombre d'ouvrages publiés chaque année. En 1981-1982, moins de 5,200 ouvrages ont été publiés; en 1986-1987, ce nombre est passé à plus de 6,600. Une portion non négligeable de cette hausse résulte de la participation accrue des éditeurs sous contrôle étranger à la production intérieure. En effet, alors que le nombre moyen d'ouvrages publiés par les éditeurs sous contrôle canadien s'est maintenu à près de 21 par entreprise, celui des éditeurs sous contrôle étranger est passé de 35 en 1981-1982 à 46 en 1986-1987.

En 1981-1982, les ventes moyennes par ouvrage au catalogue⁴ par les éditeurs sous contrôle canadien s'élevaient à \$4,800. Le chiffre correspondant chez les éditeurs sous contrôle étranger était \$15,400. En 1986-1987, les ventes moyennes par ouvrage des premiers sont passées à \$5,000 (+ 4%), et celles des deuxièmes, à \$12,100 (-21%).

Figure II Average Domestic Sales of Publishers' Own Titles per Title in Print, by Origin of Financial Control,1981-82 to 1986-87

Ventes moyennes des propres ouvrages des éditeurs par ouvrage au catalogue, selon l'origine du contrôle financier, 1981-82 à 1986-87



⁴ The number of titles in print is not given in the tables. For each year of the period 1981-82 to 1986-87, it was for Canadian-controlled publishers, 31,661, 31,973, 30,260, 32,174, 32,019 and 34,169. For foreign-controlled publishers the numbers were 7,087, 7,038, 8,705, 9,014, 9,950 and 11,586.

Le nombre d'ouvrages au catalogue n'apparaît pas dans les tableaux. Pour chacune des années de 1981-1982 à 1986-1987, il était, pour les éditeurs sous contrôle canadien, de 31,661, 31,973, 30,260, 32,174, 32,019 et 34,169; pour les éditeurs sous contrôle étranger, de 7,087, 7,038, 8,705, 9,014, 9,950 et 11,586.

Although Canadian-controlled firms' average sales per title rose steadily throughout the period, they did not exceed a third of the average sales of foreign-controlled firms until 1985-86. In 1986-87, the average sales per title of Canadian-controlled publishers reached 41% of those of foreign-controlled firms.

Employment

Although total full-time employment by publishers and exclusive agents rose by 12% between 1981-82 and 1986-87, to over 7,000 employees, the rate of increase was not constant. Figure III illustrates the annual changes in the number of full-time positions of this sector compared to total employment in Canada. As can be seen, the rate of change in only the last two periods followed closely the national trend.

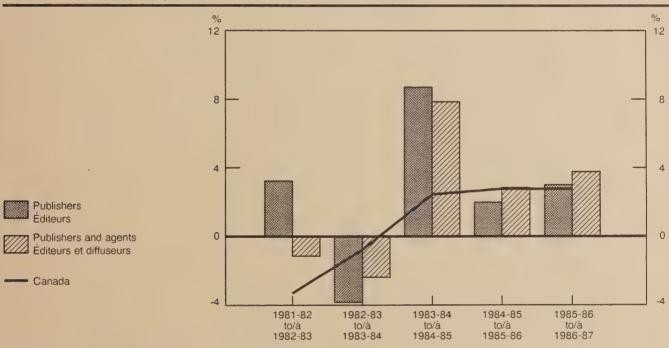
Même si elles ont progressé de façon régulière au cours de la période, les ventes moyennes par ouvrage des éditeurs sous contrôle canadien n'ont pas dépassé le tiers de celles des entreprises sous contrôle étranger avant 1985-1986. En 1986-1987, les ventes moyennes par ouvrage des éditeurs sous contrôle canadien ont atteint 41% de celles des entreprises sous contrôle étranger.

Emploi

Bien que l'effectif total à plein temps dans l'édition et la diffusion exclusive se soit accru de 12% entre 1981-1982 et 1986-1987 (à plus de 7,000 employés), le rythme de cette augmentation n'a pas été constant. La figure III montre les variations annuelles du nombre de postes à plein temps par rapport à la situation de l'emploi au Canada. On constate que seules les deux dernières périodes suivaient la tendance nationale.

Figure III Annual Changes in Employment by Publishers and Exclusive Agents Compared to Total Employment in Canada, 1981-82 to 1986-87

Variations annuelles dans l'emploi chez les éditeurs et les diffuseurs exclusifs comparées à celle de l'emploi total au Canada, 1981-82 à 1986-87



It is probable that the level of sales influences the level of employment. Figure IV, which compares both variables, seems to indicate a relationship between them, one following the other. Perhaps this lag can be explained by the delay between production and sale. Or perhaps the firms' changes in employment level are reactions to the previous year's net sales. Whatever the reason, the data do show some instability in full-time employment in this sector.

Il est probable que le niveau des ventes influe sur le niveau d'emploi. D'après la figure IV, qui compare les deux variables, il semble bien y avoir un lien entre les deux, l'une devançant l'autre. Cet écart est peut-être attribuable à la période de temps qui sépare la production de la vente. Ou est-ce en réaction au niveau de ventes nettes de l'année précédente. Quoi qu'il en soit, les données révèlent une instabilité de l'emploi dans ce secteur.

Figure IV Comparison of Annual Changes, Publishers' and Exclusive Agents' Employment and Domestic Sales, 1981-82 to 1986-87

Comparaison des variations annuelles de l'emploi et des ventes au Canada des éditeurs et

Comparaison des variations annuelles de l'emploi et des ventes au Canada des éditeurs et des diffuseurs exclusifs, 1981-82 à 1986-87

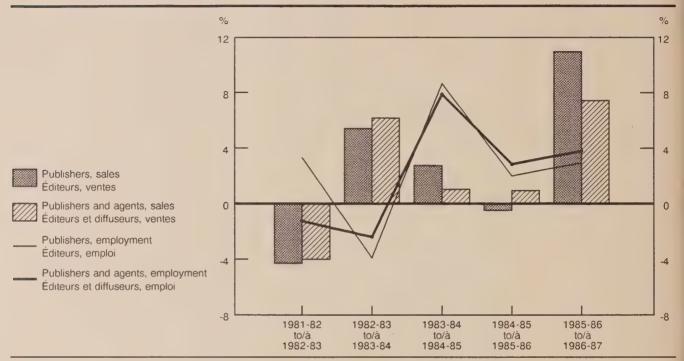


Table 4 shows the number of full-time employees of publishers and exclusive agents and their expenditures on personnel (in current dollars) for the years 1981-82 to 1986-87. According to this table, full-time employees accounted for approximately 90% of the \$193 million total payroll in 1986-87, while part-time employees accounted for only 2% of personnel expenditures, with free-lancers and other subcontractors receiving the remaining 8%.

The breakdown of full-time employees between publishers and exclusive agents showed very little change during the period, with publishers providing 85% of the full-time jobs. Less than a quarter of this employment was specific to publishing, that is, editorial, design and production positions. For the other areas of full-time employment, which are common to both publishers and exclusive agents, there are important differences in the distribution of employment. Although 35% of publishers report agency activity in 1986-87, only 32% of their other jobs were in marketing compared to 55% for exclusive agents. Order fulfillment accounted for 37% and administration for 31% of these other occupations in publishing firms, while for exclusive agents the corresponding figures were 23% and 22%.

Average full-time employment per firm for publishers was 24 employees in 1981-82 compared to 25 in 1986-87; for exclusive agents these figures were 26 and 28. Average employment for publishers is affected by the substantial number of small firms. It is interesting to note that almost 10% of publishing houses reported having no full-time employees. Also, 5% of publishing firms declared one or more working owners.

Le tableau 4 présente une répartition du nombre d'employés à plein temps et des dépenses (en dollars courants) au titre de l'effectif chez les éditeurs et les diffuseurs exclusifs pour la période allant de 1981-1982 à 1986-1987. D'après ce tableau, les employés à plein temps représentaient environ 90% de la rémunération totale (\$193 millions) en 1986-1987. Les employés à temps partiel ne comptaient que pour 2% des dépenses au titre du personnel, les pigistes et autres sous-traitants recevant le 8% restant.

La répartition du nombre d'employés à plein temps entre les éditeurs et les diffuseurs exclusifs a varié très peu au cours de la période, les éditeurs déclarant 85% des emplois à plein temps. Moins du quart de ces postes étaient dans les domaines de l'édition, de la rédaction, de la création et de la production. Pour les autres types d'emplois à plein temps qui sont communs aux deux types d'entreprises, il existait des écarts importants. Bien que 35% des éditeurs déclaraient aussi une activité de diffusion en 1986-1987, 32% seulement de leurs autres emplois étaient du domaine de la commercialisation, comparativement à 55% chez diffuseurs exclusifs. L'exécution des commandes représentait 37% des autres emplois, et l'administration, 31% chez les éditeurs, comparativement à 23% et 22% respectivement chez les diffuseurs exclusifs.

L'effectif moyen à plein temps par éditeur était de 24 employés en 1981-1982 par rapport à 25 en 1986-1987; les chiffres correspondants chez les diffuseurs exclusifs étaient 26 et 28. Le nombre important de petites entreprises influe sur l'effectif moyen des éditeurs. Il est intéressant de noter que près de 10% des éditeurs déclaraient n'avoir aucun employé à plein temps. Par ailleurs, 5% des éditeurs déclaraient un ou des propriétaires actifs.

Conclusion

The purpose of this bulletin was to present the revised files for the 1981-82 to 1986-87 period. Presenting data in the form of chronological series makes it easier to measure the dynamics of an activity. Although this series is short, it can be seen that the reported book market does not always follow the trend of the national economy. This maintenance of an historical series will be continued in order to better satisfy the needs of the data users.

The files contain a number of other items of information. In this bulletin, we were interested primarily in the economic aspects of the data. A forthcoming **Culture Communique** will examine more culture-related aspects, such as titles published and reprinted, sales by language of book or of publisher and sales by commercial category of books.

For Further Information

For more detailed information, contact M. Frève, Cultural Industries Section, Education, Culture and Tourism Division. (613-951-1563)

The annual publication **Book Publishing in Canada**, catalogue number 87-210, which provides the definitions used in this study and a number of tables, may be used as a guide by those wishing to delve deeper into the subject or to submit requests for tabulations other than those included here. Such tables are available on a cost-recovery basis. Inquiries can also be directed to the regional offices of Statistics Canada.

Conclusion

Le but de ce bulletin est de présenter les fichiers révisés couvrant la période de 1981-1982 à 1986-1987. En présentant des données en séries chronologiques, il est plus facile de mesurer la dynamique d'une activité. Même si cette série est courte, on constate que le marché du livre ne suit pas toujours les tendances de l'économie nationale. On continuera la production de séries chronologiques afin de mieux répondre aux besoins des utilisateurs de données.

Les fichiers contiennent nombre d'autres renseignements. Dans ce bulletin, on s'est intéressé surtout à l'aspect économique des données. Un prochain Communiqué de la culture examinera des aspects plus culturels, comme les ouvrages publiés et réimprimés, les ventes selon la langue du livre ou de l'éditeur, et les ventes selon la catégorie de livres.

Pour plus de renseignements

Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser à M. Frève, Section des industries culturelles, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme. ((613)951-1563)

La publication annuelle Édition du livre au Canada, numéro 87-210 au catalogue, où l'on trouve les définitions se rapportant à l'enquête et de nombreux tableaux, peut servir de guide à ceux qui désirent formuler des demandes de totalisations autres que celles incluses ici. On peut se procurer ces totalisations contre recouvrement des frais. On peut également s'adresser aux bureaux régionaux de Statistique Canada.

APPENDIX

The Files

A computerized data file is created for each year of the Survey of Book Publishers and Exclusive Agents. It contains the information obtained from a mailed questionnaire.

The mailing list is constructed using a number of sources both internal and external to Statistics Canada. The target universe consists of publishing houses and exclusive agency firms which have attained a predetermined production or earnings threshold. These thresholds have been established primarily to avoid burdening newly created and very small firms.

A publishing firm belongs to the survey universe if it has titles in print and has reached a minimum revenue. This revenue threshold also holds for exclusive agents. During the period under study, the revenue threshold moved from \$30,000 between 1981-82 and 1983-84 to \$50,000 for the years 1984-85 to 1986-87. As a result, the survey excludes a number of smaller firms and occasional publishers. The files retain firms whose revenues occasionally fell below the established threshold for a particular year.

The number of respondents on file as well as their names or corporate structure vary from year to year. This is caused by the arrival of new firms and the closing of older ones, takeovers of existing firms and purchases of others that have declared bankruptcy.

The Revision

The data collected over the years were made available as soon as possible after the end of the survey. Although these results gave a good overall picture of the situation prevailing at the time of the survey, they did not account for all non-response.

Major causes of total non-response are: first, firms surveyed which for various reasons did not respond by the deadline; second, firms not surveyed because their existence was unknown when the mailing list was compiled. In addition, since it was important to publish the main survey results as quickly as possible, estimates for the majority of cases of partial non-response (i.e. firms not responding fully to every question within the questionnaire) were not produced. For publication, when information within the questionnaire allowed, the data were grouped in a "non-identified" sub-category for publication. In other cases, the data were considered missing and not included in the response counts.

While this approach made it possible to make the most recent data available to the public, the lack of homogeneity of the data over longer time periods hampered studies requiring chronological series. For this reason, we undertook a revision of the files from 1981-82 to 1986-87.

ANNEXE

Fichiers

Un fichier de données est créé pour chaque année de l'Enquête auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs. Il contient les réponses aux questionnaires distribués par la poste.

Les listes de distribution sont établies à partir de nombreuses sources, tant internes qu'externes. L'univers est celui des maisons d'édition et des entreprises de diffusion exclusive ayant atteint un certain niveau de production et de recettes. Ces critères ont été établis afin de ne pas ennuyer les très petites entreprises et les entreprises nouvellement créées.

Pour faire partie de l'univers, les éditeurs et diffuseurs exclusifs doivent avoir publié des ouvrages et généré un minimum de recettes. Au cours de la période à l'étude, ce minimum est passé de \$30,000 entre 1981-1982 et 1983-1984 à \$50,000 entre 1984-1985 et 1986-1987. Ce faisant, l'enquête exclut un nombre important de très petites entreprises et les éditeurs occasionnels. Cependant, les fichiers retiennent les entreprises qui, à l'occasion, ont eu des résultats inférieurs au minimum fixé pour une année particulière.

De plus, d'une année à l'autre, le nombre de répondants sur fichier varie, de même que leur nom et le type d'organisme. Cela est attribuable à l'arrivée de nouvelles entreprises, à la fermeture d'autres maisons, aux prises de contrôle et à l'achat de celles qui déclarent faillite.

Révision

Les données recueillies au cours des années ont été diffusées aussitôt après la fin de l'enquête. Bien que dans l'ensemble ces résultats donnent une idée assez juste de la situation qui prévalait au moment de l'enquête, ils ne tenaient pas compte des cas de non-réponse.

Ces cas de non-réponse sont notamment attribuables aux entreprises enquêtées qui, pour diverses raisons, n'ont pas répondu dans les délais requis, et aux entreprises non enquêtées, leur existence étant inconnue au moment de la préparation des listes d'envoi. De plus, comme il était important de publier le plus rapidement possible les principaux résultats de l'enquête, les estimations pour la plupart des cas de non-réponse partielle (certaines entreprises n'ayant répondu que partiellement à des questions) n'ont pas été produites. Pour la publication, lorsque certaines indications le permettaient, les données étaient regroupées dans une sous-catégorie "non identifié". Dans les autres cas, les données étaient considérées comme manquantes et ainsi n'apparaissaient pas dans le compte des réponses.

Cette façon de faire permettait de mettre aussi rapidement que possible à la disposition du public les données les plus récentes, mais leur manque d'homogénéité sur des périodes de temps plus longues entravait les études qui font appel à des séries chronologiques. C'est pourquoi cette révision complète des fichiers de 1981-1982 à 1986-1987 a été entreprise.

The revision provides estimates for non-response using internal documentation, information from other surveys and estimation procedures. The estimates for partial non-response were produced using historical data.

The following table provides the number of firms on the file for each year. The files for 1981-82 to 1983-84 are considered definitive; those for 1984-85 to 1986-87 may be subject to slight modifications as a result of annual revisions, which are limited to the three years preceding the current survey year.

Cette révision permet de fournir des estimations pour les cas de non-réponse, à partir des documents internes, des résultats d'autres enquêtes et des méthodes d'estimation. Les estimations pour les cas de non-réponse partielle sont établies à partir de données historiques.

Le tableau suivant fournit le nombre d'entreprises au fichier pour chaque année. Les fichiers de 1981-1982 à 1983-1984 ne subiront aucune modification, contrairement aux fichiers de 1984-1985 à 1986-1987 qui pourraient être légèrement modifiés à la suite des révisions annuelles qui se limitent aux trois années précédant l'enquête de l'année courante.

TEXT TABLE I. Number of Firms, by Province, on the Files of the Book Publishers and Exclusive Agents Survey, 1981-1982 to 1986-1987.

TABLEAU EXPLICATIF I. Nombre d'entreprises, par province, au fichier de l'enquête auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres, 1981-1982 à 1986-1987.

Province	1981- 1982	1982- 1983	1983- 1984	1984- 1985	1985- 1986	1986- 1987
Naviewalland Taur Navie		4		4	3	-
Newfoundland – Terre-Neuve Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	4	4	4	4	3	3
	2	2	1	2	3	2
Nova Scotia - Nouvelle-Ecosse	2	3	3	3	_	3
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	1	1	2	2	2	2
Québec ·	103	104	104	104	101	105
Ontario	131	128	128	124	125	141
Manitoba	5	6	7	8	8	8
Saskatchewan	4	4	4	4	5	6
Alberta	8	8	9	9	10	16
British Columbia - Colombie-Britannique	19	19	20	18	17	27
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	-	1	1	1	. 1	1 1
TOTAL	278	279	283	278	276	313

TABLE 1. Percentage Breakdown of Own and Exclusive Agency Titles Sales in Canada by Origin of Financial Control, 1981-82 to 1986-87

TABLEAU 1. Répartition en pourcentage des ventes au Canada de propres ouvrages et de ceux vendus en diffusion exclusive selon l'origine du contrôle financier, 1981-82 à 1986-87

		Total exclusive	Total sales in
Origin of financial control			
Origine du contrôle financier	Ventes des propres ouvrages des éditeurs	Total des ventes en diffusion exclusive	Total des ventes au Canada
		percent - pourcentag	ge
1981-82 Canadian-controlled – Sous contrôle canadien	58.4	28.4	41.4
Foreign-controlled – Sous controlle étranger	41.6	71.6	58.6
Total	43.2	56.8	100.0
1982-83 Canadian-controlled – Sous contrôle canadien	56.7	25.9	39.
Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	43.3	74.1	60.4
Total	44.4	55.6	100.
1983-84			
Canadian-controlled – Sous contrôle canadien . Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	53.4 46.6	29.7 70.3	40. 59.
Total	44.6	55.4	100.
1984-85			
Canadian-controlled – Sous contrôle canadien Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	53.4 46.6	30.7 69.3	40. 59.
Total	44.6	55.4	100.
Total	1110	00.4	100
1985-86 Canadian-controlled – Sous contrôle canadien	54.6	32.1	42.
Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	54.6 45.4	67.9	57.
Total	45.6	54.4	100
1986-87			
Canadian-controlled – Sous contrôle canadien Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	55.2 · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	33.3 66.7	43 56
Total	45.7	54.3	100

TABLE 2. Number of New Titles and Net Sales in Canada of Own and Exclusive Agency Titles by Origin of Financial Control of the Firm, 1981-82 to 1986-87

TABLEAU 2. Nombre d'ouvrages publiés et ventes nettes au Canada de propres ouvrages et d'ouvrages diffusés en exclusivité selon l'origine du contrôle financier de l'entreprise, 1981-82 à 1986-87

	Number o	of firms	Publishers ²	own titles		es of exclusive ency titles		Total sales in Canada	
Size of firm	Nombre d'entreprises		Propres ouvrages des éditeurs			ettes d'ouvrages en exclusivité		Ventes totales au	
Taille de l'entreprise	Publishers	Agents	Number published	Net sales	By pub- lishers	By agents	Total	Canada	
	Éditeurs Diffuseurs	Diffuseurs	Nombre publiés	Ventes nettes	Par les éditeurs	Par les diffuseurs	Total		
			millions of curr	rent dollars -	millions de d	ollars courants			
1981-82 Canadian-controlled - Sous contrôle canadien	199	30	4,057	153.3	68.7	29.6	98.3	251.	
Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	32	17	1,111	109.1	169.8	77.3	247.1	356.	
Fotal	231	47	5,168	262.4	238.5	106.9	345.4	607.	
982-83 Canadian-controlled –									
Sous contrôle canadien	207	25	3,474	162.3	67.2	25.8	93.0	255	
foreign-controlled – Sous contrôle étranger	32	15	1,123	123.9	179.0	86.5	265.5	389	
otal	239	40	4,597	286.2	246.2	112.3	358.5	644	
983-84 Canadian-controlled – Sous contrôle canadien	206	30	4,279	170.2	81.2	36.5	117.7	287	
Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	32	15	1,217	148.6	194.3	84.8	279.1	427	
otal	238	45	5,496	318.8	275.4	121.3	396.7	715.	
984-85 Canadian-controlled – Sous contrôle canadien	202	29	4,269	181.7	92.1	37.5	129.6	311	
Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	32	15	1,182	158.6	204.8	88.2	293.0	451	
otal	234	44	5,451	340.4	296.9	125.7	422.6	763	
985-86 Canadian-controlled – Sous contrôle canadien	199	30	4,375	201.4	92.6	48.5	141.0	342	
Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	32	15	1,154	167.4	198.2	100.7	298.9	466	
Total	231	45	5,529	368.9	290.7	149.2	439.9	808.	
1986-87 Canadian-controlled - Sous contrôle canadien .	236	29	5,051	228.6	114.6	49.4	164.0	392	
Foreign-controlled – Sous contrôle étranger	35	13	1,612	185.2	233.3	95.3	328.6	513	
Total	271	42	6,663	413.8	347.9	144.6	492.6	906	

TABLE 3. Net Sales in Canada of Own and Exclusive Agency Titles in Constant Dollars¹, by Size of Firm², 1981-82 to 1986-87

TABLEAU 3. Ventes nettes au Canada de propres ouvrages et d'ouvrages diffusés en exclusivité en dollars constants¹, selon la taille de l'entreprise², 1981-82 à 1986-87

Size of firm Nombre d'entreprises Taille de l'entreprise Publishers Agents Editeurs Diffuseurs Mombre d'entreprises Publishers Agents Editeurs Diffuseurs Millions of constant dollars — millions de dollars constants 1981-82 Small — Petite 90 9 6.3 0.2 1.0 1.2 Medium — Moyenne 69 15 23.4 2.6 6.0 8.6 Large — Grande 72 23 232.8 235.7 99.9 335.6	Ventes stales au Canada
Editeurs Diffuseurs Par les éditeurs Par le	75
Editeurs Diffuseurs Par les éditeurs Par le	7.5
1981-82 Small - Petite 90 9 6.3 0.2 1.0 1.2 Medium - Moyenne 69 15 23.4 2.6 6.0 8.6	7.5
Small - Petite 90 9 6.3 0.2 1.0 1.2 Medium - Moyenne 69 15 23.4 2.6 6.0 8.6	7.5
Large - Grande 72 25 252.0 255.5	32.0 568.4
Total 231 47 262.4 238.5 106.9 345.4	607.9
1982-83 Small - Petite 99 5 6.3 0.3 0.4 0.7 Medium - Moyenne 69 15 22.6 2.6 6.5 9.1 Large - Grande 71 20 229.4 219.3 94.4 313.7	7.0 31.7 543.1
Total 239 40 258.3 222.2 101.4 323.5	581.9
1983-84 Small - Petite 95 10 6.2 0.3 0.9 1.2 Medium - Moyenne 73 16 25.9 2.9 7.2 10.1 Large - Grande 70 19 240.0 231.8 95.3 327.2	7.4 36.0 567.2
Total 238 45 272.0 235.0 103.5 338.5	610.6
1984-85 Small - Petite 86 11 5.5 0.2 1.0 1.2 Medium - Moyenne 78 14 28.2 3.6 6.6 10.2 Large - Grande 70 19 244.6 239.0 95.3 334.3	6.7 38.4 578.8
Total 234 44 278.3 242.8 102.8 345.6	623.9
1985-86 Small - Petite 78 8 5.3 0.2 0.8 1.0 Medium - Moyenne 74 15 24.2 1.8 7.3 9.1 Large - Grande 79 22 260.5 226.6 109.2 335.8	6.3 33.2 596.2
Total 231 45 290.0 228.6 117.3 345.8	635.8
1986-87 Small - Petite 100 4 6.5 0.4 0.4 0.8 Medium - Moyenne 86 19 23.4 5.8 8.4 14.2 Large - Grande 85 19 282.6 256.6 100.4 357.0	7.3 37.7 639.6
Total 271 42 312.6 262.8 109.2 372.0	684.6

To obtain constant 1981 dollars, the sales have been deflated using the Consumer Price Index of the particular year.

Pour avoir les ventes en dollars constants de 1981, les ventes en dollars courants ont été ajustées en utilisant l'Indice des prix à la consommation pour l'année considérée.

Definition of the size groups is based on revenue ranges as follows: small, less than \$200,000 in revenue; medium, between \$200,000 and \$999,999; large \$1,000,000 and over. To lessen migration to larger size groups on the base of inflated revenues, the revenues ranges are in constant dollars.

Les groupes de taille sont déterminés en fonction des tranches de recettes suivantes: petite taille, moins de \$200,000 de recettes; taille moyenne, de \$200,000 à \$999,999; grande taille, \$1,000,000 et plus. Pour réduire la migration à des groupes de taille plus grande à cause de l'inflation, les groupes de taille ont été déterminés en dollars constants.

TABLE 4. Full-time Employees and Personnel Expenses of Book Publishers and of Exclusive Agents, 1981-82 to 1986-87

TABLEAU 4. Employés à temps plein et frais de main-d'oeuvre des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres, 1981-82 à 1986-87

		1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
PUBLISHERS - ÉDITEURS							
Full-time employees - Employés à temps plein							
Number - Nombre Number of reporting firms -		5125	5302	5102	5589	5707	5883
Number of reporting firms = Nombre d'entreprises déclarantes		211	209	209	211	210	238
Personnel expenses (current dollars) – Frais de main-d'oeuvre (dollars courants)							
Full-time salaries ¹ ~ Salaires pour temps plein ¹	\$'000,000	83.1	96.8	102.9	125.5	133.0	149.8
Part-time salaries - Salaires pour temps partiel	\$'000,000	2.0	2.6	2.9	2.6	2.8	3.4
Outside fees - Frais de sous-traitance	\$'000,000	3.0	10.8	8.6	8.4	12.0	14.4
Total	\$'000,000	88.1	110.2	114.4	136.5	147.8	167.6
Number of reporting firms - Nombre d'entreprises déclarantes		231	238	236	232	228	261
EXCLUSIVE AGENTS - DIFFUSEURS EXCLUSIFS							
Full-time employees - Employés à temps plein							
Number - Nombre Number of reporting firms -		1123	871	926	959	1042	1130
Nombre d'entreprises déclarantes		44	39	42	40	43	41
Personnel expenses (current dollars) – Frais de main-d'oeuvre (dollars courants)							
Full-time salaries ¹ – Salaires pour temps plein ¹	\$'000,000	16.3	15.6	18.2	19.0	22.1	23.6
Part-time salaries - Salaires pour temps partiel	\$'000,000	0.4	0.4	0.5	0.4	0.5	0.8
Outside fees - Frais de sous-traitance	\$'000,000	1.5	1.3	0.3	0.5	0.8	0.6
Total	\$'000,000	18.2	17.3	19.0	19.9	23.4	25.0
Number of reporting firms – Nombre d'entreprises déclarantes		46	40	44	42	44	4.

The number of firms reporting full-time salaries is the same as the number reporting full-time employees.

Le nombre d'entreprises déclarant des salaires pour temps plein est le même que celui des entreprises déclarant des employés à temps plein





CULTURE COMMUNIQUÉ



SERVICE BULLETIN / BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada, \$4.70/\$47.00

Other Countries, \$5.60/\$56.00

Vol. 13, No. 1

Government Expenditures on Culture in Canada, 1987-88

Highlights

Spending by Level of Government

- In 1987-88, governments at the federal, provincial and municipal levels spent a total of \$4.9 billion¹ on culture, 1.6% of their total spending. Adjusted for inflation, the spending has grown at an average annual rate of 1.7% since 1984-85.²
- Federal spending on culture amounted to \$2.6 billion, representing 2% of its total budget. Controlling for inflation, the average annual increase in spending came to just under 1% between 1984-85 and 1987-88.
- Provincial governments spent a total of \$1.4 billion on culture, 1.2% of their total budgets. Inflation considered, their spending, too, has increased at an average annual rate of about 1% since 1984-85.
- Includes inter-governmental transfers of about \$0.2
- For comparability, certain figures prior to 1987-88 have been adjusted to conform to the 1987-88 data presentation.

Prix: Canada, \$4.70/\$47.00 Autres pays, \$5.60/\$56.00

Vol. 13, nº 1

Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1987-1988

Faits saillants

Dépenses par palier d'administration

- En 1987-1988, les administrations fédérale, provinciales et municipales consacrent un total de \$4.9 milliards¹ au titre de la culture, soit 1.6 % de l'ensemble de leurs dépenses. Compte tenu de l'inflation, les dépenses enregistrent une hausse à un taux annuel moyen de 1.7 % depuis 1984-1985².
- Les dépenses fédérales au titre de la culture se chiffrent à \$2.6 milliards, soit 2 % du budget. Si l'on tient compte de l'inflation, la hausse annuelle moyenne des dépenses est légèrement inférieure à 1 % entre 1984-1985 et 1987-1988.
- Les administrations provinciales dépensent un total de \$1.4 milliard dans le domaine de la culture, soit 1.2 % de leur budget. Compte tenu de l'inflation, leurs dépenses augmentent également à un taux annuel moyen d'environ 1 % depuis 1984-1985.

March 1990

Mars 1990

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisée sous reserve d'indication de la source Statistique Canad



October 1992 North Gara

Comprend des transferts entre administrations d'environ \$0.2 milliard.

² À des fins de comparabilité, certains chiffres antérieurs à 1987-1988 ont été rajustés pour respecter la présentation des données de 1987-1988.

Municipal governments spent a total of \$898.2 million on culture, 1.9% of their total budgets.
 Adjusted for inflation, the municipal cultural budget has grown at an average annual rate of about 6% since 1984-85.

Spending by Type

- Operating and capital budgets of federal cultural departments and agencies consumed 86% (90% in 1984-85) of the total federal cultural budget, whereas grants and contributions to cultural industries, institutions, organizations and artists represented 14% (10% in 1984-85).
- Provincial governments allocated 39% (41% in 1984-85) of their total cultural budget to operating and capital spending, while financial assistance to artists and organizations represented 61% (59% in 1984-85).

Spending by Cultural Sector

- The Cultural industries received \$1.9 billion, representing two-fifths of the total government budget at all levels for culture.
- Broadcasting, the largest cultural industry, consumed nearly three-quarters of the total government spending on the cultural industries.
- Libraries received \$1.3 billion, or about one-quarter of the total government budget for culture.
- Public spending on heritage activities amounted to nearly \$1 billion. Most of this support was spent by departments on their own activities, with grants and contributions accounting for 13% of spending.
- Public spending on the arts amounted to just over \$300 million, with performing arts accounting for \$226 million or nearly three-quarters of all spending on the arts.

Introduction

This bulletin summarizes the results from the 1987-88 surveys of federal, provincial and municipal government expenditures on culture. Federal and provincial surveys report fiscal year spending (April to March), while the municipal survey reports spending for the calendar year (January to December). Historical comparisons in this bulletin are based on data from the last three survey years, as municipal data have only been collected since 1984.

Details on classification systems, methodology and definitions are available in: **Government Expenditures on Culture in Canada** 1986-87 (Catalogue No. 87-206).

 Les administrations municipales dépensent un total de \$898.2 millions au titre de la culture, soit 1.9 % de leurs budgets. Si l'on tient compte de l'inflation, le budget culturel des municipalités augmente à un taux annuel moyen d'environ 6 % depuis 1984-1985.

Dépenses par genre

- Les budgets de fonctionnement et des immobilisations des ministères et organismes culturels fédéraux représentent 86 % (90 % en 1984-1985) du budget fédéral au titre de la culture alors que les subventions et les contributions aux activités, établissements et organismes culturels ainsi qu'aux artistes expliquent 14 % (10 % en 1984-1985) du budget.
- Les admistrations provinciales consacrent 39 % (41 % en 1984-1985) de leur budget culturel aux dépenses de fonctionnement et de capital contre 61 % (59 % en 1984-1985) pour l'aide financière aux artistes et aux organismes.

Dépenses par secteur culturel

- Les industries culturelles ont reçu \$1.9 milliard, soit deux cinquièmes du total du budget culturel des trois paliers d'administration.
- La radiodiffusion et la télédiffusion, la plus importante industrie culturelle, représente près de trois quarts des dépenses publiques destinées aux industries culturelles.
- Les bibliothèques reçoivent \$1.3 milliard, ou environ le quart du budget culturel des administrations.
- Les dépenses publiques au chapitre des ressources du patrimoine s'élèvent à près de \$1 milliard. Ce soutien financier est en grande partie attribuable aux ministères pour leurs propres activités, les subventions et les contributions représentant 13 % de ces dépenses.
- Les dépenses publiques au titre des arts se chiffrent à un peu plus de \$300 millions, les arts d'interprétation comptant pour \$226 millions, ou près des trois quarts de l'ensemble des dépenses consacrées aux arts.

Introduction

Le présent bulletin résume les résultats des enquêtes de 1987-1988 sur les dépenses des administrations fédérale, provinciales et municipales au titre de la culture. Dans les cas des enquêtes auprès des administrations fédérale et provinciales, la déclaration est faite pour l'exercice financier (d'avril à mars) alors que pour les admistrations municipales, elle se fonde sur les dépenses de l'année civile (de janvier à décembre). Les comparaisons historiques du bulletin s'appuient sur les données des trois dernières années d'enquête car les données municipales ne sont recueillies que depuis 1984.

Le lecteur trouvera des renseignements sur les systèmes de classification, la méthodologie et les définitions dans **Dépenses publiques au titre de la culture au Canada**, 1986-1987 (nº 87-206 au catalogue).

Government expenditures on culture

Spending by Level of Government

In 1987-88, governments at all levels spent \$4.9 billion – or 1.6% of their budgets – on culture.

The federal government spent \$2.6 billion on culture, 2% of its total budget. In comparison the federal government devoted 12% of its budget to economic and regional development, 2% to education, and 1% to housing.

Provincial governments spent a total of \$1.4 billion on culture, or 1.2% of all their spending. This equalled one-quarter of their spending on transportation and communications, and one-twentieth of that on health or education.

Municipal governments spent \$0.9 billion on culture, 1.9% of their total budgets.

Spending by Type

Governments at all levels support culture through operating and capital expenditures on goods and services, and by providing grants and contributions to cultural industries, institutions, organizations and artists. Included in operating and capital expenditures are costs incurred in running cultural departments and agencies. Also included are the costs of constructing or expanding cultural facilities.

Operating and Capital Expenditures

Most of the federal government's culture budget goes toward operating and capital expenditures (see Figure I). In 1987-88, these expenditures amounted to \$2,230.6 million, up 5.3% from the preceding year. They made up 86% of the total federal budget for culture, with broadcasting, literary arts, and heritage activities benefitting the most. These activities accounted for \$2,034.7 million or 91% of the total federal operating and capital budget.

Provincial governments spent \$557.1 million on culture in operating and capital expenditures, an increase of 1% from 1986-87. These expenditures accounted for 39% of total provincial budget for culture. The cultural sectors that benefitted the most were heritage and broadcasting. These activities accounted for \$395.7 million, or 71%, of total provincial operating and capital allocations.

Dépenses publiques au titre de la culture

Dépenses par palier d'administration

En 1987-1988, les trois paliers d'administration dépensent \$4.9 milliards, ou 1.6 % de leurs budgets, au chapitre de la culture.

L'administration fédérale dépense \$2.6 milliards au titre de la culture, soit 2 % de son budget. Par contre, elle consacre 12 % de son budget au développement économique et régional, 2 % à l'éducation et 1 % au logement.

Les administrations provinciales dépensent un total de \$1.4 milliard au titre de la culture, ou 1.2 % de l'ensemble de leurs dépenses. Cette somme équivaut au quart de leurs dépenses au chapitre des transports et des communications et au vingtième de celles destinées à la santé ou à l'éducation.

Les administrations municipales consacrent \$0.9 milliard à la culture, soit 1.9 % des budgets municipaux.

Dépenses selon le genre

Les administrations des trois paliers financent le secteur culturel en allouant des dépenses de fonctionnement et de capital, relatives aux biens et services, et en accordant des subventions et des contributions aux activités, établissements et organismes culturels et aux artistes. Sont compris dans les dépenses de fonctionnement et de capital, les frais d'exploitation des ministères et organismes culturels. Sont aussi inclus les coûts de construction ou d'agrandissement des aménagements culturels.

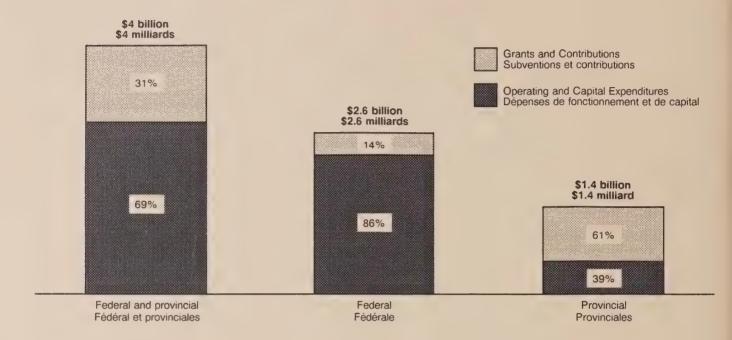
Dépenses de fonctionnement et de capital

La majeure partie du budget culturel de l'administration fédérale est destinée aux dépenses de fonctionnement et de capital (voir figure I). En 1987-1988, ces dépenses se chiffrent à \$2,230.6 millions, une hausse de 5.3 % par rapport à l'année précédente. Elles représentent 86 % du budget fédéral au chapitre de la culture, la radiodiffusion et la télédiffusion, la littérature et les ressources du patrimoine étant les principaux bénéficiaires. Ces activités représentent \$2,034.7 millions, ou 91 %, du budget fédéral de fonctionnement et des immobilisations.

Les administrations provinciales versent \$557.1 millions en dépenses de fonctionnement et de capital au titre de la culture, une hausse de 1 % en regard de 1986-1987. Ces dépenses représentent 39 % du budget culturel des administrations provinciales. Les secteurs culturels qui en profitent le plus sont le patrimoine et la radiodiffusion et la télédiffusion: ceux-ci représentent \$395.7 millions, ou 71 %, du total des allocations provinciales de fonctionnement et de capital.

Figure I
Federal and Provincial Government
Expenditures on Culture, by Type of Expenditure,

Figure I Dépenses des administrations fédérale et provinciales au titre de la culture, selon le genre de dépense, 1987-1988



Grants and Contributions

In 1987-88, the federal government provided \$376.1 million in grants and contributions to artists and organizations, up 14.4% from the previous year. These grants and contributions represented 14% of the total federal budget for culture. The principal beneficiaries were film and video, performing arts and the literary arts. These activities received \$205 million, or 55%, of the total federal grants budget.

Provincial governments gave a total of \$876.4 million in financial aid to artists, institutions and organizations, an increase of 3.5% over 1986-87. Grants and contributions represented 61% of the total provincial budget for culture. Libraries, performing arts and heritage benefitted the most from provincial financial support, receiving \$735.6 million, or 84%, of the total provincial grants budget.

Subventions et contributions

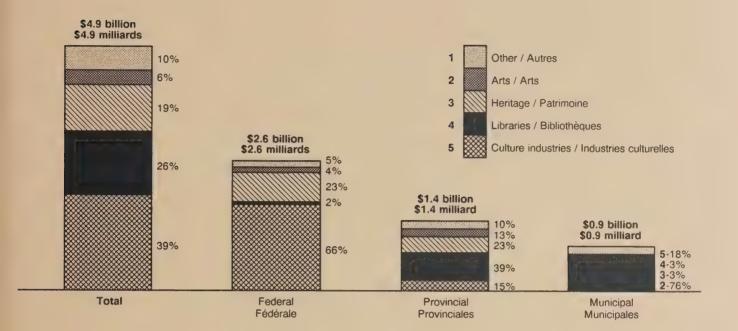
En 1987-1988, l'administration fédérale verse \$376.1 millions sous forme de subventions et de contributions aux artistes et aux organismes, une augmentation de 14.4 % par rapport à l'année précédente. Ces subventions et contributions représentent 14 % du budget fédéral au titre de la culture. Les principaux bénéficiaires sont le cinéma et la vidéo, les arts d'interprétation et la littérature, qui reçoivent \$205 millions, ou 55 %, du budget des subventions fédérales.

Les administrations provinciales donnent un total de \$876.4 millions en aide financière aux artistes, établissements et organismes, une hausse de 3.5 % en regard de 1986-1987. Les subventions et contributions représentent 61 % des budgets culturels provinciaux. Les bibliothèques, les arts d'interprétation et le patrimoine sont les activités qui profitent le plus de l'aide financière des provinces: ils reçoivent \$735.6 millions, ou 84 %, du budget des subventions provinciales.

Figure II

Government Expenditures
on Major Cultural Sectors, 1987-88

Figure II
Dépenses publiques dans les principaux secteurs culturels, 1987-1988



Spending by Cultural Sector³

The largest part of government spending on culture went to the cultural industries, followed by libraries, heritage and the arts (Figure II). The three levels of government spent their cultural budget quite differently. The federal government concentrated its spending on the cultural industries, provincial governments on libraries and heritage, and municipal governments on libraries only.

Provincial priorities varied. Quebec devoted a higher proportion of its total cultural budget to the cultural industries than any other province, while Saskatchewan spent a larger proportion of its budget on libraries, and Prince Edward Island on heritage.

Dépenses par secteur culturel³

La plus importante part des dépenses publiques au titre de la culture est consacrée aux industries culturelles, suivies par les bibliothèques, le patrimoine et les arts (figure II). Les trois paliers d'administration répartissent toutefois bien différemment leur budget culturel. L'administration fédérale alloue principalement ses dépenses aux industries culturelles, les administrations provinciales aux bibliothèques et au patrimoine et les administrations municipales aux bibliothèques.

Les priorités des provinces varient: ainsi, le Québec, par rapport aux autres provinces, est la province qui consacre la plus importante proportion de son budget culturel aux industries culturelles alors que la Saskatchewan consacre une plus importante part aux bibliothèques et l'Île-du-Prince-Édouard au patrimoine.

- (iii) Bibliothèques: bibliothèques nationales, publiques, scolaires, collégiales et universitaires.
- (iv) Arts: arts d'interprétation, enseignement des arts, arts visuels et artisanat et artistes.
- (v) Autres: multiculturalisme et activités multidisciplinaires.

³ In this bulletin government spending on culture has been distributed among five sectors as follows:

⁽i) Cultural industries: broadcasting, film and video, book and periodical publishing, and sound recording.

⁽ii) Heritage: museums, public archives, historic parks and sites, nature and provincial parks, and other heritage.

⁽iii) Libraries: national, public, school, university and college.

⁽iv) Arts: performing arts, arts education, visual arts and crafts, and artists.

⁽v) Other: multiculturalism and multidisciplinary activities.

³ Dans le présent bulletin, les dépenses publiques au titre de la culture sont distribuées entre les cinq secteurs suivants:

 ⁽i) Industries culturelles: radiodiffusion et télédiffusion, cinéma et vidéo, publication de livres et de périodiques et enregistrement sonore.

⁽ii) Patrimoine: musées, archives publiques, parcs et lieux historiques, parcs naturels et provinciaux et autres ressources du patrimoine.

Cultural Industries

In 1987-88, the cultural industries received \$1.9 billion or 39% of government funding for culture. The federal government contributed 89% of this total. The cultural industries' share of the total government cultural budget declined by two percentage points from 1984-85

Broadcasting

All levels of government spent a total of \$1.4 billion on broadcasting or nearly three-quarters of their total cultural budget. The federal government alone spent \$1.2 billion or 89% of this total, with the Canadian Broadcasting Corporation consuming almost all (97%) of this figure, spending in turn most of its budget in Quebec and Ontario. When Quebec's spending on Radio Québec and Ontario's spending on TV Ontario are combined with the CBC's figures in Quebec and Ontario, it is clear that the majority of broadcasting spending occurred in these two provinces.

Broadcasting's share of federal spending declined by five percentage points from 1984-85, while its share of provincial spending remained constant over the same period.

Adjusted for inflation, total government spending on broadcasting dropped by 6% from 1984-85.

Film and Video

The film and video sector received \$233.4 million from all levels of government. The federal government contributed \$202.9 million, or 87%, of this amount. Almost all (98%) federal support was funnelled through Telefilm Canada and the National Film Board of Canada. The Board contributed largely through operating and capital expenditures, while Telefilm Canada provided about \$110 million to producers of feature films and Canadian programming, up 43% from the previous year. Telefilm Canada's Broadcast Program Development and Feature Film funds stimulate film-making for television and theatrical release. In 1987-88, Telefilm Canada made financial commitments to a total of 324 such projects.4

Provincial governments also promote and support film production. Quebec, Ontario, Manitoba and Alberta operate film development programs. Most provinces maintain a film promotion office, with the objective of attracting Canadian and foreign film productions.

Industries culturelles

En 1987-1988, les industries culturelles reçoivent \$1.9 milliard, ou 39 %, du financement publique au chapitre de la culture. L'administration fédérale verse 89 % de ce total. La part des industries culturelles pour l'ensemble du budget culturel des administrations diminue de deux points par rapport à 1984-1985.

Radiodiffusion et télédiffusion

Les trois paliers d'administration dépensent un total de \$1.4 milliard pour la radiodiffusion et la télédiffusion, ou près des trois quarts de l'ensemble de leur budget culturel. L'administration fédérale à elle seule dépense \$1.2 milliard, ou 89 % de ce total avec la Société Radio-Canada qui en absorbe la presque totalité (97 %) des dépenses fédérales au chapitre de la radiodiffusion et la télédiffusion. La majorité de son budget est dépensée au Québec et en Ontario. En combinant les dépenses de la SRC au Québec et en Ontario, plus les dépenses du Québec sur Radio-Québec et celles de l'Ontario sur TV Ontario, il devient évident que la majorité des dépenses pour la radiodiffusion et la télédiffusion sont effectuées dans ces deux provinces.

La part de la radiodiffusion et de la télédiffusion dans les dépenses fédérales diminue de cinq points par rapport à 1984-1985, alors que sa part dans les dépenses provinciales demeure stable au cours de la même période.

Compte tenu de l'inflation, les dépenses publiques au titre de la radiodiffusion et de la télédiffusion diminuent de 6 % en regard de 1984-1985.

Cinéma et vidéo

Le secteur du cinéma et de la vidéo reçoit \$233.4 millions des trois paliers d'administration. L'administration fédérale verse \$202.9 millions, ou 87 %, de cette somme. La presque totalité (98 %) du soutien fédéral passe par Téléfilm Canada et l'Office national du film du Canada. L'Office contribue principalement par des dépenses de fonctionnement et de capital alors que Téléfilm Canada verse environ \$110 millions aux producteurs de longs métrages et d'émissions canadiennes, une hausse de 43 % par rapport à l'année précédente. Le Fonds de développement des émissions canadiennes de télévision et le Fonds de financement des longs métrages canadiens de Téléfilm Canada stimulent la production de films pour la télévision et pour la projection en salle. En 1987-1988, Téléfilm Canada a des engagements financiers envers 324 projets de ce genre4.

Les administrations provinciales font aussi la promotion de la production cinématographique et lui accordent un soutien financier. Le Québec, l'Ontario, le Manitoba et l'Alberta ont des programmes d'aide au développement de la production cinématographique. La plupart des provinces ont un bureau de promotion, qui a pour objectif d'encourager la production de films canadiens et étrangers.

⁴ Source: Annual Report, Telefilm Canada, 1987-88.

⁴ Source: Rapport annuel, Téléfilm Canada, 1987-88.

Three-fifths of all government spending on film and video occurred in Quebec largely because the head offices of Telefilm Canada and the National Film Board are located in Montreal

The share of film and video in the total federal cultural budget was up two percentage points from 1984-85, whereas the share of this activity almost doubled in the provincial budget.

The Capital Cost Allowance (CCA) for feature films is another way the federal government assists the Canadian film industry. Tax expenditures estimated at up to \$40 million per year resulted from this allowance.⁵

Publishing

In Canada, government has been providing financial assistance to publishers since the seventies. Grants to publishers began in 1972 with the Canada Council's program for "culturally significant" published materials. The federal government now provides support to the publishing industry through a number of programs, such as Communication Canada's Book Publishing Industry Development Program. This program encourages increased self sufficiency and economic viability within the Canadian-owned book publishing industry. The provinces also support the book publishing industry, through such initiatives as Quebec's regulations that its public institutions buy books through accredited book stores, and Ontario's emphasis on Canadian books in public schools.

Governments spent a total of \$303 million on publishing, 94% of which was provided by the federal government. Of this figure, about \$83 million was given to the book publishing industry and about \$220 million to the magazine and newspaper industries.

Although not providing financial aid directly, the postal rate subsidy was the main source of government support for this industry. This subsidy (\$252 million) was given to support reduced postal rates for books, periodicals and newspapers. Canadian-based periodicals and newspapers benefitted most from the subsidy. About \$60 million went to book publishers.

In 1987-88, total revenues from book sales published in Canada amounted to \$476 million. Canadian-controlled publishers accounted for \$279 million or 59% of this total. Although these publishers publish the largest number of books written by Canadians, foreign-controlled publishers receive most of the profit from the sale of Canadian literary works.

Les trois cinquièmes des dépenses publiques allouées au cinéma et à la vidéo sont faites au Québec, principalement parce que les sièges sociaux de Téléfilm Canada et de l'Office national du film sont situés à Montréal.

La part du cinéma et de la vidéo dans le budget culturel fédéral augmente de deux points par rapport à 1984-1985 alors que la part de cette activité double presque dans les budgets provinciaux.

La déduction pour amortissement (DPA) des longs métrages est un autre moyen utilisé par l'administration fédérale pour encourager l'industrie cinématographique canadienne. Des dépenses fiscales estimées à environ \$40 millions par année découlent de cette déduction⁵.

Édition

Au Canada, les administrations publiques accordent une aide financière aux éditeurs depuis les années 70. Les subventions aux éditeurs ont commencé en 1972 dans le cadre du programme du Conseil des arts du Canada pour les publications "significatives sur le plan L'administration fédérale soutient actuellement l'édition grâce à un certain nombre de programmes, comme le Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition de Communications Canada. Ce programme encourage une auto-suffisance et une viabilité économique accrues au sein des maisons d'édition appartenant à des intérêts canadiens. Les provinces accordent aussi un soutien financier à l'édition par l'intermédiaire d'initiatives: par exemple, au Québec, les règlements prévoient que les établissements publics doivent acheter leurs livres dans des librairies accréditées et. en Ontario, on insiste sur l'achat de livres canadiens pour les écoles publiques.

Les administrations consacrent un total de \$303 millions à l'édition, l'administration fédérale comptant pour 94 %. De cette somme, environ \$83 millions sont alloués aux livres et environ \$220 millions aux magazines et aux journaux.

Même s'il ne s'agit pas d'une aide financière directe, la subvention des tarifs postaux est la principale source d'aide gouvernementale à ce secteur. La subvention (\$252 millions) a été accordée afin de permettre une réduction des tarifs postaux pour les livres, les périodiques et les journaux. Les périodiques et les journaux établis au Canada sont ceux qui ont le plus profité de cette subvention. Environ \$60 millions étaient destinés aux éditeurs de livres.

En 1987-1988, les recettes totales tirées de la vente de livres publiés au Canada s'élèvent à \$476 millions. Les maisons d'édition dont le contrôle est canadien comptent pour \$279 millions, ou 59 %, du total. Bien que ces éditeurs publient le plus grand nombre d'auteurs canadiens, ce sont les maisons dont le contrôle est étranger qui retirent les plus grands profits de la vente d'ouvrages littéraires canadiens.

⁵ A study team report to the Task Force on Program Review, Culture and Communications, p. 373.

⁵ Rapport d'une équipe de recherche au Groupe de travail sur l'évaluation des programmes, Culture et Communications, p. 373.

Canadian periodical publishers earned a total of \$774 million in 1987-88, with advertising revenue accounting for \$484 million. Periodicals benefit from tax laws that allow Canadian advertisers to deduct the cost of advertising in Canadian publications.

Over the 1984-85 to 1987-88 period, although overall government spending on the publishing sector grew by 16%, its share of the government cultural budget remained almost constant. Spending on this field ranged from a low of \$0.62 per capita in New Brunswick to a high of \$3.21 in Manitoba.

Sound Recording

In 1987-88, the federal government provided about \$5 million to the recording industry, through the Sound Recording Development Program, established in 1986.

Provincial governments also support this industry. Québec's Société de développement des industries de la culture et des communications grants low-interest loans to record companies in the province. Provincial support to the recording industry amounted to \$2.3 million, with Quebec accounting for 92% of the total.

Heritage

Government involvement in heritage has a long history. In recent times, heritage has seen increases in funding, programs or services. Federal and provincial governments have provided significant funding for the restoration or construction of new facilities such as the National Gallery of Canada and the Musée de la Civilisation.

Public spending on heritage ranked third among the major arts and culture sectors, following the culture industries and libraries. In 1987-88, governments at all levels spent almost \$1 billion on heritage. Most of this money was spent by departments on their own activities, with grants and contributions accounting for only 13% of spending.

The federal government contributed nearly twothirds to the overall government budget for heritage. Both the federal and provincial governments devoted 23% of their total cultural budget to heritage.

From province to province contributions to heritage varied widely. Prince Edward Island, for example, devoted two dollars in five of its cultural budget to heritage, whereas Quebec spent one dollar in six in this area. On the other hand, Prince Edward Island's spending on heritage represented less than 1% of the total heritage spending by all provinces, whereas Quebec's contributions amounted to one-quarter of the total.

Les éditeurs de périodiques canadiens touchent un total de \$774 millions en 1987-1988, ce qui comprend des recettes publicitaires de \$484 millions. Les périodiques profitent de lois fiscales qui permettent aux annonceurs Canadiens de déduire les coûts de la publicité parue dans des publications canadiennes.

Au cours de la période de 1984-1985 à 1987-1988, même si les dépenses publiques globales destinées au secteur de l'édition augmentent de 16 %, la part des budgets culturels des administrations qui lui est consacrée demeure relativement stable. Les dépenses de ce secteur vont d'un niveau très bas de \$0.62 par habitant au Nouveau-Brunswick à un sommet de \$3.21 au Manitoba.

Enregistrement sonore

En 1987-1988, l'administration fédérale consacre environ \$5 millions à l'enregistrement sonore par l'intermédiaire du Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore, créé en 1986.

Les administrations provinciales soutiennent aussi ce secteur. La Société de développement des industries de la culture et des communications du Québec accorde des prêts à faible taux d'intérêt aux maisons de disques de la province. Le soutien des provinces à l'enregistrement sonore se chiffre à \$2.3 millions, le Québec comptant pour 92 % du total.

Patrimoine

Les administrations publiques s'intéressent au patrimoine depuis très longtemps. Plus récemment, on a observé un accroissement du financement, des programmes et des services dans ce secteur. Les administrations fédérale et provinciales ont accordé un important financement à la restauration ou à la construction de nouveaux aménagements comme le Musée des beaux-arts du Canada et le Musée de la civilisation.

Les dépenses publiques au titre du patrimoine se classent au troisième rang des principaux secteurs artistiques et culturels, après les industries culturelles et les bibliothèques. En 1987- 1988, les trois paliers d'administration dépensent près de \$1 milliard au chapitre du patrimoine. La plus grande partie de cette somme est dépensée par les ministères pour leurs activités, les subventions et les contributions représentant uniquement 13 % de leurs dépenses.

L'administration fédérale contribue pour près des deux tiers de l'ensemble des budgets publics au titre du patrimoine. Tant l'administration fédérale que les administrations provinciales consacrent 23 % de leur budget culturel au patrimoine.

D'une province à l'autre, les contributions au patrimoine varient énormément. L'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, verse au patrimoine deux dollars sur cinq de son budget culturel alors que le Québec alloue à ce secteur un dollar sur six. Par contre, les dépenses de l'Île-du-Prince-Édouard au chapitre du patrimoine représentent moins de 1 % des dépenses totales consacrées au patrimoine par les provinces alors que les contributions du Québec s'élèvent au quart du total.

Although the total government spending on heritage was up 23% between 1984-85 and 1987-88, the share of this activity in the total cultural budget remained fairly constant over the same period.

Libraries

Libraries are important cultural institutions, involved in education and in maintaining cultural records for researchers and the public. Included under the heading "libraries" are national, public, university and college, and school libraries.

In 1987-88, libraries received \$1.3 billion⁶ or about one-quarter of total government spending on culture. Municipalities provided over one-half (53%) of this total, devoting three-quarters of their cultural budget to libraries. Provincial governments contributed more than two-fifths (44%) to the total. Ontario reported the highest share (38%) of the government budget for libraries, largely because there are substantially more libraries in Ontario than in any other province.

Arts

Many arts activities require public support to survive. Government funding fills the gap between costs and revenues for these less lucrative activities. For example, in 1987, Canada's 317 professional performing arts companies received just over one-third of their operating incomes from government grants.⁷ In the same year, these publicly supported performing arts companies sold about 13 million tickets.

The three levels of government also manage and maintain many arts organizations and institutions. For example, the federal government manages the National Arts Centre. Provincial and municipal governments too involve themselves in performing arts facilities, such as the Confederation Centre in Prince Edward Island and Place des Arts in Quebec.

In 1987-88, public spending on the arts amounted to just over \$300 million, about 6% of the total government cultural budget. The performing arts accounted for \$226 million or nearly three-quarters of all spending on the arts.

The federal government provided 60% of its performing arts budget to performing arts facilities and organizations in grants and contributions, whereas 85% of provincial support was in this form. On a per capita basis, the provincial spending showed considerable variation (Figure III). The highest per capita spending occurred in Prince Edward Island and Ontario. Saskatchewan, New Brunswick, Nova Scotia and Manitoba fell below the national average.

6 Includes transfers of about \$0.2 billion from provincial governments to municipal governments.

7 Source: Performing Arts Survey, 1987, Culture Statistics Programme, Statistics Canada. Même si les dépenses publiques totales au titre du patrimoine augmentent de 23 % entre 1984-1985 et 1987-1988, la part de cette activité dans le budget culturel demeure relativement stable au cours de la même période.

Bibliothèques

Les bibliothèques sont d'importantes institutions culturelles qui participent à l'éducation et au maintien de dossiers culturels pour les chercheurs et le public. Sont incluses dans la rubrique "bibliothèques", les bibliothèques nationales, publiques, universitaires, collégiales et scolaires.

En 1987-1988, les bibliothèques reçoivent \$1.3 milliard⁶, ou environ le quart des dépenses publiques au titre de la culture. Les municipalités versent plus de la moitié (53 %) de cette somme, consacrant les trois quarts de leur budget culturel aux bibliothèques. Les administrations provinciales contribuent pour plus de deux cinquièmes (44 %) du total. L'Ontario déclare la plus importante part (38 %) du budget public consacré aux bibliothèques, en raison principalement du nombre considérablement plus élevé de bibliothèques dans cette province.

Arts

Bon nombre d'activités artistiques nécessitent un soutien public pour survivre. Le financement public comble le fossé entre les coûts et les recettes pour ces activités moins lucratives. Par exemple, en 1987, les 317 compagnies professionnelles d'arts d'interprétation tirent un peu plus du tiers de leurs revenus de fonctionnement de subventions gouvernementales? La même année, ces compagnies d'arts d'interprétation ayant un soutien public vendent environ 13 millions de billets.

Les trois paliers d'administration dirigent et maintiennent bon nombre d'organismes et d'établissements. Par exemple, l'administration fédérale dirige le Centre national des arts. Les administrations provinciales et municipales participent également aux aménagements servant aux arts d'interprétation, comme le Centre des arts de la Confédération à l'Île-du-Prince-Édouard et la Place des arts au Québec.

En 1987-1988, les dépenses publiques au titre des arts s'élèvent à un peu plus de \$300 millions, ou 6 % du budget culturel des administrations publiques. Les arts d'interprétation représentent \$226 millions, ou près des trois quarts, de l'ensemble des dépenses dans le domaine des arts.

L'administration fédérale alloue 60 % de son budget au titre des arts d'interprétation en subventions et en contributions aux organismes et aux aménagements servant aux arts d'interprétation; 85 % du soutien des provinces est versé sous cette forme. Si l'on considère les dépenses par habitant, celles-ci varient grandement d'une province à l'autre (figure III). Les plus importantes dépenses par habitant se retrouvent à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario. La Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et le Manitoba ont des moyennes en-dessous de la moyenne nationale.

⁶ Comprend des transferts d'environ \$0.2 milliard des administrations provinciales aux administrations municipales.

⁷ Source: Enquête sur les arts d'interprétation, 1987, Programme de la statistique culturelle, Statistique Canada.

Figure III
Per Capita Government Expenditures
on Performing Arts, by Province, 1987-88

\$ per capita
\$ par habitant

Figure III

Dépenses publiques par habitant au titre
des arts d'interprétation, selon la province, 1987-1988



Additional Information

Detailed data on government expenditures on culture in Canada, 1987-88, will be published in the near future in the publication: Culture Statistics, Government Expenditures on Culture in Canada, 1987-88, Catalogue No. 87-206, Statistics Canada.

For further information regarding the data in this bulletin, or for supplementary details, contact:

N. Verma Manager, Government Expenditures Surveys Education, Culture and Tourism Division Statistics Canada Ottawa, Ontario KIA OT6 (613) 951-6863

Renseignements supplémentaires

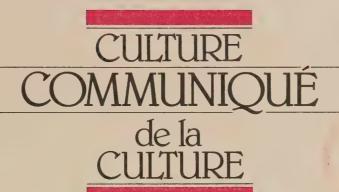
Des données détaillées sur les dépenses publiques au titre de la culture, 1987-1988, seront publiées dans un avenir rapproché dans la publication Statistiques de la culture. Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1987-1988, nº 87-206 au catalogue, Statistique Canada.

Pour plus de renseignements sur les données figurant au présent bulletin, ou pour des renseignements supplémentaires, communiquer avec:

N. Verma
Gestionnaire, enquêtes sur les dépenses publiques
Division de l'éducation, de la culture et du tourisme
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
(613) 951-6863

Lacking Vol. 13, nos. 2-4





SERVICE BULLETIN/BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$49.00 annually United States: US\$5.90 per issue, US\$59.00 annually Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$69.00 annually

To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Vol. 14, No. 1

Specialization: A Characteristic of Book Publishing

Highlights

- In 1988-89, 98% of the publishers had more than 50% of their total sales of own titles in a specific category: the majority of Canadian-controlled firms specialized in tradebooks, foreign-controlled firms were more interested in textbooks.
- Canadian-controlled publishers specializing in professional and technical titles accounted for 70% of the total sales in this category.
- Textbook specialists reported the highest before tax profit at 12% of their revenues.

Introduction

Sales in Canada by publishers and exclusive agents totalled \$1,115 million in 1988-89. Publishers reported total sales of \$966 million with \$517 million from the publication of own titles and \$449 million from exclusive agent activity.

It is estimated that the sales of own titles reported by publishers to the Survey of Book Publishers and Exclusive Agents account for close to 99% of sales of titles published in Canada. The survey data form the basis of the present study.

February 1991

Prix : Canada : 4,90 \$ l'exemplaire, 49 \$ par année États-Unis : 5,90 \$ US l'exemplaire, 59 \$ US par année Autres pays : 6,90 \$ US l'exemplaire, 69 \$ US par année

Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer notre numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol. 14, nº 1

La spécialisation: une caractéristique de l'édition du livre

Faits Saillants

- En 1988-1989, pour 98% des éditeurs, leurs propres ouvrages dans une catégorie spécifique comptaient pour plus de 50% de leurs ventes totales: chez la majorité des éditeurs sous contrôle canadien, la plus grande part des recettes de ventes venait de la littérature générale, chez les éditeurs sous contrôle étranger la catégorie la plus importante était celle du manuel scolaire.
- Les maisons d'édition sous contrôle canadien se spécialisant dans l'ouvrage professionnel et technique ont obtenu 70% des ventes totales de cette catégorie.
- Les spécialistes du manuel scolaire ont déclaré le plus grand profit avant impôts, soit 12% de leurs revenus.

Introduction

Les ventes totales, au Canada, des éditeurs et des diffuseurs exclusifs ont atteint le chiffre de \$1,115 millions en 1988-1989. Les éditeurs ont, pour leur part, déclaré des ventes totales de \$966 millions dont \$517 millions de propres ouvrages et \$449 millions en diffusion exclusive.

On estime que les ventes de propres ouvrages déclarées par les éditeurs à l'Enquête auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres, représentent près de 99% des ventes d'ouvrages publiés au Canada. Ce sont les données provenant de cette enquête qui forment la base de l'étude qui suit.

Février 1991

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

-2209-506 ISSN 0822-6016

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisee sous réserve d'indication de la source Statistique Canada



Statistics Canada

Statistique Canada

Education, Culture and Tourism Division

Division de l'éducation, de la culture et du tourisme



General Characteristics of Publishers

The 1988-89 figures on a number of characteristics of publishers in Canada may be found in the publication *Book Publishing* (No. 87-210). This publication includes data on:

- language of publisher: the 205 English-language publishers (29 of which are foreign-controlled), published 5,560 titles and reported sales in Canada of \$789 million; the 102 French-language firms published 1,990 titles and earned \$177 million in revenue from sales:
- origin of control: Canadian-controlled publishers accounted for 48% of sales in Canada and showed profits of 6.3% of their revenues from publishing and distribution:
- size: firms with revenues over \$5 million accounted for over 83% of sales in Canada; those with incomes between \$50,000 and \$200,000 accounted for less than 1% of total sales in Canada;
- geographic location: the 127 firms operating in Ontario published 4,730 titles (close to 63% of the Canadian total) and reported total sales of \$706 million (73% of the Canadian total); 104 Quebec publishers accounted for 23% of sales in Canada; and the 26 publishers in British Columbia accounted for 1% of total sales by publishers in Canada;
- category of titles: although nearly three times as many tradebooks (4,612) as textbooks (1,554) were published, sales in Canada of textbooks exceeded sales of tradebooks by 60% (Figures 1 and 2).

However, this publication does not contains information on specialization within a certain category of titles.

Specialization

For the purposes of this study, a company is defined as a specialist if more than 50% of its total sales of own titles comes from one of the following categories: textbooks, tradebooks, scholarly books, professional and technical titles, and general reference. Using 50% as the specialization threshold allows more detailed analysis; this 50% figure reduces the number of publishers excluded and minimizes the impact of annual migration from one specialty to another. Tests conducted using between 60% and 80% show that, even with 80% as a threshold, 85% of publishers are classified as specialists. Due to the small size of our universe, assigning 15% of companies to the nonspecialist group has an impact on the numbers of some types of publishers and restricts the possibilities for analysis. Furthermore, as the percentage rises, the comparative study of two years indicates greater migration between specialist and non-specialist from one year to another.

Caractéristiques générales des maisons d'éditions

Les chiffres de 1988-1989 sur plusieurs caractéristiques des éditeurs au Canada se retrouvent dans la publication l'Édition du livre (nº 87-210 au catalogue). On y retrouve entre autres des données basées sur

- la langue de l'éditeur: les entreprises de langue anglaise, 205 éditeurs dont 29 sous contrôle étranger, éditent 5,560 ouvrages et déclarent des ventes au Canada de \$789 millions; les 102 maisons de langue française éditent 1,990 ouvrages et ont des recettes de ventes de \$177 millions:
- l'origine du contrôle: les éditeurs sous contrôle canadien obtiennent 48% des ventes au Canada et un profit équivalant à 6.3% des revenus d'édition et de diffusion;
- la taille: les entreprises ayant des revenus de plus de \$5 millions comptent pour plus de 83% des ventes au Canada; celles ayant des revenus de \$50,000 à \$200,000 obtiennent moins de 1% des ventes totales au Canada;
- la situation géographique: les 127 entreprises établies en Ontario ont édité 4,730 ouvrages, soit près de 63% du total canadien, et déclarées des ventes totales de \$706 millions, soit 73% du total canadien; du Québec, 104 éditeurs s'attribuent 23% des ventes au Canada; les 26 éditeurs de la Colombie-Britannique comptent pour 1% des ventes totales des éditeurs au Canada.
- les catégories d'ouvrages: alors qu'on publie près de trois fois plus d'ouvrages de littérature générale que de manuels scolaires (4,612 contre 1,554) les ventes, au Canada, de manuels scolaires dépassent de 60% celles d'ouvrages de littérature générale (figures 1 et 2).

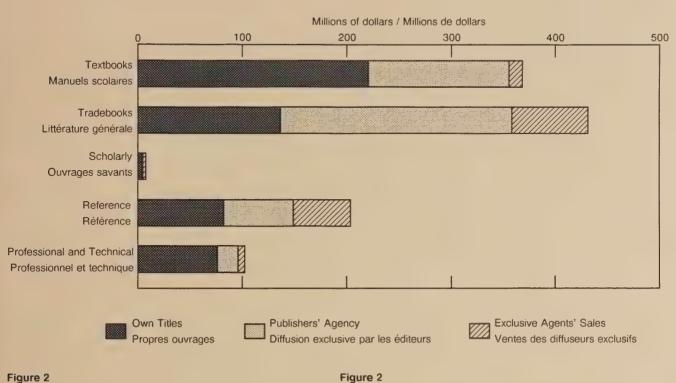
Cependant, on n'y trouve pas de renseignements sur la spécialisation à l'intérieur d'une catégorie d'ouvrages.

La spécialisation

Aux fins de la présente étude, nous dirons qu'une entreprise est spécialisée si plus de 50% de ses ventes totales de propres ouvrages provient d'une des catégories retenues soit le manuel scolaire, la littérature générale, le livre savant, l'ouvrage professionnel et technique et celui de référence. Même si, comme nous le verrons, l'industrie de l'édition du livre se spécialise beaucoup, une spécialisation à 50% permet une étude plus détaillée en reduisant le nombre d'exclus et en minimisant les migrations annuelles entre spécialisations. Des tests faits entre 60 et 80 pour cent montrent que, même à ce dernier niveau, 85% des éditeurs se retrouvent à l'intérieur d'une spécialisation. Mais vu la petitesse de notre univers, l'attribution de 15% des entreprises au groupe des non-spécialisés touche particulièrement certains types d'éditeurs et restreint les possibilités d'analyse. De plus, à mesure qu'augmente le pourcentage, l'étude comparative de deux années montre une migration importante entre spécialistes et non-spécialistes d'une année à l'autre.

Total Sales in Canada, by Commercial Category, of Own and Exclusive Agency Titles. 1988-89

Ventes totales au Canada, selon la catégorie commerciale, de propres ouvrages et d'ouvrages diffusés en exclusivité. 1988-89

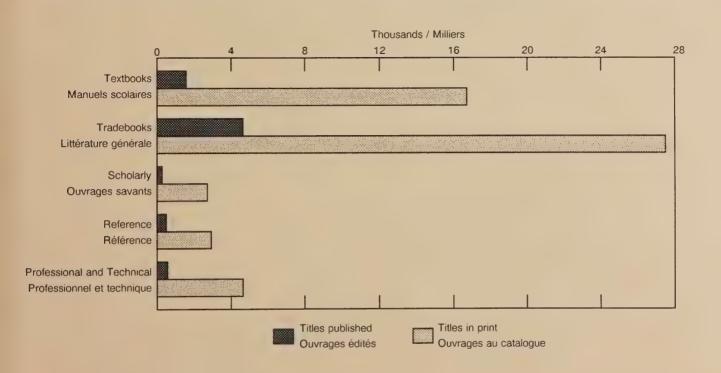


Tigure 2

Titles Published and In Print, by Commercial Category, 1988-89

igure 2

Ouvrages édités et au catalogue, selon la catégorie commerciale, 1988-89



Distribution and Extent of Specialization

Only seven of the 307 publishers who took part in the 1988-89 survey do not fall within one of the five specialties considered (textbooks, tradebooks, scholarly books, general reference and professional and technical titles).

More than 50% of publishers fall within the tradebook category. This specialty is practised mainly by Canadian-controlled publishers (54% compared to 21% in the textbook specialty). Foreign-controlled publishers are far more involved in publishing textbooks (56% are textbook specialists, less than 30% specialize in tradebooks). Scholarly books is the only specialty practised exclusively by Canadian-controlled publishers (5% of them). All the non-specialists are Canadian-controlled. This group is made up of a number of university presses and a few commercial publishers (Figure 3).

The degree of specialization of these publishers is high. Calculation of the percentage of their total sales attributable to their sales of titles in the specialty produces results which range between 98% for tradebooks and 89% for general reference titles. Comparative figures for 1987-88 are of the same order.

Sales

Considering overall sales in Canada by publishers and exclusive agents, what proportion of the market is held by specialist publishers?

La répartition et l'importance

Seulement sept des 307 éditeurs ayant participé à l'enquête de 1988-1989 ne se sont pas retrouvés à l'intérieur de l'une des cinq spécialités retenues: le manuel scolaire, la littérature générale, le livre savant, l'ouvrage de référence et le professionnel et technique.

C'est dans la littérature générale que se retrouvent plus de 50% des éditeurs. Mais cette spécialité intéresse surtout les éditeurs sous contrôle canadien: 54% d'entre-eux s'y retrouvent contre 21% dans le manuel scolaire. Les éditeurs sous contrôle étranger s'intéressent beaucoup plus à l'édition scolaire, 56% s'y spécialisant contre moins de 30% oeuvrant dans la littérature générale. Une seule spécialité est entièrement occupée par les éditeurs sous contrôle canadien soit le livre savant où 5% d'entre-eux publient. Les non-spécialistes sont tous sous contrôle canadien. Dans ce groupe on retrouve quelques presses universitaires et un petit nombre d'éditeurs commerciaux (figure 3).

Le degré de spécialisation de ces éditeurs est important. En calculant, en pourcentage de leurs ventes totales, la part attribuable à leurs ventes d'ouvrages du domaine de spécialisation, on voit quelle varie entre 98% pour la littérature générale et 89% pour l'ouvrage de référence. Les chiffres comparatifs pour 1987-1988 sont du même ordre.

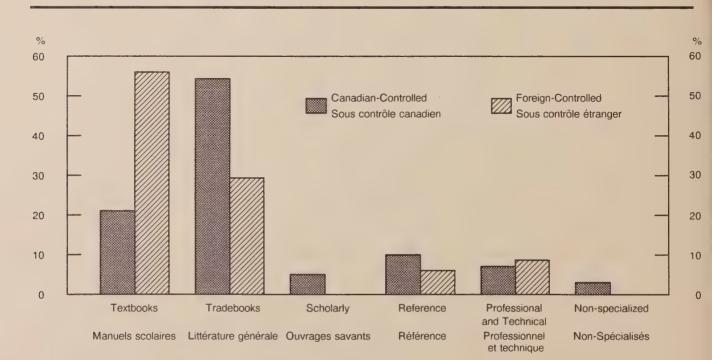
Les ventes

Figure 3

Si on regarde l'ensemble des ventes au Canada des maisons d'édition et des diffuseurs exclusifs, jusqu'à quel point les éditeurs spécialisés occupent-ils ce marché?

Distribution of Canadian- and ForeignControlled Publishers in Specialties, 1988-89

Répartition des éditeurs sous contrôle canadien et étranger dans les spécialités, 1988-89



In all areas except the publication of scholarly books, specialists accounted for more than 85% of sales of own titles, and as high as 98% for sales of professional and technical titles (Figure 4). If total sales of own and exclusive agency titles are considered, only textbooks and professional and technical titles had revenues accounting for 85% or more of the sales in their respective category. The only specialty in which Canadian-controlled publishers penetrate the market significantly is that of professional and technical titles, where they accounted for over 80% of sales of own titles, 40% of sales as exclusive agents and 70% of total sales in the specialty (Figure 5).

At the other end of the scale, scholarly books specialist publishers all of them Canadian-controlled earned a mere 16% of sales. Non-specialist publishers, which include a number of university presses, accounted for almost as large a proportion (14%) of sales of scholarly books. In 1988-89, tradebook publishers (22%) and exclusive agents (30%) accounted for the largest proportion of sales in the scholarly specialty.

Dans tous les domaines, sauf l'édition savante, ils comptent pour plus de 85% des ventes de propres ouvrages, ce pourcentage atteignant 98% pour l'ouvrage professionnel et technique (figure 4). En considérant les ventes totales, soit des propres ouvrages et de ceux diffusés en exclusivité, seuls le manuel scolaire et l'ouvrage professionnel et technique se démarquent avec des recettes comptant pour 85% ou plus des ventes de leur catégorie respective. La seule spécialisation où les éditeurs sous contrôle canadien percent réellement est celle de l'ouvrage professionnel et technique. Ici, ils occupent plus de 80% des ventes de propres ouvrages, 40% des ventes en diffusion et 70% du total des ventes dans cette spécialité (figure 5).

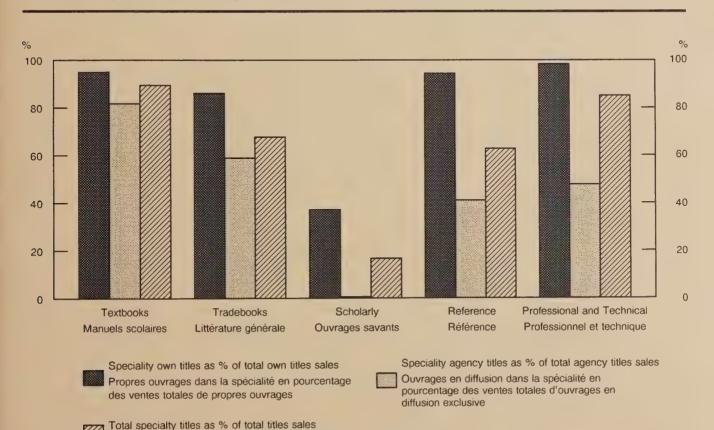
A l'autre extrême, dans l'édition savante, les éditeurs spécialisés qui sont tous sous contrôle canadien n'obtiennent que 16% des ventes dans ce domaine. Les éditeurs non spécialisés, qui comptent quelques presses universitaires dans leur groupe, s'adjuge une part presqu'aussi grande avec 14% des ventes de livres savants. Mais ce sont les éditeurs de littérature générale et les diffuseurs exclusifs qui s'adjugent la plus grande part des ventes dans ce domaine en 1988-1989, soit 22% et 30% respectivement.

Figure 4

Specialized Publishers' Sales Share of the Corresponding Commercial Category, 1988-89

Figure 4

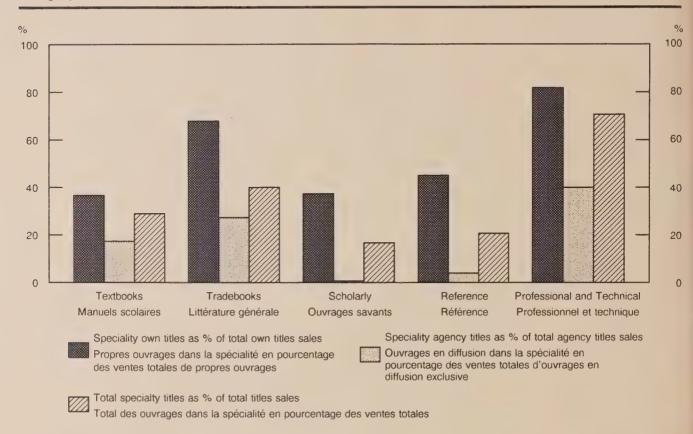
Part des ventes des éditeurs spécialisés de la catégorie commerciale correspondante, 1988-89



Total des ouvrages dans la spécialité en pourcentage des ventes totales

Canadian-controlled Specialized Publishers' Sales Share of the Corresponding Commercial Category, 1988-89

Part des ventes des éditeurs spécialisés, sous contrôle canadien, de la catégorie commerciale correspondante. 1988-89



Titles Published

Specialization and concentration in the publication of titles parallels the situation observed for sales.

Among all specialists (categories established on the basis of sales as defined above), the titles in their area of specialization accounted for over 80% of total production. In 1988-89, publishers specializing in professional and technical titles published 97% of the titles published in this category. For the other categories, production concentration ranged between 83% and 91%, with the exception – paralleling the situation for sales – of specialists in scholarly books, who published only 45% of the titles published in the specialty. The same trends are observed in the number of titles in print (Figure 6).

The pattern established by Canadian-controlled firms regarding share of titles published and in print is, generally speaking, comparable to the sales picture. Here again, figures are high for professional and technical titles and tradebooks (Figure 7).

Les ouvrages édités

La spécialisation et la concentration existent dans l'édition d'ouvrages à des niveaux similaires à ceux constatés pour les ventes.

Par exemple, chez tous les spécialistes (catégories déterminées selon les ventes comme défini plus haut) les ouvrages dans leur domaine de spécialisation comptaient pour plus de 80% de leur production totale. Les éditeurs spécialisés dans l'ouvrage professionnel et technique ont édité 97% des ouvrages de cette catégorie en 1988-1989. Dans les autres secteurs, la concentration de la production se situe entre 83% et 91% à l'exception, comme dans les ventes, des spécialistes du livre savant qui n'éditent que 45% des ouvrages de leur spécialité. Les mêmes tendances s'observent dans le nombre d'ouvrages au catalogue (figure 6).

L'image projetée par les entreprises sous contrôle canadien lorsqu'on regarde leur part des ouvrages édités et au catalogue reflète généralement celles des ventes. Les catégories où leur importance est marquée demeurent le professionnel et technique et la littérature générale (figure 7).

Specialized Publishers' Share of the Titles Published and In Print in the Corresponding Commercial Category, 1988-89

Part des éditeurs spécialisés des ouvrages édités et au catalogue dans la catégorie commerciale correspondante. 1988-89

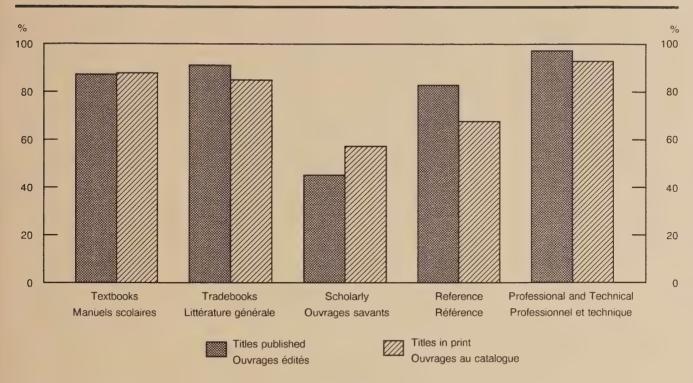
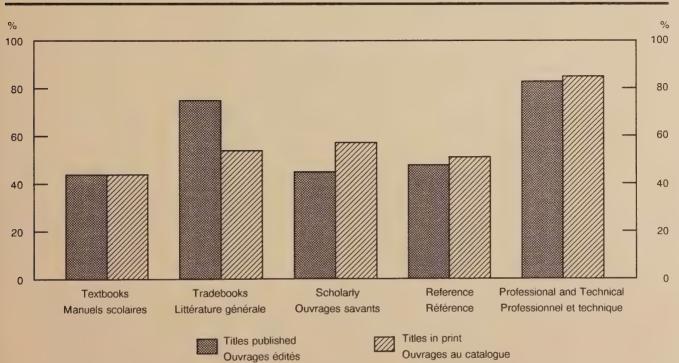


Figure 7 Figure 7

Canadian-controlled Publishers' Share of the Titles Published and In Print in the Corresponding Commercial Category, 1988-89

Part des éditeurs spécialisés sous contrôle canadien, des ouvrages édités et au catalogue dans la catégorie commerciale correspondante, 1988-89



Profitability

Considering the fact that the legal status of most publishers is defined as "for profit", are the various specialties equally profitable?

Figure 8 shows that all specialties, with the exception of scholarly books, were profitable for 1988-89. It appears that there are two groups, one made of specialist publishers with profits of approximately 5% and another, composed of the textbook specialists and the non-specialists, with profits close to 10%. Text tables 1 and 2, which give the mean profitability of the two largest groups of specialists, show that the profit margin varies considerably by the language of the specialist. In the textbook category, French-language companies earned profits close to 70% higher than those of their English-language colleagues. tradebook specialty, the difference is over 60%. This greater profitability is perhaps due to the lesser proportion of revenue assigned by French-language publishers to operating costs and the higher proportion of revenue attributable to grants.

La rentabilité

La plupart des maisons d'édition étant à but lucratif, estce que les différentes spécialisations sont également rentables?

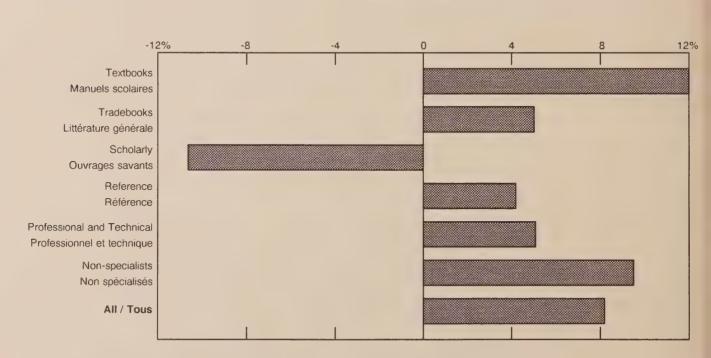
D'après la figure 8 toutes les spécialités, à l'exception de l'ouvrage savant, ont démontrés un bilan positif. En 1988-1989, il semble y avoir deux groupes de spécialités profitables, celui tournant autour du cinq pour cent et l'autre proche du 10% où se retrouvent le manuel scolaire en compagnie des non-spécialistes! Mais comme on peut le voir aux tableaux explicatifs 1 et 2, où on présente la rentabilité movenne des deux plus importants groupes de spécialistes, la marge de profit varie beaucoup selon la langue du spécialiste. Dans le manuel scolaire, les entreprises de langue française montre un profit de près de 70% supérieur à celui de leur collègues de langue anglaise. Dans la spécialité de la littérature générale cette différence est de plus de 60%. Cette meilleure rentabilité s'explique peut-être par la proportion moindre des recettes dévolue par les éditeurs de langue française au frais d'exploitation et par la part plus grande des recettes attribuables aux subventions.

Figure 8

Profitability of the Publishers, by Specialty, 1988-89

Figure 8

Rentabilité des maisons d'édition, selon la spécialité, 1988-89



Text Table 1

Average Profitability of Textbooks Specialists (in percentage of revenues), 1988-89

Tableau explicatif 1

Rentabilité moyenne des spécialistes du manuel scolaire (en pourcentage des recettes), 1988-89

	Elementary-secondary specialists Spécialistes du primaire-secondaire			Post-secondary specialists		All textbooks specialists		
			Spécialistes du postsecondaire		Tous les spécialistes du manuel scolaire			
	English language firms	French language firms	English language firms	French language firms	English language firms	French language firms		
	Entreprises de langue anglaise	Entreprises de langue française	Entreprises de langue anglaise	Entreprises de langue française	Entreprises de langue anglaise	Entreprises de langue française	Total	
	percent of revenues – pourcentage des recettes					s		
Revenues - Recettes Sales of own titles - Ventes de propres ouvrages Sales of agency titles - Ventes	46.0	77.4	32.2	83.3	45.3	77.8	52.9	
d'ouvrages en diffusion exclusive Grants – Subventions	. 52.1 0.8	18.8 2.4	67.0 0.6	2.6 12.6	53.0 0.8	17.6	44.7	
Other – Autres Total – Totales	1.0 100.0	1.3 100.0	0.6 0.2 100.0	1.4 100.0	1.0 100.0	3.2 1.3 100.0	1.4 1.1 100.0	
Expenses – Dépenses Cost of titles – Coût des ouvrages Royalties – Droits d'auteur Operating expenses – Frais d'exploitation	45.3 4.6 39.2	40.4 9.6 31.8	53.1 2.6 42.4	45.9 9.6 37.1	45.8 4.5 39.4	40.9 9.6 32.3	44.6 5.7 37.7	
Profit before taxes - Profit avant impôts	10.8	18.1	1.8	7.3	10.3	17.2	12.0	

Note: Detail may not always add to total because of rounding.

Nota: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Text Table 2

Average Profitability of Tradebooks Specialists¹ (in percentage of revenues), 1988-89

Tableau explicatif 2

Rentabilité moyenne des spécialistes de l'ouvrage de littérature générale¹ (en pourcentage des recettes), 1988-89

	E	English language specialists			
		Spécialistes de langue anglaise	French language specialists	All tradebooks specialists	
	Canadian-controlled	Foreign-controlled	All	Spécialistes de langue française	Tous les spécialistes de l'ouvrage de
	Sous contrôle canadien	Sous contrôle étranger	Tous	laligue Hançaise	littérature générale
		percent of rever	nues - pourcentag	ge des recettes	
Revenues - Recettes Sales of own titles - Ventes					
de propres ouvrages Sales of agency titles – Ventes d'ouvrages en diffusion	49.2	16.7	32.1	43.1	35.3
exclusive	41.5	82.5	63.0	49.3	59.0
Grants - Subventions	7.0	-	3.3	5.6	4.0
Other - Autres	2.3	0.8	1.5	2.0	1 6
Total - Totales	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Expenses – Dépenses					
Cost of titles - Coût des ouvrages	53.9	55.5	54.8	52.6	54.1
Royalties - Droits d'auteur	5.7	2.6	4.0	5.5	4.4
Operating expenses – Frais d'exploitation	41.9	32.6	37.0	35.0	36.4
Profit before taxes – Profit avant impôts	(1.6)	9.4	4.2	6.8	5.0

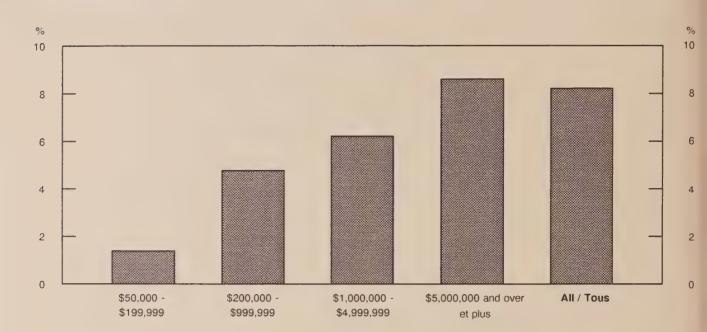
¹ Excluding mass-market specialists.

Ne comprend pas les spécialistes du format de poche.

Figure 9

Profitability of the Publishers, by Revenue Group, 1988-89

Rentabilité des maisons d'édition, selon le groupe de revenus. 1988-89



Apart from language, another variable, the firm's size, significantly influences profitability. Figure 9 shows that, generally speaking, the larger the revenues, the higher the profit as a percentage of revenues. From less than 1.5% for publishers with revenues ranging between \$50,000 and \$200,000, it peaks at 8.6% for publishers with revenues in excess of \$5 million. However, within specialities, the relationship between size and profitability is less direct.

Textbook specialists with revenues of \$200,000 and over registered profits close to the mean for the group; the profits, as a percentage of revenues, of tradebook specialists approach the mean for the category only when revenues reached \$1 million. In 1988-89, small publishers who specialized in general reference titles were the most profitable (13.4% compared to a mean profit of 4.2% of revenues for the specialty as a whole). In the professional and technical category, publishers with revenues ranging between \$200,000 and \$1 million registered the highest percentage profit (11% compared to a mean of 5.1%).

The reason that more attention has been focused on publishers specializing in textbooks and tradebooks is that the two categories account for most publishers operating in Canada. Based on the record, what should an aspiring publisher set as a goal? In 1988-89, according to the figures collected by the Survey of Book Publishers and Exclusive Agents, the most profitable publishers were Canadian-controlled, Englishlanguage publishers with revenues between \$50,000

Mais, à part la langue, une autre variable influe particulièrement sur la rentabilité: la taille de l'entreprise. Comme nous pouvons le constater à la figure 9, en général le pourcentage de profit par rapport aux recettes croît avec l'importance des recettes. De moins de 1.5% pour les éditeurs ayant de \$50,000 à \$200,000 de revenus, il atteint 8.6% pour les éditeurs avec plus de \$5 millions de revenus. Mais à l'intérieur des spécialisations les rapports entre taille et rentabilité sont moins directs.

Les spécialistes du manuel scolaire atteignent une rentabilité près de la moyenne pour ce groupe lorsqu'ils ont des revenus de \$200,000 et plus; les spécialistes de l'ouvrage de littérature générale n'approchent la moyenne de leur catégorie que lorsqu'ils ont plus de un million de dollars de recettes. Pour leur part, en 1988-1989 les spécialistes de l'ouvrage de référence de petite taille sont les plus rentables, 13.4%, comparativement au profit moyen de 4.2% pour l'ensemble de la spécialité. C'est la taille de revenus entre \$200,000 et \$1 million qui, dans la spécialité de l'ouvrage professionnel et technique a le pourcentage de profits le plus élevé à 11% comparativement à la moyenne de 5.1%.

Si nous nous sommes attardés en particulier sur les éditeurs spécialisés dans le manuel scolaire et sur ceux en littérature générale, c'est qu'ils comptent pour la majorité des éditeurs établis au Canada. Mais pour un éditeur qui aurait de l'émulation, que doit-il choisir comme but? En 1988-1989, d'après les chiffres recueillis par l'enquête sur l'édition du livre, le champion de la rentabilité a été l'éditeur de langue anglaise sous contrôle canadien ayant des revenus de \$50,000 à \$200,000, spécialisé dans l'ouvrage de référence

and \$200,000, which specialized in general reference works with profits of 29.7% of revenues. The second most profitable were foreign-controlled Englishlanguage publishers of primary-secondary level textbooks with revenues between \$1 and \$5 million with profits of 20.0% of revenues.

Conclusion

This bulletin demonstrates the importance of specialization to publishers operating in Canada. It is not an exhaustive study of the field: only a few characteristics of the specialty groups are described based on figures collected by the Survey of Book Publishers and Exclusive Agents.

However it does indicate similarities in the level of specialization and the concentration of specific markets as well as differences in profitability. Tables 1 and 2 show the 1988-89 data on titles published and sales for all publishers, by specialty.

Additional Information

In addition to the annual publication *Book Publishing* (No. 87-210), a number of aspects of publishing and other cultural industries and activities are examined in other Culture Statistics Program publications. One of these, *Focus on Culture* (No. 87-004) is a quarterly with articles on all culture-related subjects, and specifically book publishing (Volume 1, No. 1 and Volume 2, No. 1).

Specific data and tables may be obtained on a cost-recovery basis.

For further information on book publishing in Canada, please contact Michel Frève, Cultural Industries Section, Education, Culture and Tourism Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-1563). Information may also be obtained from one of the Statistics Canada regional offices.

avec un profit équivalent à 29.7% de ses revenus. Suivent les éditeurs de langue anglaise de manuels scolaires de niveau primaire-secondaire sous contrôle étranger ayant des revenus entre un et cinq millions de dollars avec un profit de 20.0% sur les revenus

Conclusion

Ce bulletin a voulu montrer l'importance de la spécialisation chez les éditeurs établis au Canada. Ce n'est pas une étude exhaustive de ce domaine: seulement quelques charactéristiques des groupes de spécialisation on été décrites à l'aide des chiffres recueillis par l'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres.

Elle démontre cependant les similitudes dans le degré de spécialisation et la concentration des marchés particuliers autant que les divergences au niveau de la rentabilité. Les tableaux 1 et 2 présentent, pour 1988-1989, des données sur l'édition et sur les ventes selon la spécialisation pour l'ensemble des éditeurs.

Autres renseignements

En plus de la publication annuelle l'Édition du livre (nº 87-210 au catalogue) divers aspects de l'édition et d'autres industries et activités culturelles sont étudiés dans d'autres publications de la Sous-division de la culture. Entre autres, La Culture en Perspective (nº 87-004 au catalogue) est un trimestriel offrant des articles sur tous les sujets reliés à la culture, en particulier sur l'édition du livre dans le numéro 1 des volumes 1 et 2.

Des données et totalisations spécifiques peuvent être obtenues contre remboursement des frais.

Pour plus de renseignements sur l'édition du livre au Canada, veuillez vous adresser à Michel Frève, Section des industries culturelles, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Ottawa, Ontario KIA 0T6 (613-951-1563). On peut également s'adresser à l'un des bureaux régionaux de Statistique Canada.

Table 1

Net Sales in Canada of Own and Exclusive
Agency Titles by Specialized Publishers, Nonspecialists and Exclusive Agents, by Type of
Specialty, 1988-89

Tableau 1

Ventes nettes au Canada de propres ouvrages et d'ouvrages diffusés en exclusivité par les maisons d'édition spécialisés, les non-spécialistes et les diffuseurs exclusifs, selon le genre de spécialité, 1988-89

			1988-89					
		Specialty - Spécialité						
Specialist	Number of firms Nombre d'entreprises	Textbook	Tradebook	Scholarly Savant	Reference Référence	Professional and technical Professionnel et technique	Al specialtie:	
Spécialiste (Manuel scolaire	Littérature générale				Toutes le spécialité	
			thousands o	f dollars – millier	s de dollars			
Textbook - Manuel scolaire	76							
Own titles - Propres ouvrages		208,486	10,522	562	1,363	750	221,68	
Exclusive agency titles - Ouvrages diffusés en exclusivité		121,371	46,279	334	13,968	7,486	189,43	
Total		329,857	56,801	896	15,330	8,235	411,120	
Tradebook – Littérature générale	159							
Own titles – Propres ouvrages		4,698	117,190	538	1,721	128	124,276	
Exclusive agency titles – Ouvrages diffusés en exclusivité		14,528	173,904	1,263	2,596	39	192,33	
Total		19,226	291,094	1,801	4,317	168	316,60	
Scholarly - Savant	14							
Own titles - Propres ouvrages		1	86	1,322	22	-	1,43	
Exclusive agency titles – Ouvrages diffusés en exclusivité		10	18	27	_	2	58	
Total		12	104	1,349	22	2	1,490	
Reference – Référence	29							
Own titles - Propres ouvrages		4,000	5,849	4	77,024	_	86,87	
Exclusive agency titles – Ouvrages diffusés en exclusivité		_	1,372	570	50,559	517	53,018	
Total		4,000	7,222	574	127,583	517	139,896	
Professional and technical – Professionnel et technique	21 ¹							
Own titles - Propres ouvrages		1,673	1,284	-	147	74,178	77,282	
Exclusive agency titles – Ouvrages diffusés en exclusivité		_	_	_	-	12,982	12,982	
Total		1,673	1,284	_	147	87,160	90,26	
Non-specialist – Non spécialisé	7							
Own titles - Propres ouvrages		1,118	1,308	1,111	1,434	554	5,52	
Exclusive agency titles – Ouvrages diffusés en exclusivité		313	143	2	288		746	
Total		1,431	1,451	1,113	1,722	555	6,27	
Publishers – Total – Maisons d'édition	n 306 ¹	356,199	357,956	5,733	149,122	96,637	965,648	
Exclusive agents - Diffuseurs exclusi	fs 56	12,299	73,268	2,476	54,921	6,068	149,03	
Sales in Canada - TOTAL - Ventes au Canada		368,498	431,224	8,210	204,043	102,706	1,114,68	

One publisher reported no sales in Canada.

¹ Une maison d'édition a déclaré aucune vente au Canada.

⁻ nil or zero.

⁻ néant ou zéro.

⁻ amount too small to be expressed.

⁻ nombre infime.

Table 2
Specialized Publishers' Own Titles Published,
Reprinted and In print, by Type of Specialty,
1988-89

Tableau 2
Propres ouvrages des maisons d'édition spécialisés édités, réimprimés et au catalogue, selon le genre de spécialité, 1988-89

			Sp	ecialty – Spéciali	itė			
Specialist Spécialiste	Number of firms	Textbook	Tradebook Littérature générale	Scholarly Savant	Reference Référence	Professional and technical Professionnel et technique	All specialties Toutes les spécialités	
upecianste	Nombre d'entreprises	Manuel scolaire						
			number of	titles - nombre o	d'ouvrages			
Textbook - Manuel scolaire	76							
Titles published – Ouvrages édités		1,354	243	45	7	6	1,655	
Titles reprinted – Ouvrages réimprimés		2,652	151	6	11	29	2,849	
Titles in print – Ouvrages au catalogue		1.4,758	1,830	413	253	166	17,420	
Tradebook - Littérature générale	159							
Titles published - Ouvrages édités		143	4,179	27	38	5	4,392	
Titles reprinted – Ouvrages réimprimés		74	1,472	10	11	4	1,571	
Titles in print - Ouvrages au catalogue		1,168	23,473	176	504	42	25,363	
Scholarly - Savant	14							
Titles published - Ouvrages édités		1	16	125	6	-	148	
Titles reprinted – Ouvrages réimprimés		-	1	26	~	-	27	
Titles in print - Ouvrages au catalogue		1	512	1,547	18	-	2,078	
Reference - Référence	29							
Titles published – Ouvrages édités		5	81	-	429	2	517	
Titles reprinted - Ouvrages réimprimés		-	16	-	281	· _	297	
Titles in print – Ouvrages au catalogue		30	390	1	2,011	24	2,456	
Professional and technical – Professionnel et technique	22							
Titles published - Ouvrages édités		34	42	<u> </u>	-	576	652	
Titles reprinted – Ouvrages réimprimés		10	9	-	-	302	321	
Titles in print – Ouvrages au catalogue		295	318	-	-	4,294	4,907	
Non-specialist - Non spécialisé	7							
Titles published - Ouvrages édités		17	51	79	35	4	186	
Titles reprinted – Ouvrages réimprimés		31	42	11	12	-	96	
Titles in print – Ouvrages au catalogue		438	970	592	167	95	2,262	
Publishers - Total - Maisons d'édition	on 307							
Titles published - Ouvrages édités		1,554	4,612	276	515	593	7,550	
Titles reprinted - Ouvrages réimprimés		2,767	1,691	53	315	335	5,161	
Titles in print – Ouvrages au catalogue		16,690	27,493	2,729	2,953	4,621	54,486	



SERVICE BULLETIN/BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$49.00 annually United States: US\$5.90 per issue, US\$59.00 annually Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$69.00 annually

To order Statistics Canada publications, please call our 1 (National toll-free line 1-800-267-6677

Vol. 14, No. 2

Government Expenditures on Culture, 1988-89

Highlights

Spending by Level of Government

In 1988-89:

- Governments at all levels (federal, provincial and municipal) spent a total of \$5.3 billion¹ on culture, representing less than 2% of their total budget. After controlling for inflation, the spending has increased at an average annual rate of nearly 3% since 1984-85.
- Federal cultural spending totalled \$2.8 billion, or 2%, of its total budget. Inflation adjusted, the average annual growth in spending came to about 1% in the last four years.
- Provincial governments spent a total of \$1.6 billion on culture, about 1% of their total budget. Inflation considered, their spending was up at an average annual rate of 2% between 1984-85 and 1988-89.
- Municipal governments spent a total of about \$1 billion on culture, about 2% of their total budget. Their spending has increased at an average annual rate of about 6% since 1984-85, net of inflation.

Includes inter-government transfers of about \$230 million.

Prix : Canada : 4,90 \$ l'exemplaire, 49 \$ par année États-Unis : 5,90 \$ US l'exemplaire, 59 \$ US par année Autres pays : 6,90 \$ US l'exemplaire, 69 \$ US par année

Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer notre numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol. 14, nº 2

Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1988-1989

Faits Saillants

Dépenses par palier d'administration

En 1988-1989:

- Les administrations publiques des trois paliers (fédéral, provincial et municipal) consacrent un total de \$5.3 milliards¹ au titre de la culture, ce qui représente moins de 2 % de l'ensemble de leur budget. Compte tenu de l'inflation, les dépenses augmentent à un taux annuel moyen de près de 3 % depuis 1984-1985.
- Les dépenses fédérales au titre de la culture atteignent \$2.8 milliards, soit 2 % du budget total. Si l'on tient compte de l'inflation, le taux annuel moyen de croissance des dépenses est d'environ 1 % au cours des quatre dernières années.
- Les administrations provinciales dépensent un total de \$1.6 milliard dans le domaine de la culture, soit environ 1 % de leur budget. En dollars constants, leurs dépenses augmentent également à un taux annuel moyen de 2 % entre 1984-1985 et 1988-1989.
- Les administrations municipales dépensent environ \$1 milliard au titre de la culture, soit environ 2 % de leur budget. Leurs dépenses s'accroissent, compte tenu de l'inflation, à un taux annuel moyen d'environ 6 % depuis 1984-1985.

Mai 1991

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisee sous reserve d'indication de la source Statistique Canada



Statistics Canada Education, Culture

May 1991

Statistique Canada

Education, Culture and Division de l'éducation, de la Tourism Division culture et du tourisme



Comprend des transferts entre administrations d'environ \$230 millions.

Spending by Type

- Operating and capital spending of federal cultural departments and agencies consumed 86% (90% in 1984-85) of the total federal cultural budget, whereas grants and contributions to cultural industries, institutions, organizations and artists represented 14% (10% in 1984-85).
- Provincial governments allocated 40% of their total cultural budget to operating and capital spending, while grants and contributions to artists and organizations represented 60% (unchanged from 1984-85).

Spending by Cultural Sector

- The cultural industries received \$2.1 billion, or twofifths of all government spending on culture. Inflation considered, their spending has grown at an average annual rate of 1% since 1984-85.
- Libraries received \$1.4 billion, or one-quarter of the total government budget for culture. Inflation accounted for, government funding for libraries has gone up at an average annual rate of nearly 3% over the last four years.
- Governments at all levels spent a total of just over \$1 billion on heritage activities, representing onefifth of their total cultural budget. Controlling for inflation, spending on these activities increased at an average annual rate of about 4% between 1984-85 and 1988-89.
- Public spending on the arts came to \$349 million, or 7% of all government expenditures on culture. The performing arts received two-thirds of this amount. Inflation considered, spending on the arts has grown at an average annual rate of well under 1% since 1984-85.

Introduction

This bulletin summarizes the results from the 1988-89 surveys of federal, provincial and municipal government expenditures on culture in Canada, concentrating on expenditures by cultural sector. Federal and provincial surveys report fiscal year spending (April to March), while the municipal survey reports spending for the calendar year (January to December). Historical comparisons in this bulletin are based on data from the previous four survey years, as municipal data have been collected only since 1984.

Details on classification systems, methodology and definitions are available in the recently released publication: **Government Expenditures on Culture, 1988-89** (Catalogue No. 87-206).

Dépenses selon le genre

- Les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital des ministères et organismes culturels fédéraux représentent 86 % (90 % en 1984-1985) du budget fédéral au titre de la culture alors que les subventions et les contributions aux activités, établissements et organismes culturels ainsi qu'aux artistes expliquent 14 % (10 % en 1984-1985) du budget.
- Les administrations provinciales consacrent 40 % de leur budget culturel aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital contre 60 % (soit le même pourcentage qu'en 1984-1985) pour les subventions et les contributions allouées aux artistes et aux organismes.

Dépenses par secteur culturel

- Les trois paliers d'administration dépensent \$2.1 milliards pour les industries culturelles, soit deux cinquièmes de l'ensemble des dépenses publiques au titre de la culture. Compte tenu de l'inflation, leurs dépenses augmentent à un taux annuel moyen de 1 % depuis 1984-1985.
- Les bibliothèques reçoivent \$1.4 milliard, ou environ le quart du budget public de la culture. En dollars constants, le financement public des bibliothèques s'accroît à un taux annuel moyen de près de 3 % durant les quatre dernières années.
- Les administrations des trois paliers dépensent au total un peu plus de \$1 milliard au chapitre des activités du patrimoine, ce qui représente un cinquième de leur budget culturel. Compte tenu de l'inflation, les dépenses pour ces activités progressent à un taux annuel moyen d'environ 4 % entre 1984-1985 et 1988-1989.
- Les dépenses publiques au titre des arts s'élèvent à \$349 millions, ou 7 % des dépenses publiques au titre de la culture. Les arts d'interprétation reçoivent les deux tiers de cette somme. Si l'on tient compte de l'inflation, ces dépenses augmentent à un taux annuel moyen bien inférieur à 1 % depuis 1984-1985.

Introduction

Le présent bulletin résume les résultats des enquêtes de 1988-1989 sur les dépenses des administrations fédérale, provinciales et municipales au titre de la culture au Canada, en particulier les dépenses par secteur culturel. Dans les cas des enquêtes auprès des administrations fédérale et provinciales, la déclaration est faite pour l'exercice financier (d'avril à mars) alors que pour les administrations municipales, elle se fonde sur les dépenses pour l'année civile (de janvier à décembre). Les comparaisons historiques du bulletin s'appuient sur les données des quatre années précédentes d'enquête car les données municipales ne sont recueillies que depuis 1984.

Le lecteur trouvera des renseignements sur les systèmes de classification, la méthodologie et les définitions dans Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1988-1989 (nº 87-206 au catalogue).

Government Expenditures on Culture Spending by Level of Government

In 1988-89, governments at all levels (federal, provincial and municipal) spent a total of \$5,325.8 million on culture, 1.6% of their total budget.

Federal spending on culture amounted to \$2,767.7 million. Between 1984-85 and 1988-89, inflation considered, the federal cultural budget grew at an average annual rate of about 1%, almost the same as the growth in the overall federal budget. The federal government allocated 2% of its total budget to culture. In comparison, it devoted about 6% of the budget to health, 3% to education, and almost 3% to transportation and communications.

Provincial governments spent a total of \$1,563.8 million on culture. Controlling for inflation, their spending on culture has increased at an average annual rate of 2% since 1984-85, compared to an overall provincial spending growth of 3%. Provincial spending on culture represented 1.2% of their total budget. In comparison, provinces devoted one-quarter of their total budget to health, one-fifth to education, and one-twentieth to transportation and communications.

Municipal governments spent \$994.3 million on culture, about 2% of their total budget. Adjusted for inflation, the municipal cultural budget has gone up at an average annual rate of about 6% in the last four years. By comparison, overall municipal spending rose by about 3%.

Spending by Type

In Canada, governments provide direct support to culture through operating and capital expenditures on goods and services, and by providing grants and contributions to cultural industries, institutions, organizations, and artists. Included in operating and capital expenditures are costs incurred in conducting the administrative and operating activities of cultural departments and agencies. Also included are the costs of constructing or expanding cultural facilities.

Operating and Capital Expenditures

The federal government devoted most of its culture budget to operating and capital expenditures on goods and services. In 1988-89, these expenditures totalled \$2,367 million, an average annual increase of 4% since 1984-85. Operating and capital expenditures consumed 86% of the total federal cultural budget, a drop of 4 percentage points from 1984-85. The principal beneficiaries of these expenditures were broadcasting, heritage activities and the literary arts. These fields accounted for \$2,157.1 million, or 91% of total operating and capital expenditures, almost no change from the proportion in 1984-85.

Dépenses publiques au titre de la culture Dépenses par palier d'administration

En 1988-1989, les trois paliers d'administration (fédéral, provincial et municipal) dépensent \$5,325.8 millions au titre de la culture, soit 1.6 % de leur budget total.

L'administration fédérale dépense \$2,767.7 millions au chapitre de la culture. Entre 1984-1985 et 1988-1989, si l'on tient compte de l'inflation, le budget fédéral consacré à la culture s'accroît à un taux annuel moyen d'environ 1 %, soit sensiblement la même croissance que l'ensemble du budget fédéral. L'administration fédérale consacre 2 % de son budget total à la culture. En comparaison, elle alloue 6 % de son budget à la santé, 3 % à l'éducation et près de 3 % aux transports et communications.

Les administrations provinciales dépensent un total de \$1,563.8 millions au titre de la culture. En dollars constants, ces dépenses progressent à un taux annuel moyen de 2 % depuis 1984-1985, comparativement à un taux global de croissance des dépenses égal à 3 %. Les dépenses des provinces au chapitre de la culture représentent 1.2 % de leur budget total. Par comparaison, les provinces consacrent le quart de leur budget total à la santé, le cinquième à l'éducation et le vingtième aux transports et aux communications.

Les administrations municipales accordent \$994.3 millions à la culture, soit 2 % de leur budget total. Compte tenu de l'inflation, le budget culturel des municipalités augmente à un taux annuel moyen d'environ 6 % au cours des quatre dernières années. Par comparaison, les dépenses totales des municipalités s'accroissent d'environ 3 %.

Dépenses selon le genre

Au Canada, les administrations financent directement le secteur culturel en allouant des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour les biens et services et en accordant des subventions et des contributions aux activités, établissements et organismes culturels et aux artistes. Sont compris dans les dépenses de fonctionnement et dépenses en capital, les frais administratifs et les activités de fonctionnement des ministères et organismes culturels. Sont aussi inclus les coûts de construction ou d'agrandissement des installations culturelles.

Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital

La majeure partie du budget de l'administration fédérale au titre de la culture est consacrée aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital pour les biens et services. En 1988-1989, ces dépenses atteignent \$2,367 millions, soit une hausse annuelle moyenne de 4 % depuis 1984-1985. Les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital représentent 86 % du budget culturel fédéral, soit une baisse de quatre points par rapport à 1984-1985. La radiodiffusion et la télédiffusion, la littérature et les activités du patrimoine sont les sphères qui en profitent le plus. Ces sphères représentent \$2,157.1 millions, ou 91 %, des dépenses totales de fonctionnement et dépenses en capital, soit sensiblement le même pourcentage qu'en 1984-1985.

Provincial and territorial governments spent a total of \$619.5 million on culture in operating and capital expenditures, an average annual increase of nearly 6% since 1984-85. These expenditures represented 40% of total provincial spending on culture, no change in the proportion from 1984-85. The cultural activities that benefitted most were heritage and broadcasting. These fields accounted for \$447.4 million, or nearly three-quarters of the total provincial operating and capital spending.

Grants and Contributions

In 1988-89, the federal government gave \$400.7 million in grants and contributions to artists and to cultural organizations, an average annual growth of almost 15% over the last four years. These grants and contributions represented 14% of the total federal budget for culture, an increase of 4 percentage points from 1984-85. The performing arts, and film and video received \$201.5 million, or one-half of all federal grants and contributions for culture.

Provincial governments provided a total of \$944.3 million in financial assistance to artists and to cultural institutions and organizations, an average annual increase of 6% since 1984-85. Provincial governments devoted 60% of their total cultural budget to grants and contributions. Most of the provincial financial aid went to libraries, performing arts and heritage. These activities received \$769.4 million, or 81%, of the total provincial grant budget.

Spending by Cultural Sector

The survey results show that the cultural industries² received the highest proportion of government cultural funding, followed by libraries, heritage and the arts (Figure I). Each level of government, however, attached importance to a different sector. Federal spending was concentrated on the cultural industries, provincial on libraries and heritage, and municipal on libraries only.

Provinces benefitted differently from overall government spending on cultural fields. Cultural industries in the Northwest Territories and Quebec

Les administrations provinciales et territoriales versent \$619.5 millions en dépenses de fonctionnement et dépenses en capital au titre de la culture, ce qui constitue une augmentation annuelle moyenne de près de 6 % depuis 1984-1985. Ces dépenses représentent 40 % du budget des administrations provinciales au chapitre de la culture, soit la même proportion qu'en 1984-1985. Les sphères culturelles qui en profitent le plus sont le patrimoine ainsi que la radiodiffusion et la télédiffusion. Elles représentent \$447.4 millions, ou près de trois quarts des dépenses de fonctionnement et dépenses en capital des provinces.

Subventions et contributions

En 1988-1989, l'administration fédérale alloue \$400.7 millions, sous forme de subventions et de contributions, aux artistes et aux organismes culturels, ce qui représente un taux annuel moyen de croissance de près de 15 % durant les quatre dernières années. Ces subventions et contributions représentent 14 % du budget culturel fédéral, soit une augmentation de 4 points en regard de 1984-1985. Les arts d'interprétation ainsi que le cinéma et la vidéo reçoivent \$201.5 millions, ou la moitié des subventions et contributions fédérales au chapitre de la culture.

Les administrations provinciales consacrent un total de \$944.3 millions en aide financière aux artistes, établissements et organismes culturels, soit une hausse annuelle moyenne de 6 % depuis 1984-1985. Les subventions et contributions représentent 60 % des budgets provinciaux au titre de la culture. La plus grande partie de l'aide financière provinciale va aux bibliothèques, aux arts d'interprétation et au patrimoine. Ces sphères reçoivent \$769.4 millions, ou 81 %, du budget des subventions provinciales.

Dépenses par secteur culturel

Les résultats de l'enquête démontrent que les industries culturelles² reçoivent la plus grande partie du financement culturel des administrations publiques; viennent ensuite les bibliothèques, le patrimoine et les arts (Figure I). Les trois paliers d'administration accordent toutefois un poids différent aux secteurs. L'administration fédérale consacre principalement ses dépenses aux industries culturelles, les administrations provinciales aux bibliothèques et au patrimoine, et les administrations municipales aux bibliothèques seulement.

La répartition des dépenses publiques totales au titre des secteurs culturels varie selon les provinces. Ainsi, les industries culturelles reçoivent un pourcentage plus élevé de

In this bulletin government spending on culture has been distributed among five sectors as follows:

 ⁽i) Cultural industries: broadcasting, film and video, book and periodical publishing, and sound recording.

⁽ii) Heritage: museums, public archives, historic parks and sites, nature and provincial parks, and other heritage.

⁽iii) Libraries: national, public, school, university and college.

⁽iv) Arts: performing arts, arts education, visual arts and crafts, and artists.

⁽v) Other: multiculturalism and multidisciplinary activities.

² Dans le présent bulletin, les dépenses publiques au titre de la culture sont distribuées en fonction des cinq secteurs suivants:

Industries culturelles: radiodiffusion et télédiffusion, cinéma et vidéo, publication de livres et de périodiques, et enregistrement sonore.

⁽ii) Patrimoine: musées, archives publiques, parcs et lieux historiques, parcs naturels et provinciaux, et autres ressources du patrimoine.

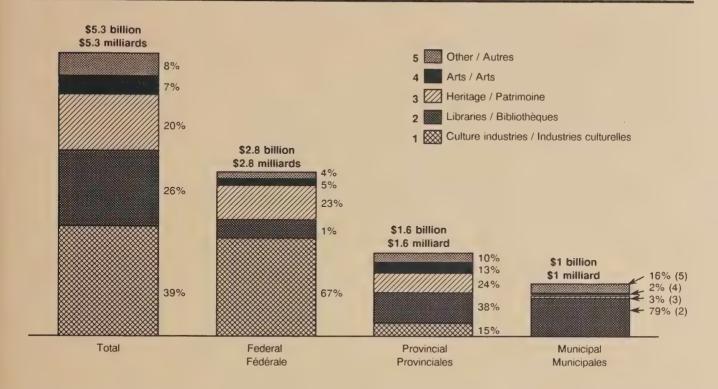
⁽iii) Bibliothèques: bibliothèques nationales, publiques, scolaires, collégiales et universitaires.

⁽iv) Arts: arts d'interprétation, enseignement des arts, arts visuels et artisanat, et artistes.

⁽v) Autres: multiculturalisme et activités multidisciplinaires.

Government Expenditures on Major Cultural Sectors, 1988-89

Dépenses publiques dans les principaux secteurs culturels, 1988-1989



received a higher proportion of total cultural expenditures than did industries in other provinces/territories, whereas libraries in British Columbia received a larger proportion, heritage in the Yukon, and the arts in Alberta.

Cultural Industries

In 1988-89, governments provided \$2,083.2 million to the cultural industries, an average annual growth of 1% since 1984-85, net of inflation. Spending on cultural industries represented 39% of all government cultural expenditures, a drop of 2 percentage points from 1984-85.

The federal government alone spent \$1,844.3 million on the cultural industries, accounting for 89% of the total government budget for the cultural industries.

Broadcasting

Broadcasting, the largest of the cultural industries, received \$1,505.6 million (72% of the overall government budget for the cultural industries) from all levels of government. Controlling for inflation, spending on broadcasting dropped by about 1% from 1984-85. The federal government alone accounted for \$1,319.1 million, or 88% of the total budget for broadcasting, with the Canadian Broadcasting Corporation contributing almost all (97%) to the federal spending in this field.

l'ensemble des dépenses culturelles dans les Territoires du Nord-Ouest et au Québec que dans toute autre province/ territoire alors qu'en Colombie-Britannique ce sont les bibliothèques qui recueillent la plus grande part, au Yukon, le patrimoine, et en Alberta, les arts.

Industries culturelles

En 1988-1989, les industries culturelles reçoivent \$2,083.2 millions des administrations publiques, ce qui constitue, en dollars constants, un taux annuel moyen de croissance de 1 % depuis 1984-1985. Les industries culturelles expliquent 39 % de l'ensemble des dépenses des administrations publiques au titre de la culture, soit une baisse de 2 points par rapport à 1984-1985.

L'administration fédérale à elle seule consacre \$1,844.3 millions aux industries culturelles, ce qui constitue 89 % du budget public total des activités culturelles.

Radiodiffusion et télédiffusion

La radiodiffusion et la télédiffusion, la plus importante catégorie des industries culturelles, reçoivent \$1,505.6 millions (72 % du budget global des administrations consacré aux activités culturelles) des trois paliers d'administration. Compte tenu de l'inflation, les dépenses allouées à la radiodiffusion et à la télédiffusion enregistrent une baisse de 1 % par rapport à 1984-1985. L'administration fédérale à elle seule dépense \$1,319.1 millions, ou 88 % du budget total de la radiodiffusion et télédiffusion, la Société Radio-Canada absorbant la presque totalité (97 %) des dépenses fédérales dans cette sphère.

Broadcasting's share of federal cultural spending declined by about five percentage points from 1984-85, while its share of provincial spending was up one percentage point over the same period.

All levels of government spent \$642 million on broadcasting in Ontario, compared to \$4.3 million spent in the Yukon. Despite the absolute dollar differences, per capita figures for most of the provinces came fairly close to the national average. But in Saskatchewan, Alberta and British Columbia, per capita spending on broadcasting amounted to about half the national average; in the Yukon and the Northwest Territories, the national average was far exceeded.

Film and Video

Governments spent a total of \$267.9 million (13% of the total budget for the cultural industries) on film and video.

The federal government spent \$235.9 million, or 88%, of all government spending on film and video. Adjusted for inflation, federal spending on this activity grew by 56% from 1984-85. Most (94%) of the funding was provided by the National Film Board of Canada and the Telefilm Canada. The Board's spending was almost entirely in the form of operating and capital expenditures, while Telefilm Canada provided assistance to stimulate film-making for television and theatrical release. Through its Feature Film Fund. Telefilm Canada invested \$36.8 million in the production and development of new Canadian feature films. It also invested, through the Canadian Broadcast Program Development Fund, an amount of \$62.2 million in the production and development of new Canadian television programs. In addition, in 1988-89, Telefilm Canada disbursed, through the new Feature Film Distribution Fund, \$12.3 million to 19 Canadian distribution companies3.

Provincial governments also promote and support film production. Most provinces maintain a film promotion office to attract Canadian and foreign film productions. Provincial governments spent a total of \$32 million on film and video, an increase of 96% over 1984-85.

The share of film and video in the total federal cultural budget rose by three percentage points from 6% in 1984-85, while its share was up just under one percentage point in provincial budgets.

Publishing

In 1988-89, public spending on the publishing sector amounted to about \$302 million. The federal government contributed \$283.4 million, or 94%, of this

La part que représentent la radiodiffusion et la télédiffusion dans les dépenses fédérales au chapitre de la culture diminue d'environ cinq points par rapport à 1984-1985 alors que cette part augmente d'un point dans les dépenses provinciales au cours de la même période.

Les trois paliers d'administration dépensent \$642 millions pour la radiodiffusion et la télédiffusion en Ontario, comparativement à \$4.3 millions au Yukon. Si l'on enregistre des différences en chiffres absolus, les chiffres par habitant indiquent par contre que la moyenne de la plupart des provinces est très près de la moyenne nationale, sauf en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique où les dépenses par habitant au titre de la radiodiffusion et de la télédiffusion s'élèvent à environ la moitié de la moyenne nationale; au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, la moyenne nationale est dépassée et de loin.

Cinéma et vidéo

Les administrations dépensent au total \$267.9 millions (13 % du budget total des industries culturelles) pour le cinéma et la vidéo.

L'administration fédérale verse \$235.9 millions, ou 88 %. de l'ensemble des dépenses publiques au titre du cinéma et Compte tenu de l'inflation, les dépenses de la vidéo. fédérales dans cette sphère augmentent de 56 % par rapport à 1984-1985. La presque totalité (94 %) du financement passe par l'Office national du film du Canada et Téléfilm Les dépenses de l'Office sont faites presque entièrement sous forme de dépenses de fonctionnement et de dépenses en capital alors que l'aide de Téléfilm Canada stimule la réalisation de films pour la télévision ou la projection en salle. Grâce au Fonds de financement des longs métrages canadiens, Téléfilm Canada investit \$36.8 millions dans la réalisation et le développement de nouveaux longs métrages canadiens. Cet organisme investit également, par l'intermédiaire du Fonds de développement des émissions canadiennes de télévision. \$62.2 millions dans la réalisation et le développement de nouvelles émissions canadiennes de télévision. Enfin, en 1988-1989, Téléfilm Canada a déboursé. dans le cadre du nouveau Fonds d'aide à la distribution de longs métrages, \$12.3 millions à 19 sociétés canadiennes de distribution3.

Les administrations provinciales font aussi la promotion de la production cinématographique et lui accordent un soutien financier. La plupart des provinces ont un office de promotion du film visant à encourager la production cinématographique canadienne et étrangère. Les administrations provinciales dépensent \$32 millions au titre du cinéma et de la vidéo, soit une hausse de 96 % en regard de 1984-1985.

La part que représentent le cinéma et la vidéo dans le budget fédéral de la culture s'accroît de trois points par rapport au 6 % enregistré en 1984-1985 alors qu'elle augmente de moins d'un point dans les budgets des provinces.

Édition

En 1988-1989, les dépenses publiques au chapitre de l'édition s'élèvent à \$302 millions. L'administration fédérale contribue \$283.4 millions, ou 94 %, soit une baisse de deux

³ Source: Annual Report, Telefilm Canada, 1988-89.

³ Source: Rapport annuel, Téléfilm Canada, 1988-1989.

amount, a drop of 2 percentage points in contribution from 1984-85. Not only did the federal share decline, but also the federal spending on publishing dropped by 2% from 1984-85, net of inflation.

Although not providing direct financial assistance, the postal rate subsidy figured significantly in the federal government's support for this industry. This subsidy (\$250.6 million) was given to support reduced postal rates for books, periodicals and newspapers. Canadian-based periodicals and newspapers benefitted most from the subsidy.

The federal government also provided direct financial support. The Department of Communications, through the Book Publishing Industry Development Program, gave \$7.7 million to the publishers. This program is intended to encourage increased self sufficiency and economic viability within the Canadianowned book publishing industry. The Canada Council also administers numerous programs of support for Canadian writers and publishers, such as the financial aid to book publishers through block and project grants. Book publishers with more than 15 eligible titles in print may apply for block publishing grants. The Council provided \$20 million to the publishing sector.

The provinces also support the book publishing industry through such initiatives as Quebec's regulations that its public institutions buy books through accredited book stores and Ontario's emphasis on Canadian books in public schools. Provincial governments spent a total of \$18.7 million on publishing, up nearly 70% from 1984-85.

The share of publishing in the total federal cultural budget was down one percentage point from 1984-85, whereas the share of this activity remained fairly constant in the provincial budget.

Provinces with the least government expenditures on publishing did not necessarily have the lowest per person expenditures. Prince Edward Island, for example, reported the smallest overall government spending on publishing, but it had the largest spending per person. Although Ontario had the second largest expenditures on publishing, it ranked fifth in per capita expenditures.

Sound Recording

In 1988-89, governments spent a total of \$7.6 million on sound recording, with the federal government accounting for nearly four-fifths of this total. The federal support was provided through the Sound Recording Development Program, established in 1986 by the Department of Communications.

Provincial/territorial governments' spending on sound recording totalled \$1.6 million. Quebec alone contributed 90% of this amount. In this province, the

points en regard de son apport de 1984-1985. La part fédérale a non seulement diminuée mais les dépenses fédérales au titre de l'édition ont également chutées de 2 %, compte tenu de l'inflation, à partir de 1984-1985.

Même s'il ne s'agit pas d'une aide financière directe, la subvention des tarifs postaux est une importante contribution de l'administration fédérale à ce secteur. La subvention (\$250.6 millions) est attribuée afin de soutenir des tarifs postaux réduits pour les livres, les périodiques et les journaux. Les périodiques et les journaux dont le siège social est au Canada sont ceux qui profitent le plus de cette subvention.

L'administration fédérale accorde également un soutien financier direct. Le ministère des communications, par l'intermédiaire du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition, accorde \$7.7 millions aux éditeurs. Ce programme encourage une auto-suffisance et une viabilité économique accrues au sein de l'édition appartenant à des intérêts canadiens. De plus, le Conseil des arts du Canada gère de nombreux programmes de soutien aux auteurs et éditeurs canadiens, comme l'aide financière aux éditeurs de livres au moyen de subventions globales et de subventions par projet. Les éditeurs de livres ayant plus de 15 titres admissibles peuvent faire une demande de subvention globale. Le Conseil a versé \$20 millions au secteur de l'édition.

Les provinces accordent aussi un soutien financier à l'édition du livre par l'intermédiaire d'initiatives comme les règlements du Québec qui stipulent que les établissements publics doivent acheter leurs livres dans des librairies accréditées et comme l'importance accordée par l'Ontario à la présence de livres canadiens dans les écoles publiques. Les administrations provinciales consacrent \$18.7 millions à l'édition, soit une hausse de près de 70 % par rapport à 1984-1985

La part que représente l'édition dans le budget culturel fédéral enregistre une baisse d'un point en regard de 1984-1985, alors qu'elle demeure relativement stable dans les budgets provinciaux.

Les provinces dont les dépenses publiques au chapitre de la culture sont les plus faibles ne sont pas nécessairement celles qui ont les dépenses par habitant les moins élevées. L'Île-du-Prince- Édouard, par exemple, déclare les plus faibles dépenses publiques au chapitre de l'édition mais a les dépenses par habitant les plus élevées. Même si l'Ontario vient au deuxième rang pour ce qui est des dépenses allouées à l'édition, elle occupe la cinquième place pour les dépenses par habitant.

Enregistrement sonore

En 1988-1989, les administrations consacrent \$7.6 millions à l'enregistrement sonore, l'administration fédérale fournissant près des quatre cinquièmes du total. Le soutien fédéral se fait par l'intermédiaire du Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore, créé en 1986 par le ministère des Communications.

Les dépenses des administrations provinciales/territoriales au chapitre de l'enregistrement sonore s'élèvent à \$1.6 million. Le Québec à lui seul explique 90 % de cette somme.

Société de développement des industries de la culture et des communications also supported this industry by granting low-interest loans to record companies.

Libraries

In 1988-89, libraries received \$1.4 billion4, or 26%, of all government spending on Culture. With inflation accounted for, funding for libraries was up nearly 12% from 1984-85.

Municipal governments alone provided nearly three-fifths of the overall government budget for libraries, allocating four-fifths of their cultural budget to this field. Provincial governments contributed about another two-fifths to the total.

Total government spending on libraries ranged widely, from a low of \$37.66 per capita in Prince Edward Island to a high of \$75.34 in the Northwest Territories. Although nearly two-fifths of the total funding provided by all levels of government for libraries was spent in Ontario, it ranked fifth in per person expenditures.

Over the 1984-85 to 1988-89 period, although overall government spending on libraries was up, the share of this activity in the government cultural budget remained almost constant.

Heritage

In 1988-89, governments at all levels spent a total of \$1,047.8 million on heritage. Inflation adjusted, spending on heritage was up nearly 18% from 1984-85

The federal government spent \$649.4 million on heritage, with museums accounting for just over one-third of the total. Federal spending on heritage represented nearly two-thirds of the overall government budget for this field. Most of the federal heritage budget was spent by departments on their own activities, with grants and contributions accounting for only 7% of the total. The share of this activity in the total federal cultural budget increased by about 3 percentage points between 1984-85 and 1988-89.

Provincial and territorial governments spent a total of \$371.2 million on heritage, with museums receiving about one-half of this total. In contrast to the federal government, provinces provided 28% of their total heritage budget in grants and contributions. Provincial governments devoted about 24% of their total cultural budget to heritage, almost no change in the proportion from 1984-85.

Although municipalities allocated a small proportion (3%) of their total cultural budget to heritage, their spending on this field has grown by 109% in the last four years to \$27.2 million.

Includes transfers of about \$230 million from provincial governments to municipal governments. Dans cette province, la Société de développement des industries de la culture et des communications soutient également cette activité en accordant des prêts à faible intérêt aux compagnies de disques.

Bibliothèques

En 1988-1989, les bibliothèques reçoivent \$1.4 milliard⁴, ou 26 %, de l'ensemble des dépenses publiques au titre de la culture. Compte tenu de l'inflation, le financement des bibliothèques augmente de près de 12 % par rapport à 1984-1985

Les municipalités versent à elles seules près de trois cinquièmes du budget public global consacré aux bibliothèques, ce qui constitue quatre cinquièmes de leur budget culturel. Les administrations provinciales contribuent pour deux cinquièmes du total.

Les dépenses publiques au titre des bibliothèques varient considérablement et sont comprises entre un faible niveau de \$37.66 par habitant à l'Île-du-Prince-Édouard et un sommet de \$75.34 dans les Territoires du Nord-Ouest. Même si près de deux cinquièmes du financement total des trois paliers d'administration au chapitre des bibliothèques revient à l'Ontario, cette province vient au cinquième rang des dépenses par habitant.

Au cours de la période comprise entre 1984-1985 et 1988-1989, même si les dépenses publiques globales augmentent, la part que représentent les bibliothèques dans le budget culturel des administrations publiques demeure relativement stable.

Patrimoine

En 1988-1989, les trois paliers d'administration dépensent \$1,047.8 millions au total pour le patrimoine. Si l'on tient compte de l'inflation, les dépenses au titre du patrimoine s'accroissent de près de 18 % par rapport à 1984-1985.

L'administration fédérale consacre \$649.4 millions au chapitre du patrimoine, les musées représentant un peu plus du tiers du total. La plus grande partie du budget fédéral au titre du patrimoine est allouée aux ministères pour leurs propres activités, les subventions et les contributions expliquant seulement 7 % du total. La part de ce secteur dans le budget fédéral global de la culture augmente d'environ 3 points entre 1984-1985 et 1988-1989.

Les administrations provinciales/territoriales consacrent au total \$371.2 millions au patrimoine, les musées en recevant environ la moitié. Par comparaison avec l'administration fédérale, les provinces allouent 28 % de leur budget global au titre du patrimoine aux subventions et contributions. Les administrations provinciales consacrent environ 24 % de leur budget culturel total au patrimoine, sensiblement le même pourcentage qu'en 1984-1985.

Bien que les municipalités consacrent un faible pourcentage (3 %) de leur budget culturel total au patrimoine, leurs dépenses à ce chapitre ont augmentées de 109 % durant les quatre dernières années pour s'établir à \$27.2 millions.

⁴ Comprend des transferts d'environ \$230 millions des administrations provinciales aux administrations municipales.

From one province/territory to another, however, there was a wide range in contributions to heritage activities. In the Yukon, for example, governments at all levels devoted about two-thirds of their total cultural budget to heritage, whereas they allocated one-sixth of their total budget to this field in Quebec. In dollars, the Yukon's share amounted to \$14 million (1.3% of all government spending on heritage in Canada), while in Quebec it came to \$289.9 million (about one-quarter of the total).

Arts

In Canada, many arts activities require public support to survive. Government funding fills the gap between their earned revenues and costs. For example, in 1988-89, 358 professional performing arts companies received 34% of their total operating income from government grants⁵.

In 1988-89, governments provided \$349.2 million (7% of the total government budget for culture) to the arts, an increase of about 2% from 1984-85, net of inflation. The performing arts accounted for \$237.9 million, or just over two-thirds of the total spending on the arts.

The federal government spent \$124.2 million, or 36% of all government expenditures on the arts. Eighty-six per cent of the federal spending on the arts went to the performing arts. The federal government provided \$63.1 million (three-fifths of the total budget for the performing arts) to performing arts facilities and organizations in grants and contributions.

Provincial/territorial governments spent a total of \$203.3 million on the arts, with performing arts accounting for just over one-half (54%) of this total. Provincial spending on the arts constituted nearly three- fifths of all government budget for the arts. Over the 1984-85 and 1988-89 period, although provincial spending on the arts was up 20%, the share of this activity in the total provincial cultural budget was slightly down (0.6 percentage point).

Municipal spending on the arts amounted to \$21.8 million, representing 6% of the total spending in this area by all levels of government. The share of the arts in the total municipal cultural budget declined by three percentage points from 1984-85.

The arts in Alberta received a larger proportion of the total government cultural spending than in any other province/territory, while the proportion was the smallest in the Yukon.

On a per capita basis, overall government spending on the arts showed considerable variation (Figure II). The highest per capita spending occurred in the Northwest Territories and Alberta, and the lowest in New Brunswick and the Yukon. Per capita spending in most provinces fell below the national average.

Source: Performing Arts Survey, 1988-89, Culture Statistics Programme, Statistics Canada. D'une province/territoire à l'autre, les contributions au patrimoine varient toutefois énormément. Au Yukon, par exemple, les administrations des trois paliers consacrent environ deux tiers de leurs budgets culturels au patrimoine alors qu'au Québec cette proportion est d'un sixième. En dollars, la part du Yukon s'élève à \$14 millions (1.3 % des dépenses totales des administrations au titre du patrimoine au Canada) et celle du Québec à \$289.9 millions (environ le quart du total).

Arts

Au Canada, bon nombre d'activités artistiques nécessitent un soutien public pour survivre. Le financement des administrations publiques comble le fossé entre les coûts et les recettes gagnées. Par exemple, en 1988-1989, 358 compagnies professionnelles d'arts d'interprétation tirent un peu plus de 34 % de leurs bénéfices d'exploitation de subventions gouvernementales⁵.

En 1988-1989, les administrations allouent \$349.2 millions (7 % du budget public de la culture) aux arts, soit une hausse d'environ 2 % par rapport à 1984-1985 si l'on tient compte de l'inflation. Les arts d'interprétation représentent \$237.9 millions, ou un peu plus de deux tiers des dépenses totales au titre des arts.

L'administration fédérale dépense \$124.2 millions, ou 36 % des dépenses publiques au chapitre des arts. Quatrevingt-six pour cent des dépenses fédérales au titre des arts vont aux arts d'interprétation. L'administration fédérale fournit \$63.1 millions (trois cinquièmes du budget total des arts d'interprétation) sous forme de subventions et de contributions aux installations et organismes d'art d'interprétation.

Les administrations provinciales/territoriales consacrent \$203.3 millions aux arts, les arts d'interprétation représentant un peu plus de la moitié (54 %) de ce total. Les dépenses provinciales dans le secteur des arts constituent près de trois cinquièmes du budget public total des arts. Au cours de la période comprise entre 1984-1985 et 1988-1989, même si l'on observe une hausse de 20 % des dépenses des provinces pour les arts, la part de ce secteur dans le budget culturel des provinces diminue de 0.6 points par rapport à 1984-1985.

Les administrations municipales accordent \$21.8 millions aux arts, soit 6 % des dépenses faites par les trois paliers d'administration dans ce secteur. La part des arts au budget culturel municipal diminue de trois points par rapport à 1984-1985

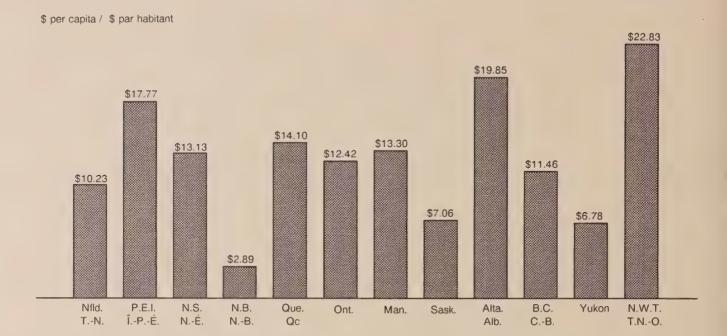
Les arts reçoivent une part plus importante des dépenses publiques au titre de la culture en Alberta que dans toute autre province/territoire, la plus faible part étant observée au Yukon.

Si l'on considère les dépenses par habitant, les dépenses publiques au chapitre des arts varient considérablement (Figure II). Les dépenses par habitant les plus élevées sont enregistrées dans les Territoires du Nord-Ouest et en Alberta, et les plus faibles au Nouveau-Brunswick et au Yukon. Les dépenses par habitant sont en dessous de la moyenne nationale dans la plupart des provinces.

⁵ Source: Enquête sur les arts d'interprétation, 1988-1989, Programme de la statistique culturelle, Statistique Canada.

Government Expenditures on the Arts¹, by Province or Territory, 1988-89

Dépenses publiques au titre des arts¹, selon la province ou le territoire, 1988-1989



- Includes federal, provincial and municipal government expenditures on the performing arts, arts education, visual arts and crafts, and artists.
- 1 Comprend les dépenses des administrations fédérale, provinciales et municipales au titre des arts d'interprétation, de l'enseignement des arts, des arts visuels et de l'artisanat, et des artistes.

Additional Information

Detailed data on government expenditures on culture, 1988-89, are published in the publication: Government Expenditures on Culture, 1988-89, Culture Statistics, Catalogue No. 87-206, Statistics Canada.

For further information regarding the data in this bulletin, or for supplementary details, contact:

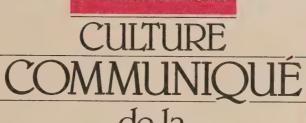
N. Verma
Manager, Surveys of Government Expenditures
on Culture
Education, Culture and Tourism Division
Statistics Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0T6
(613) 951-6863
Fax (613) 951-9040

Renseignements supplémentaires

Des données détaillées sur les dépenses publiques au titre de la culture, 1988-1989, figurent dans la publication Statistiques de la culture, Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1988-1989, nº 87-206 au catalogue, Statistique Canada.

Pour plus de renseignements concernant les données du présent bulletin, ou pour des renseignements supplémentaires, communiquer avec :

N. Verma
Gestionnaire, enquêtes sur les dépenses publiques au titre de la culture
Division de l'éducation, de la culture et du tourisme Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
(613) 951-6863
Télécopieur (613) 951-9040







SERVICE BULLETIN / BULLETIN DE SERVICE

Catalogue 87-001

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$49.00 annually United States: US\$5.90 per issue, US\$59.00 annually Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$69.00 annually

To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Vol. 14, No. 3

Performing Arts Survey, 1988

Highlights

- In 1988, 369 performing arts companies gave just over 37,700 performances to a total audience of 13.8 million spectators. Comparison with the previous year's data shows that both the number of performances offered and audience attendance remained stable.
- Ticket sales accounted for 34% of the average revenues of performing arts companies, while government grants represented 35%.
- Total revenues fell slightly short of total company expenditures, resulting in a \$370,000 deficit overall. Dance and opera companies managed small overall surpluses of \$40,800 and \$35,200 respectively and theatre companies achieved a sizeable overall surplus of \$336,400. This latter amount mitigated significantly the effects of a total deficit of \$782,700 recorded by the music companies.

Introduction

Professional, non-profit performing arts companies are continually faced with the challenge of making ends meet, through balancing earned revenue, public grants and private sector support, with carefully controlled expenditures. In order to obtain statistical

Prix : Canada : 4,90 \$ l'exemplaire, 49 \$ par année États-Unis : 5,90 \$ US l'exemplaire, 59 \$ US par année Autres pays : 6,90 \$ US l'exemplaire, 69 \$ US par année

Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer notre numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol. 14, nº 3

Enquête sur les arts d'interprétation, 1988

Faits Saillants

- En 1988, 369 compagnies d'art d'interprétation ont donné un peu plus de 37,700 représentations devant 13.8 millions de spectateurs. Si l'on compare les données à celles des années précédentes, on constate que tant le nombre de représentations que celui des spectateurs demeurent stables.
- La vente de billets représente 34 % des recettes moyennes des compagnies d'art d'interprétation alors que les subventions des administrations publiques en expliquent 35 %.
- Les recettes totales sont quelque peu inférieures aux dépenses totales des compagnies, ce qui entraîne un déficit global de \$370,000. Les compagnies de danse et d'opéra enregistrent de légers excédents globaux de \$40,800 et \$35,200 respectivement et les compagnies de théâtre réalisent un excédent considérable, soit \$336,400. Cette dernière somme atténue de façon significative le déficit total de \$782,700 enregistré par les compagnies de musique.

Introduction

Les compagnies professionnelles à but non lucratif d'arts d'interprétation doivent continuellement relever le défi de joindre les deux bouts : elles doivent atteindre équilibre entre, d'une part, les recettes gagnées, les subventions des administrations publiques et le soutien du secteur privé et,

Mai 1991

4-2209-506 ISSN 0822-6016

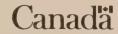
Published under the authority of the Minister of Supply and Services Canada Statistics Canada should be credited when reproducing or quoting any part of this document

4-2209-506 ISSN 0822-6016

Publication autorisee par le ministre des Approvisionnements et Services Canada Reproduction ou citation autorisee sous reserve d'indication de la source Statistique Canada



May 1991



information on the revenues, expenditures, performances and audiences of these companies, the Culture Sub-division of Statistics Canada annually surveys the four disciplines of theatre, music, dance and opera.

Altogether. 369 companies, 89% of those contacted and eligible, responded to the 1988 questionnaire providing data for their fiscal year ending in the period between September 1, 1987 and August 31, 1988. Of these organizations, 220 were theatre companies, 88 music, 48 dance and 13 opera. Each survey year targets the same core of companies, although company births and deaths, continually improving population coverage and respondent response patterns all contribute to variations in the total survey data base from year to year. Therefore, when comparisons are made with data from previous years, a common file of those companies which responded each of the years involved is used. For 1987 and 1988 this file contains data for 280 companies.

Performances and Attendance

In 1988, the 369 performing arts companies which responded to the survey attracted a total audience of 13.8 million spectators. While it is tempting to say that this figure represents attendance by 1 in 2 Canadians at a performing arts event, one must remember that many individuals may attend more than one performance, and so influence this ratio. In fact, previous leisure time surveys have indicated that about a quarter of all Canadians attend theatre, music, dance or opera performances each year. The widespread popularity of the performing arts should not be underestimated. The most recent data available from the Family Expenditure Survey (1986), show that 39% of families reported some expenditures on all types of live staged performances that year.

Perhaps a more meaningful statistic is average attendance per performance. Nationally, music companies (primarily orchestras), drew the largest average number of spectators per performance - 943 people (see Table 1). The other major musical discipline, opera, averaged 895 attendees, followed by dance at 654, and theatre at 273. However, it is worth noting that the average audience for the largest dance companies (primarily ballet), at 1,219, exceeded the average for all music concerts, although the largest orchestras attracted the single largest audiences (1.429 persons). These relative positions remained unchanged from 1986.

Touring plays a very different role in the life of one company from another. Twenty-four of the companies offered all their 1988 performances while on tour, while 164 other companies did not report tour performances at all that year, with the rest of the companies splitting

d'autre part, des dépenses soigneusement calculées. Afin d'obtenir des renseignements statistiques sur les recettes, les dépenses, les spectateurs et les représentations de ces compagnies, la Sous-division de la culture de Statistique Canada mène chaque année une enquête sur quatre disciplines, soit le théâtre, la musique, la danse et l'opéra.

Trois cent soixante-neuf compagnies au total, ou 89 % des compagnies admissibles et rejointes, ont répondu au questionnaire de 1988 et ont ainsi fourni des données sur l'exercice financier se terminant dans la période comprise entre le 1er septembre 1987 et le 31 août 1988. compagnies se répartissent ainsi : 220 compagnies de théâtre. 88 de musique, 48 de danse et 13 d'opéra. À chaque année d'enquête, on vise le même groupe de compagnies; toutefois, les ajouts de compagnies nouvellement formées et les suppressions de compagnies qui ont fermé leurs portes. l'amélioration constante de la couverture et les habitudes de réponse des répondants contribuent tous aux variations observées d'une année à l'autre dans la base de données de l'enquête. Par conséquent, lorsque l'on effectue des comparaisons avec les données des années précédentes, on utilise un fichier commun des compagnies ayant répondu à chacune des années à l'étude. Pour les années 1987 et 1988, on a dénombré 280 compagnies.

Représentations et assistance

En 1988, les 369 compagnies d'arts d'interprétation qui ont répondu à l'enquête ont attiré 13.8 millions de spectateurs. Même si l'on peut être tenté d'avancer qu'un Canadien sur deux a assisté à une représentation artistique, on ne doit pas oublier que bon nombre de personnes peuvent assister à plus d'un spectacle et, en conséquence, influencer le rapport. En fait, des enquêtes antérieures sur les loisirs ont démontré qu'environ le quart des Canadiens assistent à une pièce de théâtre ou encore à un spectacle de musique, d'opéra ou de danse chaque année. La grande popularité des arts d'interprétation ne doit pas être sous-estimée. Les plus récentes données disponibles de l'Enquête sur les dépenses des familles (1986) démontrent que 39 % des familles déclarent des dépenses pour tous les types d'arts de la scène en 1986.

Les statistiques concernant le nombre moyen de spectateurs par représentation sont peut-être plus significatives. À l'échelle nationale, les compagnies de musique (principalement les orchestres) attirent le plus grand nombre moyen de spectateurs par représentation, soit 943 personnes (voir Tableau 1). L'autre grande discipline musicale, l'opéra, compte en moyenne 895 spectateurs; viennent ensuite la danse et le théâtre avec, respectivement, 654 et 273 assistants. Il convient cependant de souligner que le nombre moyen de spectateurs (1,219) aux représentations des grandes troupes de danse (surtout le ballet) dépasse celui de l'ensemble des concerts même si les grands orchestres attirent le public le plus nombreux par représentation (1,429 personnes). Ces positions relatives demeurent inchangées par rapport à 1986.

Le rôle des tournées varie d'une compagnie à l'autre. Vingt-quatre des compagnies ont donné, en 1988, leurs représentations uniquement en tournée alors que 164 compagnies ne déclarent aucun spectacle à l'extérieur de leur ville; la saison des autres compagnies est divisée entre les

their seasons between home and touring. In 1988, 35% of all performances offered were on tour, although for music companies this proportion was much lower, at 19%, and for dance companies, rose to almost one half

An analysis of the Canadian content¹ of performances shows that in 1988, 63% of all performances contained at least one Canadian work or piece. This proportion remained stable from 1987 to 1988, although both years showed a 4% drop from 1986. However, there is significant variation from one discipline to another. Dance companies have classed at least 80% of their performances as containing Canadian content, while music companies have averaged 31% or less over the three year period. Operas have continued to be almost exclusively non Canadian, while for theatre companies, over 65% of their performances have Canadian content.

Revenue

i) General

The 369 companies reporting in 1988 showed total revenues of \$293 million. Earned revenues contributed 49% of this amount, or \$143.7 million, leaving unearned revenues, from public (government) grants and private (corporate and individual) donations responsible for slightly more than half of all revenues.

The four performing disciplines each rely on different combinations of these revenue sources in their efforts to bring total revenues as close as possible to expenditures. Theatre companies, which comprise the largest component of the performing arts field, are able to realize the largest proportion of their revenues from ticket sales (41%). Another 33% comes from government grants, and only 12% from private donations.

While the percentage of income from ticket sales, at 34%, is lower for opera companies than for theatre, corporate and individual sponsorships and donations are highest for this discipline, accounting for 26% of their revenues. Consequently, opera companies also draw a comparatively low proportion of their total revenues from government subsidies, 33%.

Music companies draw a much lower percentage (28%) of their revenues from box office sales, with private sector donations at 18%. Government grants account for another 35% of revenues, which reflect the average for government grants for all disciplines.

spectacles donnés en tournée et ceux donnés sur place. En 1988, 35 % des représentations sont données en tournée bien que dans le cas des compagnies de musique ce pourcentage soit beaucoup inférieur (19 %) et que dans celui des troupes de danse il s'élève à près de 50 %.

L'analyse du contenu canadien¹ des représentations démontre que, en 1988, 63 % des représentations comprennent au moins une oeuvre ou une pièce canadienne. Ce pourcentage demeure stable en 1988 par rapport à 1987, même si les deux années enregistrent une baisse de 4 % en regard de 1986. Il y a toutefois des différences significatives selon les disciplines. Les troupes de danse classent au moins 80 % de leurs représentations comme ayant un contenu canadien alors que les compagnies de musique ont une moyenne égale ou inférieure à 31 % au cours de la période de trois ans. Les opéras sont toujours presque exclusivement de contenu non canadien alors que pour le théâtre, plus de 65 % des représentations ont un contenu canadien.

Recettes

i) Générales

Les 369 compagnies ayant fourni une déclaration en 1988 ont des recettes totales de \$293 millions. Les recettes gagnées représentent 49 % de cette somme, ou \$143.7 millions; un peu plus de la moitié des recettes totales est donc attribuable aux recettes non gagnées, aux subventions des administrations publiques (gouvernementales) et aux dons privés (sociétés ou particuliers).

Les quatre disciplines réunissent différemment leurs sources de recettes afin de réussir à équilibrer le plus possible les dépenses et les recettes totales. Les compagnies de théâtre, qui sont la plus grande composante du secteur des arts d'interprétation, retirent de la vente des billets le plus important pourcentage de leurs recettes (41 %). Trente-trois pour cent des recettes proviennent des subventions des administrations publiques et seulement 12 % des dons privés.

Si le pourcentage des revenus provenant de la vente de billets dans le cas des compagnies d'opéra (34 %) est inférieur à celui des compagnies de théâtre, les commandites et les dons des sociétés et des particuliers sont par contre les plus élevés parmi les quatre disciplines, soit 26 % des recettes. En conséquence, les compagnies d'opéra tirent un pourcentage comparativement faible de leurs recettes totales des subventions des administrations publiques (33 %).

Les compagnies de musique retirent un pourcentage beaucoup plus faible (28 %) de leurs recettes de la vente de billets et les dons du secteur privé atteignent à 18 %. Les subventions des administrations publiques représentent 35 % des recettes, soit le pourcentage moyen des subventions des administrations publiques pour l'ensemble des disciplines.

A performance with Canadian content is one presenting one or more works written, choreographed or composed by a Canadian.

On entend par représentation avec contenu canadien une représentation où est présenté au moins une oeuvre écrite, chorégraphié ou composé par un Canadien.

At the opposite end of the scale from theatre companies are the dance troupes. They draw only 22% of their revenues from the box office, with private donations accounting for another 16% of their revenues. Government grants, therefore, are relied on for over 40% of dance company income, a larger percentage than for any of the other disciplines.

There are also wide variations in the actual revenues of these performing companies, by artistic discipline. In 1988, theatre groups averaged earnings of \$615,000 while opera companies tipped the scales at averages of \$2.3 million per company. Music companies and dance troupes fell in the middle of the spectrum with average total revenues of \$940,000 and \$944,000 respectively.

ii) Earned

Earned revenues totalled \$143.7 million in 1988. Ticket sales generated revenues of over \$98.5 million, with guaranteed and other performance income (such as from media), contributing another \$23.7 million. Other sources of income such as associated schools or festivals, program advertising, and souvenir, bar and concession sales accounted for the remaining \$21.5 million.

The most important component of earned revenue, ticket sales, has itself been undergoing some change over the past decade. Over the years, music companies more than the other performing disciplines have taken advantage of "up-front" revenue guaranteed subscription, as opposed to single, ticket sales. Data from the performing arts survey show that between 1978 and 1988, subscription sales by music companies outweighed single ticket sales by, on average, more than 2 to 1 (see Figure 1). This ratio can be compared with the other disciplines of theatre, dance and opera, where over the same period, subscription series tickets have consistently accounted for less than 40 per cent of all sales, and for the first six years of that period, even less than 30 per cent.

However, the proportion of subscription sales is increasing for the other disciplines, while the ratio for music companies has been gradually This overall growth in subscription sales is happening despite concerns being expressed today about the increasing reluctance of arts patrons to commit themselves to a number of specified evenings throughout the With leisure options so varied and numerous, and the time to enjoy them so limited, it has been anticipated that the constraints imposed by subscription series would be making them less attractive to consumers. Thankfully for the performing arts company trying to strike its budget for the season, the data are not bearing out this forecast.

À l'opposé des compagnies de théâtre, on retrouve les troupes de danse. Celles-ci réalisent seulement 22 % de leurs recettes par la vente de billets, les dons privés représentant par ailleurs 16 % de leurs recettes. Les subventions des administrations publiques représentent en conséquence plus de 40 % du revenu des compagnies de danse, soit le pourcentage le plus élevé parmi les quatre disciplines.

On observe également des variations considérables des recettes réelles réalisées par les compagnies d'art d'interprétation en fonction de la discipline artistique. En 1988, les compagnies de théâtre ont, en moyenne, des recettes de \$615,000 alors que les compagnies d'opéra font pencher la balance avec une moyenne de \$2.3 millions par compagnie. Les compagnies de musique et les troupes de danse se retrouvent au milieu avec des recettes moyennes totales de \$940,000 et \$944,000 respectivement.

ii) Gagnées

Les recettes gagnées totalisent \$143.7 millions en 1988. La vente de billet représente des recettes de plus de \$98.5 millions, les revenus garantis et autres revenus relatifs aux présentations (comme ceux provenant des médias) s'élevant à \$23.7 millions. Les autres sources de recettes – comme les écoles associées et les festivals, la publicité dans les programmes, les souvenirs, les ventes dans les bars et les concessions – expliquent les autres \$21.5 millions.

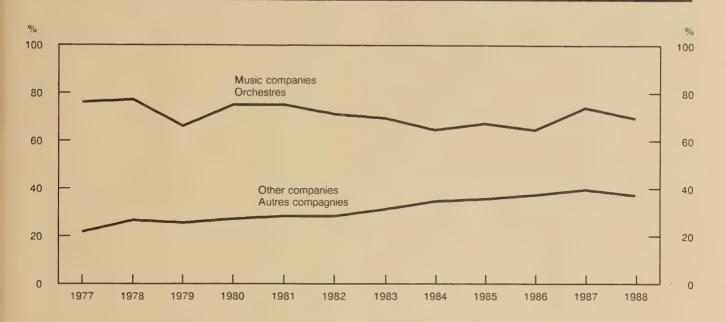
La plus grande composante des recettes gagnées, soit la vente de billets, a évolué quelque peu durant la dernière décennie. Au cours des ans, les compagnies de musique, plus que les compagnies des autres disciplines, ont su profité des recettes "immédiates" garanties que sont les abonnements (par opposition à la vente de billets représentation par représentation). Les données tirées de l'enquête sur les arts d'interprétation indiquent qu'entre 1978 et 1988, la vente d'abonnements a dépassé en moyenne, pour les compagnies de musique, la vente de billets individuels dans une proportion de plus de deux pour un (voir Figure 1). Dans les autres disciplines, soit le théâtre, la danse et l'opéra, les billets vendus par abonnement ont toujours représenté moins de 40 % des ventes au cours de la même période et, durant les six premières années de cette période, moins de 30 %.

Malgré tout, la part des ventes par abonnement augmente dans les autres disciplines alors que celle des compagnies de musique diminue graduellement. On observe une croissance globale des ventes par abonnement malgré les inquiétudes manifestées aujourd'hui concernant la plus grande hésitation qu'auraient les spectateurs à s'engager à assister à un certain nombre de soirées précises au cours de l'année. diverses et nombreuses possibilités de se distraire, et le peu de temps de loisirs disponible, il avait été prévu que les contraintes imposées par les abonnements rendraient ceux-ci moins attrayants pour les consomma-Heureusement pour les compagnies d'art d'interprétation qui cherchent à établir leur budget pour la saison, les données ne soutiennent pas cette prévision.

Figure 1

Subscription Ticket Sales as a Percentage of Total Ticket Sales - Music Companies and Other Companies, 1977 to 1988

Ventes d'abonnements exprimées en pourcentage des ventes totales de billets – orchestres et autres compagnies, 1977 à 1988



iii) Unearned

The difference between earned income and total company expenditures is made up by varying degrees of public and private support.

In 1988, grants from all levels of government totalled \$102.7 million, or 69 per cent of all unearned revenues. Federal government grants amounted to over \$48 million, followed by provincial at \$39 million and municipal and regional at \$14 million. While these proportions are fairly constant across the four performing disciplines, individual provinces show significant variation from these averages. For example, the largest proportion of public grants in Alberta derive from provincial sources rather than federal. On the other hand, in two of the Atlantic provinces, federal grants outweigh provincial by about 2 to 1. Table 3 provides more detail on these breakdowns.

The total amounts paid by the federal and provincial governments in support of the performing arts vastly exceed these amounts reported by the performing companies themselves: the outlay for grants and contributions was 50% greater than that reported by the performing arts companies. Total federal expenditures amounted to \$93.1 million for the fiscal year 1987-88, of which \$56 million was for

iii) Non gagnées

La différence entre le revenu gagné et les dépenses totales des compagnies est comblée à des degrés divers par le soutien public et privé.

En 1988, les subventions des trois paliers d'administration totalisent \$102.7 millions, ou 69 % de l'ensemble des recettes non gagnées. Les subventions de l'administration fédérale s'élèvent à plus de \$48 millions: viennent ensuite les subventions des provinces (\$39 millions) et des municipalités et des régions (\$14 millions). Si ces proportions sont assez constantes pour les quatre disciplines, on observe d'importantes différences dans les moyennes selon les provinces. Par exemple, la plus grande part des subventions des administrations publiques en Alberta provient de l'administration provinciale et non de l'administration fédérale. Par contre, dans deux des provinces atlantiques, les subventions fédérales l'emportent sur les subventions provinciales dans un rapport d'environ deux pour un. On trouve au Tableau 3 des renseignements plus détaillés sur ces ventilations.

Les sommes totales versées par les administrations fédérales et provinciales pour le soutien des arts d'interprétation sont beaucoup plus considérables que les sommes déclarées par les compagnies d'interprétation elles-mêmes: les sorties de fonds relatives aux subventions et aux contributions sont 50 % plus élevées que celles déclarées par les compagnies d'arts d'interprétation. Les dépenses fédérales totales s'élèvent à \$93.1 millions durant l'exercice financier

grants, contributions and transfers to individuals, associations and organizations². Comparable total provincial expenditures exceeded \$112 million, with \$96 million being for grants. contributions and transfers.

The remainder of unearned revenues came from private sources. In 1988, corporate donations and sponsorships totalled \$19.3 million, individual gifts contributed another \$9.5 million and special fund raising events and projects, combined with other sources, accounted for about \$17.7 million. bringing the total revenues from these sources to \$46.6 million. These proportions have been quite stable over the past three years.

Of all the disciplines, music companies derived the largest proportion of their private support from corporate sources and the smallest, from private individuals, at 51 and 18 per cent respectively. On the other hand, opera companies derived the largest proportion of private donations from individuals (29%). More detail on the discipline breakdown of these revenues can be found in Figure 2.

Data from Government Expenditures on Culture in

Le reste des recettes non gagnées provient de sources privées. En 1988, les commandites et les dons des sociétés s'élèvent à \$19.3 millions, les dons des particuliers représentent \$9.5 millions et les événements et projets spéciaux de collecte de fonds, de pair avec d'autres sources, s'élèvent à environ \$17.7 millions, ce qui porte les recettes totales de ces sources à \$46.6 millions. Ces proportions sont demeurées relativement stables au cours des trois dernières années.

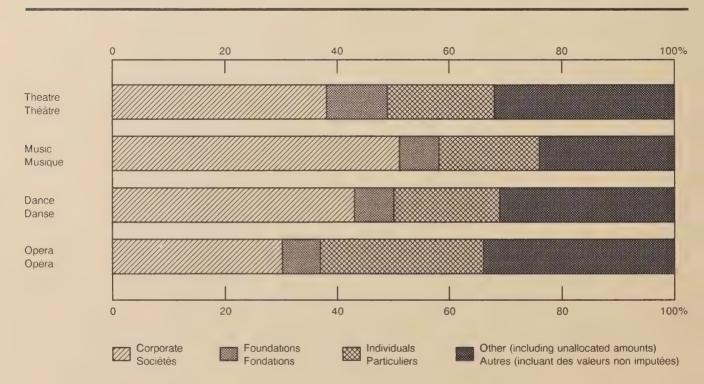
Si l'on considère les dons privés, c'est la musique, de toutes les disciplines, qui retire la plus grande part des sociétés et la plus petite part des particuliers, soit 51 % et 18 % respectivement. À l'opposé, le pourcentage le plus élevé des dons des particuliers est enregistré dans le cas des compagnies d'opéra (29 %). La Figure 2 présente des renseignements plus détaillés sur la ventilation de ces recettes selon la discipline. observait une répartition semblable pour les données de

Private Donations by Source, as a Per Cent, by Discipline, 1988

Canada, 1987-88, Catalogue No. 87-206.

Figure 2

Dons du secteur privé selon la source, en pourcentage, par discipline, 1988



patterns were reflected also in the 1987 data.

¹⁹⁸⁷⁻¹⁹⁸⁸ dont \$56 millions sont consacrés aux subventions, aux contributions et aux transferts aux particuliers, associations et organismes². Les dépenses provinciales totales correspondantes s'élèvent à plus de \$112 millions, dont \$96 millions en subventions. contributions et transferts.

Données tirées de Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1987-1988, nº 87-206 au catalogue.

Expenditures

The labour-intensive nature of the performing arts is evidenced by the prominence of personnel costs in overall company expenditures. On average, wages and salaries accounted for more than half of all expenses, although music companies far exceeded this proportion at 65% and dance companies fell under the half-way point at 44%. Personnel expenditures for theatre and opera companies accounted for 53% and 56% respectively of their total expenditures.

Consistent with the pattern of wages and salaries, other production costs for music companies are just 12% of all expenditures, while for dance companies, they are 28%. For theatre and opera companies they are 18%. For all disciplines, therefore, total production costs (including touring) are within a few percentage points of each other, between 72 and 76 per cent of all company expenses. Marketing and fund raising costs are the largest other single category of expenditure, consistently accounting for 10 or 11 per cent of total costs for all disciplines.

The remainder of company expenses consisted of: administration, including all office equipment and supplies, bank charges, insurance, legal and audit fees, etc.; other, including space ownership or rental, bar and concession supplies, etc.; and any costs incurred by an associated school or festival. Average per company expenditures in 1988 ranged from \$93,040 for small music companies to \$6,083,500 for the By discipline, average largest opera companies. company expenditures were \$613,440 for theatre, \$942,930 for dance, \$948,490 for music, and \$2,281,540 for opera companies, for a combined average expenditure of \$794,970. Adjusted to remove the effects of inflation, these figures indicate real decreases in average company expenditures since 1987, for all disciplines except dance. These decreases averaged nearly 10%.

Surplus or Deficit?

No matter how stringently performing arts companies control their expenditures, or how energetically they lobby for public grants or conduct fund-raising compaigns, there is always the threat if not the reality of ending the season in the red.

Between 1987 and 1988, total company revenues increased by 4.2% while expenditures rose by 4.5%³. This resulted in total revenues falling short of expenditures in 1988 by \$370,200. Neither all provinces nor all disciplines contributed equally to this negative balance.

Dépenses

Les arts d'interprétation étant de par leur nature même une activité exigeant une main-d'oeuvre considérable, on constate une prépondérance des coûts relatifs au personnel dans les dépenses globales des compagnies. En moyenne, les salaires et traitements représentent plus de la moitié des dépenses, même si les compagnies de musique dépassent de beaucoup cette proportion (65 %) et si les troupes de danse ont un pourcentage inférieur (44 %). Les dépenses relatives au personnel des compagnies de théâtre et d'opéra expliquent respectivement 53 % et 56 % des dépenses totales de ces compagnies.

Les autres coûts de production des compagnies sont cohérents avec le pourcentage des salaires et traitements et s'élèvent à un peu plus de 12 % de l'ensemble des dépenses des compagnies de musique et à 28 % des dépenses des troupes de danse. Dans le cas des compagnies de théâtre et d'opéra, elles représentent 18 % des dépenses totales. Ainsi, les coûts totaux de production (y compris les tournées) se rapprochent à quelques points près d'une discipline à l'autre et ils oscillent entre 72 % et 76 % de l'ensemble des dépenses. Les coûts de commercialisation et de collecte de fonds constituent la deuxième plus importante catégorie unique de dépenses, expliquant sans exception entre 10 % et 11 % des coûts totaux pour l'ensemble des disciplines.

Les autres dépenses des compagnies sont les suivantes : les dépenses administratives, dont le matériel et les fournitures de bureau, les frais bancaires, les assurances, les honoraires d'avocat et les frais de vérification comptable, etc.; les autres dépenses, y compris l'achat ou la location d'espaces, les fournitures des bars et des concessions, etc.; et les coûts relatifs aux écoles ou festivals associés. En 1988. les dépenses moyennes par compagnie sont comprises entre \$93,040 pour les petites compagnies de musique et \$6,083,500 pour les grandes compagnies d'opéra. discipline, les dépenses moyennes des compagnies s'élèvent à \$613,440 pour le théâtre, à \$942,930 pour la danse, à \$948,490 pour la musique et à \$2,281,540 pour l'opéra, soit pour l'ensemble des disciplines des dépenses moyennes de \$794,970. Après correction pour l'inflation, ces chiffres indiquent qu'il y a des baisses réelles des dépenses movennes des compagnies depuis 1987, et ce dans toutes les disciplines sauf la danse. Ces diminutions s'élèvent en moyenne à près de 10 %.

Excédent ou déficit?

Peu importe la rigueur avec laquelle les compagnies d'arts d'interprétation gèrent leurs dépenses et peu importe les efforts qu'elles déploient afin d'obtenir des subventions gouvernementales ou de mener des campagnes de collecte de fonds, il est toujours possible, sinon inévitable, qu'elles enregistrent un déficit à la fin de la saison.

Entre 1987 et 1988, les recettes totales des compagnies augmentent de 4.2 % alors que les dépenses progressent de 4.5 %3; c'est ainsi qu'en 1988, les recettes totales sont inférieures de \$370,200 aux dépenses. Ce bilan négatif ne s'observe toutefois ni dans toutes les provinces ni dans toutes les disciplines.

³ Adjusted to remove effects of inflation.

³ Après correction pour l'inflation.

Surpluses were realized in 4 provinces -Newfoundland, Nova Scotia, Ontario and Manitoba and the Yukon (see Table 2). While only the largest of the theatre and dance companies ended their seasons with surpluses, their influence was sufficient to ensure a total surplus for all theatre companies of \$336,400 and for all dance companies of \$40.800 (see Table 1). Opera companies while also achieving an overall surplus (\$35,200) showed a deficit for the largest sized companies. Music, on the other hand, was the only discipline with less than half of the companies recording a surplus and all size groups operated under the financial stain of total costs exceeding total income. The largest orchestras were burdened with the biggest total deficit of all groups - \$413,040. average company level deficits were greatest for large opera companies, at \$26,739. This compares with the large music companies at \$24,297. Average company level surpluses of the largest theatre and dance companies were \$23,286 and \$36,986 respectively. Table 4 presents the data on average revenues, expenditures, and surpluses (deficits).

Additional Information

Although the questionnaire used in the 1986 to 1988 performing arts surveys was substantially revised from that used from 1978 to 1985, it solicited from the respondents the same basic performance, attendance, revenue and expenditure information as previously. In fact, similar data are available back to 1967. Special data tabulations for any of the survey years 1967 to 1989 are available on a cost-recovery basis. Detailed data on the performing arts have been published annually since 1986, in **Performing Arts, Culture Statistics**, Catalogue No. 87-209, Statistics Canada.

Anyone who would like further information on the Performing Arts Survey is encouraged to contact Mary Cromie, Culture Statistics Program, Education, Culture and Tourism Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone (613) 951-6864). Requests may also be directed to any of Statistics Canada's regional offices.

Des excédents sont réalisés dans quatre provinces -Terre-Neuve, Nouvelle-Écosse, Ontario et Manitoba - et au Yukon (voir Tableau 2). Même si seulement les plus grandes compagnies de théâtre et de danse terminent la saison avec un excédent, leur influence est suffisamment importante pour entraîner un excédent total pour l'ensemble des compagnies de théâtre (\$336.400) et des troupes de danse (\$40.800) (voir Tableau 1). Les compagnies d'opéra réalisent également un excédent global (\$35,200) même si les plus grandes compagnies enregistrent un déficit. Par contre, la musique est la seule discipline où moins de la moitié des compagnies réalisent un excédent et où les compagnies de tous les groupes de taille ont des difficultés financières, les coûts totaux dépassant le revenu total. De tous les groupes, celui des grands orchestres accuse le déficit le plus important, soit \$413,040. Toutefois, le déficit moven par compagnie le plus élevé est celui des grandes compagnies d'opéra (\$26,739). qui est du même ordre que celui des grandes compagnies de musique (\$24,297). Les excédents moyens par compagnie des grandes compagnies de théâtre et de danse s'élèvent à \$23,286 et à \$36,986 respectivement. Le tableau 4 comprend les données movennes sur les recettes et les dépenses ainsi que sur les excédents (déficits).

Renseignements supplémentaires

Bien qu'on ait apporté des révisions substantielles au questionnaire utilisé dans les enquêtes de 1986 au 1988 sur les arts d'interprétation, par rapport à ceux utilisés durant les enquêtes menées de 1978 à 1985, les mêmes renseignements fondamentaux ont été demandés à l'égard des représentations, du nombre de spectateurs, des revenus et des dépenses. En fait, des données similaires sont recueillies depuis 1967. Des totalisations spéciales des données relatives à toute année d'enquête échelonnée de 1967 à 1989 sont offertes sous réserve du recouvrement des frais. Les données détaillées sur les arts d'interprétation ont été publiées annuellement depuis 1986 dans la publication Les arts d'interprétation, Statistiques de la culture, nº 87-209 au catalogue, Statistique Canada.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements supplémentaires concernant l'Enquête sur les arts d'interprétation est priée de communiquer avec Mary Cromie, au numéro (613) 951-6864, Programme de la statistique de la culture, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6. Les demandes peuvent également être adressées à l'un des bureaux régionaux de Statistique Canada.

Table 1 **Summary Statistics by Discipline, 1988**

Tableau 1 Statistiques sommaires selon la discipline, 1988

	Theatre	Music	Dance	Opera	
	Théâtre	Musique	Danse	Opéra	Total
Number of companies -					
Nombre de compagnies	220	88	48	13	369
Number of performances – Nombre de représentations	31,193	3,098	2,818	639	37,748
Total attendance – Assistance totale	8,464,355	2,920,631	1,843,066	571,757	13,799,809
Average attendance per performance ¹ – Assistance moyenne par représentation ¹	273	943	654	895	368
Total Revenue – Recettes totales	135,292,719	82,684,264	45,301,465	29,695,268	292,973,716
Total Expenditures – Dépenses totales	134,956,302	83,466,999	45,260,633	29,660,029	293,343,963
Surplus (deficit) – Excédent (déficit)	336,417	(782,735)	40,832	35,239	(370,247)

Table 2 **Summary Statistics by Province, 1988**

Tableau 2 Statistiques sommaires selon la province, 1988

	Number of companies	Number of performances	Total attendance	Average attendance per performance	Total revenue	Total expenditures	Surplus (deficit)
	Nombre de compagnies	Nombre de représentations	Assistance totale	Assistance moyenne par représen- tation	Recettes totales	Dépenses totales	Excédent (déficit)
					\$	\$	\$
Newfoundland - Terre-Neuve	4	205	52,350	255	911,800	887,352	24,448
Prince Edward Island - Île- du-Prince-Édouard	3	365	117,175	321	3,049,526	3,196,518	(146,992)
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	8	1,036	381,643	368	4,915,386	4,813,539	101,847
New-Brunswick - Nouveau- Brunswick	5	662	229,400	347	2,293,973	2,358,674	(64,701)
Quebec - Québec	139	10,132	3,582,517	354	70,535,408	70,956,499	(421,091)
Ontario	116	13,139	5,464,485	416	132,622,167	131,990,527	631,640
Manitoba	14	1,639	786,604	480	20,363,124	20,080,625	282,499
Saskatchewan	7	1,124	237,794	212	3,571,191	3,724,676	(153,485)
Alberta	32	4,431	1,313,555	310	30,093,252	30,343,631	(250,379)
British Columbia - Colombie-Britannique	40	4,965	1,631,484	329	24,545,558	24,920,050	(374,492)
Yukon	1	50	2,802	56	72,331	71,872	459
Canada	369	37,748	13,799,809	368	292,973,716	293,343,963	(370,247)

Calculated only for those companies reporting both performances and attendance.

Ne comprend que les compagnies qui ont fourni des données à la fois sur les représentations et sur les spectateurs.

Table 3 Public Grants by Source by Province, 1988

Tableau 3 Subventions des administrations publiques selon la source et la province, 1988

	Total unearned revenue		Total public		Fede	eral
	Total des Total des recettes administrations non gagnées publiques			Subventions fédérales		
			\$	%	\$	%
Newfoundland - Terre-Neuve	568,255	375,593	3	100.0	244,193	65.0
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	1,363,725	1,161,958	3	100.0	674,458	58.0
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	2,635,705	2,127,937	7	100.0	1,215,206	57.1
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	1,310,073	923,110		100.0	586,289	63.5
Quebec - Québec	36,676,665	28,810,285	5	0.00	11,447,711	39.7
Ontario	63,882,756	41,381,346		0.00	21,899,770	52.9
Manitoba	9,797,235	7,310,569		100.0	3,501,374	47.9
Saskatchewan	2,183,437	1,627,748	3 .	100.0	592,232	36.4
Alberta	17,027,432	9,478,218	3	100.0	3,338,987	35.2
British Columbia - Colombie-Britannique	13,821,894	9,451,477	7	100.0	5,149,261	54.5
Yukon	43,608	41,558	3	0.001	2,778	6.7
Canada	149,310,785	102,689,799) 1	0.00	48,652,259	47.4
	Provincial		Μt	ınicipal		Other ¹
		entions nciales		ventions ricipales		Autres ¹
	\$	%	\$	%	\$	%
Newfoundland - Terre-Neuve	120,400	32.1	11,000	2.9	-	-
Prince Edward Island - Île-du Prince-Édouard	323,900	27.9	22,000	1.9	141,600	12.2
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	864,363	40.6	48,368	2.3	-	-
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	321,088	34.8	15,733	1.7		-
Quebec - Québec	13,584,086	47.2	3,638,709	12.6	139,779	0.5
Ontario	12,263,948	29.6	6,644,917	16.1	572,711	1.4
Manitoba	2,973,690	40.7	792,083	10.8	43,422	0.6
Saskatchewan	773,957	47.5	156,740	9.6	104,819	6.4
Alberta	4,919,283	51.9	1,197,948	12.6	22,000	0.2
British Columbia - Colombie-Britannique	3,177,612	33.6	1,118,642	11.8	5,962	0.1
Yukon	38,780	93.3	-	-	-	-
Canada	36,361,107	38.3	13,646,140	13.3	1,030,293	1.0

Primarily includes unallocated values; that is, those values that the respondent could not clearly allocate to any of the individual specified cells.

¹ Essentiellement, inclue des valeurs non imputées; c.-à-d. les valeurs que le répondant ne peut clairement attribuer à aucun des cas spécifiés.

Table 4

Average Company Revenues, Expenditures and Surplus (Deficit) by Discipline and Company Size¹, 1988

Tableau 4

Recettes et dépenses moyennes par compagnie, excédent (déficit) moyen par compagnie, selon la discipline et la taille de la compagnie¹, 1988

	Average earned	Average unearned	Total average revenue ²	Average expenditure	Average Surplus (deficit)
	Moyenne des recettes gagnées	Moyenne des recettes non gagnées	Recettes moyennes totales ²	Dépenses moyennes	Excédent (déficit) moyen
	\$	\$	\$	\$	\$
Discipline and Company size – Discipline et la taille de la compag	nie				
Theatre - Théâtre					
Small - Petite	39,778	58,624	98,513	100,716	(2,203)
Medium - Moyenne	163,131	227,815	390,946	393,376	(2,430)
Large - Grande	1,678,260	1,083,459	2,761,719	2,738,433	23,286
Total	334,891	280,025	614,967	613,438	1,529
Music - Musique					
Small - Petite	35,718	49,777	85,495	93,040	(7,545)
Medium - Moyenne	123,829	226,840	350,669	351,574	(905)
Large - Grande	1,999,614	2,117,137	4,116,751	4,141,048	(24,297)
Total	440,139	499,455	939,594	948,489	(8,895)
Dance - Danse					
Small - Petite	30,121	64,962	95,083	97,577	(2,494)
Medium - Moyenne	112,398	278,766	391,164	403,908	(12,744)
Large - Grande	1,835,208	2,161,203	3,996,411	3,959,425	36,986
Total	401,143	542,638	943,781	942,930	851
Opera - Opéra					
Small - Petite	61,866	117,621	179,487	179,126	361
Medium - Moyenne	486,340	656,351	1,142,691	1,107,593	35,098
Large - Grande	2,433,516	3,623,251	6,056,767	6,083,506	(26,739)
Total	922,212	1,362,039	2,284,251	2,281,541	2,710
Total	389,301	404,636	793,967	794,970	(1,003)

Based on total company revenues as follows:

Theatre, music and dance

small - less than \$200,000 medium - \$200,000 to \$800,000

large - greater than \$800,000

Opera

small - less than \$800,000

medium - \$800,000 to \$2,000,000

large - greater than \$2,000,000

Refer to catalogue 87-209 Performing Arts 1988, p. 10 for more information.

Théâtre, musique et danse

petite - moins de \$200,000

moyenne - de \$200,000 à \$800,000

grande - plus de \$800,000

Opéra

petite - moins de \$800,000

moyenne - de \$800,000 à \$2,000,000

grande - plus de \$2,000,000

Pour plus de renseignements, consulter la publication no 87-209 au catalogue, Les arts d'interprétation, 1988, p. 10.

Fondée sur les recettes totales de la compagnie:

² Total average revenue exceeds the sum of average earned and unearned revenues because some amounts could not be allocated clearly to one category or the other.

² Les recettes moyennes totales sont supérieures à la somme des recettes moyennes gagnées et non gagnées à cause de quelques montants qui ne peuvent pas être attribués clairement à un cas ou à l'autre.





Culture Service Bulletin

Culture Bulletin de service

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$49.00 annually United States: US\$5.90 per issue, US\$59.00 annually Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$69.00 annually To order Statistics Canada publications, please call our National to

Prix: Canada: 4,90 \$ l'exemplaire, 49 \$ par année États-Unis: 5,90 \$ US l'exemplaire, 59 \$ US par année Autres pays: 6,90 \$ US l'exemplaire, 69 \$ US par année Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans trais: 1-800-267-6677

Periodical Publishing, 1988-89 in an Historical Perspective

Highlights

In 1988-89:

- The total annual circulation of 1.534 Canadian periodicals rose 9% from the previous year, to 558 million copies. This represents an average annual circulation of 363,600 copies per periodical, up from an average of 359,500 copies in 1987-88 and 330,900 copies in 1985-86.
- The total revenue accruing to print publishing in Canada (which includes daily and non-daily newspapers, periodicals and books) reached \$4.6 billion in current dollars, up 9% from 1987-88, 49% from 1984-85 and 89% from 1981-82. In constant 1981 dollars, the growth in revenue was 31% from 1981-82. Revenue from periodical publishing accounted for 19% of this amount in 1988-89.
- Advertising sales make up the bulk of the revenue for print publishing in Canada. This is particularly so for the daily and non-daily newspapers where advertising revenue accounted for 79% of the total revenue of each in 1988-89. In periodical publishing, advertising sales made up 63% of total revenue.

July 1991

Édition du périodique, 1988-1989 dans une perspective historique

Faits saillants

En 1988-1989:

- Le tirage total annuel des 1 534 périodiques édités au Canada a augmenté de 9 % par rapport à l'année précédente, pour passer à 558 millions d'exemplaires. Cela représente un tirage annuel moyen de 363 600 exemplaires par périodique, une augmentation par rapport à un tirage moyen de 359 500 exemplaires en 1987-1988 et de 330 900 exemplaires en 1985-1986.
- Les recettes totales revenant à l'édition écrite au Canada (ce qui comprend les journaux quotidiens et non quotidiens, les périodiques et les livres) ont atteint 4,6 milliards en dollars courants, soit 9 % de plus qu'en 1987-1988, 49 % de plus qu'en 1984-1985 et 89 % de plus qu'en 1981-1982. En dollars constants de 1981, cela correspondait à une hausse de 31 % par rapport à 1981-1982. Les recettes tirées de l'édition du périodique représentaient 19 % de cette somme en 1988-1989.
- Les ventes de publicité représentent la plus grande part des recettes de l'édition écrite au Canada. Cela est particulièrement vrai pour les journaux quotidiens et non quotidiens pour lesquels les recettes de publicité comptaient respectivement pour 79 % des recettes totales en 1988-1989. Dans l'édition du périodique, les ventes de publicité représentaient 63 % des recettes totales.

Juillet 1991

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, Science and Technology, 1991. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Chief, Author Services, Publications Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6. Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1991. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du Chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K14 0T6.



- While English is the dominant language in Canadian periodical publishing, French language and bilingual (English and French) periodicals have increased substantially since 1985-86. The number of French language periodicals published in Canada rose 26% to 339 between 1985-86 and 1988-89, and that of bilingual publications increased a dramatic 87% to 247. The number of English language periodicals rose a modest 3% to 901 during the same period.
- In dealing with the increased cost of distribution by Canada Post, periodical publishers are using private delivery to distribute some of their publications. In 1984-85, Canada Post delivered 75% of the total periodicals circulated. By 1988-89, this had dropped to 68%. Private delivery systems accounted for 32% of the total distribution in 1988-89 as compared to 25% in 1984-85.
- Profit before taxes was 4% of the total revenue reported for all periodicals in 1988-89, down one percentage point from 1987-88. The lower rate of profit is attribuable mostly to the higher per unit cost of producing periodicals. Compared with the previous year, the cost per copy was 8% higher in 1988-89.

Print Publishing in Canada

In 1988-89, the total revenue accuring to print publishing in Canada (which includes daily and non-daily newspapers, periodicals and books) reached \$4.6 billions in current dollars1, up 9% from 1987-88 and 89% from 1981-82. In constant 1981 dollars, the growth in revenue was 31% from 1981-82, representing an average annual growth rate of 4%. Over the same period, the Canadian economy as represented by the Gross Domestic Product grew by 25% in real terms, averaging 3.6% annually. With an average annual growth of 11% since 1981-82, non-daily newspapers led the print media in the annual rate of increase in revenue. Periodicals and books, each registered an average of 5%, while daily newspapers recorded 2% (Table 1).

Although the slowest growing sector, daily newspapers held the largest share (54%) of the total revenue for print publishing in Canada in 1988-89. Periodicals had 19% of the total revenue, non-daily newspapers, 16% and book publishing held 11%.

- Bien que l'anglais domine l'édition du périodique canadien, les périodiques français et bilingues (anglais et français) ont connu une hausse substantielle depuis 1985-1986. Le nombre de périodiques publiés en français au Canada a augmenté de 26 % entre 1985-1986 et 1988-1989, pour passer à 339 et le nombre de publications bilingues a connu une augmentation spectaculaire de 87 %, pour passer à 247. Au cours de la même période, les périodiques publiés en anglais n'ont enregistré qu'une modeste hausse de 3 % pour atteindre , 901 publications.
- Face aux coûts croissants de distribution exigés par la Société canadienne des postes, les éditeurs de périodiques utilisent des services de livraison privés pour distribuer certaines de leurs publications. En 1984-1985, la Société canadienne des postes a livré 75 % de tous les périodiques publiés. En 1988-1989, elle n'effectuait plus que 68 % des livraisons. Les systèmes privés détenaient 32 % du marché en 1988-1989 comparativement à 25 % en 1984-1985.
- Les bénéfices avant impôts représentaient 4 % des recettes totales déclarées pour tous les périodiques en 1988-1989, soit une baisse d'un point par rapport à 1987-1988. Ce faible taux de profit est principalement attribuable à l'augmentation du coût de production à l'unité des périodiques. En 1988-1989, le coût de production d'un exemplaire était de 8 % plus élevé qu'en 1987-1988.

L'édition écrite au Canada

En 1988-1989, les recettes totales revenant à l'édition écrite au Canada (ce qui comprend les journaux quotidiens et non quotidiens, les périodiques et les livres) ont atteint 4.6 milliards en dollars courants1, soit 9 % de plus qu'en 1987-1988 et 89 % de plus qu'en 1981-1982. En dollars constants de 1981, cela représente une hausse de 31 % par rapport à 1981-1982 et un taux d'augmentation annuel moyen de 4 %. Au cours de la même période, l'économie canadienne telle que représentée par le produit intérieur brut a connu une augmentation de 25 % en chiffres absolus, soit une moyenne annuelle de 3.6 %. Avec une augmentation annuelle movenne de 11 % depuis 1981-1982, les journaux non quotidiens sont toujours en tête des médias imprimés en ce qui concerne le taux de croissance annuel des recettes. Les périodiques et les livres ont enregistré une hausse moyenne de 5 % tandis que les quotidiens ont augmenté en movenne de 2 % (tableau 1).

Les quotidiens détenaient la plus grande part (54 %) des recettes totales de l'édition écrite au Canada en 1988-1989, même s'ils en constituaient la composante la moins florissante,. Les périodiques représentaient 19 % des recettes totales, les journaux non quotidiens 16 % et les livres 11 %.

¹ This estimate is based on data on publishers available from the Printing, Publishing and Allied Industries Survey, the Periodical Publishing Survey and the Survey of Book Publishers and Exclusive Agents.

Cette évaluation est basée sur les données relatives aux éditeurs contenues dans la publication Imprimerie, édition et activités connexes, l'enquête sur l'édition du périodique et l'enquête auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres.

Advertising Revenue by Medium

Advertising sales make up the bulk of the revenue of print publishing in Canada. This is particularly so for the daily and non-daily newspapers where advertising revenue accounted for 79% of the total revenue of each in 1988-89. In periodical publishing, advertising sales held 63% of the total revenue. In the broadcast media, which compete with the print media for advertising dollars in Canada, advertising sales are an even more important source of revenue. In 1988-89, the sale of advertising represented over 94% of the total revenue of the broadcast media, 92% for private television stations and 98% for private radio stations (Table 2).

In recent years, an increased amount of advertising revenue has found its way to the print media despite competition from the broadcast media. Between 1985-86 and 1988-89 advertising revenue (in constant 1981 dollars) for non-daily newspapers grew by 19%, averaging a 6% increase annually. Daily newspapers and periodicals' each recorded an average annual growth of 5%. In comparison, the average annual increase for radio and television was 3% each.

Imports and Exports

Canada imports more periodicals than it exports. Data from the International Trade Division of Statistics Canada show that this trade imbalance has widened over the years². In 1980-81, Canada imported periodicals worth \$277 million in current dollars while exporting periodicals to the tune of \$53 million. This translated into a trade deficit of \$224 million. By 1988-89, the import figure had reached \$510 million. almost double the 1980-81 figure, while exports increased 9% to \$58 million. The deficit in 1988-89 stood at \$452 in current dollars, more than double that of 1980-81. In constant 1981 dollars, exports showed a decline of 33% between 1980-81 and 1988-89. Over the same period, imports increased 14% in real terms averaging 2% annually. It should be noted that the dollars figures for imports do not include the value of foreign periodicals received directly by subscribers in Canada through the post.

Recettes de publicité selon le média

Les ventes de publicité représentent la plus grande part des recettes de l'édition écrite au Canada. Cela est particulièrement vrai pour les journaux quotidiens et non quotidiens pour lesquels les recettes de publicité comptaient respectivement pour 79 % des recettes totales en 1988-1989. Dans l'édition du périodique, les ventes de publicité représentaient 63 % des recettes totales. Dans la presse parlée, qui fait concurrence au média-presse pour les recettes de publicité au Canada, les ventes de publicité sont une source de revenus encore plus importante. En 1988-1989, elles représentaient plus de 94 % des recettes totales provenant de la presse parlée, soit 92 % pour les stations privées de télévision et 98 % pour les stations privées de radio (tableau 2).

Au cours des dernières années, le média-presse s'est emparé d'un montant croissant des recettes de publicité malgré la concurrence exercée par la presse parlée. Entre 1985-1986 et 1988-1989, les recettes de publicité (en dollars constants de 1981) pour les journaux non quotidiens ont augmenté de 19 %, soit une hausse moyenne annuelle de 6 %. Les quotidiens et les périodiques ont enregistré respectivement une augmentation moyenne annuelle de 5 % comparativement à la hausse moyenne annuelle de 3 % qu'ont respectivement connu la radio et la télévision.

Importations et exportations

Les importations canadiennes de périodiques sont supérieures aux exportations. Les données provenant de la Division du commerce international de Statistique Canada révèlent que ce déséquilibre commercial s'est accru au cours des années². En 1980-1981, les importations canadiennes de périodiques se chiffraient à 277 millions en dollars courants tandis que les exportations rapportaient la somme de 53 millions de dollars, ce qui correspondait à un déficit commercial de 224 millions. En 1988-1989, les importations avaient atteint 510 millions de dollars, presque le double des recettes de 1980-1981, tandis que les exportations augmentaient de 9 %, pour atteindre 58 millions. Le déficit pour 1988-1989 était de 452 millions en dollars courants, plus de deux fois celui de 1980-1981. En dollars constants de 1981, les exportations ont accusé une baisse de 33 % entre 1980-1981 et 1988-1989. Au cours de la même période, les exportations enregistraient une hausse de 14 % en chiffres absolus, soit une hausse moyenne annuelle de 2 %. Il convient de souligner que les montants des importations ne comprennent pas les périodiques étrangers reçu directement par les abonnés canadiens par la poste.

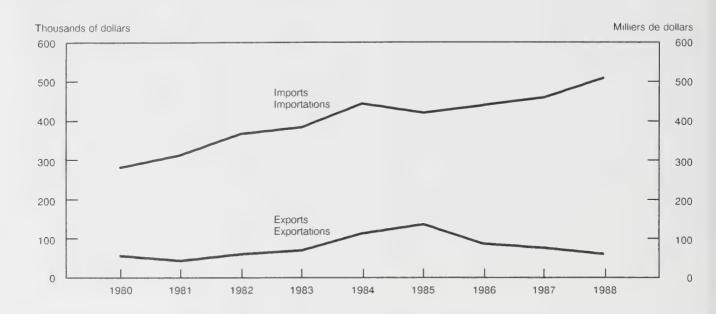
Imports by Commodities, catalogue No. 65-007 (December issue) and Exports by Commodities, catalogue No. 65-004 (December issue), Statistics Canada. For customs duty purposes, imports are recorded at values established according to the provisions of the Custom Act. These provisions require the value for duty of imported goods to be equivalent to the actual price paid for the goods. Exports are recorded at the values declared on export documents, which usually reflect actual selling price or, in the case of non-arm's-length transactions, the transfer price used for company accounting purposes.

Importations par marchandise, no 65-007 au catalogue (numéro de décembre) et Exportations par marchandises, no 65-004 au catalogue (numéro de décembre), Statistique Canada. Aux fins des droits de douanes, la valeur des exportations est établie conformément aux dispositions de la Loi sur les douanes selon lesquelles le montant des droits des marchandises importées doit être le même que celui du prix réel payé pour les marchandises. La valeur des exportations est celle qui est déclarée sur les documents d'exportation qui contiennent habituellement le prix réel de vente ou, dans le cas des transactions avec lien de dépendance, le prix de cession utilisé aux fins de comptabilité d'entreprise.

Figure I

Import and Exports of Periodicals 1980-81 to 1988-89

Importations et exportations des périodiques, 1980-1981 à 1988-1989



Source: Imports: Merchandise Trade, Catalogues 65-007 (Monthly) and 65-207 (Annual). Exports: Merchandise Trade, Catalogues, 65-004 (Monthly) and 65-202 (Annual).

The 1988-89 survey of periodicals shows an annual export of 16.9 million copies of Canadian periodicals to the rest of the world. This represents a 5% decrease from 1987-88 and a 14% drop from 1986-87. Most (13 millions copies) of the exports of Canadian periodicals went to the United States. In comparison, the number of American periodicals distributed in Canada in 1988-89, according to the Audit Bureau of Circulation³ data, was an estimated 200 million copies up 3% from the previous year.

Unlike periodicals, newspapers published in Canada have enjoyed a favourable balance of commodity trade with the rest of the world. Imports of newspapers to Canada are low. They have never exceeded \$42 million, the value of imports for 1989-90. In that year, exports were valued at \$191 million, up 12% from 1988-89, but down 10% from 1987-88. This represents a trade surplus of \$149 million in 1989-90. Almost all of the newspaper exports go to the United States.

Profile of Canadian Periodicals

The Periodical Publishing Survey conducted by the Culture Statistics Program provides a vital profile of periodical publishing in Canada. The 1988-89 survey L'enquête de 1988-1989 sur les périodiques révèle qu'on exporte annuellement 16,9 millions d'exemplaires de périodiques canadiens. Cela représente 5 % de moins qu'en 1987-1988 et 14 % de moins qu'en 1986-1987. La majorité (13 millions d'exemplaires) des périodiques canadiens exportés étaient destinés aux États-Unis. Par contre, selon les données du Audit Bureau of Circulation³, le nombre de périodiques américains distribués au Canada en 1988-1989 était évalué à 200 millions d'exemplaires, soit 3 % de plus que l'année précédente.

Contrairement aux périodiques, la balance commerciale des journaux publiés au Canada a été favorable sur le plan mondial. Le Canada importe très peu de journaux. Les importations n'ont jamais dépassé 42 millions de dollars, soit la valeur des importations pour 1989-1990. Au cours de cette année, les exportations étaient évaluées à 191 millions, soit 12 % de plus qu'en 1988-1989, mais 10 % de moins qu'en 1987-1988. Cela représente un surplus commercial de 149 millions de dollars en 1989-1990. Presque tous les journaux exportés sont destinés aux États-Unis.

Profil des périodiques canadiens

L'enquête sur l'édition du périodique menée dans le cadre du Programme de la statistique culturelle fournit un important profil de l'édition du périodique au Canada. Les

Source: Importations: commerce de marchandises, nºs 65-007 (mensuel) et 65-207 (annuel) au catalogue.

Exportations: commerce de marchandises, nºs 65-004 (mensuel) et 65-202 (annuel) au catalogue.

^{3 &}quot;Canadian Circulation of U.S. Magazines" – an annual publication of the Audit Bureau of Circulations, Toronto."

^{3 «}Canadian Circulation of U.S. Magazines» – une publication annuelle du Audit Bureau of Circulation de Toronto.

results show that the total annual circulation of 1,534 periodicals rose 9% to 558 million copies from the previous year. This represents an average annual circulation of 363,600 copies in 1988-89 up from 359,000 copies in 1987-88 and 331,000 copies in 1985-86 (Table 3).

Most of the periodicals circulated are distributed by Canada Post. In recent years, the cost of distributing periodicals in this way has gone up and the dominance of Canada Post in the delivery of periodicals is diminishing. Increasingly, periodical publishers are using private delivery to distribute some of their publications. In 1984-85. Canada Post delivered 75% of the total periodicals circulated. By 1988-89, this had dropped to 68%. Private delivery systems now account for 32% of the total distribution as compared with 25% in 1984-85. Faced with this competition. Canada Post is offering volume and presortation discounts to publishers. Only the largecirculation periodicals can take full advantage of the volume discount.

Over half of the 1,534 periodicals produced by Canadian publishers in 1988-89 were published in English, 22% in French and 16% were bilingual (English and French). Forty-seven publications in languages other than English and French accounted for the remaining 3%. While English is the dominant language in Canadian periodical publishing, French language and bilingual (English and French) periodicals have increased substantially since 1985-86. The number of French language periodicals published in Canada rose 26% to 339 between 1985-86 and 1988-89, and that of bilingual publications increased a dramatic 87% to 247. The number of English language periodicals rose a modest 3% to 901 during the same period.

The circulation of French language periodicals is in a growth stage. In 1985-86, 99 million copies of French language periodicals were circulated annually. By 1988-89, the annual circulation of French periodicals had reached 158 million copies, an increase of almost 60% from 1985-86. This compares with an increase in circulation of 30% to 558 million copies for all periodicals and a less than 17% increase to 367 million copies for the English language periodicals. In an amazing spurt, the circulation of bilingual publications doubled over the same period to 28 million copies annually.

Depending on the type or language of publication, the increase in prices of periodicals has varied for 1988-89. The average single-copy price of periodicals rose 6% to \$4.34 from the previous year. Prices are more likely to be higher if they are bilingual or scholarly periodicals. The single-copy price of bilingual periodicals averaged \$7.58, up 6% from 1987-88. This compares with an increase of 5% to \$3.64 for English language periodicals and 2% to \$3.78 for French language periodicals. Annual subscription

résultats de l'enquête de 1988-1989 montrent que le tirage annuel total de 1 534 périodiques a augmenté de 9 % par rapport à l'année précédente, pour passer à 558 millions d'exemplaires. Cela représente un tirage annuel moyen de 363 600 exemplaires en 1988-1989, une augmentation par rapport aux 359 000 exemplaires tirés en 1987-1988 et aux 331 000 exemplaires tirés en 1985-1986 (Tableau 3).

La plupart des périodiques publiés sont distribués par la Société canadienne des postes. Ces dernières années, les coûts de distribution des périodiques ont augmenté ainsi et la prédominance de Postes Canada dans ce domaine va en diminuant. Les éditeurs de périodiques utilisent de plus en plus des services privés de livraison pour distribuer certaines de leurs publications. En 1984-1985, la Société canadienne des postes a livré 75 % de tous les périodiques publiés. En 1988-1989, elle n'effectuait plus que 68 % des livraisons. Les systèmes privés détiennent maintenant 32 % du marché en 1988-1989 comparativement à 25 % en 1984-1985. Confrontée à cette concurrence. la Société canadienne des postes offre maintenant aux éditeurs des tarifs dégressifs sur le volume et le courrier prétrié. Seuls les périodiques à grand tirage peuvent profiter pleinement du tarif dégressif sur le volume.

Plus de la moitié des 1 534 périodiques produits par les éditeurs canadiens en 1988-1989 étaient publiés en anglais, 22 % en français et 16 % en anglais et en français. Quarante-sept publications dans des langues autres que l'anglais et le français se partageaient les 3 % restant. Bien que l'anglais domine l'édition du périodique au Canada, les périodiques français et bilingues (anglais et français) ont connu une hausse substantielle depuis 1985-1986. Le nombre de périodiques publiés en français au Canada a augmenté de 26 % entre 1985-1986 et 1988-1989, pour atteindre 339 et le nombre de publications bilingues a connu une augmentation spectaculaire de 87 %, pour passer à 247. Au cours de la même période, les périodiques publiés en anglais n'ont enregistré qu'une modeste hausse de 3 % pour atteindre 901 publications.

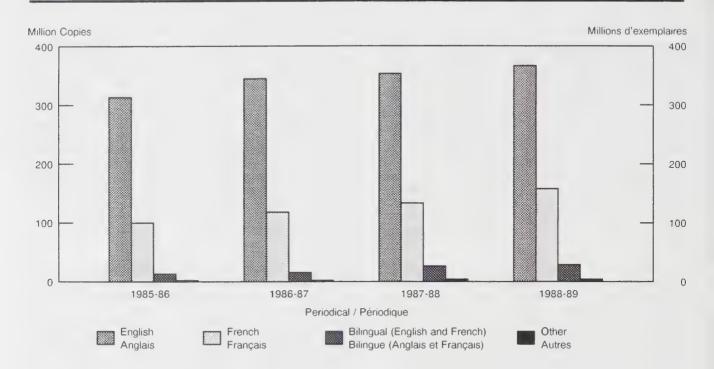
Le tirage des périodiques publiés en français va croissant. En 1985-1986, 99 millions d'exemplaires de périodiques en français étaient publiés annuellement. En 1988-1989, le tirage annuel des périodiques en français avait atteint 158 millions d'exemplaires, une hausse de presque 60 % par rapport à 1985-1986. Comparativement, le tirage de l'ensemble des périodiques a augmenté de 30 % pour atteindre 558 millions d'exemplaires et celui des périodiques publiés en anglais a connu une hausse de moins de 17 %, pour passer à 367 millions d'exemplaires. Au cours de la même période, le tirage des publications bilingues a enregistré une augmentation stupéfiante pour atteindre 28 millions d'exemplaires annuellement, soit le double de sa production.

En 1988-1989, le prix des périodiques a augmenté selon le type ou la langue de publication. Le prix moyen du périodique au numéro est passé à 4,34 \$, une hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. Le prix des publications bilingues ou des revues savantes est généralement plus élevé. Ainsi, le prix moyen au numéro des périodiques bilingues était de 7,58 \$, une augmentation de 6 % par rapport à 1987-1988 comparativement à une augmentation de 5 % pour les périodiques publiés en anglais au prix moyen de 3,64 \$ et de 2 % pour les périodiques publiés en français au prix moyen

Figure II

Annual Circulation by Language of Publication, 1985-86 to 1988-89

Tirage annuel selon la langue de publication, 1985-1986 à 1988-1989



prices rose an average of 6% to \$22.18 from the year before. Scholarly periodicals led the way with an increase of 9% to \$32.55. Average annual subscription prices for general interest periodicals and special interest periodicals increased 3% to \$15.93 and 4% to \$22.85 respectively.

For advertising space, increases in rates per page were generally lower. In 1988-89, the average basic rate for a one-time black and white page of advertising was \$1,592, up 4% from the year before while the average rate for a one-time colour page was \$2,691, up less than 2% from the previous year. In comparison, the Consumer Price Index (CPI) rose by 4% in 1988. Thus, for most periodicals, the rate increases were about the same rate as or below the rate of inflation.

In 1988-89 fiscal year, the average revenue per periodical was \$555,000, up 7% from the previous year. The increase in average revenue is accounted for mainly by the gain in advertising revenue and subscription sales. While the bulk of the publishers' revenue came from advertising there was a notable increase in subscription sales from 1987-88. Average revenue from subscriptions increased by over 14% to \$155,086 in 1988-89. This compares with a gain of 5% in average advertising revenue and an increase of less than 2% in average single-copy or newsstand sales (Table 3).

de 3,78 \$. Le prix moyen d'abonnement s'élevait à 22,18 \$, 6 % de plus que l'année précédente. Les revues savantes étaient en tête avec un prix moyen de 32,55 \$, une hausse de 9 %. Les prix moyens d'abonnement annuel pour les périodiques grand public et les périodiques spécialisés étaient respectivement de 15,93 \$ et de 22,85 \$, représentant des hausses de 3 % et de 4 %.

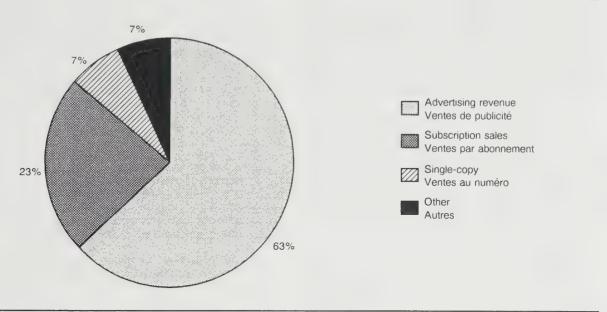
Les augmentations de tarif par page des espaces publicitaires ont été généralement plus faibles. En 1988-1989, le tarif de base moyen d'une page publicitaire en noir et blanc était de 1 592 \$, une hausse de 4 % par rapport à l'année précédente, et une page couleur coûtait 2 691 \$, une hausse de moins de 2 % par rapport à l'année précédente. Comparativement, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 4 % en 1988. Par conséquent, l'augmentation des tarifs publicitaires de la plupart des périodiques était égale ou inférieure au taux d'inflation.

Au cours de l'exercice financier 1988-1989, les recettes moyennes par périodique se chiffraient à 555 000 \$, 7 % de plus que l'année précédente. L'augmentation des recettes moyennes est principalement attribuable aux profits réalisés grâce aux ventes de publicité et aux ventes par abonnement. Bien que la plus grande partie des recettes des éditeurs provienne de la publicité, les ventes par abonnement ont enregistré une hausse remarquable par rapport à 1987-1988. Les recettes moyennes par abonnement ont augmenté de plus de 14 % en 1988-1989, pour passer à 155 086 \$ comparativement à une hausse de 5 % des recettes moyennes de publicité et une augmentation de moins de 2 % des ventes au numéro ou dans les kiosques (tableau 3).

Figure IV

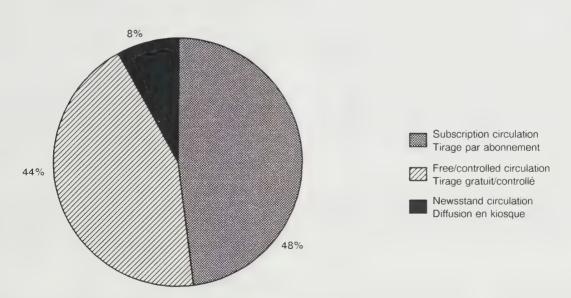
Revenue Breakdown, 1988-89

Répartition des recettes, 1988-1989



Circulation Per Issue Breakdown, 1988-89

Tirage selon la répartition au numéro, 1988-1989



For the Canadian periodicals, newsstand sales are not a strong source of revenue but rather an avenue for publicity and name recognition. Competition from proven foreign periodicals tend to limit the exposure of most of their Canadian counterparts at newsstands. Of the 1,534 periodicals surveyed in 1988-89, only 29% had newsstand circulation. About 3.2 million copies per issue (8% of total circulation per issue) of the Canadian periodicals were distributed through newsstands. This compares with 6.3 million copies per issue (67% of total Canadian circulation per issue of U.S. periodicals) for American periodicals distributed newsstands in Canada in 1988-89.

Les kiosques à journaux, s'ils ne représentent pas une importante source de revenus pour les périodiques canadiens, offrent néanmoins la possibilité d'effectuer la promotion de ces publications, d'en assurer la publicité et d'en faire connaître le nom. La concurrence exercée par les périodiques étrangers établis a tendance à limiter l'étalage de la plupart de leur équivalent canadien dans les kiosques. Parmi les 1 534 périodiques qui ont fait l'objet de l'enquête de 1988-1989, seulement 29 % étaient distribués en kiosques. En 1988-1989, environ 3,2 millions d'exemplaires par numéro des périodiques canadiens (8 % du tirage total par numéro) étaient distribués en kiosques comparativement à 6,3 millions d'exemplaires par numéro des périodiques américains (67 % de leur tirage total au Canada par numéro).

Profitability

In 1988-89 fiscal year, the profit before tax reported for 1.534 periodicals was 4% of total revenue, down one percentage point from the previous year. The costs of periodical publishing were generally higher in 1988-89 than in the previous year, notably, labour costs and the non-salaried costs of marketing and promotion of subscriptions, newsstand sells and advertising space. Salaries and wages including outside professional fees accounted for 21% of total expenses, up two percentage points from last year. A total of 4,770 full-time employees and 2,050 part-time employees worked on these periodicals in 1988-89 with a total remuneration of over \$170 million. This amount includes the \$20 million paid to outside professionals and freelancers. Three thousand six hundred volunteers worked in the industry, donating their time to mostly small and medium-sized publishers, toward the production of 507 periodicals.

Overall, average expenses per periodical was \$531,250 in 1988-89. Compared to the previous years, average expenses were up 8% from 1987-88 and 19% from 1985-86. The cost per copy rose 8% to \$1.46 from 1987-88. The survey results show a 7% increase in average revenue from 1987-88, to \$554,980 per periodical and a 19% increase from 1985-86 (Table 3).

The profit before tax of 4% of total revenue shown for the industry in 1988-89 masks the difficulties faced by some periodicals. Small and medium-sized periodicals had average losses of 23% and 2% of total revenue respectively. Bilingual publications and scholarly periodicals have a hard time making money. For the first-time in three years, bilingual periodicals had profit before tax just a percentage point above the break-even level of profitability. Scholarly periodicals showed a loss of 5% of total revenue.

The 1990-91 survey will show how periodicals will fare with a weaker economy, Free Trade, the Goods and Services Tax and the move to commercial rates for magazine delivery by Canada Post.

Note on the Survey

The Education, Culture and Tourism Division has conducted an annual survey of periodicals in Canada since 1984. The primary purpose of this bulletin is to report the main conclusions drawn from the results of the 1988-89 survey, as well as from the other sources of data on periodicals. For historical comparison, the bulletin also draws data from the previous years (Table 1, 2 and 3).

The data given for 1988-89 reflect the responses provided by 1,534 periodicals, from 1,093 publishers. This survey was a census of periodicals, as defined for the survey. The response rate to this census survey

Rentabilité

Au cours de l'exercice financier 1988-1989, les bénéfices avant impôts déclarés pour 1 534 périodiques représentaient 4 % des recettes totales, une baisse d'un point par rapport à l'année précédente. Les coûts de l'édition du périodique étaient généralement plus élevés en 1988-1989 qu'en 1987-1988, notamment les coûts de main-d'oeuvre et les coûts non salariaux de la commercialisation et de la promotion des abonnements, des ventes en kiosque et de l'espace publicitaire. Les frais de personnel incluant des honoraires professionnels externes comptaient pour 21 % des dépenses totales, une augmentation de deux points par rapport à l'année dernière. En tout, 4 770 employés à temps plein et 2 050 employés à temps partiel travaillaient à la production de ces périodiques en 1988-1989, pour une rémunération totale de plus de 170 millions de dollars. De cette somme, 20 millions ont été versés à des pigistes et à des employés spécialisés Le secteur du périodique employait 3 600 bénévoles qui travaillaient principalement à la production de 507 périodiques à petit ou à moven tirage.

Dans l'ensemble, les dépenses moyennes par périodique s'élevaient à 531 250 \$ en 1988-1989, une hausse de 8 % par rapport à 1987-1988 et de 19 % comparativement à 1985-1986. Le coût par exemplaire a augmenté de 8 %, soit 1,46 \$ de plus qu'en 1987-1988. Les résultats de l'enquête révèle que les recettes moyennes ont augmenté de 7 % par rapport à 1987-1988 et de 19 % par rapport à 1985-1986, pour passer à 554 980 \$ par périodique (tableau 3).

Les bénéfices avant impôts de 4 % des recettes totales déclarés en 1988-1989 pour le secteur masquent les difficultés rencontrées par certains éditeurs. Les périodiques à petit et à moyen tirage ont accusé des pertes moyennes respectives de 23 % et de 2 % de leurs recettes totales. Les publications bilingues et les revues savantes éprouvent des problèmes financiers. Pour la première fois depuis trois ans, les périodiques bilingues ont enregistré des bénéfices avant impôts se situant un point seulement au-dessus du seuil critique de rentabilité. Les revues savantes ont accusé une baisse de 5 % de leurs recettes totales.

L'enquête de 1990-1991 révélera la façon dont se portera le marché des périodiques dans le contexte d'une économie plus faible, du libre échange, de la taxe sur les produits et services et des tarifs commerciaux pratiqués par la Société canadienne des postes en matière de livraison de magazines.

Note sur l'enquête

La Division de l'éducation, de la culture et du tourisme a mené, chaque année depuis 1984, une enquête sur l'édition des périodiques au Canada. Ce communiqué vise principalement à rendre compte des principales conclusions tirées des résultats de l'enquête de 1988-1989, ainsi que d'autres sources de données sur les périodiques. Afin d'établir une comparaison dans une perspective historique, le bulletin fournit également des données recueillies au cours des années précédentes (voir tableau 1, 2 et 3).

Les données présentées pour 1988-1989 proviennent des déclarations de 1 534 périodiques relevant de 1 093 éditeurs. L'enquête se voulait un recensement des périodiques tels qu'ils sont définis par l'enquête sur l'édition du périodique. Le was 94%. "Periodical" here means a printed medium of communication, issued on a regular basis more frequently than once a year, but not more than once a week. The periodical must have a name and some form of chronology on the cover, must have no more than 70% advertising content, must be stapled, glued, folded or otherwise formed into a distinct package, and must be available to the public. Catalogues, directories, daily and weekly newspapers, newsletters, and government publications are excluded.

Additional Information

In addition to the annual publication, Periodical Publishing (No. 87-203), a number of aspects of publishing and other cultural industries and activities are examined in other publications of Culture Statistics Program. One of these, Focus on Culture (No. 87-004) is a quarterly with articles on all culture-related subjects, and specifically periodical publishing (Volume 1, No. 1 and Volume 2, No. 1).

Specific data and tables may be obtained on a cost-recovery basis.

For further information on periodical publishing in Canada, please contact Fidel Ifedi, Cultural Industries Section, Education, Culture and Tourism Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario KIA OT6 (613-951-1569). Information may also be obtained from one of the Statistics Canada Regional Offices.

taux de réponse était de 94 %. On entend par «périodique» un moyen de communication imprimé, publié régulièrement, plus fréquemment qu'une fois l'an, mais pas plus qu'une fois la semaine. Le périodique doit avoir un nom et l'indication sur la couverture d'un nombre chronologique, n'avoir pas plus de 70 % de contenu publicitaire, être broché, collé, plié ou autrement monté en un format distinct et être mis à la disposition du public. Sont exclus les catalogues, annuaires, journaux quotidiens ou hebdomadaires, journaux d'entreprises et publications gouvernementales.

Autres renseignements

En plus de la publication annuelle, Édition du périodique (nº 87-203), certains aspects de l'édition et des autres industries et activités culturelles sont étudiés dans d'autres publications du Programme de la statistique culturelle. L'une d'entre elles, La Culture en perspective (nº 87-004) est une publication trimestrielle contenant des articles sur tous les sujets à orientation culturelle et, plus particulièrement, sur l'édition du périodique (volume 1, nº 1 et volume 2, nº 1).

On peut obtenir des données et des tableaux précis contre remboursement des frais.

Pour obtenir plus de renseignements sur l'édition du périodique au Canada, veuillez communiquer avec M. Fidelis Ifedi, Section des industries culturelles, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6 (613-951-1569). Vous pouvez également vous adresser à l'un des bureaux régionaux de Statistique Canada.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.

Table 1.

Total Revenue of Print Publishing in Canada, 1981-82 to 1988-89

Base = 1981 for constant dollars⁴

Tableau 1

Revenus totaux de l'édition écrite au Canada, 1981-82 à

Base = 1981 pour les dollars constants⁴

	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89
			millior	ns of dollars	- millions	de dollars		
Dailies - Quotidiens								
Current dollars - Dollars courants Constant dollars - Dollars constants	1,474.4 1,474.4	1,461.1 1,318.7	1,589.7 1,356.4	1,733.3 1,417.6	1,890.6 1,486.3	2,065.3 1,559.9	2,254.3 1,533.4	2,459.1 1,710.0
Non dailies - Non-quotidiens								
Current dollars - Dollars courants Constant dollars - Dollars constants	254.0 254.0	300.7 271.4	336.4 287.0	398.5 325.8	549.9 432.3	617.7 466.5	675.5 488.8	736.9 512.4
Periodicals published in Canada – Périodiques publiés au Canada								
Current dollars - Dollars courants ^r Constant dollars - Dollars constants ^r	435.4 435.4	466.2 420.8	514.8 439.2	607.0 496.3	649.5 510.6	724.3 547.1	774.5 560.4	866.8 602.8
Books published in Canada – Lıvres publiés au Canada								
Current dollars - Dollars courants ^r Constant dollars - Dollars constants ^r	262.4 262.4	286.2 258.3	318.8 272.0	341.4 279.1	372.0 292.5	417.1 315.0	479.6 347.0	517.1 359.6
Total								
Current dollars - Dollars courants ^r Constant dollars - Dollars constants ^r	2,426.2 2,426.2	2,514.2 2,269.2	2,759.7 2,354.6	3,080.2 2,518.8	3,462.0 2,721.7	3,824.4 2,888.5	4,183.9 2929.6	4,579.9 3,184.8

The Consumer Price Index (all items) is used to measure price change from current dollars to constant dollars. The index is expressed in terms of 1981 = 100. Changes between any time period can readily be calculated by dividing the index point of difference between the two time periods by the base period index and multiplying the result by one hundred.

Source: Data on newspapers and periodicals are from the publications: Printing, Publishing and allied industries, catalogue 36-203, and Periodical Publishing, catalogue 87-203, Statistics Canada. Data on book publishing are released in the catalogue 87-210, Book Publishing.

Source: Les données sur les journaux et périodiques sont extraits de la publication, Imprimerie, édition et activités connexes, no. 36-203 et de la publication L'édition du périodique, no. 87-203 au catalogue de Statistique Canada. Les données sur les livres sont extraits de la publication: L'édition du livre, no. 87-210 au catalogue de Statistique Canada.

On se sert de l'indice des prix à la consommation (l'ensemble) pour mesurer la variation de prix entre deux périodes. L'indice est exprimé sur la base de 1981 = 100. Les changements entre toute période peuvent se calculer directement en divisant la différence en points d'indice entre les deux périodes par l'indice de la période de base et en multipliant le résultat par 100

r Revised figures

Nombre rectifiés

Table 2 Advertising Revenues by Media, 1981-82 to 1988-89 Base = 1981 for constant dollars⁵

Tableau 2 Recettes provenant des annonces publicitaires dans les médias, 1981-82 à 1988-1989 Base = 1981 pour les dollars constants⁵

	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1989-88
			millior	ns of dollars	- millions	de dollars		
Private radio - Radio privée								
Current dollars - Dollars courants Constant dollars - Dollars constants	438.1 438.1	465.9 420.5	479.5 409.1	544.3 445.1	565.5 444.6	611.4 461.8	648.3 469.1	705.6 490.7
Private television - Télévision privée								
Current dollars - Dollars courants Constant dollars - Dollars constants	589.9 589.9	670.9 605.5	740.6 631.9	816.6 667.7	884.8 695.6	924.2 698.0	980.1 709.2	1,092.1 759.5
Dailies - Quotidiens								
Current dollars - Dollars courants ^r Constant dollars - Dollars constants ^r	1,162.4 1,162.4	1,149.7 1,037.6	1,233.2 1,052.2	1,353.3 1,106.5	1,474.7 1,159.4	1,626.5 1,228.5	1,776.4 1,285.4	1,937.7 1,347.5
Non-dailies - Non quotidiens								
Current dollars - Dollars courants ^r Constant dollars - Dollars constants ^r	193.5 193.5	222.1 200.5	244.3 208.4	303.5 248.2	433.0 340.4	490.1 370.2	541.7 392.0	584.4 406.4
Periodicals - Périodiques								
Current dollars - Dollars courants ^r Constant dollars - Dollars constants ^r	280.8 280.8	285.6 257.8	305.4 260.6	382.4 312.4	418.0 328.6	462.9 349.6	484.4 350.5	548.6 381.5

See footnote 4. 5 Voir le renvoi 4.

Source: Radio and Television Broadcasting, Catalogue No. 56-204 Statistics Canada. Printing and Allied industry, Catalogue No. 36-203, Statistics Canada. Periodical Publishing, Catalogue No. 87-203, Statistics Canada.

Source: Radiodiffusion et télévision, no. 56-204 au catalogue de Statistique Canada. Imprimerie, édition et activités connexes, no. 36-203 au catalogue de Statistique Canada. L'édition du périodique, no 87-203 au catalogue de Statistique Canada.

Revised figures.

Nombres rectifiés.

Table 3 Profile of the Canadian Periodical, 1984-85 to 1988-89

Tableau 3 Profil du périodique canadien, 1984-1985 à 1988-1989

		1984-85 ^r	1985-86r	1986-87r	1987-88	1988-89
Total annual circulation Tirage total annuel	Number Nombre	415,510,360	429,477,307	482,098,294	517,624,998	557,755,498
Average annual circulation Tirage moyen annuel	Number Nombre	370,991	330,876	362,753	359,462	363,596
Total circulation per issue ⁶ Tirage total per numéro ⁶	Number Nombre	33,347,099	37,320,138	36,366,605	38,532,262	40,730,740
Paid circulation as a percentage of total per issue — Tirage payé en pourcentage de tirage total par numéro	%	54	52	55	58	56
Average advertising rate per page Taux moyen de publicité:						
Black/white - Noir/blanc Color - Couleur	Dollars Dollars	1,335 2,439	1,428 2,460	1,405 2,485	1,525 2,650	1,592 2,691
Average revenue of advertising – Recettes moyennes de publicité	Dollars	424,239	410,490	444,086	451,927	475,627
Average revenue of single copy sales – Recettes moyennes de ventes par numéro	Dollars	101,745	89,077	93,762	97,679	99,229
Average revenue of subscription sales – Recettes moyennes de ventes par abonnements	Dollars	118,790	122,131	126,870	135,452	155,086
Average other revenues ⁷ – Autres recettes moyennes ⁷	Dollars	45,212	46,633	53,817	60,989	58,002
Average total revenue – Recettes moyennes totales	Dollars	463,270	464,534	502,310	518,312	554,980
Average total expenses – Dépenses moyennes totales	Dollars	429,879	446,876	479,946	491,105	531,248
Profit before taxes as a percentage of total revenue – Bénéfices avant impôts						
en pourcentege des recettes totales	%	7	4	4	5	4
Cost per copy - Coût par exemplaire	Dollars	1.10	1.33	1.30	1.35	1.46
Average single copy price ~ Prix moyen du numéro	Dollars	3.32	3.47	3.83	4.08	4.34
Average subscription price - Prix moyen d'abonnement	Dollars	16.19	17.51	19.52	20.91	22.18

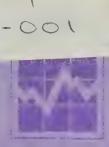
Based on the sum of periodicals distributed (net of returns) for a typical issue of each periodical.

⁶ Basé sur le nombre de périodiques distribuées (déduction faite des numéros retournés) selon le numéro typique de chaque périodique.

[&]quot;Other revenues" includes back issues and list sales, grants, donations, membership fees, and unspecified.
"Autres recettes" comprend les ventes d'anciens numéros et de listes d'adresses, les subventions, les dons, les cotisations et les non précisées.

Revised figures

Nombre rectifiés



Culture Service Bulletin

Culture Bulletin de service

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$29.00 annually United States: US\$5.90 per issue, US\$35.00 annually Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$41.00 annually To order Statistics Canada publications, please call our National to

Prix: Canada: 4,90 \$ l'exemplaire, 29 \$ par année États-Unis: 5,90 \$ US l'exemplaire, 35 \$ US par année Autres pays: 6,90 \$ US l'exemplaire, 41 \$ US par année Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans trais: 1-800-267-6677

Vol. 15, No. 1

Government Expenditures on Culture, 1989-90

Highlights

Spending by Level of Government

In 1989-90:

- Governments at the federal, provincial and municipal levels spent a total of \$5.7 billion¹ on culture, less than 2% of their total budget. With inflation accounted for, the spending has grown at an average annual rate of nearly 4% since 1985-86.
- Federal spending on culture amounted to \$2.9 billion, representing about 2% of total federal expenditures. Inflation considered, the average annual increase in federal spending on culture was about 3% between 1985-86 and 1989-90.
- Provincial governments spent a total of \$1.7 billion on culture, representing about 1% of their combined budgets. Inflation adjusted, their spending has risen at an average annual rate of nearly 3% since 1985-86.
- Includes inter-governmental transfers of about \$260 million.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a longstanding cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

July 1992

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
© Minister of Industry, Science and Technology, 1992. All rights reserved.
No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system
or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical,
photocopying, recording or otherwise without prior written permission from
Chief, Author Services, Publications Division, Statistics Canada, Ottawa,
Ontario, Canada K1A 0T6.

Vol. 15, no 1

Dépenses publiques au titre de la culture, 1989-1990

Faits saillants

Dépenses par palier d'administration

En 1989-1990:

- Les administrations publiques des paliers fédéral, provincial et municipal consacrent à la culture un total de \$5.7 milliard¹, soit moins de 2 % de l'ensemble de leur budget. Compte tenu de l'inflation, les dépenses augmentent à un taux annuel moyen de près de 4 % depuis 1985-1986.
- Les dépenses fédérales au titre de la culture atteignent \$2.9 milliards, ce qui représente environ 2 % du budget total. Si l'on tient compte de l'inflation, le taux annuel moyen de croissance de ces dépenses est d'environ 3 % entre 1985-1986 et 1989-1990.
- Les administrations provinciales dépensent un total de \$1.7 milliard au chapitre de la culture, soit environ 1 % de l'ensemble de leur budget. En dollars constants, leurs dépenses augmentent à un taux annuel moyen de 3 % depuis 1985-1986.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

July 1992

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1992. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du Chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Canada

Comprend des transferts entre administrations d'environ \$260 millions.

 Municipal governments spent a total of \$1.1 billion on culture, about 2% of their total expenditures.
 Their spending grew at an average annual rate of 7% in the last four years, net of inflation.

Spending by Type

- Operating and capital expenses of federal cultural departments and agencies accounted for 86% of total federal cultural expenditures, whereas grants and contributions to cultural industries, institutions, organizations and artists represented 14%.
- In contrast to the federal government, provincial governments devoted 61% of their total cultural outlays to financial assistance to organizations and artists, while operating and capital spending represented 39%.

Spending by Cultural Sector

- The cultural industries received \$2.2 billion (two-fifths of all government cultural expenses), with the federal government contributing 88% of this amount. Broadcasting accounted for nearly three-quarters of total government expenditures on the cultural industries. Inflation adjusted, spending on these industries has gone up at an average annual rate of about 3% since 1985-86.
- Libraries received \$1.5 billion (one-quarter of total government spending on culture), with municipal governments accounting for 55% of this amount. Inflation considered, government funding for libraries was up at an average annual rate of just over 3% between 1985-86 and 1989-90.
- The heritage sector received \$1.1 billion from all levels of government. With inflation accounted for, spending on this field has increased at an average annual rate of nearly 5% since 1985-86.
- Governments provided \$369.4 million to the arts, with the performing arts accounting for two-thirds of this amount. Spending on the arts was up at an average annual rate of 1% between 1985-86 and 1989-90, net of inflation.

Provincial and Territorial Differences

- Across the country, the provinces and territories benefitted differently from government support for culture. On a per capita basis, overall government outlays on culture exceeded the national average (\$214) in the Yukon, Northwest Territories, Quebec and Ontario, while in all other provinces spending fell below.
- The shares of the major cultural sectors of the cultural industries, libraries, heritage and the arts in overall government spending on culture varied widely from province to province. For example, in

 Les administrations municipales dépensent en tout \$1.1 milliard au titre de la culture, soit environ 2 % de leur budget. Compte tenu de l'inflation, leurs dépenses s'accroissent à un taux annuel moyen de 7 % depuis quatre ans.

Dépenses selon le genre

- Les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital des ministères et organismes culturels fédéraux représentent 86 % du budget fédéral au titre de la culture, tandis que les subventions et les contributions aux activités, établissements et organismes culturels ainsi qu'aux artistes comptent pour 14 % du budget.
- En comparaison, les administrations provinciales consacrent 61 % de leur budget culturel à l'aide financière aux artistes et aux organismes culturels, contre 39 % pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.

Dépenses par secteur culturel

- Les trois paliers d'administration consacrent \$2.2 milliards aux industries culturelles, soit deux cinquièmes de l'ensemble des dépenses publiques au titre de la culture; l'administration fédérale représente 88 % de cet apport. La radiodiffusion et la télédiffusion reçoivent près des trois quarts des fonds publics consacrés aux industries culturelles. Compte tenu de l'inflation, ces dépenses augmentent à un taux annuel moyen de 3 % depuis 1985-1986.
- Les bibliothèques reçoivent \$1.5 milliard, soit le quart du budget public de la culture; les administrations provinciales représentent 55 % de cet apport. En dollars constants, le financement public des bibliothèques s'accroît à un taux annuel moyen d'un peu plus de 3 % entre 1985-1986 et 1989-1990.
- Le secteur du patrimoine reçoit \$1.1 milliard des trois paliers d'administration. Compte tenu de l'inflation, les dépenses consacrées à ce secteur augmentent à un taux annuel moyen de près de 5 % depuis 1985-1986.
- Les administrations publiques consacrent \$369.4 millions aux arts; les arts d'interprétation reçoivent les deux tiers de cette somme. Si l'on tient compte de l'inflation, le taux annuel moyen de croissance des dépenses au titre des arts s'établit à 1 % entre 1985-1986 et 1989-1990.

Écarts entre provinces et territoires

- Les provinces et les territoires canadiens bénéficient à divers degrés du soutien public au secteur de la culture. Par habitant, les dépenses publiques au chapitre de la culture dépassent la moyenne nationale (\$214) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Québec et en Ontario, tandis qu'elles sont inférieures à la moyenne nationale dans toutes les autres provinces.
- La répartition des dépenses publiques au titre de la culture par grands secteurs culturels (industries culturelles, bibliothèques, patrimoine et arts) varie considérablement d'une province à l'autre. Ainsi, au Québec et dans

Quebec and the Northwest Territories, nearly half of all cultural expenditures was allocated to the cultural industries, a higher proportion than in any other province or territory. In British Columbia, a larger proportion (51%) was devoted to libraries, in the Yukon and Prince Edward Island to heritage (61% and 47% respectively), and in Alberta to the arts (11%), than in other jurisdictions.

Introduction

This bulletin summarizes the results from the 1989-90 surveys of federal, provincial and municipal government expenditures on culture in Canada, concentrating on expenditures on major cultural fields. The federal and provincial surveys report fiscal year spending (April to March), while the municipal survey reports spending for the calendar year (January to December).

Details on classification systems, methodology and definitions are available in the publication **Government Expenditures on Culture, 1989-90** (Catalogue No. 87-206).

Government Expenditures on Culture Spending by Level of Government

In 1989-90, governments at the federal, provincial and municipal levels spent a total of \$5,687.4 million on culture, about 1.7% of their total budget. Inflation considered, their spending has grown at an average annual rate of nearly 4%2 since 1985-86.

The federal government spent \$2,887.7 million on culture. With inflation adjusted, federal cultural expenditures were up just over 1% from the previous year, compared to an increase of about 3% in the overall federal budget. The federal government devoted about 2% of its total budget to culture. In comparison, it allocated 5% of the budget to health, 3% to education, and about 2% to transportation and communications.

Although federal cultural expenditures occurred in all provinces and territories, the funds were not distributed evenly across the country. On a per capita basis, spending was by far the highest in the Northwest Territories (\$522) and the Yukon (\$470), followed by Québec (\$133), and lowest in British Columbia (\$44). Per capita spending in most provinces fell below the national average (\$109).

les Territoires du Nord-Ouest, près de la moitié de ces dépenses sont consacrées aux industries culturelles; cette proportion est plus élevée que dans toute autre province ou territoire. La Colombie- Britannique consacre une part plus importante aux bibliothèques (51 %), le Yukon et l'Île-du-Prince-Édouard au patrimoine (61 % et 47 % respectivement) et l'Alberta aux arts (11 %) que les autres administrations provinciales et territoriales.

Introduction

Le présent bulletin résume les résultats des enquêtes de 1989-1990 sur les dépenses des administrations fédérale, provinciales et municipales au titre de la culture au Canada, en particulier les dépenses par grand secteur culturel. Les enquêtes auprès des administrations fédérale et provinciales font état des dépenses de l'exercice financier (d'avril à mars), tandis que pour les administrations municipales, il s'agit des dépenses de l'année civile (de janvier à décembre).

Le lecteur trouvera des renseignements sur les systèmes de classification, la méthodologie et les définitions dans la publication **Dépenses publiques au titre de la culture,** 1989-1990 (n° 87-206 au catalogue).

Dépenses publiques au titre de la culture

Dépenses par palier d'administration

En 1989-1990, les administrations publiques des paliers fédéral, provincial et municipal consacrent un total de \$5,687.4 milliards à la culture, soit environ 1.7 % de leur budget total. Compte tenu de l'inflation, les dépenses augmentent à un taux annuel moyen de près de 4 %² depuis 1985-1986.

L'administration fédérale dépense \$2,887.7 millions au chapitre de la culture. Si l'on tient compte de l'inflation, le budget fédéral consacré à la culture s'accroît à un taux annuel moyen d'un peu plus de 1 %, alors que l'ensemble du budget fédéral progresse d'environ 3 %. L'administration fédérale consacre environ 2 % de son budget total à la culture. En comparaison, elle alloue 5 % de son budget à la santé, 3 % à l'éducation et environ 2 % aux transports et aux communications.

Si l'administration fédérale consacre des dépenses à la culture dans l'ensemble des provinces et territoires, la répartition des fonds n'est cependant pas uniforme à travers le pays. Par habitant, les dépenses sont de loin les plus élevées dans les Territoires du Nord-Ouest (\$522) et au Yukon (\$470), suivis par le Québec (\$133), alors qu'elles sont les plus faibles en Colombie-Britannique (\$44). Dans la plupart des provinces, les dépenses par habitant sont inférieures à la moyenne nationale (\$109).

The Implicit Price Index for Government Current Expenditures on Goods and Services was used to adjust for inflation. Source: Canadian Economic Observer, 1990-91, Catalogue no. 11-210, Statistics Canada.

On a tenu compte de l'inflation en utilisant l'indice implicite des prix à l'égard des dépenses publiques courantes en biens et services. Source: L'observateur économique canadien, 1990-1991, n° 11-210 du catalogue, Statistique Canada.

Provincial and territorial governments spent a total of \$1,707.3 million on culture, representing an average annual growth of nearly 3% in the last four years, net of inflation. Provincial governments devoted about 1% of their total budget to culture. In comparison, provinces allocated about one-quarter of their total budget to health, one-fifth to education, and one-twentieth to transportation and communications.

The survey results show that the provincial governments which made the largest cultural expenditures did not necessarily have the highest per person expenditures. The Government of Ontario, for example, reported the largest expenditures on culture at \$570.9 million, but ranked third last in per capita expenditures. The Yukon, on the other hand, spent the least amount at \$5.8 million, but its per capita spending came to \$221, the highest amount of any province or territory.

Municipal governments spent a total of \$1,082 million on culture, about 2% of their total budget. Libraries alone consumed nearly four-fifths of municipal cultural expenditures.

On a per capita basis, municipal cultural spending in British Columbia, Ontario and Saskatchewan exceeded the national average (\$41), while such spending fell below the national average in all other provinces and territories.

Spending by Type

In Canada, governments provide direct support to culture through operating and capital expenditures on goods and services, and by providing grants and contributions to cultural industries, institutions, organizations and artists. Included in operating and capital expenditures are costs incurred in conducting the administrative and operating activities of cultural departments and agencies. Also included are the costs of constructing or expanding cultural facilities.

Operating and Capital Expenditures

Federal

In 1989-90, operating and capital spending of federal cultural departments and agencies amounted to \$2,489.7 million, up 27% from 1985-86. These expenses accounted for 86% of total federal cultural expenditures, down by 2 percentage points from 1985-86. The cultural fields which benefitted most from the federal government's operating and capital outlays for culture were broadcasting, heritage, book and periodical publishing, and film and video. These activities accounted for \$2,387.9 million, or 96% of total operating and capital expenses.

Les administrations provinciales et territoriales consacrent un total de \$1,707.3 millions à la culture; en dollars constants, ces dépenses progressent à un taux annuel moyen de près de 3 % depuis quatre ans. Les dépenses des provinces au chapitre de la culture représentent environ 1 % de leur budget total. En comparaison, les provinces consacrent le quart de leur budget total à la santé, le cinquième à l'éducation et le vingtième aux transports et aux communications.

Les résultats de l'enquête démontrent que les administrations provinciales dont le budget culturel est le plus élevé ne dépensent pas nécessairement les sommes les plus importantes par habitant. Le gouvernement de l'Ontario, par exemple, consacre le plus de fonds à la culture, soit \$570.9 millions, mais se classe au deuxième avant-dernier rang au chapitre des dépenses par habitant. Le Yukon, d'autre part, consacre le moins de fonds à la culture, soit \$5.8 millions, mais ses dépenses par habitant se chiffrent à \$221, soit le montant le plus élevé parmi les provinces et territoires.

Les administrations municipales accordent \$1,082 millions à la culture, soit environ 2 % de leur budget total. Les bibliothèques reçoivent à elles seules près des quatre cinquièmes de ces dépenses.

Par habitant, les dépenses municipales au titre de la culture sont supérieures à la moyenne nationale (\$41) en Colombie-Britannique, en Ontario et en Saskatchewan, tandis qu'elles sont inférieures à la moyenne nationale dans les autres provinces et territoires.

Dépenses selon le genre

Au Canada, les administrations financent directement le secteur culturel en allouant des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour les biens et services et en accordant des subventions et des contributions aux activités, établissements et organismes culturels et aux artistes. Sont compris dans les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital les frais administratifs et les activités de fonctionnement des ministères et organismes culturels, ainsi que les coûts de construction ou d'agrandissement des installations culturelles.

Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital

Palier fédéral

En 1989-1990, les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital des ministères et organismes culturels fédéraux s'élèvent à \$2,489.7 millions, en hausse de 27 % par rapport à 1985-1986. Ces dépenses représentent 86 % du budget culturel fédéral, soit une baisse de deux points en regard de 1985-1986. Les sphères culturelles qui en profitent le plus sont la radiodiffusion et la télédiffusion, le patrimoine, l'édition de livres et de périodiques ainsi que le cinéma et la vidéo. Ces sphères représentent \$2,387.9 millions, ou 96 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.

Provincial

Provincial and territorial governments spent a total of \$657.5 million on culture in operating and capital expenditures on goods and services, an increase of 23% from 1985-86. These expenditures represented 39% of total provincial spending on culture, a drop of about 2 percentage points from 1985-86. The principal beneficiaries of the provinces' operating and capital outlays were heritage and broadcasting. These fields accounted for \$484.7 million, or 74% of total operating and capital expenses.

Grants and Contributions

Federal

In 1989-90, the federal government provided \$408.4 million in grants and contributions to artists and to cultural organizations. This was an increase of 46% from 1985-86. These grants and contributions represented 14% of total federal cultural expenditures, up about 2 percentage points from 1985-86. The principal beneficiaries were film and video, performing arts, and the literary arts. These activities received \$269.9 million, or 66% of total federal cultural grants.

Provincial

Provincial and territorial governments disbursed a total of \$1,049.8 million in grants and contributions to artists, institutions and organizations, an increase of about 34% from 1985-86. These grants and contributions represented 61% of total provincial cultural expenditures, up 2 percentage points from 1985-86. Libraries, heritage and the performing arts received most of the financial assistance. These fields received \$826.8 million, or 79% of total provincial grants for culture.

Spending by Cultural Sector³

The principal beneficiaries of government cultural outlays were the cultural industries, libraries, heritage and the arts. These fields received \$5.2 billion, or 92% of overall government cultural spending. The three levels of government, however, spent their cultural dollars quite differently (Figure I). The federal government concentrated its spending on the cultural

Palier provincial

Les administrations provinciales et territoriales versent, au titre de la culture, \$657.5 millions en dépenses de fonctionnement et en dépenses en capital pour les biens et services, soit une augmentation de 23 % en regard de 1985-1986. Ces dépenses représentent 39 % du budget culturel des administrations provinciales, soit une baisse d'environ deux points par rapport à 1985-1986. Les sphères qui en profitent le plus sont le patrimoine ainsi que la radiodiffusion et la télédiffusion. Ces sphères représentent \$484.7 millions, ou 74 % des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital au titre de la culture.

Subventions et contributions

Palier fédéral

En 1989-1990, l'administration fédérale alloue \$408.4 millions, sous forme de subventions et de contributions, aux artistes et aux organismes culturels. Il s'agit d'une augmentation de 46 % par rapport à 1985-1986. Ces subventions et contributions représentent 14 % du budget culturel fédéral, soit une augmentation d'environ deux points en regard de 1985-1986. Les sphères qui en profitent le plus sont le cinéma et la vidéo, les arts d'interprétation et les arts littéraires. Ces sphères reçoivent \$269.9 millions, ou 66 % des subventions et contributions fédérales au chapitre de la culture.

Palier provincial

Les administrations provinciales et territoriales consacrent un total de \$1,049.8 millions en aide financière aux artistes, établissements et organismes culturels, soit une hausse d'environ 34 % depuis 1985-1986. Les subventions et contributions représentent 61 % des budgets provinciaux au titre de la culture, en hausse de deux points par rapport à 1985-1986. La plus grande partie de cette aide financière va aux bibliothèques, au patrimoine et aux arts d'interprétation. Ces sphères reçoivent \$826.8 millions, ou 79 % du budget des subventions provinciales au titre de la culture.

Dépenses par secteur culturel3

Les principaux bénéficiaires du financement culturel des administrations publiques sont les industries culturelles, les bibliothèques, le patrimoine et les arts. Ces sphères reçoivent \$5.2 milliards, ou 92 % des dépenses publiques au titre de la culture. Les trois paliers d'administration répartissent toutefois leurs dépenses culturelles de façon très différente (Figure I). L'administration fédérale consacre principalement ses

In this bulletin, government spending on culture has been distributed among five sectors as follows:

Cultural industries: broadcasting, film and video, book and periodical publishing, and sound recording.

⁽ii) Heritage: museums, public archives, historic parks and sites, nature and provincial parks, and other heritage.

⁽iii) Libraries: national, public, school, university and college.

⁽iv) Arts: performing arts, arts education, and visual arts and crafts.

⁽v) Other: multiculturalism and multidisciplinary activities.

³ Dans le présent bulletin, les dépenses publiques au titre de la culture sont réparties en fonction des cinq secteurs suivants :

 ⁽i) Industries culturelles : radiodiffusion et télédiffusion, cinéma et vidéo, édition de livres et de périodiques, et enregistrement sonore.

⁽ii) Patrimoine: musées, archives publiques, parcs et lieux historiques, parcs naturels et provinciaux, et autres ressources du patrimoine.

⁽iii) Bibliothèques: bibliothèques nationales, publiques, scolaires, collégiales et universitaires.

⁽iv) Arts: arts d'interprétation, enseignement des arts, arts visuels et artisanat.

⁽v) Autres : multiculturalisme et activités multidisciplinaires.

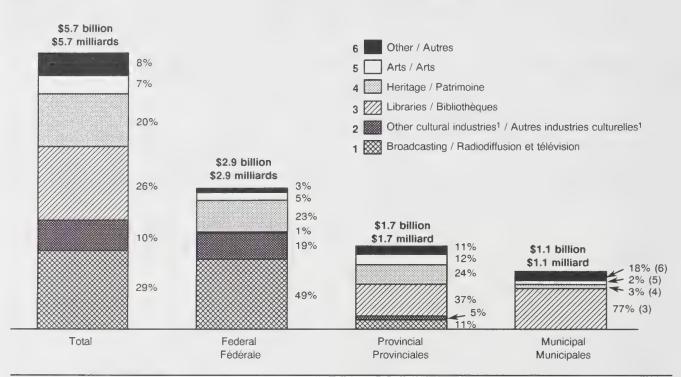
industries (68%), provincial governments on libraries (37%) and heritage (24%), and municipal governments principally on libraries (77%).

dépenses aux industries culturelles (68 %), les administrations provinciales, aux bibliothèques (37 %) et au patrimoine (24 %) et les administrations municipales, aux bibliothèques (77 %).

Figure I Figure I

Government Expenditures on Major Cultural Sectors, 1989-90

Dépenses publiques dans les principaux secteurs culturels, 1989-1990



- Other cultural industries include film and video, sound recording, and publishing.
- 1. Les autres industries culturelles comprennent le film et vidéo, l'enregistrement sonore, et l'édition.

Although various levels of government spent dollars on cultural fields in all provinces and territories, the proportion of funding allocated to them varied widely from province to province. For example, in the Northwest Territories, 50%, and in Québec, 46%, of all cultural expenditures was allocated to the cultural industries, a higher proportion than in any other province or territory. In British Columbia, a larger proportion went to libraries (51%), in the Yukon and Prince Edward Island to heritage (61% and 47% respectively), and in Alberta to the arts (11%).

Cultural Industries

The largest part of the government cultural expenditures was devoted to the cultural industries. These industries received \$2.2 billion (two-fifths of all government spending on culture), representing an average annual increase of about 3% since 1985-86, net of inflation. The federal government accounted for nearly \$2 billion, or 88% of this total, fully two-thirds of its total expenditures on culture.

Si les divers paliers d'administration consacrent des fonds aux secteurs culturels dans l'ensemble des provinces et territoires, la répartition de ces dépenses varie toutefois considérablement selon les provinces. Ainsi, les Territoires du Nord-Ouest et le Québec consacrent respectivement 50 % et 46 % de leurs dépenses culturelles aux industries culturelles; cette proportion est plus élevée que dans toute autre province ou territoire. La Colombie-Britannique verse la plus grande part aux bibliothèques (51 %), le Yukon et l'Île-du-Prince-Édouard, au patrimoine (61 % et 47 % respectivement) et l'Alberta, aux arts (11 %).

Industries culturelles

La plus grande part des dépenses culturelles des administrations publiques est consacrée aux industries culturelles. Ces dernières reçoivent \$2.2 milliards (les deux cinquièmes des dépenses publiques au titre de la culture), ce qui représente, en dollars constants, un taux annuel moyen de croissance d'environ 3 % depuis 1985-1986. L'administration fédérale verse près de \$2 milliards, ou 88 % de ce montant, soit les deux tiers de son budget culturel total.

Broadcasting

Broadcasting, the largest of the cultural industries, received \$1,624.5 million (72% of all government spending on the cultural industries) from all levels of government. Inflation adjusted, spending on broadcasting has risen at an average annual rate of nearly 3% since 1985-86. Federal spending on this field amounted to \$1,429 million, or 88% of all government spending on broadcasting.

From 1985-86 to 1989-90, broadcasting's share of total federal cultural expenses remained almost unchanged, while its share of provincial spending was up just over one percentage point.

Government spending on broadcasting was concentrated in Ontario and Quebec, largely because of the concentration of broadcasting production facilities and related infrastructure in these provinces. On a per capita basis, overall government spending on broadcasting was higher than the national average (\$61) in the Northwest Territories, Yukon, Quebec and Ontario, while in all other provinces spending fell below the national average.

Film and Video

In 1989-90, total government spending on film and video amounted to \$317 million, or 14% of total spending for the cultural industries. Inflation adjusted, expenditures on this field have grown at an average annual rate of 11.7% since 1985-86.

The federal government contributed \$254 million (80%) of all government expenditures on film and video), an average annual growth of 8.5% since 1985-86, net of The National Film Board of Canada and Telefilm Canada were the major spenders on film and video, accounting for 90% of total federal expenditures on this activity. The National Film Board devoted almost its entire budget to operating and capital needs; Telefilm Canada, on the other hand, provided assistance to stimulate film-making for television and theatrical release. Through its Feature Film Fund, Telefilm Canada invested \$24.3 million in the development and production of 113 feature films. The Corporation also invested, through the Canadian Broadcast Program Development Fund, an amount of \$75.7 million in the production and development of 203 new Canadian television programs. In addition, it disbursed, through the Feature Film Distribution Fund, \$12.8 million to 20 Canadian distribution companies. 4

Inflation adjusted, although Telefilm Canada's spending nearly doubled between 1985-86 and 1989-90, the National Film Board of Canada reported a drop of 7%.

Radiodiffusion et télédiffusion

La radiodiffusion et la télédiffusion, qui constituent la plus importante catégorie des industries culturelles, reçoivent \$1,624.5 millions (72 % des dépenses publiques au titre des activités culturelles) des trois paliers d'administration. Compte tenu de l'inflation, les dépenses allouées à la radiodiffusion et à la télédiffusion augmentent à un taux annuel moyen de près de 3 % depuis 1985-1986. Les dépenses fédérales consacrées à cette sphère s'élèvent à \$1,429 millions, ou 88 % du budget total de la radiodiffusion et de la télédiffusion.

De 1985-1986 à 1989-1990, la part que représentent la radiodiffusion et la télédiffusion dans les dépenses fédérales au chapitre de la culture est demeurée presque la même, tandis que la part des dépenses provinciales a augmenté d'un peu plus d'un point.

Les dépenses publiques consacrées à la radiodiffusion et à la télédiffusion se concentrent en Ontario et au Québec, en raison surtout de la concentration des installations de production et de l'infrastructure connexe dans ces deux provinces. Par habitant, les dépenses publiques consacrées à ce secteur sont supérieures à la moyenne nationale (\$61) dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon, au Québec et en Ontario, tandis que dans toutes les autres provinces, elles sont inférieures à la moyenne nationale.

Cinéma et vidéo

En 1989-1990, les administrations dépensent au total \$317 millions, ou 14 % du budget total des industries culturelles, pour le cinéma et la vidéo. En dollars constants, les dépenses consacrées à ce secteur augmentent à un taux annuel moyen de 11.7 % depuis 1985-1986.

L'administration fédérale verse \$254 millions (80 % l'ensemble des dépenses publiques au titre du cinéma et de la vidéo), soit un taux annuel moyen de croissance de 8.5 % depuis 1985-1986 si l'on tient compte de l'inflation. L'Office national du film du Canada et Téléfilm Canada bénéficient de la plus grande partie des dépenses consacrées au cinéma et à la vidéo, soit 90 % du budget fédéral à ce chapitre. Les fonds recus par l'Office national du film sont presque entièrement affectés aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital, tandis que l'aide de Téléfilm Canada stimule la réalisation de films pour la télévision ou la projection en salle. Grâce au Fonds de financement des longs métrages canadiens. Téléfilm Canada investit \$24.3 millions dans le développement et la réalisation de 113 longs métrages. Cet organisme investit également, par l'intermédiaire du Fonds de développement des émissions canadiennes, \$75.7 millions dans la réalisation de 203 nouvelles émissions canadiennes de télévision. Enfin, Téléfilm Canada verse, dans le cadre du Fonds d'aide à la distribution de longs métrages, \$12.8 millions à une vingtaine de sociétés canadiennes de distribution.4

Compte tenu de l'inflation, tandis que les dépenses de Téléfilm Canada ont presque doublé entre 1985-1986 et 1989-1990, celles de l'Office national du film ont enregistré une baisse de 7 %.

Source: Annual Report, Telefilm Canada, 1989-90.

⁴ Source : Rapport annuel, Téléfilm Canada, 1989-1990.

Provincial governments also promote and support film production. Most provinces maintain a film promotion office to attract Canadian and foreign film productions. Provincial and territorial spending on film and video amounted to \$63 million, up 271% from a total of \$17 million in 1985-86.

The share for film and video in both federal and provincial cultural spending was up about 2 percentage points from 1985-86.

Over half (54%) of spending on film and video by all levels of government occurred in Quebec. The presence in Québec of head offices for both Telefilm Canada and the National Film Board is the principal reason for the concentration of spending on this field in this province.

On a per capita basis, total government outlays on film and video were the highest in the Northwest Territories (\$28), followed by Québec (\$25), Ontario (\$10), British Columbia (\$9), Nova Scotia (\$7) and Manitoba (\$3); while in all other provinces spending was about one dollar per person, with the Yukon reporting no such expenditures. Only in the Northwest Territories and Quebec did per capita spending exceed the national average (\$12).

Publishing

In 1989-90, governments at all levels spent a total of \$293.8 million on publishing, a drop of 3% from 1985-86, net of inflation.

The federal government spent \$274.3 million, or 93% of all government spending on publishing. With inflation accounted for, not only did the federal spending on this activity decline by 5%, but also its share of total expenses for publishing was down by 2 percentage points from 1985-86.

Although not providing direct financial support, the postal rate subsidy was the principal source of federal government support for this industry. This subsidy (\$239.6 million) was given to support reduced postal rates for books, periodicals and newspapers. Canadian-based periodicals and newspapers benefitted most from the subsidy.

The federal government also provided direct financial The Department of Communications, assistance. through the Book Publishing Industry Development Program, provided \$7.6 million to the publishers. This program was designed to support Canadian publishers in their efforts to increase profitability and to improve The Canada Council also administers efficiency. numerous programs of support for Canadian writers and publishers, such as the financial aid to book publishers, through block and project grants. Book publishers with at least 16 eligible titles in print may apply for block publishing grants. The Council provided \$21.9 million to the publishing sector.

Les administrations provinciales font aussi la promotion de la production cinématographique et lui accordent un soutien financier. La plupart des provinces ont mis sur pied un office de promotion du film visant à encourager la production cinématographique canadienne et étrangère. Les administrations provinciales et territoriales dépensent \$63 millions au titre du cinéma et de la vidéo, soit une hausse de 271 % en regard des \$17 millions déboursés en 1985-1986.

La part que représentent le cinéma et la vidéo dans les dépenses culturelles fédérales et provinciales s'accroît d'environ deux points par rapport à 1985-1986.

Plus de la moitié (54 %) des fonds consacrés au cinéma et à la vidéo par les trois paliers d'administration sont déboursés au Québec, en raison surtout de la présence des sièges sociaux de Téléfilm Canada et de l'Office national du film dans cette province.

Par habitant, les dépenses publiques au chapitre du cinéma et de la vidéo sont les plus élevées dans les Territoires du Nord-Ouest (\$28); suivent le Québec (\$25), l'Ontario (\$10), la Colombie-Britannique (\$9), la Nouvelle-Écosse (\$7) et le Manitoba (\$3), tandis que dans toutes les autres provinces, ces dépenses représentent environ un dollar par personne et que le Yukon n'enregistre pas de dépenses à ce titre. Seuls les Territoires du Nord-Ouest et le Québec enregistrent des dépenses par habitant supérieures à la moyenne nationale (\$12).

Édition

En 1989-1990, les trois paliers d'administration dépensent un total de \$293.8 millions au chapitre de l'édition, soit, en dollars constants, une baisse de 3 % par rapport à 1985-1986.

L'apport de l'administration fédérale représente \$274.3 millions, ou 93 % des dépenses publiques au chapitre de l'édition. Compte tenu de l'inflation, la part fédérale a non seulement diminué de 5 %, mais les dépenses fédérales au titre de l'édition ont également reculé de deux points en regard de 1985-1986.

Même s'il ne s'agit pas d'une aide financière directe, la subvention des tarifs postaux constitue un apport important de l'administration fédérale à ce secteur. Cette subvention (\$239.6 millions) vise à assurer des tarifs postaux réduits pour les livres, les périodiques et les journaux. Les périodiques et les journaux dont le siège social est situé au Canada sont ceux qui profitent le plus de cette subvention.

L'administration fédérale assure également un soutien financier direct. Le ministère des Communications, par l'intermédiaire du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition, accorde \$7.6 millions aux éditeurs. Ce programme vise à soutenir les éditeurs canadiens dans leurs efforts pour accroître la rentabilité et améliorer l'efficacité. De plus, le Conseil des arts du Canada gère de nombreux programmes de soutien aux auteurs et éditeurs canadiens, comme l'aide financière aux éditeurs de livres sous forme de subventions globales et de subventions par projet. Les éditeurs de livres ayant au moins 16 titres admissibles peuvent présenter une demande de subvention globale. Le Conseil verse \$21.9 millions au secteur de l'édition.

Provincial governments, too, support the book publishing industry, through such initiatives as Quebec's regulations that its public institutions buy books through accredited book stores and Ontario's emphasis on Canadian books in public schools. Provincial and territorial spending on publishing totalled \$19.5 million, an increase of 36% from 1985-86, net of inflation.

Publishing's share of total federal cultural expenditures decreased by nearly 2 percentage points from 1985-86, while the share of this field remained fairly constant at the provincial level.

Although public spending on publishing occurred in all provinces and territories, the spending priority attached to this field differed across the provinces. For example, the publishing sector in Manitoba received a larger proportion (1.6%) of total government cultural expenditures than in any other province or territory, while New Brunswick's proportion (0.5%) was the smallest.

Sound Recording

In 1989-90, governments spent a total of \$7.8 million on sound recording, an increase of 288% from 1985-86. The federal government accounted for four-fifths of this total. Most of the federal support was provided through the Sound Recording Development Program, established in 1986 by the Department of Communications. This program supports the Canadian recording industry by making funds available to Canadian companies and organizations. During the year, this program helped raise the international profile of Canada's recording industry by supporting Canadian participation at two major international events, the Marché international du disque, de la vidéo et de l'édition (MIDEM) in Cannes, France, and the Tenth Annual New Music Seminar in New York.⁵

Provincial and territorial governments spent a total of \$1.6 million on sound recording, a decrease of 12% from 1985-86, net of inflation. Quebec contributed most (94%) of this amount. In this province, the Société de développement des industries de la culture et des communications also supported this industry by granting low interest loans to record companies.

Libraries

In 1989-90, governments at all levels provided a total of \$1.5 billion⁶ (26% of total government spending on culture) to libraries, an increase of 14% from 1985-86, net of inflation. Municipal governments contributed more than half, at \$830.4 million, while provincial and federal governments spent \$633.4 million and \$38.6

La part que représente l'édition dans le budget culturel fédéral recule de près de deux points depuis 1985-1986, alors qu'elle demeure relativement stable dans les budgets provinciaux.

Bien que l'ensemble des provinces et territoires consacre des dépenses publiques à l'édition, la priorité accordée à cette sphère varie selon les provinces. Au Manitoba, par exemple, le secteur de l'édition reçoit une part plus importante (1.6 %) du budget culturel provincial que dans toute autre province ou territoire, la part la plus faible (0.5 %) étant observée au Nouveau-Brunswick.

Enregistrement sonore

En 1989-1990, les administrations publiques consacrent \$7.8 millions à l'enregistrement sonore, soit une hausse de 288 % en regard de 1985-1986. L'apport de l'administration fédérale représente les quatre cinquièmes du total. Le soutien fédéral est assuré surtout par l'intermédiaire du Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore, créé en 1986 par le ministère des Communications. Ce programme soutient l'industrie canadienne de l'enregistrement en accordant des fonds à des sociétés et à des organismes canadiens. Au cours de l'année, il a permis de mieux faire connaître l'industrie canadienne de l'enregistrement en soutenant la participation canadienne à deux grandes manifestations internationales, c'est-à-dire le Marché international du disque, de la vidéo et de l'édition (MIDEM), à Cannes, et le Tenth Annual New Music Seminar, à New York.⁵

Les administrations provinciales et territoriales consacrent \$1.6 million à l'enregistrement sonore, soit une baisse de 12 % en regard de 1985-1986 si l'on tient compte de l'inflation. L'apport du Québec représente la plus grande partie (94 %) de cette somme. Dans cette province, la Société de développement des industries de la culture et des communications soutient également cette activité en accordant des prêts à faible intérêt aux compagnies de disques.

Bibliothèques

En 1989-1990, les trois paliers d'administration consacrent un total de \$1.5 milliard⁶ (26 % du budget culturel public) aux bibliothèques, soit une hausse de 14 % par rapport à 1985-1986 si l'on tient compte de l'inflation. Les municipalités versent plus de la moitié de cette somme, soit \$830.4 millions, tandisque les gouvernements provinciaux et fédéral dépensent

Les administrations provinciales accordent aussi un soutien financier à l'édition du livre, comme en témoignent les règlements du Québec obligeant les établissements publics à acheter leurs livres dans des librairies accréditées, ainsi que l'importance accordée par l'Ontario à l'utilisation d'ouvrages canadiens dans les écoles publiques. Les administrations provinciales et territoriales consacrent \$19.5 millions à l'édition, soit une hausse de 36 % par rapport à 1985-1986 si l'on tient compte de l'inflation.

⁵ Source: Annual Report, Communications Canada, 1989-90

⁶ Includes transfers of about \$260 million from provincial governments to municipal governments.

⁵ Source: Rapport annuel, Communications Canada, 1989-1990.

⁶ Comprend des transferts d'environ \$260 millions des administrations provinciales aux administrations municipales.

million respectively. Two-fifths of this spending, or \$584.4 million, took place in Ontario, largely because there are substantially more libraries in Ontario than in any other province.

From one province or territory to another there was a wide range in the proportion of the cultural budget spent on libraries. In British Columbia, for example, overall government spending on libraries represented 51% of total cultural expenses; at the other end of the scale were the Northwest Territories, at 8%. In Ontario, the proportion (27%) was close to the national average.

From 1985-86 to 1989-90, although overall government support to libraries increased, the share of this field in total government cultural expenditures remained unchanged.

Heritage

In 1989-90, public spending on heritage amounted to \$1.1 billion (one-fifth of all government cultural expenses), an average annual growth of 4.7% since 1985-86, net of inflation.

The federal government spent \$655.5 million on heritage (60% of all government spending on heritage), representing 23% of its total outlays for culture. Museums accounted for nearly one-third of federal spending on this field. Most of the federal heritage budget was spent by departments on their own activities, with grants and contributions constituting 3% of the total. The share of this field in total federal cultural expenditures was up 2 percentage points from 1985-86.

Provincial and territorial governments' spending on heritage totalled \$412.3 million (24% of their total spending on culture), with museums accounting for over one-half (52%) of this total. Provincial governments distributed 28% of their total heritage expenses in grants and contributions (in contrast to the federal government's 3%), an increase of 8 percentage points from 1985-86. The share of heritage in total provincial cultural spending rose just over one percentage point from 1985-86.

Municipal governments spent \$33.2 million on heritage, up 58% from the \$21 million expended in 1985-86.

As with the cultural industries, overall government spending on heritage was concentrated in Ontario and Quebec. On a per capita basis, however, spending was relatively low in these provinces and high in the North and in the Atlantic region, due largely to the presence there of major federal nature or historic parks. Per capita spending on this field was far above the national average (\$42) for the Yukon (\$433) and the Northwest Territories (\$229), followed by Prince Edward Island (\$98), Nova Scotia (\$74), Manitoba (\$46) and Alberta (\$44).

\$633.4 millions et \$38.6 millions respectivement. Deux cinquièmes de ces dépenses, soit \$584.4 millions, s'effectuent en Ontario, principalement parce que le nombre de bibliothèques y est beaucoup plus élevé que dans les autres provinces.

La part du budget culturel consacrée aux bibliothèques varie considérablement selon les provinces et les territoires. En Colombie-Britannique, par exemple, les dépenses publiques au titre des bibliothèques représentent 51 % du budget culturel total; par contre, la part des bibliothèques se limite à 8 % aux Territoires du Nord-ouest. En Ontario, cette part (27 %) se rapproche de la moyenne nationale.

De 1985-1986 à 1989-1990, malgré l'augmentation des dépenses publiques consacrées aux bibliothèques, la part de ce secteur dans le budget culturel des administrations publiques demeure inchangée.

Patrimoine

En 1989-1990, les dépenses publiques consacrées au patrimoine s'élèvent à \$1.1 milliard (le cinquième du budget culturel des administrations publiques); compte tenu de l'inflation, ces dépenses enregistrent une croissance annuelle moyenne de 4.7 % depuis 1985-1986.

L'administration fédérale consacre \$655.5 millions au patrimoine (60 % des dépenses publiques consacrées à ce secteur), ce qui représente 23 % de son budget culturel. Les musées reçoivent près du tiers des dépenses fédérales à ce chapitre. La plus grande partie du budget fédéral au titre du patrimoine est allouée aux ministères pour leurs propres activités, les subventions et les contributions représentant 3 % du total. La part de ce secteur dans l'ensemble du budget fédéral de la culture augmente de deux points par rapport à 1985-1986.

Les dépenses des administrations provinciales et territoriales au titre du patrimoine s'élèvent à \$412.3 millions (24 % de leur budget culturel), les musées recevant plus de la moitié (52 %) du total. Les provinces allouent 28 % de leur budget global au titre du patrimoine en subventions et en contributions (par comparaison avec les 3 % de l'administration fédérale), soit une augmentation de 8 points par rapport à 1985-1986. La part de ce secteur dans l'ensemble du budget culturel des provinces augmente d'un peu plus d'un point en regard de 1985-1986.

Les administrations municipales consacrent \$33.2 millions au patrimoine, soit une hausse de 58 % par rapport aux \$21 millions versés en 1985-1986.

Comme dans le cas des industries culturelles, l'ensemble des dépenses publiques au titre du patrimoine se concentre en Ontario et au Québec. Par habitant, toutefois, les dépenses sont relativement faibles dans ces provinces et plus élevées dans le Nord et dans les provinces atlantiques, surtout en raison de la présence, dans ces régions, de grands parcs naturels ou historiques fédéraux. Par rapport à la moyenne nationale (\$42), les dépenses par habitant dans ce secteur sont beaucoup plus élevées au Yukon (\$433) et dans les Territoires du Nord-Ouest (\$229), suivis par l'Île-du-Prince-Édouard (\$98), la Nouvelle-Écosse (\$74), le Manitoba (\$46) et l'Alberta (\$44).

The spending attached to heritage varied across the provinces or territories. In the Yukon, for example, governments at all levels spent about three dollars in five of their total cultural budget on heritage, while in Ontario they spent about one dollar in six on this field. In dollar terms, however, spending in Ontario amounted to \$378.9 million, the highest of all the provinces.

Arts

In 1989-90, governments provided \$369.4 million (6.5% of all government spending for culture) to the arts, an average annual increase of about 1% from 1985-86, net of inflation. The performing arts accounted for \$252.3 million, or 68% of the total spending on the arts. In 1989-90, governments gave \$118.7 million in operating grants to 402 professional performing arts companies in Canada.⁷

Federal spending on the arts totalled \$140 million, or 38% of all government expenditures on the arts. Inflation adjusted, the average annual growth in spending came to 4.5% since 1985-86. The performing arts received \$122.2 million (87% of the federal outlays for the arts), with grants and contributions to performing arts facilities and organizations constituting two-thirds of the total. The share of the arts in the total federal cultural spending came to 4.8%, almost unchanged from 1985-86.

Provincial and territorial governments spent a total of \$206.6 million on the arts (56% of all government spending on the arts), an average annual drop of about 0.5% since 1985-86, net of inflation. Provinces provided \$107.4 million (52% of their total expenses for the arts) to the performing arts, with grants and contributions accounting for 85% of the total. The share of the arts in the total provincial cultural spending dropped nearly 2 percentage points to 12.1% in 1989-90 from 1985-86.

Municipal spending on the arts amounted to \$22.8 million (6% of total expenditures for the arts by all levels of government), a drop of 12% from 1985-86, net of inflation. The share of the arts of total municipal cultural spending declined by one percentage point to 2.1% in 1989-90 from 1985-86.

In this activity, also, different priorities are reflected in spending across the provinces. The arts in Alberta received a larger proportion (11%) of total government cultural expenditures than in any other province or territory, whereas the proportion was the smallest for the Yukon (1%), followed by New Brunswick (2%).

On a per capita basis, spending by all governments on the arts showed considerable variation (Figure II). The highest per capita spending occurred in the Northwest Territories (\$24) and Prince Edward Island (\$19) and the lowest in New Brunswick (\$3). Per capita spending in most provinces fell below the national average (\$14). Les dépenses consacrées au patrimoine varient selon les provinces ou territoires. Au Yukon, par exemple, les administrations des trois paliers consacrent environ trois cinquièmes de leur budget culturel au patrimoine, tandis qu'en Ontario, cette proportion est d'environ un sixième. En dollars, toutefois, les dépenses s'élèvent à \$378.9 millions en Ontario, ce qui représente la part la plus élevée de toutes les provinces.

Arts

En 1989-1990, les administrations publiques allouent \$369.4 millions (6.5 % du budget public de la culture) aux arts, soit une hausse annuelle moyenne d'environ 1 % par rapport à 1985-1986 si l'on tient compte de l'inflation. Les arts d'interprétation représentent \$252.3 millions, ou 68 % des dépenses totales au titre des arts. Au cours de l'année, les administrations versent \$118.7 millions en subventions de fonctionnement à 402 compagnies professionnelles canadiennes d'arts d'interprétation.⁷

Les dépenses fédérales au titre des arts s'élèvent à \$140 millions, ou 38 % des dépenses publiques dans ce secteur. Compte tenu de l'inflation, la croissance annuelle moyenne des dépenses s'établit à 4.5 % depuis 1985-1986. Les arts d'interprétation reçoivent \$122.2 millions (87 % des dépenses fédérales au titre des arts), les subventions et les contributions aux installations et organismes d'arts d'interprétation représentant les deux tiers du total. La part des arts dans le budget culturel fédéral s'établit à 4.8 %; elle demeure relativement inchangée depuis 1985-1986.

Les administrations provinciales et territoriales consacrent \$206.6 millions aux arts (56 % des dépenses publiques dans ce secteur), ce qui représente une baisse annuelle moyenne d'environ 0.5 % depuis 1985-1986 si l'on tient compte de l'inflation. Les provinces accordent \$107.4 millions (52 % de leurs dépenses au titre des arts) aux arts d'interprétation, les subventions et les contributions représentant 85 % du total. La part des arts dans les dépenses culturelles provinciales s'établit à 12.1 % en 1989-1990, en baisse de près de deux points par rapport à 1985-1986.

Les administrations municipales consacrent \$22.8 millions aux arts (6 % des dépenses des trois paliers d'administration dans ce secteur), ce qui constitue une baisse de 12 % en regard de 1985-1986 si l'on tient compte de l'inflation. La part des arts dans le budget culturel des municipalités s'établit à 2.1 % en 1989-1990, en baisse d'un point par rapport à 1985-1986.

Dans ce secteur également, la priorité accordée aux dépenses varie selon les provinces. En Alberta, les arts reçoivent une part plus importante (11 %) des dépenses publiques au titre de la culture que dans toute autre province ou territoire, la part la plus faible étant observée au Yukon (1 %), suivi par le Nouveau-Brunswick (2 %).

Si l'on considère les dépenses par habitant, les dépenses publiques au chapitre des arts varient considérablement (Figure II). Les dépenses par habitant les plus élevées sont enregistrées dans les Territoires du Nord-Ouest (\$24) et à l'Île-du-Prince-Édouard (\$19) et les plus faibles au Nouveau-Brunswick (\$3). Les dépenses par habitant sont inférieures à la moyenne nationale (\$14) dans la plupart des provinces.

⁷ Source: Performing Arts Survey, 1989-90, Culture Statistics Programme, Statistics Canada.

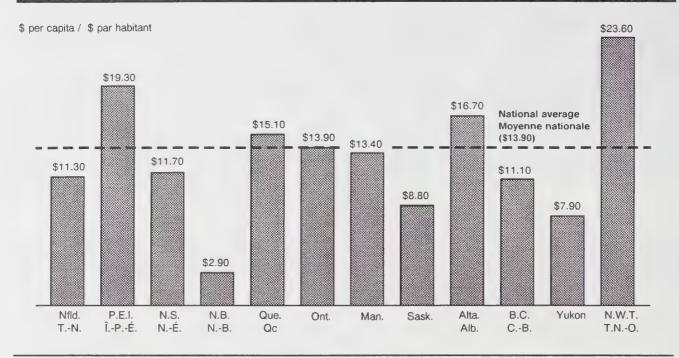
⁷ Source: Enquête sur les arts d'interprétation, 1989-1990, Programme de la statistique culturelle, Statistique Canada.

Figure II

Figure II

Government Expenditures on the Arts¹, by Province or Territory, 1989-90

Dépenses publiques au titre des arts¹, selon la province ou le territoire, 1989-1990



- Includes federal, provincial and municipal government expenditures on the performing arts, arts education, visual arts and crafts, and artists.
- Comprend les dépenses des administrations fédérale, provinciales et municipales au titre des arts d'interprétation, de l'enseignement des arts, des arts visuels et de l'artisanat, et des artistes.

Additional Information

Detailed data on government expenditures on culture, 1989-90, are published in the publication **Government Expenditures on Culture, 1989-90, Culture Statistics**, Catalogue No. 87-206, Statistics Canada.

For further information regarding the data in this bulletin, or for supplementary detail, contact:

N. VERMA
Manager, Surveys of Government
Expenditures on Culture
Education, Culture, Tourism Division
Statistics Canada
Ottawa, Ont.
K1A 0T6
(613) 951-6863
Fax (613) 951-9040

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Renseignements supplémentaires

Des données détaillées sur les dépenses publiques au titre de la culture, 1989-1990, figurent dans la publication **Dépenses publiques au titre de la culture, 1989-1990**, n° 87-206 au catalogue, Statistique Canada.

Pour plus de renseignements concernant les données du présent bulletin, ou pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez communiquer avec :

N. VERMA

Gestionnaire, enquêtes sur les dépenses publiques au titre de la culture

Division de l'éducation, de la culture et du tourisme Statistique Canada

Ottawa (Ontario)

K1A 0T6

(613) 951-6863

Télécopieur (613) 951-9040

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.







ervice Bulletin

Bulletin de service

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$29.00 annually United States: US\$5.90 per issue, US\$35.00 annually Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$41.00 annually

To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix: Canada: 4,90 \$ l'exemplaire, 29 \$ par année États-Unis: 5,90 \$ US l'exemplaire, 35 \$ US par année Autres pays: 6,90 \$ US l'exemplaire, 41 \$ US par année Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol. 15, No. 2

Performing Arts Survey, 1989-90

Highlights

In 1989-90:

- 402 companies reported 40,555 performances, an increase of 2% over 1988-89; attendance, however, dropped by 8%
- the net balance between total company revenues and expenditures resulted in a significant \$7.5 million deficit for performing arts companies. This represented an increase of 117% in the deficit over 1988-89
- for every dollar brought in through performance revenue and related advertising, bar and concession sales, and through investment interest and facilities rental, performing arts companies had to find an additional dollar to survive
- total company revenues reported were \$353 million, an 11% increase over 1988-89. Total company expenditures, over \$360 million. increased at a slightly faster rate than revenues, up 12% from the previous year.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a longstanding cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

August 1992

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
© Minister of Industry, Science and Technology, 1992. All rights reserved.
No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Chief, Author Services, Publications Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Vol. 15, nº 2

Enquête sur les arts d'interprétation, 1989-1990

Faits saillants

En 1989-1990:

- 402 compagnies déclarent 40,555 représentations, une hausse de 2% en regard de 1988-1989, mais le nombre de spectateurs régresse de 8%
- le solde net du total des recettes et des dépenses se traduit par un déficit considérable de \$7.5 millions pour compagnies d'arts d'interprétation, soit une progression de 117% par rapport à 1988-1989
- pour un dollar procuré par les recettes représentations, la publicité et les ventes dans les bars et les concessions, ainsi que les intérêts d'investissements et la location des installations, les compagnies d'arts d'interprétation doivent trouver un autre dollar pour
- les recettes totales déclarées par les compagnies s'élèvent à \$353 millions, une hausse de 11% par rapport à 1988-1989; les dépenses totales, qui dépassent \$360 millions, augmentent à un rythme légèrement supérieur à celui des recettes, soit une augmentation de 12% par rapport à l'année précédente.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Août 1992



Canada

Introduction

Professional, not-for-profit performing arts companies are continually faced with the challenge of making ends meet, through balancing earned revenue, public grants and private sector support with carefully controlled expenditures. In order to obtain statistical information on the revenues, expenditures, performances and audiences of these companies, the Culture Sub-division of Statistics Canada annually surveys the four disciplines of theatre, music, dance and opera.

Altogether, 402 companies, 90% of those contacted and eligible, responded to the 1989-90 questionnaire, providing data for their fiscal year ending in the period between September 1, 1989 and August 31, 1990. Of these organizations, 234 were theatre companies, 100 music, 54 dance and 14 opera. Each survey year targets the same core of companies, (that is, all professional, not for profit performing arts companies), although company closures and the creation of new companies, as well as respondent response patterns, all contribute to slight variations in the total survey data base from year to year.

Performances and Attendance

While the number of companies in the performing arts survey increased by 14% between 1988-89 and 1989-90, total attendance at live performing arts events dropped by 8%. This decline took place despite the fact that the number of performances offered increased slightly (2%). Total attendance was just short of 14 million spectators, which gives an attendance to population ratio of about 1 to 2.

Another way of looking at attendance figures is by calculating the average attendance per performance. This number dropped from 379 in 1988-89 to 352 in 1989-90. This decrease was not consistent across the performing disciplines, as music company performances suffered a 21% decline in average attendance, while the other three disciplines experienced decreases of no more than 8%. The result is that, for the first time, music companies did not draw the largest average attendance per performance, sliding to a very close second behind opera companies. Theatre companies continued their trend of many years, with the largest number of performances attracting the greatest total number of spectators, but averaging the lowest attendance per performance. More detail on these patterns can be found in Table 1.

The role played by touring in a performing company's season can vary enormously from one company to another. Exactly one third of all performances given were while companies were on tour, and similarly, one third of all persons attending performing arts events did so at these performances. Twenty-six companies offered all of their performances while on tour, and 187 companies reported no touring at all in 1989-90. The rest of the companies surveyed split their seasons between their home area and performances on the road. (Run-outs or day trips where no per diems are paid are counted in with other home performances.)

Introduction

Les compagnies d'arts d'interprétation professionnelles à but non lucratif doivent sans cesse joindre les deux bouts et, pour relever ce défi, équilibrer les recettes gagnées, les subventions publiques et le financement privé, et les dépenses soumises à un contrôle judicieux. Afin d'obtenir des renseignements statistiques sur les recettes et les dépenses et sur les représentations et les spectateurs de ces compagnies, la Sous-division de la culture de Statistique Canada mène chaque année une enquête sur quatre disciplines, à savoir le théâtre, la musique, la danse et l'opéra.

Au total, 402 compagnies, ou 90% des compagnies admissibles et rejointes, ont répondu à l'enquête de 1989-1990 au moyen de données sur l'exercice visant la période du 1er septembre 1989 au 31 août 1990. De ce nombre, 234 se consacrent au théâtre, 100 à la musique, 54 à la danse et 14 à l'opéra. Chaque année, on vise le même groupe de compagnies d'arts d'interprétation (c'est-à-dire, professionnelles à but non lucratif), mais les légères variations observées d'une année à l'autre dans la base de données de l'enquête s'expliquent par les fermetures ou les créations de compagnies et par les habitudes de réponse des enquêtés.

Représentations et assistance

Le nombre de compagnies de l'Enquête sur les arts d'interprétation augmente de 14% de 1988-1989 à 1989-1990, mais le nombre total de spectateurs aux représentations diminue de 8%. La baisse survient malgré le fait que le nombre de représentations est légèrement en hausse (2%). Le total des spectateurs est à peine inférieur à 14 millions, pour un rapport spectateurs-population d'environ 1 pour 2.

Une autre façon d'aborder le nombre de spectateurs est de faire la moyenne par représentation. Ce chiffre tombe de 379 en 1988-1989 à 352 en 1989-1990. La diminution n'est toutefois pas uniforme pour l'ensemble des disciplines, s'établissant à 21% pour les compagnies de musique, mais à pas plus de 8% pour celles des trois autres disciplines. Ce qui fait que, pour la première fois, les compagnies de musique n'ont pas attiré le plus grand nombre moyen de spectateurs par représentation et qu'elles se trouvent à talonner les compagnies d'opéra. Pour leur part, les compagnies de théâtre continuent la tendance amorcée depuis de nombreuses années, en comptant le plus grand nombre de représentations et de spectateurs, même si elles enregistrent la plus faible moyenne pour le nombre de spectateurs par représentation. Les tendances sont précisées au Tableau 1.

Le rôle des tournées peut varier beaucoup d'une compagnie à l'autre. Exactement le tiers des représentations sont données en tournée, attirant le tiers du total des spectateurs. Vingt-six compagnies donnent leurs représentations uniquement en tournée, alors que 187 ne déclarent aucune tournée en 1989-1990. La saison des autres compagnies est divisée entre les spectacles donnés sur place et les tournées. (Les autres spectacles à domicile incluent les sorties ou les déplacements où aucun tarif est payé per diem.)

Performances targeted towards youth, while over one third of all performances given, drew 29% of audiences. Opera companies in particular, experienced this discrepancy, with 45% of their performances geared to young people, (accounted for primarily by school performances, workshops and dress rehearsals), although they represented just 18% of total attendance.

A new data item in 1989-90 concerns performances recorded for broadcast. Almost one fifth of the companies surveyed were involved in this activity to some extent; nevertheless, the number of such performances amounted to less than one per cent of the number of performances offered. Seventy-seven companies reported a total of 384 performances broadcast, although a large number of these companies were unable even to estimate the size of the audience they reached via broadcast.

Revenue

i) General

The 402 companies reporting in 1989-90 showed total revenues of \$353 million. For the first time in at least a decade, earned revenues eased over 51% of total revenues, bringing in \$180.5 million. This left other revenue, from public (government) grants, private (corporate and individual) donations, and fund-raising, responsible for slightly less than half of all revenues.

The four performing disciplines each relied on different combinations of these revenue sources in their efforts to bring total revenues as close as possible to expenditures. Theatre companies, which constituted the largest component of the performing arts field, were able to realize the largest proportion of their revenues from ticket sales (49%). Another 31% came from government grants, and only 11% from private donations.

At the opposite end of the scale from theatre companies are the dance troupes. They drew 32% of their revenues from the box office, with private donations accounting for another 17% of revenues. Government grants were relied on for 42% of dance company income, a much larger percentage than for any of the other disciplines.

Figure 1 shows these proportionate distributions of revenue sources for theatre and dance, as well as for the other two disciplines, music and opera.

There were also wide variations in the actual revenues of these performing companies, by artistic discipline. In 1989-90, theatre groups averaged earnings of \$719,000 while opera companies tipped the scales at averages of \$2.5 million per company. Music companies and dance troupes fell in the middle of the spectrum with average total revenues of \$1.0 million and \$890,000 respectively.

Les spectacles orientés vers les jeunes, soit plus du tiers des représentations, attirent 29% des spectateurs. Les compagnies d'opéra ressentent surtout l'écart, 45% de leurs représentations s'adressant aux jeunes (essentiellement sous la forme de spectacles dans les écoles, d'ateliers et de répétitions), mais attirant juste 18% du total des spectateurs.

L'enquête de 1989-1990 fournit de nouvelles données concernant l'enregistrement des représentations pour diffusion. Presque le cinquième des compagnies participent à l'activité dans une certaine mesure, quoique le nombre de ces représentations soit inférieur à 1% de l'ensemble des représentations. Soixante-dix-sept compagnies déclarent en tout 384 représentations diffusées, même si elles sont nombreuses à ne pouvoir estimer le total des personnes rejointes.

Recettes

i) Recettes générales

Les 402 compagnies ayant répondu à l'enquête de 1989-1990 déclarent des recettes totales de \$353 millions. Pour la première fois depuis au moins dix ans, les recettes gagnées dépassent 51% des recettes totales, s'établissant à \$180.5 millions. Le reste, un peu moins de la moitié, provient des subventions publiques (gouvernementales), des dons privés (sociétés ou particuliers) et de la collecte de fonds.

Les quatre disciplines réunissent différemment leurs sources de recettes afin de réussir à équilibrer le plus possible les dépenses et les recettes totales. Les compagnies de théâtre, la plus grande composante du secteur des arts d'interprétation, retirent de la vente des billets la plus forte proportion (49%) de leurs recettes. Les subventions publiques en constituent 31% et les dons privés, seulement 11%

À l'opposé des compagnies de théâtre se trouvent les troupes de danse. Celles-ci obtiennent 32% de leurs recettes par la vente de billets et 17%, de dons privés. Les subventions publiques, qui s'établissent à 42%, constituent la plus forte proportion parmi les quatre disciplines.

La Figure 1 montre la répartition en pourcentage des sources de recettes pour le théâtre et la danse, ainsi que pour les deux autres disciplines, la musique et l'opéra.

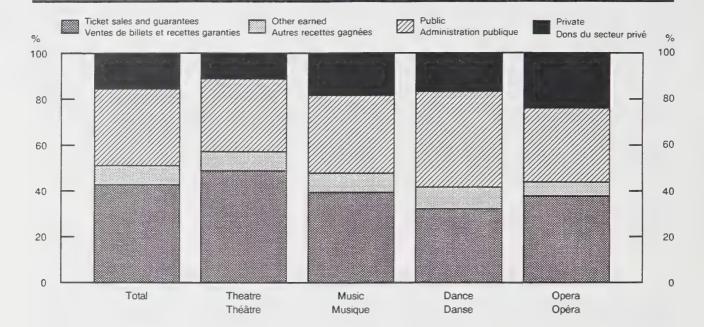
On observe également des variations considérables des recettes réelles réalisées par les compagnies, selon la discipline. En 1989-1990, les compagnies de théâtre ont en moyenne des recettes de \$719,000, alors que les compagnies d'opéra font pencher la balance avec une moyenne de \$2.5 millions par compagnie. Les compagnies de musique et les troupes de danse se retrouvent au milieu avec des recettes moyennes totales de \$1.0 million et de \$890,000 respectivement.

Figure 1

Total Revenue by Source, as a Percentage, by Discipline and Total

Figure 1

Recettes totales selon la source, en pourcentage, par discipline et total



ii) Earned

Earned revenues totalled \$180.5 million in 1989-90. Ticket sales generated revenues of \$125.5 million, (69.5%), with guaranteed and other performance income (such as from the media), contributing another \$28.3 million (15.7%). Other sources of income, such as associated schools or festivals, program advertising, and souvenir, bar and concession sales, accounted for the remaining \$26.7 million (14.8%).

Another way to look at earned revenue is by distributing it over the number of performances offered. On average across the country, \$3,714 per performance was taken in through box office receipts and guaranteed performance fees. This amount ranged from a low of \$1,160 in New Brunswick to \$5,050 in Ontario. Even larger variations occurred between disciplines, from the \$2,400 theatre companies receive per performance, to the \$21,000 opera companies average.

Much has been written recently on the relative advantages of subscription ticket sales for the fiscal stability of performing arts companies. Data for the past decade show that subscription ticket sales for all disciplines combined, as a percentage of total sales, peaked in 1987 and have since dropped back to 1983 levels.

The orchestral component of the performing music scene has identified a major trend in subscription sales that has been emerging over this period and will

ii) Recettes gagnées

Les recettes gagnées totalisent \$180.5 millions en 1989-1990. La vente de billets procure \$125.5 millions (69.5%), les recettes garanties et autres liées aux représentations (comme celles qui proviennent des médias) s'élevant à \$28.3 millions (15.7%). Les autres sources de recettes, comme les écoles associées ou les festivals, la publicité dans les programmes, les souvenirs et les ventes dans les bars et les concessions, expliquent les autres \$26.7 millions (14.8%).

On peut aussi considérer les recettes gagnées en les étalant sur le nombre de représentations. En moyenne à la grandeur du pays, la vente de billets et les recettes garanties procurent \$3,714 par représentation. La fourchette varie de \$1,160 au Nouveau-Brunswick à \$5,050 en Ontario. Les variations sont encore plus prononcées d'une discipline à l'autre, allant de \$2,400 par représentation pour les compagnies de théâtre à \$21,000 en moyenne par représentation pour les compagnies d'opéra.

Il s'est beaucoup écrit, récemment, sur les avantages qu'offre la vente d'abonnements pour assurer la stabilité financière des compagnies d'arts d'interprétation. Les données de la dernière décennie montrent que pour toutes les disciplines et par rapport aux ventes totales, la vente d'abonnements atteint un sommet en 1987, puis retombe aux niveaux de 1983.

La composante orchestre des compagnies de musique a dégagé une grande tendance qui se dessine dans les ventes d'abonnements pendant cette période et qui doit agir sur

significantly affect the marketing focus throughout the 1990's1. While the data do show a downward trend in the number of tickets sold via subscription, it is suggested that this is attributed to a relatively stable number of subscribers purchasing, on average, smaller and smaller series. This is the result of the emphasis in the late 1980's on the re-packaging of series, the introduction of mini-series and extremely flexible ticket exchange privileges. There is some feeling that increasingly advanced marketing techniques have enabled many companies to target already all potential buyers in their communities. This saturation, combined with the reduced commitment of those who do subscribe, is contributing to the declining series sales. The approach being taken by many, to woo subscribers back to full-season commitment, is both to improve customer service steadily, (the acknowledged marketing force of the 1990's), and to continue to offer unwavering excellence in performances. The stage is clearly set for the challenge!

iii) Grants, Fund-raising and Other Revenue

The difference between earned income and total company revenues is made up by varying degrees of public and private support.

In 1989-90, grants from all levels of government totalled \$118.7 million, or 69% of all revenue from grants, fund-raising, and other sources. Federal government grants amounted to \$53.7 million (45%), followed by provincial at \$46.6 million (39%), and regional and municipal at \$17.6 million (15%). While these relative proportions have remained fairly constant for some years across the four performing disciplines, individual provinces show significant variation from the Canada figures. For example, in Alberta, provincial grants are twice the federal contribution, whereas the reverse is true in both Newfoundland and Prince Edward Island. Table 3 provides more detail on these breakdowns.

Total government contributions increased by 9% between 1988-89 and 1989-90, compared with the 6% increase between 1987-88 and 1988-89. Federal contributions in 1989-90, as reported by surveyed companies, increased \$2.6 million over the previous year (a 5% increase), while provincial grants jumped \$5.4 million in the same period (a 13% increase). Regional and municipal governments correspondingly decreased their assistance by \$2.5 million, or 16%.

The remainder of other revenues came from private sources. In 1989-90, corporate donations and sponsorships totalled \$21.5 million, individual gifts contributed another \$12.7 million and special fund raising events and projects, combined with other sources, accounted for about \$19.6 million, bringing the revenues from these sources to \$53.8 million.

While corporate and business donations and sponsorships continued to account for the largest proportion of all private donations, their relative

la commercialisation tout au long des années 901. Les données révèlent effectivement une tendance à la baisse des ventes d'abonnements, ce qui serait attribuable au fait qu'un nombre assez stable d'abonnés achètent en moyenne des séries de plus en plus limitées. C'est ce qui découle de l'importance accordée, vers la fin des années 80, au «réemballage» des séries et à l'adoption de mini-séries et de programmes souples d'échange de billets. De l'avis de certains, l'évolution de la commercialisation permet de plus en plus à un bon nombre de compagnies de cibler les acheteurs éventuels de leurs collectivités. Cette saturation, combinée avec la plus grande hésitation qu'auraient les spectateurs à s'abonner pour la saison entière, contribue à faire fléchir les ventes d'abonnements. Dans bien des cas, l'approche incitant au renouvellement des abonnements consiste à la fois dans l'amélioration constante du service à la clientèle (la force de commercialisation reconnue des années 90) et dans la recherche soutenue de l'excellence des représentations. La scène est certes prête pour le défi.

iii) Subventions, collecte de fonds et autres sources

La différence entre les recettes gagnées et les recettes totales des compagnies est comblée à des degrés divers par le soutien public et privé.

1989-1990. les En subventions versées l'administration publique totalisent \$118.7 millions, ou 69% de l'ensemble des recettes qui proviennent des subventions, de la collecte de fonds et d'autres sources. Les subventions du fédéral s'élèvent à \$53.7 millions (45%), suivies de celles des provinces à \$46.6 millions (39%) et de celles des régions et des municipalités à \$17.6 millions (15%). Si ces proportions sont assez constantes depuis quelques années pour les quatre disciplines, on observe des variations importantes selon les provinces par rapport à la moyenne nationale. Ainsi les subventions versées par l'Alberta sont deux fois plus élevées que celles de l'administration fédérale, alors que l'inverse se produit à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard. Le Tableau 3 fournit le détail de la répartition.

Les contributions publiques totales montent de 9% de 1988-1989 à 1989-1990, la hausse ayant été de 6% de 1987-1988 à 1988-1989. Les contributions fédérales déclarées grimpent de \$2.6 millions (5%) en 1989-1990 par rapport à l'année précédente, tandis que les subventions provinciales bondissent de \$5.4 millions (13%) pendant la même période. L'assistance accordée par les régions et les municipalités diminue en conséquence de \$2.5 millions (16%).

Le reste des recettes non gagnées provient de sources privées. En 1989-1990, les dons des sociétés et les commandites s'élèvent à \$21.5 millions; les dons des particuliers, à \$12.7 millions; et les événements et projets spéciaux de collecte de fonds, combinés avec d'autres sources, à environ \$19.6 millions. Les recettes obtenues de ces sources totalisent \$53.8 millions.

Les dons des sociétés et des entreprises et les commandites continuent de représenter la plus forte proportion de tous les dons provenant de sources privées,

[&]quot;Marketing is Topic at ACO Conference", Orchestra Canada, Vol. 19, No. 1, January, 1992, Association of Canadian Orchestras, p.1.

Tendances en commercialisation", Orchestres Canada, Vol. 19, Nº 1, janvier 1992, Association des orchestres canadiens, p. 1.

prominence declined 3% overall. For years, music companies have derived a much more sizeable proportion of their private revenues from this source than has any other group of performing companies. However, in 1989-90, music companies showed a significant drop of 12 percentage points in this source. Conversely, dance and opera recorded some increase, while theatre companies also registered a decrease, although just 3%.

Expenditures

In 1989-90, performing arts companies spent, on average, \$8,890 per performance given. This is the sum of all expenditures - production, company administration, marketing and publicity, etc. - prorated over the total number of performances given. Another way to look at expenditures is to look at those which directly relate to the production of a performance - i.e., artistic and technical personnel wages and salaries and other production expenses, such as sets, costumes, music rental or purchase, scripts, royalties, etc. Using this approach, the Canadian average drops Not surprisingly, to \$5334 per performance. distributions at the provincial and discipline levels were similar to those for performance revenues. Manitoba performing arts companies incurred the highest costs per performance (\$7508), followed closely by Ontario (\$7070), and contrasting with the lowest expenditures. in New Brunswick (\$2762). Again, the type of performing company strongly influenced the cost of producing a show. Theatre companies were able to average per-production expenditures of just \$2,877. compared with operas which require \$33,881 per performance.

Performing arts company expenditures have always been concentrated in personnel wages and salaries. In fact, since 1986-87, a constant 55% of total company expenditures have been attributed to direct personnel costs. For at least four years before that, the proportion of personnel expenses to total company expenses, although declining steadily each year, never dipped below 58%. The labour-intensive nature of the performing arts sector is clearly not about to change quickly; it may be that the constant 55% of the late 1980's reflects the lowest bound of company expenditures that can be devoted to personnel, under current conditions.

As with so much of the performing arts data, the effect of discipline is significant in terms of the expenditures data too. As they have for many years, music companies continued to expend the largest portion of their company budgets on personnel – in fact, over two-thirds in 1989-90. Dance companies, as in previous years, allocated less than half of their expenses to wages and salaries (48%). Personnel expenditures for theatre and opera companies accounted for 51% and 55% respectively of their total expenditures.

The sum of all other (non-salary) production costs were also affected by discipline, but in the opposite direction, resulting in total production costs falling within a few percentage points of each other for all

mais leur importance relative baisse de 3% en général. Pendant des années, les compagnies de musique ont tiré de cette source une part de recettes d'origine privée bien plus importante que pour toute autre catégorie de compagnies. Mais en 1989-1990, elles affichent une baisse considérable de 12 points, à l'inverse des compagnies de danse et des compagnies d'opéra, qui connaissent une augmentation. Les compagnies de théâtre enregistrent aussi une baisse, qui ne s'établit toutefois qu'à 3%.

Dépenses

En 1989-1990, les compagnies dépensent en moyenne \$8,890 par représentation, soit tous les frais (production, administration, commercialisation, publicité, etc.) calculés au pro-rata du total des représentations. On peut aussi calculer les dépenses directes de production, soit les salaires et traitements des artistes et des techniciens et d'autres frais de production, comme les décors, les costumes, la location ou l'achat de musique, les scripts et les redevances. Ce mode de calcul permet d'abaisser à \$5,334 la moyenne nationale des dépenses par représentation. Il n'est pas étonnant que la répartition des niveaux par province et par discipline ressemble à celle des recettes des représentations. Manitoba a les dépenses les plus élevées par représentation (\$7,508), suivi de près par l'Ontario (\$7,070), ce qui contraste avec le Nouveau-Brunswick, où les dépenses sont les moins élevées (\$2,762). Encore là, le genre de compagnie agit fortement sur le coût de production. Les compagnies de théâtre ne dépensent en moyenne que \$2,877 par représentation, par rapport à \$33,881 pour les compagnies d'opéra.

Les dépenses sont toujours concentrées dans les salaires et traitements. En fait, depuis 1986-1987, 55% des dépenses totales sont affectées sans exception aux frais directs du personnel. Et pendant les quatre années précédentes au moins, la part des frais du personnel, même si elle fléchissait régulièrement chaque année, n'est jamais tombée sous 58%. De toute évidence, l'intensité de main-d'oeuvre qui caractérise le secteur des arts d'interprétation n'est pas sur le point de changer rapidement; il se peut que le niveau des 55% observé à la fin des années 80 reflète la limite inférieure des dépenses susceptibles d'être affectées au personnel, dans l'état actuel des choses.

Comme pour tellement de données sur les arts d'interprétation, l'effet exercé par la discipline n'est pas négligeable par rapport aux dépenses. Poursuivant la tendance amorcée depuis bien des années, les compagnies de musique consacrent la majeure partie de leur budget au personnel, soit plus des deux tiers en 1989-1990. Les troupes de danse continuent d'affecter moins de la moitié de leurs dépenses aux salaires et traitements (48%). En ce qui a trait aux compagnies de théâtre et d'opéra, les frais du personnel correspondent à 51% et à 55%, respectivement, des dépenses totales.

La somme des autres frais de production (frais non salariaux) varie aussi selon la discipline, mais à l'inverse; il en résulte que le total des frais de production est le même à quelques points près d'une discipline à l'autre. Entre 71.1 et

disciplines. Between 71.1 and 76.8% of all company expenses were consumed by production costs. Marketing and fund-raising costs were the largest other single category of expenditure, ranging from 8 to 11% of total costs. The remainder of company expenses consisted of administration, space ownership or rental costs, bar and concession supplies, etc., and any costs incurred by an associated school or festival.

Average per company expenditures in 1989-90 ranged from \$85,800 for the smallest music companies, to \$6,703,100 for the large opera companies. By discipline, average total company expenditures were \$739,800 for theatre, \$899,300 for dance, \$1,047,400 for music, and \$2,428,800 for opera companies, for a combined average expenditure of \$896,600.

In the Red - What's Ahead?

While average company expenditures decreased by \$13,824 from 1988-89 to 1989-90, average company revenues decreased by \$25,184 over the same period. The result? The average deficit carried by a performing arts company jumped 158% over the year, to \$18,569. This amount has been surpassed only once since 1980-81, in 1983-84, when the figure was \$35,603. It should be noted that not all provinces or performing disciplines contributed equally to the total 1989-90 deficit of \$7.5 million. Two Atlantic provinces - Prince Edward Island and Nova Scotia and the Yukon, recorded surpluses (see Table 2). While only the largest opera companies were able to realize a total surplus, it was sufficient to ensure an overall surplus for all opera companies of \$561,626. The only other segment of the population that achieved a surplus was medium- sized music companies. All other discipline/size groups operated under the strain of total costs exceeding total revenues. Large theatre companies reported a combined total deficit of over \$4 million and large music companies followed with total deficits of \$2.7 million.

Currently, performing arts companies are making every effort to bolster their revenues, by soliciting support both from private sources, especially through special fund-raising events (ranging from performance galas to casinos and silent auctions), and from all possible sources of government grants and concessions. Clearly, average expenses per company are being streamlined in efforts to balance the books. However, one cannot help but wonder if, when data covering the worst part of the recession are available, will deficits stay at this level, or perhaps even increase?

Additional Information

Although the questionnaire used in the 1985-86 to 1989-90 performing arts surveys was substantially revised from that used from 1977-78 to 1984-85, it solicited from the respondents the same basic performance, attendance, revenue and expenditure information. In fact, similar data are available back to 1966-67. Special data tabulations for any of the survey

76.8% des dépenses totales sont affectées aux frais de production. Les frais associés au marketing et à la collecte de fonds se situent au deuxième rang, représentant entre 8 et 11% des dépenses totales. Le reste est réparti entre l'administration, l'achat ou la location d'espaces, les fournitures des bars et des concessions, etc., et les frais engagés par une école associée ou un festival.

En 1989-1990, les dépenses moyennes par compagnie varient de \$85,800 pour les petites compagnies de musique à \$6,703,100 pour les grandes compagnies d'opéra. Par discipline, les dépenses moyennes des compagnies totalisent \$739,800 pour le théâtre, \$899,300 pour la danse, \$1,047,400 pour la musique et \$2,428,800 pour l'opéra, soit une moyenne de \$896,600 pour l'ensemble.

Situation déficitaire - Et à venir?

De 1988-1989 à 1989-1990, les dépenses movennes des compagnies diminuent de \$13.824 et les recettes movennes. de \$25,184. Ce qui fait que le déficit moyen bondit de 158% pour atteindre \$18,569. Ce chiffre n'a été surpassé qu'une fois depuis 1980-1981, soit en 1983-1984 lorsqu'il s'est établi à \$35,603. Il convient de noter que les provinces ou les disciplines n'ont pas toutes contribué également au déficit total de \$7.5 millions en 1989-1990. Deux provinces de l'Atlantique, c.-à-d. l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse, ainsi que le Yukon réalisent un excédent (voir Tableau 2). Même si les grandes compagnies d'opéra sont les seules à réaliser un excédent, c'est suffisant pour porter à \$561,626 l'excédent de toutes les compagnies de cette catégorie. Les compagnies de musique de taille movenne sont les seules autres à réaliser un excédent. Quelles que soient la discipline ou la taille, tous les autres groupes ont dû faire face à un budget déficitaire. Le déficit combiné des grandes compagnies de théâtre dépasse \$4 millions et celui des grandes compagnies de musique, \$2.7 millions.

À l'heure actuelle, les compagnies d'arts d'interprétation mettent tout en oeuvre pour soutenir leurs recettes et, à cette fin, elles sollicitent l'appui du secteur privé, notamment par des événements spéciaux de collecte de fonds (galas, casinos, vente aux enchères par écrit), et celui de toutes les sources possibles de subventions publiques et de concessions. Il est clair qu'elles s'efforcent de rationaliser les dépenses afin d'équilibrer les comptes. Mais une fois connues les données pour la pire partie de la récession, il reste à savoir si les déficits seront maintenus ou s'ils pourraient même augmenter.

Renseignements additionnels

Le questionnaire utilisé de 1985-1986 à 1989-1990 aux fins de l'Enquête sur les arts d'interprétation a été modifié en profondeur par rapport à celui qui a servi de 1977-1978 à 1984-1985, mais il contient les mêmes questions fondamentales sur les représentations, l'assistance, les recettes et les dépenses. En fait, des données similaires sont recueillies depuis 1966-1967. Des totalisations spéciales pour

years 1966-67 to 1989-90 can be produced on a costrecovery basis. Detailed data on the performing arts are published annually in **Performing Arts, Culture Statistics**, Statistics Canada, Catalogue No. 87-209.

Additional data on government expenditures on culture, including the performing arts, can be found in the annual publication, **Government Expenditures on Culture in Canada**, Statistics Canada, Catalogue No. 87-206.

Anyone who would like further information on the Performing Arts Survey is encouraged to contact Mary Cromie, Culture Sub-division, Education, Culture and Tourism Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone (613) 951-6864, Fax (613) 951-9040). Requests may also be directed to any of Statistics Canada's regional offices.

toute année comprise entre 1966-1967 et 1989-1990 sont offertes contre recouvrement des frais. Chaque année, Statistique Canada publie des données détaillées dans Les arts d'interprétation, Statistiques de la culture, nº 87-209 au catalogue.

Statistique Canada publie aussi d'autres données sur les dépenses publiques au titre de la culture, ce qui comprend les arts d'interprétation. Voir **Dépenses publiques au titre de la culture**, nº 87-206 au catalogue.

Pour obtenir d'autres renseignements au sujet de l'Enquête sur les arts d'interprétation, veuillez communiquer avec Mary Cromie, Sous-division de la culture, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, au 613-951-6864 (téléphone) ou au 613-951-9040 (télécopieur). Les demandes peuvent aussi être adressées à l'un des bureaux régionaux de Statistique Canada.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.



Table 1 Number of Performances, Attendance, Revenue, Expenditures and Surplus/Deficit, by Discipline and Company Size, 1989-90

Tableau 1 Nombre de représentations, assistance, recettes, dépenses et excédent/déficit, par discipline et la taille de la compagnie, 1989-1990

	Number of companies	Total performances	Total attendance	Average attendance per performance ¹	Total Revenue	Total Expenditures	Surplus (Deficit)
	Nombre de compagnies	Représen- tations totales	Assistance totale	Assistance moyenne par représen- tation ¹	Recettes totales	Dépenses totales	Excédent (déficit)
Discipline and							
Company Size ² Discipline et la taille de la compagnie ²							
Theatre - Théâtre							
Small - Petite	90	5,847	1,020,840	176	8,832,562	9,009,918	(177,356)
Medium - Moyenne	102	14,652	2,915,914	203	40,576,164	41,120,365	(544,201)
Large - Grande	42	13,135	4,612,489	363	118,924,264	122,981,103	(4,056,839)
Total	234	33,634	8,549,243	260	168,332,990	173,111,386	(4,778,396)
Music - Musique							
Small - Petite	48	787	259.328	333	4,071,943	4.117.247	(45,304)
Medium - Movenne	32	870	498,953	651	12,125,568	11,887,127	238,441
Large - Grande	20	2,229	2,482,401	1,140	85,796,100	88,734,976	(2.938,876)
Total	100	3,886	3,240,682	871	101,993,611	104,739,350	(2,745,739)
Dance - Danse							
Small - Petite	25	757	311,921	412	2.158.421	2.187.460	(29,039)
Medium - Moyenne	20	973	320,341	352	9,160,755	9,164,622	(3,867)
Large - Grande	9	690	954,556	1,383	36,739,925	37,209,361	(469,436)
Total	54	2,420	1,586,818	673	48,059,101	48,561,443	(502,342)
Opera – Opéra							
Small - Petite	6	83	42,100	507	1,571,696	1.730.777	(159.081)
Medium - Movenne	4	85	87,601	1,031	5,410,917	5,459,505	(48,588)
Large - Grande	4	447	407,343	911	27,581,637	26,812,342	769,295
Total	14	615	537,044	873	34,564,250	34,002,624	561,626
Total	402	40,555	13,913,787	352	352,949,952	360,414,803	(7,464,851)

Theatre, music and dance small – less than \$200,000 medium – \$200,000 to \$800,000

large - greater than \$800,000

Opera

medium - \$800,000 to \$2,000,000 large - greater than \$2,000,000

Refer to catalogue 87-209 Performing Arts 1989-90 p. 10 for more information.

Fondée sur les recettes totales de la compagnie:

Théâtre, musique et danse petite - moins de \$200,000 moyenne - de \$200,000 à \$800,000 grande - plus de \$800,000 Opéra

petite - moins de \$800,000 moyenne - de \$800,000 à \$2,000,000

grande - plus de \$2,000,000

Pour plus de renseignements, consulter la publication nº 87-209 au catalogue, Les arts d'interprétation, 1989-90, p.10.

Calculated only for those companies reporting both performances and attendance.

Ne comprend que les compagnies qui ont fourni des données à la fois sur les représentations et sur les spectateurs.

² Based on total company revenues as follows:

Table 2 Number of Performances, Attendance, Revenue, Expenditures and Surplus/Deficit, by Province, 1989-90

Tableau 2 Nombre de représentations, assistance, recettes, dépenses et excédent/déficit, selon la province, 1989-1990

	Number of companies	Number of performances	Total attendance	Average attendance per performance ¹	Total Revenue	Total Expenditures	Surplus/ (Deficit)
	Nombre de compagnies	Nombre de représentations	Assistance totale	Assistance moyenne par représen- tation ¹	Recettes totales	Dépenses totales	Excédent/ (déficit)
Newfoundland - Terre-Neuve	5	113	29,244	259	916,832	971,090	(54,258)
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	5	437	98,413	225	3,418,131	3,329,227	88,904
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	7	928	319,756	345	5,610,327	5,558,375	51,952
New Brunswick – Noveau-Brunswick	6	678	194,010	286	2,747,832	2,965,051	(217,219)
Quebec - Québec	131	10,508	3,866,923	382	92,303,210	93,521,868	(1,218,658)
Ontario	133	13,097	4,924,898	392	151,656,089	155,187,753	(3,531,664)
Manitoba	14	1,846	920,325	499	23,246,933	23,367,368	(120,435)
Saskatchewan	7	788	171,588	218	3,730,715	3,795,688	(64,973)
Alberta	43	6,135	1,608,168	262	34,496,185	36,329,293	(1,833,108)
British Columbia – Colombie-Britannique	50	5,985	1,778,462	303	34,769,639	35,346,605	(576,966)
Yukon	1	40	2,000	50	54,059	42,485	11,574
Canada	402	40,555	13,913,787	352	352,949,952	360,414,803	(7,464,851)

Calculated only for those companies reporting both performances and attendance.

Ne comprend que les compagnies qui ont fourni des données à la fois sur les représentations et sur les spectateurs.

Table 3 Public Grants by Source by Province, 1989-90

Tableau 3 Subventions des administrations publiques selon la source et la province, 1989-1990

	une	otal arned enue	Total Pu	blic	Federa	i
	Total des recettes non gagnées 605,181 1,620,480 2,626,320 1,787,186 39,845,130 74,315,912 10,972,877 2,296,803 19,178,902 19,203,683 36,589 172,489,063 Provincial Subventions provinciales \$ % 158,200 33.4 463,469 32.2 834,597 41.5	ettes	Total d administra publiqu	ntions	Subventions Fédérales	
			\$	%	\$	%
Newfoundland – Terre-Neuve	60	05,181	473,424	100.0	299,224	63.2
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1,63	20,480	1,439,763	100.0	944,294	65.6
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	2,63	26,320	2,012,250	100.0	1,146,078	57
New Brunswick – Noveau-Brunswick	1,78	37,186	1,234,666	100.0	779,830	63.2
Quebec - Québec	39,84	15,130	32,924,070	100.0	13,511,829	41
Ontario	74,3	15,912	47,033,092	100.0	23,663,753	50.3
Manitoba	10,93	72,877	8,040,402	100.0	3,873,263	48.2
Saskatchewan	2,29	96,803	1,755,510	100.0	600,132	34.2
Alberta	19,17	78,902	11,987,131	100.0	3,403,484	28.4
British Columbia – Colombie-Britannique	19,20	03,683	11,748,393	100.0	5,484,255	46.7
Yukon	;	36,589	36,073	100.0		-
Canada	172,48	39,063	118,684,774	100.0	53,706,142	45.3
	Provinci	al	Municip	pal	Othe	21
			Subvention municipal munic	Autres ¹		
	\$	%	\$	%	\$	%
Newfoundland – Terre-Neuve	158,200	33.4	16,000	3.4	-	-
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	463,469	32.2	32,000	2.2	-	-
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	834,597	41.5	31,575	1.6	-	-
New Brunswick – Noveau-Brunswick	345,757	28	80,139	6.5	28,940	2.3
Quebec - Québec	15,459,759	47	3,755,866	11.4	196,616	0.6
Ontario	4,401,503	30.6	8,442,277	17.9	525,559	1.1
Manitoba	3,275,984	40.7	849,843	10.6	41,312	0.5
Saskatchewan	946,728	53.9	208,650	11.9	-	~
Alberta	6,728,081	56.1	1,849,966	15.4	5,600	-
British Columbia – Colombie-Britannique	3,912,167	33.3	2,337,112	19.9	14,859	0.1
Yukon	36,073	100	-	-	-	-
Canada	46,562,318	39.2	17,603,428	14.8	812,886	0.7

Primarily includes unallocated values: that is, those values that the respondent could not clearly allocate to any of the individual specified cells. Essentiellement, inclue des valeurs non imputées; c.-à-d. les valeurs que le répondant ne peut clairement attribuer à aucun des cas spécifiés.





